

QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11835 – MERCREDI 16 FÉVRIER 1983

EN INDE

Les troubles en Assam ont fait plusieurs centaines de morts

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 85 d.

Tarif des abonnements page 44

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La France et Moscou

La visite que M. Cheysson va faire à Moscou du mercredi 16 février au dimanche 20 février constitue une « première » pour le gouvernement socialiste. Si le ministre des relations extérieures a déjà rencontré M. Gromyko à plusieurs reprises – notamment aux Nations unies, à New-York, – il ne s'est jamais rendu en Union soviétique. C'est M. Cheysson, d'ailleurs, qui a affirmé à plusieurs reprises que les relations franco-soviétiques ne pourraient pas redevenir « normales » tant que l'armée rouge occuperait l'Afghanistan.

Qui dit désaccord – et il y en a beaucoup entre Paris et Moscou – ne signifie cependant pas absence de tout contact. C'est en tout cas le raisonnement que l'on a fait au plus haut niveau en France lorsqu'on a accepté l'invitation adressée par M. Gromyko à M. Cheysson. Le ministre des relations extérieures avait d'ailleurs été précédé dans la capitale soviétique par Mme Cresson et par MM. Jobert et Chevènement.

C'est dans un climat dépourvu de toute illusion que va avoir lieu la visite de M. Cheysson. De tous les sujets de désaccord, celui qui concerne l'équilibre militaire en Europe est le plus important : Moscou n'est pas prêt à pardonner à M. Mitterrand d'avoir pris clairement et vigoureusement position en faveur de l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière au cas où un accord satisfaisant ne pourrait pas être obtenu avec Moscou sur les SS-20. Depuis quelques jours, les commentateurs soviétiques se déchaînent, reprochant au président de la République d'être plus « atlantiste » que les « atlantistes ».

En représailles, les Soviétiques insistent de plus en plus – encore que ce ne soit pas entièrement nouveau – pour qu'il soit tenu compte, dans les négociations avec Washington, des forces de frappe française et britannique. Paris, bien sûr, refuse cette prétention, mais il n'y a aucune chance pour M. Cheysson de convaincre M. Gromyko. De même, il est fort peu probable que le ministre français obtienne quelque geste soviétique à propos de l'Afghanistan. Au mieux ses conversations permettront-elles de se faire une meilleure idée des réelles intentions de M. Andropov sur cette question.

Les autres grands sujets internationaux abordés seront sans doute la Pologne et le Proche-Orient. Rien n'est à attendre sur le premier, dont, d'ailleurs, on parle de moins en moins en France, comme si l'on considérait la normalisation en cours comme étant inéluctable. Sur le Proche-Orient, les choses sont un peu différentes, car les positions françaises et soviétiques peuvent permettre quelque harmonie.

Il n'en demeure pas moins que les deux ministres devront « exploiter » le chapitre des relations bilatérales s'ils veulent donner de la consistance à leur rencontre. Mais, là encore, les choses ne sont pas faciles, car le déséquilibre des échanges ne cesse de s'accroître au détriment de la France. Paris peut tout au plus espérer que cette dégradation soit freinée, car Moscou n'a jamais fait mystère de l'aspect « politique » de ses relations commerciales. Bonn en sait quelque chose qui a toujours su retirer d'importantes retombées sonnantes et trébuchantes de sa politique d'ouverture à l'Est. Jusqu'à présent, la République fédérale reste, d'ailleurs, l'interlocuteur privilégié de Moscou en Europe occidentale, et on ne cache pas, en U.R.S.S., qu'une victoire de M. Vogel est souhaitée aux élections du 6 mars. On ne peut pas dire, en revanche, que les dirigeants soviétiques seraient très affectés par une défaite des socialistes français aux municipales du même jour.

(Lire nos informations page 4.)

La réunion de l'O.L.P. à Alger

M. Arafat appelle les Palestiniens à « la lutte armée jusqu'à une paix juste »

Dans un discours prononcé à Alger devant le « Conseil national palestinien », au sein duquel s'est engagé un débat passionné entre « modérés » et radicaux, M. Yasser Arafat a appelé, lundi 14 février, les Palestiniens à « poursuivre la lutte militaire et politique » mais s'est abstenu de condamner le plan Reagan.

A Jérusalem, la Knesset a approuvé le même jour par soixante et une voix contre cinquante-six et une abstention, au terme d'un débat sans surprise, le remaniement ministériel décidé par le cabinet de M. Menahem Begin après la publication du rapport Kahane sur les massacres de Sabra et de Chatila, entérinant ainsi la nomination de M. Ariel Sharon au poste de ministre sans portefeuille, et celle de M. Arens comme ministre de la défense. (Lire page 3).

Dans un discours « musclé », inaugurant les travaux de la seizième session du Conseil national palestinien, M. Yasser Arafat s'est engagé à poursuivre *« la lutte militaire et politique pour un Etat palestinien indépendant »* jusqu'à la *« réalisation d'une paix juste »* et que *« flotte le drapeau palestinien sur Jérusalem, la capitale de la Palestine »*.

Après avoir évoqué longuement le siège de Beyrouth, *« une épopée de la révolution palestinienne »*, il a invité le Conseil à analyser en profondeur ses implications. *« Les Etats-unis,* a-t-il dit, *ne devraient pas oublier que la guerre au Liban ne sera pas la dernière. Mais nous ne combattons pas pour le seul plaisir de combattre. Nous ne refusons pas pour simplement refuser : nous combattons pour la liberté de notre pays, pour notre dignité... Alors même que nous tenons entre nos mains nos mitraillettes, que nous les braquons sur l'ennemi, nous sommes épris de paix. »*

M. Arafat a ajouté que la révolution palestinienne était entrée dans une nouvelle étape et que *« la lutte armée devait être parachevée par la lutte politique à tous les niveaux »... « Il n'y aura ni paix, ni règlement au Proche-Orient, ni stabilité et sécurité tant que les droits des Palestiniens seront piétinés. Nous voulons une paix fondée sur la justice et la légalité internationale. »* Il a poursuivi : *« Notre option vers une confédération avec notre peuple frère de Jordanie n'est que l'expression puissante de notre foi en l'unité arabe globale. »*

Réaffirmant ensuite la volonté de l'O.L.P. de *« ne jamais renoncer aux droits fondamentaux du peuple palestinien, en premier lieu à la création d'un Etat indépendant »*, M. Arafat a insisté sur l'unité des Palestiniens *« seule garantie de la victoire »*. *« Une décision palestinienne indépendante, libre de toute pression extérieure,* a-t-il dit, *est pour nous essentielle afin d'assurer la victoire. »*

M. Arafat a ajouté qu'il était vital pour l'O.L.P. de conserver sa liberté d'action sans subir les pressions de quiconque. *« Il faut que ceux qui sont proches de nous cpmme ceux qui en sont éloignés fassent bien attention à cela. »*

En conclusion, le président de l'O.L.P. a demandé au monde arabe de mobiliser ses forces : *« Je dis au monde arabe que nous voulons la paix du fort, parce qu'il n'y a pas de paix pour le faible, de même qu'il ne peut y avoir de paix pour ceux qui rampent. »*

(Lire page 3, l'article de notre envoyé spécial, ERIC ROULEAU.)

La politique salariale

Le C.N.P.F. invite ses fédérations à la vigilance pour l'année 1983

Le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) ne dissimule pas ses inquiétudes quant à la maîtrise de l'évolution des salaires en 1983. S'il avait accueilli très favorablement les orientations gouvernementales pour la sortie du blocage – avec notamment le remplacement de l'indexation automatique *a posteriori* des salaires sur les prix par un calendrier de hausses prédéterminées – il se préoccupe aujourd'hui des coups de canif donnés, selon lui, à cette politique par de récents accords dans le secteur public et nationalisé, et notamment chez Renault. Réunissant récemment ses fédérations professionnelles, il les a invitées à une grande vigilance pour limiter à 8 % en 1983 le minimum garanti de hausse de salaires.

Les craintes de l'effet Renault

Deux mois après le *« relevé de conclusions »* de la fonction publique prévoyant une clause de sauvegarde en masse ayant des répercussions en niveau, l'accord salarial conclu le 27 janvier, pour 1983, à la régie Renault est considéré comme une *« catastrophe »* par le C.N.P.F.

« On est en train de faire sauter toute la politique salariale du gouvernement », confie un important dirigeant patronal, pour lequel l'objectif d'une progression des salaires de 8 % en niveau en 1983 sera difficile à maintenir *« puisqu'il a été dépassé pour tous chez Renault »*.

Hérétique, l'accord Renault ? Les dirigeants de la Régie s'en défendent. Pour 1983, il prévoit une hausse générale en niveau de 8 %, mais par le jeu de compléments uniformes mensuels (de 40 francs pour tout le personnel, de 120 francs pour les soixante-dix mille salariés qui se situent au coefficient 230 ou en dessous).

Ces augmentations oscilleront entre 8,30 % pour les cadres supérieurs et 10,35 % pour les agents professionnels du bas de l'échelle. Ainsi, le personnel de la régie Renault, pour 70 % environ, verra ses salaires augmenter autour de 10 % en 1983.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 46.)

Une monumentale erreur médicale : les enfants du distilbène

Pendant près de vingt ans, un médicament, le diéthylstilboestrol, appelé aussi distilbène, a été utilisé en France pour consolider les *grossesses fragiles.* Il a été prouvé, depuis, que ce médicament était non seulement inefficace, mais pouvait provoquer des anomalies parfois très graves du système génital chez les enfants dont la mère avait été traitée au distilbène.

Après de longues années de silence sur cette monumentale erreur médicale, une étude, qui sera prochainement publiée, révèle qu'il existe en France 300 000 à 500 000 « enfants du distilbène ».

(Lire dans *le Monde de la médecine,* page 11, l'article du docteur Escoffier-Lambiotte.)

Accord entre Toyota et General Motors

General Motors, premier constructeur automobile américain, et Toyota, chef de file de l'industrie automobile japonaise, ont annoncé le 14 février qu'ils allaient produire en commun un nouveau modèle dans une usine de Fremont en Californie. L'investissement global représente 300 millions de dollars. L'accord est valable pour douze ans. Il sera signé le 17 février en Californie. Déjà il suscite d'importantes critiques de la part des autres constructeurs américains.

Les inquiétudes de l'industrie américaine

Voilà onze mois que les deux géants de l'industrie automobile négocient cet accord. 200 000 automobiles de conception japonaise vont être construites chaque année à Fremont à partir de septembre 1984. Il en coûtera 150 millions de dollars à Toyota et 20 millions seulement à G.M. dont l'usine californienne est estimée à 130 millions de dollars. Si chaque société désignera un nombre égal de dirigeants de la filiale commune créée pour mener à bien ce projet, les Japonais en assureront la direction (président et directeur exécutif). Toyota touchera en outre des royalties sur chaque modèle produit.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 45.)

DES DOCUMENTS DE Me SERGE KLARSFELD

Les protections de Klaus Barbie

Autant les crimes dont va avoir à répondre Klaus Barbie, les raisons qui lui ont permis d'échapper pendant si longtemps au procès qui lui est aujourd'hui promis suscitent depuis son incarcération, une recherche commandée elle aussi par le souci d'une meilleure connaissance de l'histoire.

Si les documents que nous publions aujourd'hui, établis par Me Serge Klarsfeld, ne font pas apparaître explicitement pourquoi l'ancien chef de la quatrième section du S.D. de Lyon bénéficia, dès la fin de la guerre, d'une protection américaine grâce à laquelle il put finalement quitter l'Europe pour l'Amérique du Sud, ils montrent bel et bien, pour la première fois, la réalité de cette protection. Elle fut concrétisée dans un premier temps, de 1945 à 1951, par l'impossibilité dans laquelle furent mises les autorités françaises de présenter un dossier d'extradition aux autorités américaines, faute d'obtenir de celles-ci les pièces nécessaires à son établissement.

De démarches en rapports, on découvre, au-delà de la sèche information et de la rédaction administrative de ces pièces, que, pendant cinq ans, la justice militaire française, à Paris comme à Lyon, en dépit des preuves qu'elle détenait de la présence de Barbie en Allemagne dans le secteur d'occupation américain, en dépit aussi de l'inscription de l'ancien S.S. sur la liste des criminels de guerre établie par la Commission des Nations unies, ne fut jamais en mesure de constituer ce dossier d'extradition faute d'obtenir des Américains, ne fût-ce que la confirmation de la présence de Barbie dans leur secteur.

Ce long et vain combat pour un procès contradictoire de l'homme recherché devant la justice française ne fut pas seulement celui de magistrats militaires mobilisés et motivés, comme on pouvait l'être dans les années qui suivirent la libération. L'attitude américaine, au fur et à mesure qu'elle apparaissait, motiva ausi des interventions diplomatiques qui ne rencontrèrent pas plus de succès.

De la lecture de ces notes multiples, de ces correspondances, de ces comptes rendus échelonnés sur six années, se dégagent bien, aujourd'hui, à la fois l'impression d'une volonté française bien réelle d'obtenir la livraison d'un criminel de guerre dont on savait entre autres le rôle qu'il avait joué dans l'arrestation et la mort de Jean Moulin et, tout autant, au fil des ans, celle d'une découverte de la vanité des efforts déployés. Car, dès 1948, il apparaît que les autorités américaines s'opposent à la livraison de Barbie pour des raisons de *« défense nationale des Etats-Unis »*.

Si les Américains finissent par reconnaître , en 1950, que l'ancien responsable de la police allemande à Lyon se trouve bien sous leur contrôle, s'ils consentent alors à son éventuelle venue en France, c'est en la seule qualité de témoin au deuxième procès de René Hardy, soupçonné d'avoir trahi Jean Moulin, et à la condition expresse d'un retour garanti de leur protégé dans leur giron. Ces conditions rejetées par la France, Barbie, en 1951, pourra finalement émigrer en Bolivie sous le nom de Klaus Altman.

On n'entendra plus parler de lui jusqu'en 1971. Est-ce à dire que la France ignora, durant vingt ans, ce qu'il avait pu devenir, et qu'elle n'aurait pas pu adresser plus tôt une demande d'extradition au gouvernement de La Paz ? Un document inédit du 7 novembre 1963 catalogué *« secret confidentiel »*, à en-tête du ministère français des armées, montre qu'à cette date le chef du détachement de sûreté aux armées du Palatinat à Landau avait pu apprendre la présence de Barbie en Bolivie et les occupations auxquelles il s'y livrait après avoir « travaillé » pour les services secrets des Etats-Unis et de la République fédérale allemande. C'était un peu plus d'un an avant le transfert solennel des cendres de Jean Moulin au Panthéon, en présence du général de Gaulle alors président de la République.

Décidément, si, peu à peu, des réponses sont fournies aux multiples interrogations qui se posent, d'autres sont encore à venir.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire, page 2, les documents analysés par Me Serge Klarsfeld.)

AU JOUR LE JOUR

Insécurité

En août 1977, à Châtenay-Malabry, près de Paris, un brigadier de police excessivement zélé achève, à terre, un jeune Algérien qui venait de commettre un hold-up.

Lundi 14 février 1983, toujours à Châtenay-Malabry, un policier nerveux et éméché blesse grièvement un cyclomotoriste tunisien âgé de dix-sept ans qui circulait sans casque et brûlait les feux rouges.

Il y a des banlieues peu sûres pour les jeunes Maghrébins.

BRUNO FRAPPAT.

GUIDE FISCAL FRANÇAIS
par ROBERT MONTEUX et MAX COZETTE
UN BEST SELLER FISCAL 5e édition
• GUIDE PRATIQUE
• Les nouvelles réglementations
• Toutes les déductions
• Calculez vous-même vos impôts
EN 1983
PAYEZ MOINS D'IMPOTS
EN TOUTE LEGALITE
DEFENDEZ MIEUX
VOTRE ARGENT
Les placements à privilégier... ceux à éviter
OBLIGATIONS - ACTIONS - OR - ASSURANCE-VIE
RETRAITE - IMMOBILIER
FORETS - DIAMANTS - OBJETS D'ART
LES DERNIERS
PLACEMENTS ANONYMES OU SANS IMPOTS
Un guide très complet
212 pages - 25 F seulement
En vente chez les marchands de journaux ou envoi par retour en joignant 25 francs adressés au GUIDE FISCAL FRANÇAIS (M), 61, rue de Malte, 75011 Paris

« CLAUDE GELLÉE, DIT LE LORRAIN », AU GRAND PALAIS

Des hymnes à la lumière

Dans le vaste obituaire qui commande le calendrier des expositions, le tour est venu de « Claude Gellée, dit le Lorrain », décédé, comme le dit *son épitaphe (latine) à la Trinité du* Mont « le neuf des calendes de 1682 *à quatre-vingt deux ans* ». Depuis plus de cinquante ans, il *n'avait pas bougé de Rome, foyer de* son art, lieu de sa réussite – qui fut *considérable à tous égards* – et de son rayonnement.

Il n'était pas français, mais il fut enterré, à sa demande, dans l'église bien française du Pincio. Son surnom indiquait une origine, qu'il ne reniait pas mais qui avait perdu son importance : venu à Rome vers 1610, tout enfant, il avait fait en 1627 une tentative de retour au pays qui avait été un échec.

Au XVIIe siècle, on n'avait pas le même sentiment d'appartenance nationale qu'aujourd'hui. Barrès a parlé de « désertion » ; c'est l'erreur à ne pas commettre.

L'exposition de « Claude et les Lorrains » qui s'est tenue l'an dernier *à la villa Médicis,* puis à Nancy, a mis en évidence cette espèce de « dénationalisation » *des artistes du Nord* dans le milieu italien. Toute commémoration de Claude *doit révéler* quelque chose de sa « patrie » artistique, ce lieu imaginaire, unique et lumineux, où il s'est établi et qu'il a célébré avec une obstination d'artisan et de poète.

Celle qui est *présentée* au Grand Palais, abondante en tableaux, riche en dessins, admirable et neuve pour les gravures, nous vient de Washington. Elle ne pouvait pas être organisée par nos musées. Et pour une raison simple : des trois cents tableaux du peintre, il n'y en a guère en France qu'une douzaine, tous au Louvre – comme la somptueuse toile d'Ulysse, en bonne place au Grand Palais – acquises par Louis XIV ou venant d'ambassadeurs.

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 14.)

Le Monde

Documents

L'AFFAIRE BARBIE

par SERGE KLARSFELD (*)

I. — Quand les États-Unis refusaient de livrer leur « agent »

AVANT de faire l'objet de demandes d'extradition à la Bolivie de la part de la France en 1972, Klaus Barbie avait déjà été réclamé officiellement par la France aux États-Unis.

Le 31 août et le 12 septembre 1945, le juge d'instruction près le tribunal militaire permanent de Lyon délivre deux mandats d'arrêt contre Barbie, chef de la Gestapo de Lyon. Le 16 avril 1948, le capitaine Poignet, magistrat militaire instructeur, demande au directeur du service de recherche des criminels de guerre ennemis où en sont les recherches concernant Barbie. Cette autorité lui répond le 3 mai 1948 (nº CB/52784-4599) que l'adresse de Barbie a été découverte, mais sans communiquer cette adresse.

En août 1948, un inspecteur de la brigade de surveillance du territoire de Lyon communique au capitaine Poignet une photographie de Barbie et lui fait savoir qu'elle provient du commandant Gonnot, juge d'instruction au tribunal militaire de Paris, qui a été amené à faire entendre Barbie comme témoin sur commission rogatoire dans l'affaire Hardy.

Le 23 août 1948, le commandant Gonnot confirme au capitaine Poignet qu'il a, en effet, fait recueillir le témoignage de Barbie et il ajoute que les autorités américaines s'opposent à la livraison de Barbie pour des raisons de *« défense nationale des États-Unis »*.

Barbie a été effectivement interrogé en zone américaine sur commission rogatoire délivrée par le commandant Gonnot et après accord donné du côté américain par un certain lieutenant Whiteway. L'interrogatoire a été mené à trois reprises par le commissaire Louis Bibes : une fois à Francfort, le 14 mai 1948, pendant une heure dans des locaux officiels américains ; deux fois, le 18 mai et le 16 juillet 1948, dans une villa entre Augsbourg et Munich, en présence de deux fonctionnaires américains, le dernier entretien durant de 10 heures à 3 heures du matin.

Le persévérant capitaine Poignet

Le capitaine Poignet constitue un dossier régulier de demande d'extradition et l'envoie à Baden-Baden, le 25 novembre 1948, sous le nº 2058/P.

A son tour, le 13 mai 1949, le ministre français des affaires étrangères essaie d'intervenir : il demande à M. de Saint-Hardouin, ambassadeur et conseiller politique auprès du commandant en chef français en Allemagne, d'*« intervenir auprès du conseiller politique américain pour lui dire le prix que le gouvernement français attacherait à la remise de cet individu »*. Il ajoute que Barbie *« est bien un criminel de guerre notoire. Il figure d'ailleurs sous le nº 239 sur la liste nº 1 établie par la commission des Nations unies pour les crimes de guerre à Londres »*.

Le 12 août 1949, le persévérant capitaine Poignet contacte à nouveau Baden-Baden : l'arrestation de Barbie peut-elle, oui ou non, être prochainement escomptée ? Le 26 août 1949, Baden-Baden répond que, selon des renseignements officieux, Barbie se trouve en zone américaine, à Kempten, en Bavière, Schillerstrasse 7 ; que ces renseignements sont en cours de vérification et qu'une demande d'extradition sera formulée dès la découverte de Barbie (Jus/CG 53/nº 5634).

Entre-temps, le 28 juillet 1949, le secrétariat administratif pour la recherche des criminels de guerre au sein de la division de la justice à Baden-Baden, sous la signature de M. Schmelck, a fait le point réel de la situation pour le commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes (Jus/CG 41/nº6181) : *« Je crois devoir attirer respectueusement votre attention sur le fait que Barbie jouit de la protection des autorités américaines d'occupation et qu'il serait possible que lesdites autorités ne facilitent pas l'enquête nécessaire, nous empêchant ainsi de constituer le dossier réglementaire d'extradition. Ce dossier doit comprendre, en effet, outre l'identité réelle et le signalement de l'intéressé, un certificat de résidence qui ne peut être délivré que par le Public Safety Officer territorialement compétent. J'ajoute que la division de la sûreté, les services du conseiller politique et celui des liaisons sont également saisis de cette affaire. Je leur communique l'adresse de Barbie. »*

Autrement dit, les autorités américaines protégeant Barbie, M. Schmelck redoute, à juste titre, que jamais le certificat de résidence de Barbie en zone américaine ne soit délivré aux autorités françaises, lesquelles ne pourront jamais présenter un dossier complet d'extradition.

Le 18 octobre 1949, le ministre de la défense nationale-direction de la gendarmerie et de la justice militaire (nº 18469 JM/2) s'adresse au ministre des affaires étrangères-direction des chancelleries et du contentieux : *« Mon attention vient d'être tout particulièrement attirée sur le fait que les autorités américaines de la zone d'occupation en Allemagne refusent de livrer aux autorités judiciaires militaires françaises le nommé Barbie Klaus, ex-chef de la section IV au S.D. de Lyon. (...) J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir intervenir auprès des autorités américaines en attirant particulièrement leur attention sur les conséquences fâcheuses qui résulteraient de la non-livraison de Barbie. »*

Le 6 décembre 1949, M. Henri Bonnet, ambassadeur de France à Washington, informe son ministre, Robert Schuman, que, *« en réponse à la demande que je n'ai pas manqué d'effectuer, le département d'Etat vient de me faire savoir que les services du haut commissariat américain en Allemagne n'avaient aucune trace d'une demande de notre part concernant cette affaire. Le département d'Etat suggère, en conséquence, que les autorités françaises compétentes approchent directement les autorités d'occupation américaines en Allemagne »* (nº 5786/CH).

Un aveu américain

Soudain, coup de théâtre : les Américains démasquent leur main mise sur Barbie par une proposition inattendue. On doit cet aveu américain à une démarche du colonel Camadau, commissaire du gouvernement près le tribunal militaire permanent de Paris, qui, souhaitant que Barbie dépose à la barre contre Hardy, s'adresse au SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) (nº 313).

Le 18 février 1950, sous la référence 23.07/IM/EB-O/00371/SD, le SDECE répond au colonel Camadau : *« J'ai l'honneur de vous faire connaître que des pourparlers dans ce sens avaient déjà été engagés avec les autorités américaines. Sans préjuger d'un résultat positif, il serait néanmoins permis d'escompter une solution favorable, à condition toutefois que les obligations ci-après soient respectées : durée de l'absence de Barbie limitée ; retour de Barbie en zone U.S. et sa protection assurée.*

» En vous laissant le soin d'apprécier les suites que pourrait comporter l'application de ces prescriptions en faveur de Barbie, criminel de guerre réclamé par plusieurs parquets, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre avis, et si vous estimez que de nouvelles négociations peuvent être reprises dans les conditions précitées. »

Le 14 mars 1950, le directeur de la justice militaire informe le colonel Camadau (nº 3893 JM/2) qu'une fin de non-recevoir doit être opposée à cette proposition américaine : *« En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'étant donnés la qualité de criminel de guerre du témoin et le fait qu'il est recherché par les autorités françaises en vertu du mandat d'arrêt délivré à son encontre par le juge d'instruction près le tribunal militaire permanent de Lyon, j'estime qu'il est impossible, et en tout cas inopportun, de prendre, en ce qui le concerne, les engagements demandés par la présidence du Conseil. »*

Le 24 mars 1950, le ministre de la défense nationale demande au haut commissaire de la République française en Allemagne *« de bien vouloir me faire connaître si vous avez saisi M. le haut commissaire américain en Allemagne de cette demande de livraison et la suite qui a été réservée à votre intervention »* (nº 4548 JM/2).

« Dans les moindres délais »...

Le haut commissaire français, chef des services de la justice, M. Lebègue (Jus./CG 41/nº 1755) répond, le 3 avril 1950, que : *« La livraison de Barbie (...) a été demandée au service américain compétent, le 2 mars 1950, par lettre nº 1002. En outre, par lettre nº 1003 du 6 mars 1950, j'ai signalé cette affaire à l'intention personnelle de mon collègue américain. »*. M. Lebègue souligne le problème posé jusqu'alors par le fameux certificat de résidence devant être dressé par les autorités américaines, puisque Barbie a trouvé refuge en zone américaine et sans lequel un dossier de demande de livraison ne peut être considéré comme régulier : *« La demande tendant à la livraison de Barbie n'avait pas été établie plus tôt parce que le dossier prescrit par la réglementation américaine n'avait pu être constitué. En effet, ce dossier doit comprendre un certificat de résidence délivré par les autorités du domicile du criminel de guerre, dont la remise est demandée. Or, le lieu de refuge étant ignoré, aucun certificat n'avait pu être dressé. Toutefois, il y a peu de temps, j'ai pu obtenir du service américain compétent la dispense de fournir cette pièce, et l'assurance m'a été donnée que l'affaire Barbie serait traitée avec la meilleure attention dans les moindres délais. »*

La première lettre citée, en date du 2 mars 1950, était adressée par M. Lebègue, sous la référence Jus./CG 53/nº 1002, à l'attention de M. Lange — Chief of Administration of Justice Branch — Office of General Counsel — Office of the United States High Commissioner for Germany-AP O 807 U.S. Army. Dans le point 5 de cette lettre, il est indiqué que *« le 7 juin et le 12 juillet 1949, les services français de liaison se mettaient à ma demande en contact avec les services américains de la sécurité publique pour qu'il soit procédé à de nouvelles recherches »*.

Dans la seconde lettre citée, du 8 mars 1950, M. Lebègue soulignait à M. Robert Bovie, General Counsel - Bonn Petersberg : *« En raison de la très grande importance que mon gouvernement attache à la livraison de ce criminel, je vous remets sous ce pli, avec sa traduction en langue anglaise, une copie de ma note susvisée* [du 2 mars] *. Je serais très désireux et vous serais très reconnaissant que vous vous intéressiez personnellement à cette affaire afin de lui donner une solution rapide. »*

Le 13 mars 1950, le gouvernement français décide *« en vue d'obtenir des autorités américaines la livraison du criminel de guerre Barbie de reconstituer un dossier d'extradition et de le transmettre au département d'Etat à Washington par la voie normale »*. Le 31 mai 1950, ce dossier est adressé à la direction des chancelleries et du contentieux, à l'attention de M. Paschoud, par la justice militaire (nº 8237 JM/2).

Enfin, le 21 juin 1951 (nº 2965/DGA), l'ambassadeur de France à Washington informe son ministre que : *« A la note que je n'avais pas manqué d'adresser au département d'Etat à ce sujet, celui-ci vient de me répondre qu'il n'avait en sa possession aucune information nouvelle permettant de découvrir le domicile actuel de l'intéressé. Néanmoins, le département d'Etat s'est adressé au service du haut commissariat américain en vue d'obtenir, si possible, des informations. »*

Les démarches françaises s'arrêtent là. Mais nous savons qu'entre-temps, le 21 février 1951 un *« Temporary Travel Document »* (document provisoire de voyage) a été accordé par les autorités américaines à Munich sous le Nº 0121454 à Klaus Barbie sous le nom de Klaus Altmann, *né le 25 octobre 1915, à* Kronstadt (au lieu de 25 octobre 1913, à Bad-Godesberg). A l'aide de ce document officiel, Barbie pourra *obtenir à Gênes un titre de voyage du* comité international de la Croix-Rouge, le 16 mars 1951, sous le nº 18573, afin d'émigrer en Bolivie.

Vol de bijoux

Au cours des démarches entreprises au parquet de Munich, en 1971 et en 1972, par Beate Klarsfeld, le procureur général Ludolph l'a autorisée à consulter le dossier allemand de Barbie. Ce dernier était, en effet, recherché par la police allemande depuis 1946, en raison d'un vol de bijoux commis le 18 avril 1946 à Cassel. Barbie, libéré du camp américain d'Oberursel (nous avons deux photographies de lui qui datent de cet internement) et deux complices s'étaient fait passer pour des policiers.

Le 25 avril 1949, le signalement de Barbie est diffusé par la police allemande : *« Klaus Barbie : 1,70 m, cheveux blonds foncés, lèvres étroites, yeux foncés, type israélite prononcé, parle un allemand littéraire, manières courtoises. »* Le 3 avril 1950, le procès a lieu en l'absence de Barbie, qui a gardé les bijoux. Le 26 juin 1950, un mandat d'arrêt est lancé contre Barbie.

Le 25 octobre 1950, les bijoux sont restitués à la police de Stuttgart, dont le rapport, le 16 avril 1951, relate que : *« Une autorité américaine a dicté les indications pour retrouver ces bijoux. On peut supposer, sans risque de se tromper, que les bijoux ont été restitués par le* CIC (Criminal Investigation Commission). *Déjà au cours de l'enquête à Cassel, on soupçonnait que Barbie travaillait pour les services secrets américains. Ce soupçon s'est maintenant encore renforcé. Une demande par écrit a été envoyée au CIC ; elle est restée sans réponse. D'autres démarches dans cette direction resteront vraisemblablement sans succès. »*

D'autres indications glanées dans les dossiers de la justice allemande permettent de se rendre compte de la nature des relations entre les services spéciaux américains et Barbie. Barbie a été inscrit par les Américains sous les noms successifs de Spehr, Behrends, Mertens, Holzer, toujours sous le prénom de Klaus et les mêmes date et lieu de naissance : 25 octobre 1913 à Bad-Godesberg. Il aurait travaillé sous les ordres du major Larsen.

Le 12 avril 1961, Carol Bouness, fille de la sœur de lait de la mère de Barbie, a déposé : *« En 1948, Barbie vivait avec sa famille à Stadtbergen, près d'Augsbourg, dans une maison réquisitionnée par les autorités américaines et qu'il partageait avec un militaire américain et sa famille. Puis, la mère de Barbie a confié à la sienne que les Américains avaient transféré à l'étranger son fils et sa famille. »*.

Le 16 juillet 1964, le docteur E. Hoffmann, de Berlin-Zehlendorf, a *témoigné que Barbie avait introduit* en 1946 un Danois, le Dr Zarp, ex-journaliste et expert économique auprès de la SS, dans les services spéciaux américains à Memmingen. Un ancien collègue du Dr Hoffmann, Franz-Adam Minnich, de Stuttgart Gannstadt, a déposé pour sa part qu'il avait mis Barbie en contact avec le Dr Hoffmann parce que Barbie lui avait confié qu'il avait besoin de renseignements sur la Roumanie pour son travail dans les services américains.

Il nous paraît évident qu'en 1950 Barbie est devenu doublement compromettant pour les services spéciaux américains : il est recherché par les Allemands pour une affaire de droit commun, et la France, en dépit des refus déguisés des autorités américaines, ne semble pas du tout décidée à abandonner son droit à réclamer la livraison d'un des criminels nazis les plus notoires qui aient sévi sur son territoire. Dans ces conditions, les Américains ont sans doute considéré qu'il valait mieux lui donner la possibilité de s'exiler.

Le silence se fait sur son cas pendant vingt ans.

II. — Repéré par la France... Il y a vingt ans

LE 22 juin 1971, le parquet de Munich rend un non-lieu en faveur de Barbie disparu, mais contre lequel une association de victimes du nazisme a porté plainte. Pour ce qui est des juifs, le procureur estime qu'il ne peut établir que Barbie savait *« subjectivement »* que leur sort à l'issue de leur déportation, même pour les enfants, serait funeste.

> **Secret confidentiel**
>
> AB/GS — Ministère des armées — Le 7/11/1963
> SP 69 290/B — Direction de la sécurité militaire
> Poste SM de la XIᵉ BM
> Nº821/SUR/2 — Sûreté aux armées
>
> Le chef du détachement de sûreté aux armées du Palatinat à Landau
> à M. le commissaire principal de police chef de la S.A. aux F.F.A. à Baden-Oos
>
> *J'ai l'honneur de vous rendre compte que l'Office fédéral de recherche de crimes de guerre nazis de Ludwigsburg a ouvert récemment une information contre les chefs en 1944 du « Kommandeur des Sipo und des SD » de Lyon, pour assassinats contre des juifs soit en France, en Pologne et en Allemagne même...*
>
> BARBIE KLAUS, alias WILLMS
>
> *Les investigations de l'office criminel régional de Wiesbaden ont permis de rassembler les éléments suivants à son encontre :*
>
> *— Après la capitulation allemande en 1945, Barbie a été immédiatement utilisé par les services secrets américains qui l'ont installé et protégé à Munich sous la couverture de « commerçant ».*
>
> *— Depuis 1961 ou 1962, Barbie réside en Bolivie à La Paz, où sa femme prénommée Régine, née Willms, l'a rejoint ultérieurement.*
>
> *— Barbie aurait en Bolivie une « occupation-couverture » pour le compte des S.R. américain et allemand :*
> *— Central Intelligence Agency (C.I.A.) ;*
> *— Bundesnachrichtendienst (B.N.D.).*
>
> *— Il est en relations épistolaires suivies avec quatre membres de sa famille qui demeurent à Trèves :*
> *a) Paulinstrasse 8 : sa fille, Ute Barbie ;*
> *b) Dietrichstrasse 19 : sa mère, Anna Barbie, née Hees ;*
> *c) Dampschiffstrasse 1 : sa tante, Anna Barbie ;*
> *d) Adresse ignorée : sa belle-mère, Margaret Willms.*
>
> Desiderata
> — Sur Barbie :
> *— Transmission du présent rapport aux juges mandants du tribunal militaire de Lyon, ainsi qu'au service signalétique et des diffusions de la D.G.S.N. à Paris.*
> *— Demande à la direction de la police judiciaire de la D.G.S.N. de communication de tous renseignements détenus ou pouvant être recueillis sur les crimes reprochés à Barbie.*
> — Sur Barbie et sa famille :
> *— Avis à la D.S.T. et au SDECE de la présence à La Paz de Barbie, de sa manipulation certaine par la C.I.A. et le B.N.D.*
> *— Demande de surveillance postale et éventuellement téléphonique des quatre membres de la famille Barbie/Willms à Trèves aux trois adresses citées ainsi qu'à la poste restante ou à des boîtes postales.*
>
> Destinataires :
>
> | | | |
> |---|---|---|
> | M. le chef de la S.A. aux F.F.A. | 3 ex. | Le chef du détachement |
> | M. le chef du P.S.M./F.F.A. | 3 ex. | |
> | Archives P.S.M. XIᵉ B.M. | 1 ex. | A. BATTAULT. |
> | S.A. Landau | 1 ex. | |
> | Chrono | 1 ex. | |

Luttant pour la réhabilitation morale du peuple allemand, Beate Klarsfeld s'insurge contre une pareille décision équivalant à innocenter tous les criminels nazis qui ont opéré en France, dont la plupart vivent impunis en Allemagne, ce qui motive l'action que nous menons contre eux depuis février 1971. Il faut rappeler que ces criminels constituent alors la seule catégorie de criminels dont l'impunité est parfaite : en tant qu'Allemands, ils ne peuvent être extradés vers la France ; en tant que condamnés par contumace en France, ils ne peuvent être jugés en Allemagne.

Pendant quinze ans, la France a demandé à l'Allemagne de recouvrer sa compétence pour qu'au moins ces criminels soient jugés chez elle ; mais tous les chanceliers chrétiens-démocrates ont éludé cette revendication française, qui accroissait pourtant l'indépendance allemande. Devenu chancelier, M. Brandt a signé, le 2 février 1971, une nouvelle convention judiciaire franco-allemande permettant le jugement en Allemagne des criminels, mais le parti libéral F.D.P., en dépit de son alliance avec les sociaux-démocrates, a fait front commun avec les chrétiens-démocrates pour refuser de ratifier cette convention si elle était présentée au Bundestag. C'est pourquoi nous sommes entrés en action, seuls, puis rejoints par nos amis du groupe des jeunes de la LICRA et le président M. Pierre-Bloch, afin de faire ratifier cette convention.

En mars 1971, pour attirer l'attention sur les deux cas d'impunité les plus éminents, nous tentons d'enlever Kurt Lischka et nous menaçons Herbert Hagen. Des mandats d'arrêt sont lancés contre nous. Beate se présente à Cologne avec le dossier Lischka pour y engager l'épreuve de force ; être arrêtée afin de mobiliser l'opinion publique internationale. Au bout de quelques semaines la justice allemande est obligée de la relâcher.

C'est alors qu'intervient l'affaire Barbie. La campagne de Beate porte ses fruits : elle trouve des témoins nouveaux qui obligent le procureur général de Munich, M. Ludolph, à constater que Barbie connaissait le sens réel de la déportation des juifs.

Le 1ᵉʳ octobre 1971, le non-lieu de Barbie est annulé : l'instruction est rouverte sur l'action anti-juive.

Les citations qui suivent sont tirées de l'ouvrage publié par Beate Klarsfeld en 1972 (*Partout où ils seront*, Edition spéciale) :

« Je peux constater alors le profond revirement qui s'est opéré chez le Dr Ludolph en quelques semaines. Il s'est rendu compte de l'échec de la tentative du parquet de Munich d'assurer légalement l'impunité à Barbie et à travers lui aux autres criminels dont il constitue un cas type. (...) J'essaie de deviner son jeu. Quelle sera désormais sa ligne ? Le cas Barbie est très particulier : il est un des rares parmi les criminels à s'être expatrié de la République fédérale. En aidant à le découvrir dans le pays où il s'est réfugié, la justice allemande transmet pratiquement l'affaire aux autorités françaises. (...) Si la France ne donne pas l'exemple, pourquoi le Bundestag devrait-il se presser de ratifier la convention ?

» Le Dr Ludolph nous remet deux photographies de face et de profil de Barbie en 1943 et une autre qui représente un groupe d'hommes d'affaires assis autour d'une table. L'un d'eux, qui ressemble effectivement à ce qu'aurait pu devenir Barbie en vingt-cinq ans, est soupçonné d'être Barbie par le parquet de Munich.

— La scène, nous dit le procureur général, se passe à La Paz en 1968. Je ne peux pas vous en dire plus pour le moment. »

La presse française ne réagit absolument pas ; pas plus que le ministre des affaires étrangères, à qui M. Pierre-Bloch remet personnellement la photographie. Pour ma part, je vais au service anthropométrique du Quai des Orfèvres, où l'on me donne l'assurance verbale qu'il s'agit bien du même homme. L'analyse de l'Institut anthropométrique de Munich est catégorique dans le même sens.

« Quelques semaines plus tard, le procureur me demande si j'accepte d'entrer en contact avec un Allemand vivant à Lima et qui pense avoir reconnu Barbie en la personne d'un homme d'affaires récemment arrivé de La Paz. (...) Cet Allemand s'appelle Herbert John. (...) Le procureur, me met alors en contact avec Peter Nischk, un ami munichois d'Herbert John. (...) Le 28 décembre, Nischk me transmet le nom et l'adresse actuels de Barbie : « Klaus Altmann, chez Fritz Schwend, Santa-Clara via Lima, Casilla nº 1, Carretera central, km 14 » (pp. 369-370).

Le 30 décembre 1971, je transmets cette information confidentielle au cabinet du premier ministre. Le 15 janvier 1972, nous apprenons que, transmis par le premier ministre, le cas Barbie est encore au niveau du ministre des armées, sans même avoir atteint la justice militaire. Nous reprenons notre liberté et décidons, pour faire pression, de rendre publiques nos informations.

L'affaire Barbie est déclenchée. Le 25 janvier 1972, Beate repart pour Munich où le procureur général lui remet un dossier d'identification portant sur l'état civil, identique à l'exception du nom de la famille Altmann et de la famille Barbie. Je communique la photocopie de tout le dossier à la justice militaire. Le 27 janvier, alors que Beate vole vers Lima, Altmann, qui ne cesse de nier être Barbie, depuis le 19 janvier, s'enfuit en voiture vers la Bolivie. A Lima, Beate rencontre aussitôt l'ambassadeur de France, M. Chambon, valeureux résistant qui, convaincu par le dossier, essaie d'obtenir, mais en vain, que la police péruvienne bloque Barbie à la frontière.

Beate repart immédiatement pour *La Paz, à la poursuite de Barbie. Elle* expose tout le dossier à la presse bolivienne, qui titre *« No es Altmann, es Barbie »*. Pendant cette campagne la demande d'extradition parvient enfin à La Paz.

Plus tard, de retour à Munich avant une seconde campagne à La Paz, où elle sera arrêtée à plusieurs reprises avant d'être expulsée pour avoir dénoncé le régime fasciste de Banzer, Beate lira dans le dossier allemand de Barbie cette indication : *« Le 20 septembre 1969, le ministère des affaires étrangères de Bonn adresse une note au ministère de la justice, sans doute en réponse à une demande de celui-ci au sujet d'Altmann, dont les procureurs savent qu'il est Barbie. Il y est question d'un rapport secret de l'ambassade allemande à La Paz au sujet d'Altmann. Voici ce rapport, qui en dit long sur sa situation en Bolivie :*

» Lui et sa famille sont arrivés en Bolivie en mai 1951 via l'Argentina. Le 7 octobre 1957, il a acquis la nationalité bolivienne. Notre enquête n'a pu aller très avant, car Altmann est en bonnes relations avec les autorités boliviennes (...).

» Nous recommandons de mener une enquête prudente, car Klaus Altmann a de bonnes relations dans les milieux gouvernementaux boliviens et avec d'autres anciens nazis vivant en Amérique du Sud tels que Fritz Schwend, à Lima » (p. 337).

Ainsi, les Allemands savaient, depuis longtemps, qu'Altmann était Barbie. *Qu'en était-il de la France ?*

Un effet du changement

J'ai eu l'amère *surprise* de consulter, il y a quelques années, le document qu'on lira en encadré et dont je donne les extraits concernant Barbie. Je l'ai tu jusqu'ici tant j'ai été profondément blessé de constater que la France savait officiellement où était Barbie depuis au moins 1963.

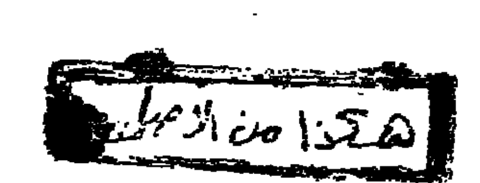
Rien, strictement rien, n'a été fait par la France depuis le 7 novembre 1963, jusqu'à notre entrée en action en 1971 : un tout petit groupe substituant sa volonté à l'absence incompréhensible d'une volonté collective, qui avait pourtant tout en main *pour être efficace*.

Pour notre part, nous avons pu *faire ratifier en janvier 1975 par le* Bundestag, avec l'aide de la LICRA et de l'UNDIVG, la convention judiciaire franco-allemande. Avec les Fils et filles des déportés juifs de France, nous avons pu obtenir le procès de Lischka et de Hagen à Cologne et leur condamnation en 1980. Aujourd'hui, Barbie, que nous n'avons cessé de surveiller en Bolivie, les a rejoints en prison.

On doit l'arrestation de Barbie à une situation nouvelle non seulement en Bolivie mais aussi en France : la volonté déterminée de l'Élysée de faire juger sur les lieux de ses forfaits le criminel type de la Gestapo, le bourreau de ces enfants juifs dont le souvenir n'a cessé de nous encourager et le bourreau de Jean Moulin. On le doit aussi à une amitié fondée sur une action déjà menée en commun sur place pour mettre fin à l'impunité de Barbie et qui a vu son aboutissement après une longue patience et grâce au changement de situation politique en Bolivie et en France.

(*) Avocat, président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France.





هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

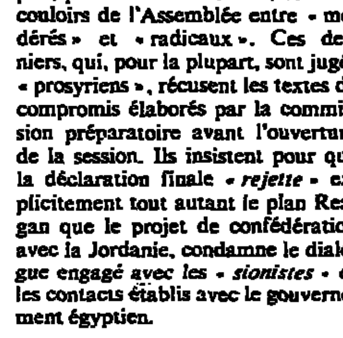
LA SESSION DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

« Modérés » et « radicaux » s'affrontent dans un débat passionné

De notre envoyé spécial

Alger. – Tout y est, la forme et le climat ouaté de la salle, les fauteuils en cuir, les travées bondées de l'hémicycle, les orateurs à la tribune, les applaudissements polis ou enthousiastes de l'Assemblée : les réunions du Conseil national palestinien (C.N.P.) au Palais des nations d'Alger ont les allures d'une séance parlementaire classique dans les démocraties occidentales.

Qui aurait dit que ces messieurs en complet-veston, la cravate soigneusement nouée, les manières courtoises, représentent un mouvement de guérilla ? Certes, M. Yasser Arafat, en sa qualité de commandant en chef des forces unifiées de la résistance, et son adjoint Abou Jihad, sont vêtus de treillis, mais la coupe est élégante, l'ensemble kaki impeccablement repassé. Tels des ministres, les chefs des fedayin occupent la première rangée de fauteuils. Côte à côte, MM. Georges Habache, les cheveux blancs neige, Nayef Hawatmeh, la mine grave, Abou Iyad, rond et débonnaire, entre autres, écoutent attentivement l'allocution du président de la République algérienne, qui avait succédé à la tribune à MM. Yasser Arafat et Chadli Klibi, le secrétaire général de la Ligue arabe.



(Dessin de PLANTU.)

Les quelque trois cents « députés » qui remplissent les bancs arrières représentent les Palestiniens de la Diaspora, leurs collègues des territoires occupés – cent quatre-vingts au total – ne pouvant bien évidemment participer aux travaux de l'Assemblée. Celle-ci est constituée dans sa quasi-totalité de « bourgeois » : banquiers, hommes d'affaires, avocats, ingénieurs, médecins, écrivains ou instituteurs qui siègent aux côtés d'une minorité de syndicalistes ouvriers. Moins des deux tiers sont élus par leurs associations ou leur communauté respective, les autres étant cooptés. Le « Parlement » palestinien a ceci d'exceptionnel qu'il est censé représenter un Etat qui n'existe pas et un peuple dispersé, dans sa majorité, hors de son territoire national. Fondé en 1964 à Jérusalem, avant que la partie orientale de la ville ne soit occupée par l'armée israélienne, il s'était réuni ces dernières années, au gré des événements, au Caire, à Amman ou à Damas. Cette fois, Alger a été choisie pour éviter les « pressions » auxquelles l'O.L.P. risque d'être soumise en Syrie.

On a beaucoup parlé lundi soir, à la séance inaugurale, « la liberté de décision » des Palestiniens. Après M. Yasser Arafat, le président algérien Chaddli Bendjedid a souligné que les Palestiniens « ne devaient compter que sur eux-mêmes ». Prendre leurs décisions sans interférence extérieure, quitte à « mettre le monde devant le fait accompli ». Après avoir assuré l'O.L.P. de son soutien inconditionnel, le chef de l'Etat algérien a déclaré : « Je n'ai pas de conseils à vous donner, mais notre guerre de libération nationale est riche en enseignements. »

M. Bendjedid a rappelé que, malgré les revers militaires et politiques subis, et en dépit des pressions exercées par certains pays arabes, le F.L.N. avait refusé obstinément de renoncer à la lutte armée et avait rejeté tout projet de règlement qui ne prévoyait pas l'établissement d'un Etat souverain sur la totalité du territoire algérien. « Nous avons tenu bon, et nous avons gagné ! », a lancé le président algérien, frénétiquement applaudi par une partie de l'Assemblée.

Paradoxalement, l'allocution de M. Bendjedid a réconforté les adversaires de M. Arafat, qui y ont vu une confirmation de leurs thèses maximalistes. Le discours du chef de l'O.L.P., musclé dans la forme, mais conciliant sur le fond, n'a pas fait l'unanimité, loin de là. S'il a dénoncé avec force les « crimes » de l'impérialisme américain et du sionisme, s'il a souligné le caractère inéluctable de la lutte armée en se référant notamment à la Torah, à l'Evangile et au Coran, M. Yasser Arafat s'est abstenu de critiquer le plan Reagan, a prôné la création d'une confédération palestino-jordanienne – pourtant conforme au vœu du chef de la Maison Blanche – et a fait l'éloge du plan de paix élaboré par les chefs d'Etat arabes à Fès, que le président Bendjedid avait, pour sa part, passé sous silence.

Du coup, les polémiques ont repris, parfois sur un ton vif, dans les couloirs de l'Assemblée entre « modérés » et « radicaux ». Ces derniers, qui, pour la plupart, sont jugés « prosyriens », récusent les textes de compromis élaborés par la commission préparatoire avant l'ouverture de la session. Ils insistent pour que la déclaration finale « rejette » explicitement tout autant le plan Reagan que le projet de confédération avec la Jordanie, condamne le dialogue engagé avec les « sionistes » et les contacts établis avec le gouvernement égyptien.

Les relations avec l'Egypte

Sur ce dernier point, M. Yasser Arafat nous disait, il y a quelques jours, qu'il fallait être réaliste et admettre que les accords de Camp David ne peuvent être remis en cause, du moins dans un avenir prévisible. Si seulement le président Moubarak faisait un geste significatif favorable à l'O.L.P., ajoutait-il, un dialogue pourrait être instauré. Il aurait tenu des propos analogues au sein du comité préparatoire, mais ses adversaires exigent maintenant que l'Egypte dénonce au préalable son traité de paix avec Israël.

En désespoir de cause, M. Yasser Arafat a suggéré que les « frères égyptiens » soient consultés. La délégation venue du Caire ne compte pas moins de 107 personnes, dont les secrétaires généraux des partis de l'opposition, d'anciens membres du Conseil de la révolution, d'ex-ministres, de chefs syndicalistes, des intellectuels de renom. Ils sont, à une forte majorité, hostiles aux accords de Camp David, mais ils partagent pour la plupart l'opinion de M. Arafat selon laquelle les rapports devraient être rétablis entre l'O.L.P. et le gouvernement du Caire, dans l'intérêt de toutes les parties en cause.

Quant aux contacts avec le Mouvement de la paix israélien, les « radicaux » accusent le chef des fedayin d'avoir violé les résolutions du Conseil national palestinien autorisant un dialogue uniquement avec les « anti-sionistes », notamment avec les communistes israéliens. D'autres lui reprochent d'avoir reçu des « personnalités de deuxième rang » – MM. Peled, Avnery et Arnon – au lieu de se réserver pour des rencontres ultérieures à un niveau plus élevé. Sur ce dernier point, M. Arafat a été critiqué par un certain nombre de ses pairs au sein de la direction du Fath.

Contrairement aux assurances prodiguées ces derniers jours par de multiples porte-parole, les assises de la seizième session du Conseil national palestinien s'annoncent orageuses. A moins que des compromis ne soient à nouveau conclus au sein du comité préparatoire, qui devait reprendre ses travaux ce mardi matin.

ERIC ROULEAU.

Israël

M. Pérès dénonce la « demi-démission » de M. Sharon comme un subterfuge

De notre correspondant

Jérusalem. – C'est sans surprise que le remaniement ministériel proposé par M. Begin – la désignation de M. Ariel Sharon comme ministre sans portefeuille – a été approuvé dans la soirée du 14 février à la Knesset par 61 voix contre 56. La majorité n'a enregistré aucune défection hormis l'abstention d'un député du parti libéral (membre du Likoud) qui avait annoncé qu'il n'accepterait pas, après les recommandations de la commission Kahane, de voir M. Sharon rester au gouvernement.

Dès l'ouverture de la séance, le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, avait, dans son discours, dénoncé la « demi-démission » de M. Sharon comme un subterfuge et affirmé que le gouvernement n'avait pas respecté l'esprit des conclusions de la commission Kahane. M. Pérès a rappelé à M. Begin les propos que celui-ci tenait en 1974 après la publication du rapport de la commission Agranat sur les négligences constatées lors de la guerre du Kippour. « La responsabilité suprême (...) incombe au gouvernement tout entier », disait alors M. Begin qui se trouvait dans l'opposition. M. Pérès lui a demandé pourquoi il ne faisait pas à présent la même remarque et ne tirait pas les mêmes conséquences en provoquant la démission de l'ensemble de son cabinet. M. Begin a répondu que l'on ne pouvait pas comparer les carences imputées au gouvernement après la guerre du Kippour avec la « responsabilité indirecte » d'Israël dans l'affaire des massacres de Sabra et de Chatila.

Un sondage réalisé la semaine dernière, immédiatement après la publication du rapport Kahane et révélé par le *Jérusalem Post* dans son édition du 15 février, montre que l'opinion publique israélienne semble pour le moment n'avoir pas évolué et que le Likoud maintient son avantage sur le parti travailliste. Selon cette enquête, le Likoud obtiendrait 58 sièges à la Knesset contre 40 au parti travailliste si des élections avaient lieu maintenant. C'est dire si la majorité peut espérer accroître son avantage par rapport à la situation actuelle.

Avant le débat à la Knesset, le gouvernement avait confirmé de la désignation de M. Moshe Arens, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, comme successeur de M. Sharon au ministère de la défense. Cette annonce attendue a été faite immédiatement après la cérémonie marquant les adieux de M. Sharon à l'armée et au personnel du ministère de la défense à Tel-Aviv. Au cours d'une brève allocution, M. Sharon a manifesté quelque amertume et surtout a mis en garde le pays contre ce qu'il considère comme les « faiblesses » du gouvernement et de la défense d'Israël, sous entendu maintenant que la commission Kahane a jeté le blâme sur l'armée et sur lui-même.

M. Sharon a déclaré qu'il pensait qu'aujourd'hui il serait difficile de prendre la décision d'une attaque préventive en cas de besoin contre un quelconque pays arabe. Le climat ne lui paraît pas favorable à une telle décision si elle s'avérait nécessaire. Il a fait la même remarque à propos d'un éventuel nouveau raid contre une centrale nucléaire afin d'empêcher un autre pays arabe – autre que l'Irak – de se doter de l'arme nucléaire.

Est-ce une dernière initiative de M. Sharon en tant que ministre de la défense et membre du gouvernement chargé avec une grande liberté des opérations au Liban et d'une partie des négociations avec ce pays ? Le commandant Saad Haddad et ses milices du « Liban libre » ont pris très officiellement position à Saïda le 14 février. Il était depuis des mois entendu que la zone d'influence du commandant Haddad, qui est très étroitement lié à Israël, s'étendait jusqu'au nord de Saïda. Mais jusqu'à présent ses milices n'avaient guère manifesté leur présence aussi loin de leurs bases du Sud-Liban.

FRANCIS CORNU.

M. MOSHE ARENS, NOUVEAU MINISTRE DE LA DÉFENSE

Un technocrate à la tête de l'armée

De notre correspondant

Jérusalem. – En 1980, alors que M. Begin cherchait désespérément un candidat pour le poste de ministre de la défense après la démission de M. Ezer Weizman, M. Moshe Arens avait refusé l'offre que lui faisait le premier ministre qui le tenait et le tient toujours en haute estime, et se plaignait alors d'être obligé d'accepter les services de M. Ariel Sharon dont il se méfiait.

Alors que M. Weizman faisait de plus en plus figure de « colombe » au sein du gouvernement et reprochait au premier ministre son intransigeance, M. Arens, lui, estimait au contraire qu'Israël avait fait trop de concessions dans le processus de paix avec l'Egypte : la restitution du Sinaï et le projet d'autonomie de la Cisjordanie et du territoire de Gaza. C'est pourquoi il avait été, en 1978, l'un des rares membres de la majorité à voter contre les accords de Camp David.

M. Arens est donc considéré comme un « super-faucon ». Il l'était en tout cas bien plus que M. Sharon à cette époque. Mais on dit dans les milieux politiques de la majorité et aussi parfois dans l'opposition, que maintenant il « a mis de l'eau dans son vin » et qu'il a souvent fait preuve d'une certaine modération depuis sa nomination, il y a un an, comme ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis. On présume généralement qu'il sera plus « raisonnable » que M. Sharon et que son « style » sera nettement différent, qu'il sera surtout plus respectueux des décisions du gouvernement et ne cherchera pas, comme son prédécesseur, à entraîner le premier ministre et son cabinet dans des « aventures » pour lesquelles ils ont été insuffisamment consultés.

Ne pas provoquer les Etats-Unis

M. Arens, depuis qu'il a été confronté aux réticences de l'administration américaine envers la politique israélienne, a quelque peu assoupli sa position. S'opposant en cela à M. Sharon – qu'il n'apprécie pas du tout, dit-on, – M. Arens pense qu'il faut éviter autant que possible les heurts avec les Etats-Unis. Il a désapprouvé les propos dénonciateurs que multipliaient récemment M. Sharon à l'intention du gouvernement de Washington. M. Arens estime qu'Israël ne peut nier, comme le faisait M. Sharon, une certaine dépendance à l'égard des Etats-Unis.

En septembre dernier, il a, par exemple, critiqué l'attitude du gouvernement de M. Begin quand celui-ci a rejeté immédiatement le « plan Reagan », prévoyant un compromis avec la Jordanie, et a annoncé aussitôt la création de nouvelles implantations. M. Arens a jugé que le comportement du gouvernement était malencontreusement provocant. Mais, sur le fond, il est indéniable qu'il partage les vues de M. Begin. Il s'est d'ailleurs empressé, ces derniers jours, d'affirmer qu'avec sa participation le gouvernement israélien ne changera pas de politique. Ceux qui en Israël ou à l'étranger comptaient sur une évolution, notamment à propos du Liban ou des territoires occupés, sont avertis...

M. Arens s'est acquis une solide réputation de discrétion et aussi de technocrate, ce qui devrait lui valoir de bons contacts avec ceux qui à l'état-major de l'armée avaient vu arriver avec crainte le fougueux M. Sharon en 1981. M. Arens aura d'autre part la particularité de n'être pas, à la tête de la quatrième puissance militaire au monde (1) un « général » comme l'ont été la plupart de ceux qui l'ont précédé, à l'exception de M. Shimon Pérès.

M. Arens est né à Kovno, en Lithuanie, le 27 décembre 1925. En 1939, sa famille s'installe aux Etat-Unis où il commence des études d'ingénieur en aéronautique au célèbre Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.). De 1944 à 1946, il sert dans une unité de génie de l'armée américaine, et, en 1948, au moment de l'indépendance d'Israël, il vient dans ce pays où il adhère au mouvement de jeunes du parti de M. Begin, le Betar. Après avoir fait de nouvelles études aux Etats-Unis, M. Arens est nommé professeur à l'Institut de technologie de Haïfa en 1962 et en 1971, il est nommé directeur général du département de l'industrie aéronautique. En 1973, M. Arens devient membre du Herout, le parti de M. Begin, qui formera avec le parti libéral le Likoud. M. Arens a été élu à la Knesset en 1974, et en 1977 il a été choisi par M. Begin pour devenir président de l'influente commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense.

F. C.

(1) Selon l'Institut d'études stratégiques de Londres.

DIPLOMATIE

Le sommet franco-italien

MM. MITTERRAND ET FANFANI ESTIMENT QUE LA VOIX DE L'EUROPE UNIE « PORTE LOIN »

Le sommet franco-italien devait se terminer ce mardi 15 février après une réunion plénière des deux délégations par des déclarations à la presse de M. Mitterrand et de M. Fanfani, président du conseil italien, en fin de matinée.

Recevant M. Fanfani à dîner lundi soir, M. Mitterrand a notamment déclaré : « La parole de la Communauté européenne, lorsque cette parole est concertée et unie, porte, et porte loin. » Il a insisté sur « la définition en commun de notre façon d'agir » face au problème du Proche-Orient, à la guerre Iran-Irak et aux relations Est-Ouest. M. Fanfani a répondu que le gouvernement italien « partageait entièrement avec la France la conviction que l'Europe, grâce à son potentiel culturel, technologique et industriel, est à même d'exercer une fonction essentielle pour la relance économique et l'avènement d'une paix sûre ».

De leur côté, M. Colombo, ministre italien des affaires étrangères, et M. Chandernagor, ministre chargé des affaires européennes (qui assure l'intérim de M. Cheysson pendant le voyage de celui-ci au Proche-Orient), ont notamment discuté de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, des relations euro-américaines et du projet français d'une conférence des pays de la Méditerranée occidentale, avancé fin janvier par M. Mitterrand lors de son voyage au Maroc. L'Italie, indique-t-on de bonne source, a réservé un premier accueil positif à ce projet.

Démentant M. Bush

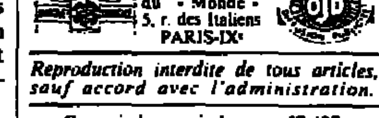
LA MAISON BLANCHE ASSURE N'AVOIR « AUCUN PROJET DE SOLUTION INTERMÉDIAIRE » SUR LES EUROMISSILES.

Le président Reagan « n'a aucun projet actuellement de faire une proposition intermédiaire » dans les négociations sur les euromissiles, a déclaré lundi 14 février M. Speakes, porte-parole de la Maison Blanche. « Si l'Union soviétique avance une proposition sérieuse (...), quelque chose qui accroisse nos chances de parvenir à notre but final (l'option zéro), nous l'étudierons », a-t-il ajouté, tout en précisant que la dernière proposition soviétique consistant à ramener le nombre de ces engins à celui des forces françaises et britanniques « n'est pas du tout égalitaire et met définitivement les Etats-Unis dans un désavantage certain ».

Le porte-parole de la Maison Blanche rectifiait ainsi les propos différents tenus la veille par M. Bush (*le Monde* du 15 février), pour qui le président étudiait actuellement la possibilité d'une telle solution intermédiaire entre les positions des deux grandes puissances.

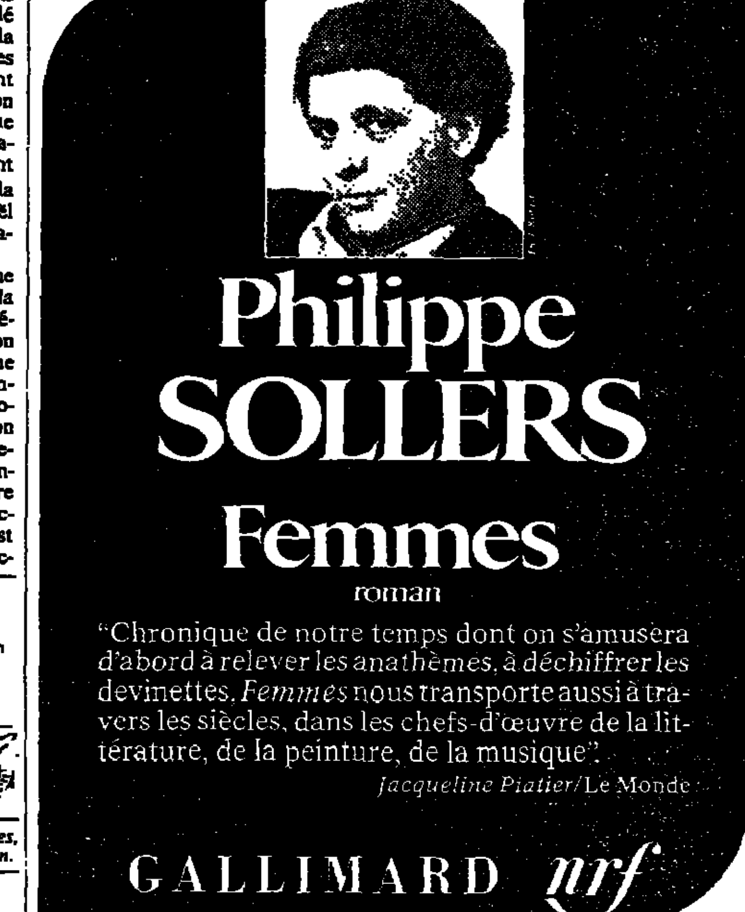
Pour sa part, le chancelier Kohl a déclaré, dans un entretien publié mardi par un journal d'Osnabruck, que M. Andropov sera prêt à « faire d'autres concessions si les Occidentaux restent unis ». Selon lui, « la phase décisive des négociations de Genève n'est pas à attendre avant l'été » et « la position de l'OTAN est plus solide que par le passé ». – (A.F.P.)

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire : n° 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.



PROCHE-ORIENT

Liban

Le déploiement de l'armée à Beyrouth-Est renforce l'autorité de l'Etat

De notre correspondant

Beyrouth. – L'armée libanaise a finalement pénétré à Beyrouth-Est (secteur chrétien) et dans sa banlieue. Il est encore trop tôt pour dire si elle en a pris effectivement le contrôle, mais il est incontestable que l'opération est plus que symbolique et que les forces libanaises, sur décision du parti phalangiste, ont lâché du lest face à l'Etat.

Le déploiement des forces légales en secteur chrétien avait été annoncé en octobre 1982, dans la foulée de leur entrée à Beyrouth-Ouest, envahie puis évacuée à l'époque par l'armée israélienne. Elles y exercent depuis lors un pouvoir réel. Le déploiement à l'Est avait été retardé de semaine en semaine, puis de jour en jour, progressivement, devant la résistance des forces libanaises, il n'en avait plus été question. Si bien que l'on se trouvait depuis cinq mois dans la situation paradoxale d'un président phalangiste dont l'autorité n'avait cours que dans une partie de sa capitale, celle tenue précédemment par les ennemis se son parti.

Une force importante, puisqu'elle compte trois mille huit cents soldats libanais, équipés de blindés, appuyés par la force multinationale dont les effectifs ont récemment été augmentés (trois cent paras français et un petit contingent britannique de cent dragons de la Reine), à pris position dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 février aux principaux carrefours du secteur chrétien jusqu'au tunnel de Nahr El Kalb, à 12 kilomètres au nord. Les forces libanaises ont donné des instructions strictes à leurs miliciens pour qu'ils ne circulent plus en armes ni même en tenue militaire dan le secteur concerné, baptisé « Grand Beyrouth » et qui, du Nord au Sud, en passant par l'Est, trace un arc de cercle d'une douzaine de kilomètres de rayon autour de la ville. C'est, désormais, la zone pacifiée sous contrôle étatique.

Ce faisant les forces libanaises se pliaient à des directives de M. Pierre Gemayel.qui a tranché en faveur de l'Etat (et de son fils le président Amine Gemayel).

Dans une interview parue le 11 février dans *l'Orient-le Jour*, M. Pierre Gemayel avait démenti l'existence de tiraillement, voire de divergences entre les Forces libanaises et le président libanais. Mais celles-ci étaient de notoriété publique. Elles s'étaient manifestées dans la bataille de la montagne contre les Druzes, que le président Gemayel réprouvait et, de façon éclatante, dans la visite-provocation du général Sharon aux forces libanaises à Beyrouth-Est au début de février.

Est-ce parce qu'ils ont été acculés sur trop de plans par Israël, que les phalangistes et leurs alliés des Forces libanaises se sont retrouvés pour resserrer les rangs autour du président Amine Gemayel ? Force est de constater que leurs alliés israéliens leur avaient asséné une série de coups bas, en laissant notamment les miliciens druzes du P.S.P. leur infliger une défaite à Aley, et en diminuant leur principale source de revenus, provenant des taxes perçues au cinquième bassin du port de Beyrouth, par l'ouverture du port de Haïfa aux marchandises destinées au Liban moyennant un droit modique de 3 %.

Paradoxalement, le facteur économique précité aurait facilité le désistement des forces libanaises à Beyrouth-Est, le cinquième bassin du port qu'elles abandonnent en prinicipe à l'Etat, étant devenu moins rentable et plus facilement compensable. Notamment par une taxe sur les carburants à Beyrouth-Ouest, perçue par les Forces libanaises depuis que l'Etat y a restauré son autorité en octobre dernier, et par une rétrocession du port « *libre* » de Dbayeh, situé précisément en dehors du Grand-Beyrouth.

En plus de tous ces facteurs, qui ont plus ou moins pesé dans la balance, il ne faut pas négliger un autre élément important intervenu entre le refus de l'armée par les Forces libanaises en octobre et leur acceptation aujourd'hui, un officier qui a leur entière confiance, le général Tannous, a été placé à sa tête et un commissaire qui ne leur est pas étranger, M. Zaki Boustany, à la tête de la sûreté générale.

LUCIEN GEORGE.

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES A DAMAS

M. Cheysson relève une « volonté de dialogue » entre la France et la Syrie

M. Hernu, ministre de la défense, parlant, lundi 14 février, de la guerre du Golfe au micro de Radio-Monte-Carlo, a notamment déclaré :

« Entre l'Iran et l'Irak, nous souhaitons avant tout la paix. Rien n'est pis que la guerre, rien n'est pis que de voir ces jeunes irakiens de quatorze, quinze ans, fanatisés qu'on lance à l'assaut des lignes irakiennes, rien n'est pis que ces milliers de morts. (...) Cela dit, la paix ne peut pas être non plus dans cette région du monde la victoire de l'Iran. (...) La France avait des contrats avec l'Irak – y compris sous le précedent septennat – nous continuons de les respecter. (...) Si l'Iran nous demandait des armes, Paris refuserait. »

Correspondance

Damas. – En terminant sa tournée au Proche-Orient par la Syrie où il n'était pas venu depuis août 1981, M. Cheysson consacre, en quelque sorte, la normalisation des relations franco-syriennes. Celles-ci s'étaient nettement détériorées à la suite de l'assassinat de l'ambassadeur de France à Beyrouth, Louis Delamare en septembre de la même année, et de l'attentat de la rue Marbeuf en avril 1982. Le ministre des relations extérieures a suggéré que la page était tournée en déclarant.

« *Nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais il y a une volonté de dialogue*+ », nous a dit un membre de l'entourage de M. Cheysson. Le chef de la diplomatie française a eu, lundi, un premier entretien avec son homologue syrien, M. Khaddam, qu'il devait revoir mardi avant de rencontrer le président Assad.

Les entretiens étaient centrés sur la situation au Proche-Orient et particulièrement sur trois dossiers : le Liban, le problème palestinien, la guerre du Golfe.

Avant de quitter Bagdad pour Damas, M. Cheysson avait réaffirmé devant la presse « l'engagement total » de la France au côté du Liban.

C'est le langage que le ministre des relations extérieures a également tenu à M. Khaddam. Celui-ci a « *confirmé catégoriquement* » que la Syrie retirerait ses troupes du Liban si les Israéliens retiraient les leurs, nous a précisé M. Cheysson.

Plus délicat a sans doute été l'examen du problème palestinien et surtout de la situation dans le Golfe. La Syrie soutient en effet Téhéran contre Bagdad. M. Cheysson a estimé, lors de sa conférence de presse avant de quitter Bagdad, que l'effort militaire de l'Irak était aujourd'hui « *clairement défensif* ». « *L'Irak a formellement reconnu la frontière sur laquelle tous les intéressés s'étaient engagés en 1975 à Alger. La situation sur le terrain correspond grossièrement à cette frontière de 1975. Toute nouvelle attaque est donc une violation de cette frontière reconnue en 1975* », a-t-il déclaré avant de lancer un appel à la paix.

La visite de M. Cheysson en Irak a cependant été essentiellement consacrée à l'examen d'une demande irakienne de rééchelonnement en 1983 des paiements liés aux contrats signés par Bagdad avec la France (ils porteraient sur environ 12 milliards de francs), en raison des difficultés financières actuelles de l'Irak.

Les Irakiens entendent que la signature de contrats avec des compagnies étrangères soit liée à des facilités de crédit, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Le ministre des relations extérieures a rappelé à ses interlocuteurs que les contrats conclus avec la France l'avaient été sans conditions de crédit et qu'ils devaient être exécutés tels quels.

Une augmentation des achats de pétrole irakien par la France ne peut pas résoudre le problème, indique-t-on dans l'entourage de M. Cheysson, les échéances pour 1983 représentant un volume financier très supérieur aux capacités actuelles d'exportation de l'Irak. Il ne semble pas qu'il y ait eu de résultats et les discussions doivent se poursuivre.

EMMANUEL JARRY.

AFRIQUE

LES EXPULSIONS DU NIGÉRIA

La presse occidentale bouc émissaire...

Face au tollé provoqué par la façon dont il s'est débarrassé, en l'espace de quatre semaines, de plus d'un million d'étrangers en situation irrégulière, le Nigéria a fini par réagir en accusant les médias occidentaux d'avoir gonglé l'affaire. « *Pas une seule personne n'a été arrêtée, pas un seul ordre d'expulsion n'a été délivré. Certains des pays concernés ont sonné l'alarme de manière exagérée, et, bien sûr, les médias étrangers ont braqué leurs projecteurs sur cette affaire afin de donner une idée défavorable du Nigéria* », a notamment déclaré, lundi 14 février, à la B.B.C. le président Shagari, en ajoutant qu'il jugeait comme « *une chose normale pour n'importe quel pays au monde* » les mesures d'expulsion.

De son côté, M. Alahaji Ali Baba, ministre nigérian de l'intérieur, a encore été plus loin en affirmant que le Ghana, en n'ouvrant ses frontières que trois jours avant l'expiration du délai d'expulsion, portait la responsabilité des souffrances subies par ses ressortissants immigrés, et que Radio-Accra, en évoquant les « *prétendues tracasseries et tortures subies* » par des Ghanéens expatriés, « *avait été à l'origine d'une panique inutile* ».

Autrement dit, le géant de l'Afrique noire n'a pas même eu un mot à l'égard de faibles voisins dont il se veut le « grand frère » et qui sont écrasés sous le poids de réfugiés (selon Lagos, 700 000 Ghanéens, 180 000 Nigériens, 150 000 Tchadiens et 120 000 Camerounais, pour citer les contingents les plus importants).

Si les gouvernements intéressés n'ont pas été préalablement consultés sur l'ordre d'expulsion, ils ne pouvaient ignorer, notamment en lisant la presse nigériane, que « *la montée du chômage parmi les Nigérians et la vague croissante de crimes attribués aux étrangers en situation illégale devaient constituer un avertissement suffisant et que le gouvernement aurait à prendre de telles mesures dans l'intérêt national* », a déclaré M. Ali Baba, qui a accusé la presse occidentale de « *tentative froide et délibérée de ternir l'image du Nigéria* ».

Quand un grand pays fait si peu de cas de ses protégés, provoquant un exode d'un caractère sans précédent dans l'histoire contemporaine de l'Afrique, le vrai responsable n'est pas celui qui est à l'origine de la tragédie, mais, comme d'habitude, celui qui la rapporte.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

M. Biya, président du Cameroun fait « une visite officielle de travail » à Paris

Arrivé lundi soir à Paris, le président Paul Biya, du Cameroun, effectue, ce mardi 15 et mercredi 16 février, une visite « officielle de travail » en France. M. Biya est, ce mardi à l'Elysée, l'hôte à déjeuner de M. Mitterrand. Il aura également des entretiens avec plusieurs membres du gouvernement et des représentants des milieux d'affaires.

Un Sudiste affable et mélomane

Comme pour les présidents Omar Bongo du Gabon et Abdou Diouf du Sénégal, la carrière politique du président de la République du Cameroun commence dans le silence feutré des cabinets ministériels, puis dans l'entourage immédiat du chef de l'Etat, auquel il a succédé le 6 novembre dernier, M. Amadou Ahidjo, aujourd'hui retiré dans son fief électoral de Garoua. Comme le président Diouf, M. Biya a occupé le poste de premier ministre – de 1975 à 1982 – avant d'accéder à la magistrature suprême.

Né en février 1933 dans la région de Sangmelima, M. Biya est un « sudiste ».

Après l'école primaire de la mission catholique de Ndem, puis les séminaires d'Edéa et d'Akono, de la sixième à la seconde, et le lycée Leclerc de Yaoundé en classes terminales, il fit ses études supérieures en France. Boursier, considéré comme un « bûcheur », après un bref passage au lycée Louis-le-Grand, il passe une licence et un diplôme d'études supérieures de droit. Reçu à l'Institut des hautes études d'outre-mer, l'ancienne « école coloniale » de l'avenue de l'Observatoire, il s'inscrit également à l'Institut des hautes études politiques de Paris, dont il sort diplômé en 1962.

Chargé de mission à la présidence dès son retour au Cameroun, il est en 1964 directeur de cabinet du ministre de l'éducation nationale, puis secrétaire général de ce même ministère. En 1967 il devient directeur du cabinet civil du président de la République M. Ahidjo, puis, l'année suivante, cumule ce poste avec celui de secrétaire général à la présidence. Le 30 juin 1975 il devient premier ministre, et en juin 1979, à la suite d'une importante réforme constitutionnelle, il est officiellement consacré dauphin » du chef de l'Etat. En effet un nouvel article de la Constitution dispose que le premier ministre, en cas de vacance du pouvoir, d'empêchement ou de décès du président de la République, succède automatiquement à ce dernier. Or, en novembre 1982, M. Ahidjo décide, à l'imitation de son ancien collègue sénégalais et ami personnel, M. Léopold Sedar Senghor, de quitter le pouvoir.

Tolérant et pondéré

Vice-président du comité central de l'Union nationale camerounaise, parti unique dont M. Ahidjo est resté président national, M. Biya continue de collaborer étroitement avec ce dernier.

Autant M. Ahidjo semblait, à ceux qui ne le connaissaient pas personnellement, un interlocuteur froid et secret, autant son successeur est d'un abord souriant et ouvert. Fin, intuitif, affable, il n'en est pas moins réservé et vigilant dans ses propos comme dans ses actes ; sachant écouter, il donne l'impression d'un homme peu soucieux de se mettre en vedette. On le dit tolérant et pondéré, homme de dialogue et de compromis.

Trop peu connu pour être déjà populaire, il bénéficie cependant d'une bonne image auprès de ses compatriotes, qui soulignent sa probité et sa grande capacité de travail. Catholique pratiquant, mélomane, amateur de Mozart et de Beethoven, mais surtout de chants grégoriens, M. Paul Biya aime jouer de l'harmonium et fréquente à l'occasion le monastère bénédictin du Mont-Fébé. Cet aspect de sa personnalité devrait séduire non seulement ses coreligionnaires, mais également les musulmans qui pour la plupart sont très sensibles à tout ce qui touche à la piété. Il est vrai, en revanche, que les appels à la rigueur et à la probité, à l'effort et à l'intégrité qui ont marqué tous ses premiers discours officiels, vont à l'encontre du laxisme, du clientélisme et du tribalisme que manifestent encore un trop grand nombre de Camerounais, dont certains occupent d'éminentes fonctions.

PHILIPPE DECRAENE.



Lesotho

Pretoria dément toute responsabilité dans l'incendie d'un dépôt d'essence

A la suite de l'incendie criminel d'un dépôt d'essence à Maseru, Pretoria a catégoriquement rejeté les accusations du Lesotho selon lesquelles l'Afrique du Sud serait directement à l'origine de cet attentat, ainsi que le rapporte ci-dessous notre correspondant.

De notre correspondant

Johannesburg. – Le gouvernement du Lesotho a formellement accusé Pretoria, lundi 14 février, d'être à l'origine d'un attentat commis la veille contre un dépôt d'essence de Maseru. Selon des témoins cités par un porte-parole du premier ministre, M. Lebua Jonathan, un hélicoptère sud-africain, « *semblable à ceux utilisés lors du raid du 9 décembre contre des réfugiés du Congrès national africain* » (ANC) (*le Monde* du 10 décembre 1982), aurait été vu lâchant deux bombes au-dessus de l'un de trois réservoirs de carburant de la capitale.

Deux cent mille litres d'essence, gérés par la société Caltex, se seraient envolés en fumée et une usine métallurgique toute proche aurait subi d'importants dégâts. Le gouvernement sud-africain a « vivement » rejeté « *les allégations du Lesotho et n'a aucunement l'intention de faire droit à la demande de compensation financière* » présentée par les autorités du petit royaume.

Le ministère sud-africain des affaires étrangères s'est élevé « *contre des imputations dénuées de fondement, ostensiblement lancées contre le gouvernement sud-africain afin de détourner l'attention en raison de la situation interne critique du Lesotho* ». Dans la soirée de lundi, un correspondant anonyme a revendiqué, près de l'agence sud-africaine de presse (SAPA), l'attentat au nom de l'Armée de libération du Lesotho (L.L.A.), branche militaire de mouvement d'opposition basotho en exil (B.C.P.).

Se présentant sous le nom de code de « Sajahaba » comme le commandant en chef de la L.L.A., le mystérieux correspondant a indiqué que l'hélicoptère aperçu par des passants au-dessus de l'incendie avait pour seule mission de s'assurer que l'opération avait été menée à bien. Cette étrange revendication, si elle devait se confirmer, est loin d'écarter les soupçons qui pèsent sur l'Afrique du Sud.

Le Lesotho étant enclavé à l'intérieur des frontières de la République Sud-Africaine, l'hélicoptère en question ne pouvait, en effet, venir que de la province sud-africaine de l'Etat libre d'Orange. Pour Maseru, la culpabilité de Pretoria ne semble pas faire l'ombre d'un doute. « *Comme en Angola et au Mozambique*, a déclaré un porte-parole du Lesotho, *l'ennemi concentre désormais ses attaques sur des cibles économiques.* »

Dans l'incontestable climat de tension qui se développe entre Pretoria et son petit voisin depuis le raid du 9 décembre, qui avait fait quarante-deux morts, il est d'autant plus malaisé de faire la part des choses que chacun des adversaires dispose d'arguments convaincants. Que l'Afrique du Sud, pour le moins, ferme les yeux sur les activités au Lesotho des maquisards de la L.L.A. basés sur son territoire n'est guère discutable. Qu'elle les utilise pour amener M. Jonathan à la raison, notamment en ce qui concerne les réfugiés de l'ANC, c'est probable. Que Pretoria soit engagé dans une stratégie régionale de « *destabilisation contrôlée* » visant, par dissidents interposés, à convaincre ses voisins d'adopter une attitude plus souple à l'égard de l'apartheid, c'est tout à fait possible. Mais il est également vrai que les Etats en question ont développé ces derniers temps une singulière tendance à faire de l'Afrique du Sud le bouc émissaire de tous leurs malheurs.

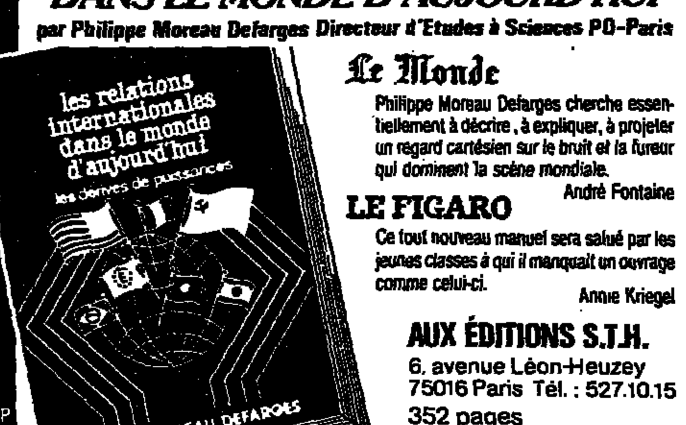
Il n'est pas faux de prétendre – et Pretoria ne s'en prive pas – que le régime du Lesotho est à l'affût de toutes les opportunités d'aide financière internationale. La popularité des autorités politiques de Maseru est très limitée dans le royaume et aucune opposition réelle n'est tolérée par le premier ministre. Après des années d'étroite collaboration avec le régime sud-africain, Maseru a visiblement décidé de jouer à fond la carte anti-apartheid. Nul doute qu'il gagnerait en crédibilité s'il organisait enfin les élections « *libres et honnêtes* » promises depuis seize ans.

PATRICE CLAUDE.

Déjà, un classique...

LES RELATIONS INTERNATIONALES DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

par Philippe Moreau Defarges Directeur d'Etudes à Sciences PO-Paris



Le Monde

Philippe Moreau Defarges cherche essentiellement à décrire, à expliquer, à projeter un regard cartésien sur le bruit et la fureur qui dominent la scène mondiale.

André Fontaine

LE FIGARO

Ce tout nouveau manuel sera salué par les jeunes classes à qui il manquait un ouvrage comme celui-ci.

Annie Kriegel

AUX ÉDITIONS S.T.H.
6, avenue Léon-Heuzey
75016 Paris Tél. : 527.10.15
352 pages

Finlande: le oui et le non.

Oui, au plus fort de l'été finlandais, le soleil peut briller 24 heures sur 24, pendant 73 jours, Oui, dans la journée, la température monte facilement jusqu'à 30°, et l'eau claire des 60 000 lacs qui parsèment la campagne est si douce que c'est un immense plaisir de s'y baigner.

Oui, la Finlande, vierge de pollution est un pays aux multiples facettes qu'il faut découvrir au travers de la chaleur de ses habitants, des traditions écrites ou orales, qu'elles soient lapones ou caréliennes.

Oui, en Finlande, les longues journées d'été sont encore trop courtes pour profiter des multiples activités : voile, planche, randonnee, pèche, canotage... tout cela au pied de votre chalet ou à deux pas de votre hôtel.

Non, la Finlande n'est pas recouverte de sapins : il y a bien moins de sapins que de bouleaux dont la ramure d'argent fait briller les lacs de mille feux étincelants.

Non, la gastronomie n'est pas timorée : le steack de renne aux airelles est un grand moment de la vie.

Non, les Finlandaises n'ont pas toutes les yeux bleux...

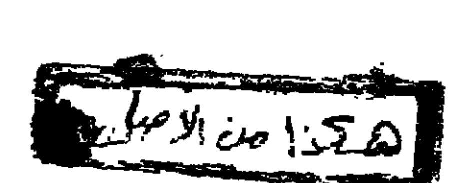
Oui, la Finlande est un pays à découvrir : à pied, à cheval, en voiture, en train, en bus, en bateau, et... en ballon.

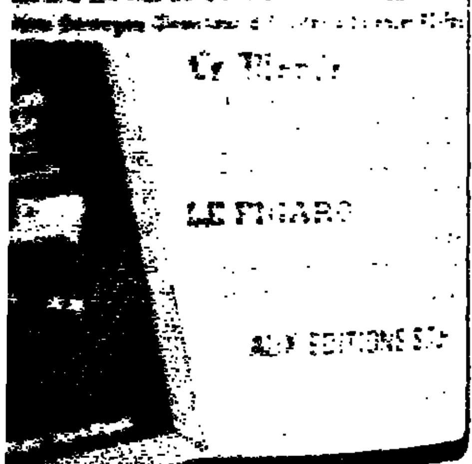
Granier/Bideult

Bon de documentation à envoyer : Office National du Tourisme de Finlande
13, rue Auber
75009 Paris
Tél. : 742.65.52

NOM : ....
ADRESSE : ....







ASIE | AMÉRIQUES | EUROPE

Cambodge

Le prince Sihanouk n'est toujours pas « un interlocuteur valable »

nous déclare le ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh

Achevant à Hanoï un voyage qui l'a conduit la semaine dernière dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Kapitsa, a paru exclure qu'une initiative nouvelle puisse être prise prochainement en vue de résoudre la question du Cambodge. *« La position des pays indochinois et de l'U.R.S.S.,* a-t-il notamment déclaré à l'A.F.P., *est que les négociations ne doivent pas porter sur la situation interne au Cambodge, qui est un fait, mais seulement sur la cessation* de la *guerre non déclarée contre le Cambodge et la paix entre les deux groupes de pays, ASEAN et Indochine. »*

Recevant quelques jours plus tôt notre envoyé spécial, le chef de la diplomatie de Phnom-Penh, M. Hun Sen, avait lui aussi déclaré qu'il *« il n'y a pas de problème cambodgien à résoudre. Il n'y a rien à négocier. »*

De notre envoyé spécial

Phnom-Penh. – *« La nature du régime politique cambodgien est-elle irréversible ?*

– Je peux vous affirmer, nous a répondu M. Hun Sen, que la nature du régime politique de notre pays est irréversible. Nous sommes sûrs que nos ennemis ne pourront pas nous défaire militairement. Quant à la résolution des Nations unies (1), nous la rejetons depuis toujours. Il n'y a pas de problème cambodgien à *résoudre, il n'y a rien à négocier.* Nous continuerons sur la voie choisie par notre parti, c'est-à-dire sur la voie progressant vers le socialisme. La prétendue impasse dans la recherche d'une résolution du problème cambodgien n'est une impasse que pour ceux qui ont soulevé ce problème. Le Cambodge est déjà un pays indépendant, neutre et non-aligné. Nos ennemis ne réussiront pas à nous faire dévier de notre voie. Mon travail est de dissiper toutes les illusions que ceux-ci entretiennent.

– L'idée d'associer à notre gouvernement des partisans du prince Sihanouk et de M. Son Sann, à l'exclusion des Khmers rouges, vous paraît-elle acceptable ?

– Je peux vous affirmer qu'il s'agit, là encore, d'une illusion, que cette question ne se posera jamais. Si les partisans de Sihanouk et ceux de Son Sann se présentent devant nous, sans les Khmers rouges, nous ne les accepterons pas. Et même si les partisans de Sihanouk se présentent, seuls, devant nous, nous ne les accepterons pas non plus. En réalité, ces trois groupes sont identiques.

– A quelles conditions le prince Sihanouk peut-il devenir pour vous un interlocuteur valable et jouer un rôle au Cambodge ?

– Sihanouk est encore un traître, il continue de trahir les intérêts de son peuple et de son pays. S'il abandonne les rangs ennemis, il sera alors *qualifié de « réfugié* cambodgien à l'étranger ». Mais cela ne signifie pas qu'il deviendra un interlocuteur valable pour une négociation. Toutefois, si Sihanouk change de position, nous n'allons quand même pas fermer les yeux sur ce changement. C'est mon opinion personnelle. Mais je ne suis pas en mesure de vous dire quelle fonction nous pourrions, dans cette hypothèse-là, lui confier. S'il reconnaît ses erreurs et s'en remet à son peuple et à son Etat, il devra attendre que son peuple et son Etat décident de son avenir.

– Comment expliquez-vous que, depuis la reconnaissance du Cambodge par l'Inde en juillet 1980, aucun autre Etat n'ait reconnu votre gouvernement.

– L'opinion publique mondiale, dans son ensemble, reconnaît les progrès réalisés dans tous les domaines au Cambodge. Mais les expansionnistes chinois, les impérialistes et les réactionnaires internationaux s'efforcent d'entraver la reconnaissance de notre pays par d'autres Etats. Ce problème sera résolu lorsque les expansionnistes et les réactionnaires auront joué leurs *dernières cartes, à savoir Pol Pot,* Sihanouk, Son Sann. La Chine est restée pendant vingt-deux ans – de 1949 à 1971 – en dehors de l'ONU parce que Tchiang Kaï-chek était peut-être encore un atout pour Washington. Pourquoi la Chine a-t-elle ensuite été admise aux Nations unies ? Peut-être parce que les Américains se sont rendus compte que Pékin était devenu un partenaire valable pour s'opposer à l'Union soviétique et aux mouvements de libération nationale.

– De quelle manière et avec quelle vigueur les opposants à votre régime se manifestent-ils à l'intérieur du Cambodge ?

– Les forces ennemies à l'intérieur du pays *se sont sérieusement* affaiblies. Les conditions de vie s'étant améliorées, la population a pu s'engager dans les milices villageoises et participer avec notre armée à la destruction de nos adversaires. Nos ennemis concentrent surtout leurs activités à la frontière thaïlandaise. Un petit nombre seulement a réussi à s'infiltrer à l'intérieur du pays, notamment dans les provinces de Battambang et de Siem-Reap. Ce sont de petites unités de trois à quatre personnes qui massacrent la population en dehors des villages, se livrent au pillage des vivres et du bétail et sabotent les voies de communications. Néanmoins, la sécurité à Phnom-Penh, dans les chefs-lieux de province et de district, est bien assurée. Depuis la formation, en juin dernier, du « gouvernement de coalition », des partisans de *Sihanouk et de Son Sann, hostiles* à cette alliance avec les Kmers rouges, se sont ralliés. D'autre part, *nous avons capturé,* en 1982, plusieurs milliers d'ennemis.

– Faut-il attendre d'autres retraits partiels de troupes vietnamiennes du Cambodge ?

– Il est certain que nous devons réduire la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge parce que la sécurité est maintenant assez bien assurée dans le pays et que notre armée s'est considérablement renforcée. Il y aura donc d'autres retraits partiels de troupes vietnamiennes dans les mois à venir. Mais nous ne ferons rien de plus qu'il n'en faut (2). »

JACQUES DE BARRIN.

(1) *L'Asssemblée générale de* l'ONU préconise le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et l'autodétermination du peuple khmer.

(2) Le gouvernement vietnamien avait annoncé, en juillet 1982, un retrait unilatéral d'une partie de ses troupes du Cambodge.

Bangladesh

- L'UNIVERSITÉ DE DACCA A ÉTÉ FERMÉE *sine die,* le lundi 14 février, à la suite d'échauffourées entre la police et des étudiants qui manifestaient contre le régime de la loi martiale au Bangladesh. Les incidents, très violents, ont fait au moins un mort – trois selon certaines sources – et près de quatre-vingt-dix blessés. – *(Reuter, A.P., A.F.P.)*

Japon

- LE PARTI SOCIALISTE JAPONAIS a choisi, mardi 15 février, son vice-président, M. Makoto Tanabe, comme secrétaire général par intérim pour remplacer M. Takeshi Hirabayashi, décédé subitement mercredi dernier. – *(A.F.P.)*

Vietnam

LA FERMETURE DES CAMPS DE RÉÉDUCATION SERAIT ENVISAGÉE

(De notre correspondant en Asie du Sud-Est.)

Bangkok. – Les camps de rééducation dans lesquels sont détenus, depuis 1975, des milliers de civils et de militaires qui ont servi le gouvernement sud-vietnamien et l'armée américaine vont-ils être fermés ? C'est ce qu'aurait laissé entendre M. Phan Hien, ministre de la justice, à M. Donald Ranard, qui vient d'achever un voyage au Vietnam et au Kampuchéa à la tête d'une délégation du Centre de politique internationale, dont le siège est à Washington.

Les prisonniers politiques seraient autorisés à retourner chez eux et à travailler, tout en demeurant, cependant, sous la surveillance des autorités locales. L'Assemblée nationale aurait discuté cette question en décembre dernier, mais aucune décision n'aurait été prise. Amnesty International a, depuis longtemps, protesté contre l'existence de ces camps de rééducation dans lesquels un nombre indéterminé de Vietnamiens – quelques milliers selon les dirigeants de Hanoï, au moins cent mille d'après des sources américaines – croupissent depuis des années. De son côté, le département d'Etat, dans son rapport annuel au Congrès, vient d'affirmer que, au regard des droits de l'homme, le Vietnam est, en Asie, *« le pays où il est le plus dur de vivre ».*

L'été dernier, M. Nguyen Co Thach, ministre des affaires étrangères, s'était dit prêt, dans une déclaration à la chaîne de télévision américaine C.B.S., à envoyer les prisonniers politiques aux Etats-Unis. *« Je peux tous les donner à l'Amérique si l'Amérique les veut tous »,* avait-il lancé. Le département d'Etat avait alors répondu à ce défi en indiquant que l'admission de ces Vietnamiens devrait être examinée *« cas par cas ».* – J. de B.

Chili

LE GÉNÉRAL PINOCHET AFFIRME QUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DOIT « STIMULER LA REPRISE ».

Santiago-du-Chili *(A.F.P.).* – Le général Pinochet a écarté, lundi 14 février, après avoir remanié son gouvernement, tout changement de cap de sa politique et a affirmé que le Chili connaissait *« la fin de la récession économique » (le Monde* du 15 février). Le général, qui a entamé une tournée de dix-sept jours dans le Sud pour expliquer l'action gouvernementale, a déclaré que le pays abordait *« une période de reprise économique »,* la nouvelle équipe ministérielle devant *« diriger et stimuler cette reprise ».*

Le remaniement du cabinet concerne principalement le ministère de l'économie et des finances, dont le titulaire, M. Rolf Luders, a été remplacé par M. Carlos Caceres pour l'économie et par M. Manuel Martin Saez pour les finances. Aucun des onze ministres militaires du gouvernement n'a été changé. Au ministère des affaires étrangères, M. Alex Schweitzer, ancien ambassadeur à Londres, remplace M. René Rojas, qui avait remis sa démission la semaine dernière.

Le remaniement touche par ailleurs le ministère de l'éducation, confié à Mme Madariaga, celui de la justice, où M. Jaime del Valle remplace Mme Madariaga, et le secrétariat général du gouvernement, M. Ramon Suarez étant nommé à la place de M. Erazuriz, nommé président de la Banque centrale. Ces changements interviennent dans un contexte d'effervescence politique et sociale aggravée par la crise économique la plus importante depuis 1973.

M. Rolf Luders avait été chargé, il y a cinq mois, de tenter de rétablir la confiance des milieux économiques et bancaires internationaux à l'égard du Chili. Il avait, en janvier, décidé le fermeture de deux grandes banques et l'intervention de l'Etat dans cinq autres. Il était accusé de favoriser les groupes financiers privés et d'être responsable des difficultés des petits investisseurs.

A TRAVERS LE MONDE

Cuba

- M. FIDEL CASTRO EN SUÈDE. – Le ministère des relations extérieures a annoncé, le lundi 14 février, que M. Fidel Castro avait accepté une invitation officielle à se rendre en Suède cette année. Aucune date n'a été donnée. On rappelle que *le dirigeant cubain aurait* déjà accepté de se rendre cette année en Espagne et en France. – *(U.P.I.)*

Iran

- VINGT-DEUX BAHAIS CONDAMNÉS A MORT. – M. Koijinans, chef de la délégation néerlandaise, a alerté le *14 février, en séance plénière,* la commission des droits de l'homme des Nations unies sur le sort des vingt-deux bahaïs, qui viennent d'être condamnés à mort par la Cour suprême de Téhéran. Aucune accusation précise n'a été portée contre eux, sinon celle de ne pas avoir abjuré leur foi. Les délégués des quarante-deux autres pays membres de la commission (dont la France) n'ont guère réagi jusqu'à présent à cette annonce. Au moins cent quarante bahaïs ont été exécutés en Iran depuis le début de la révolution islamique. – *(Corresp.)*

Lesotho

- INCENDIE D'UN DÉPOT DE CARBURANT. – L'un des principaux dépôts de carburants de Maseru a été détruit par un incendie criminel dans la nuit du dimanche 13 février au lundi *14 février, a annoncé la radio nationale.* L'incendie a été précédé d'une explosion, peu avant minuit, selon la radio, qui a attribué le sabotage à l'Armée de libération du Lesotho (branche armée du Basutholand Congress Party, opposition en exil), soutenue selon le Lesotho par l'Afrique du Sud. – *(A.F.P.).*

Tchécoslovaquie

- LE JOURNALISTE KAREL KYNCL, ancien commentateur de Radio-Prague, a pu quitter samedi 18 février son pays pour la Bavière. En 1972, il avait été condamné à vingt mois de prison pour des écrits que les autorités jugeaient diffamatoires. Il avait été l'un des premiers signataires de *la Charte 77. – (A.F.P.)*

U.R.S.S.

- LE TRAVAIL FORCÉ EN U.R.S.S. – Quelque 4 millions *de Soviétiques, dont dix mille prisonniers politiques,* sont employés à des travaux forcés, affirme un *rapport* du département d'Etat américain publié le lundi 14 février. Les auteurs de ce texte, qui a été remis au Congrès, écrivent que les conditions de vie dans le mille cent camps soviétiques constituent des violations flagrantes des accords internationaux sur les droits de l'homme. – *(A.F.P.).*

R.D.A.

LE TRENTE-HUITIÈME ANNIVERSAIRE DE LA DESTRUCTION DE DRESDE

Des centaines de pacifistes ont participé aux colloques organisés par les Églises en marge des manifestations officielles

De notre correspondant

Bonn. – Le trente-huitième anniversaire de la destruction de Dresde par l'aviation américaine et britannique a donné lieu en R.D.A. à des manifestations sans précédent en faveur de la paix. Le parti socialiste unifié, le S.E.D., qui sent qu'il y a là un mouvement à récupérer, avait organisé un rassemblement de cent mille personnes devant les ruines de l'église de la Vierge, laissées en l'état pour servir de mémorial aux victimes de cette attaque. C'est devant ces murs calcinés que s'étaient réunis, l'année dernière, de jeunes pacifistes. Cette année, c'étaient les membres des jeunesses communistes, portant des torches, qui s'étaient réunis, tandis que quatre orateurs vantaient les mérites de la R.D.A. dans sa lutte pour la paix : le président du Mouvement pour la paix, le professeur Drefuhl, une ouvrière, un apprenti et une femme pasteur.

A côté de cette *manifestation* orthodoxe, des centaines de fidèles – beaucoup de jeunes parmi eux – se retrouvèrent à la messe, dimanche matin, à l'église Sainte-Croix, puis se répartirent dans l'après-midi dans les quatre « forums de la paix » organisés par les Eglises. Le soir, un service œcuménique, auquel participèrent trois mille personnes des deux confessions fut célébré dans la cathédrale catholique du diocèse de Dresde-Meissen. Le pasteur Bretchneider *parla, devant un groupe de* jeunes réunis dans l'église Sainte-Anne, de la peur de la militarisation dans le monde entier, – et chez les jeunes de la R.D.A. aussi – peur qui y a provoqué le Mouvement pour la paix. En fait, l'objection de conscience n'est pas reconnue en Allemagne de l'Est, et le refus de la préparation militaire obligatoire dans les classes terminales et pour les apprentis peut conduire à de graves conséquences professionnelles.

Les jeunes Allemands de l'Est qui font campagne pour la paix n'ont pas la liberté de leurs homologues de R.F.A. Ils sont soumis à une étroite surveillance, et le moindre faux pas peut briser leur avenir. Ils n'en sont pas moins résolus pour autant. Certains ont reproché à l'Eglise trop de compromis avec l'Etat. La réponse tombait sous le sens : le compromis est inévitable, et condamnable seulement s'il conduit à une compromission. *Le clergé des deux confessions* a souvent du mal à défendre sa position devant des militants intransigeants. Mais l'Eglise est consciente de sa responsabilité collective.

L'évêque de Berlin, Mgr Meisner, qui vient d'être fait cardinal par le pape, a un diocèse qui est à cheval sur les deux Etats. Il habite à Berlin-Est et se rend à Berlin-Ouest quand les besoins de sa charge l'y appellent. Comment pourrait-il prêcher la révolte, fût-ce au nom de l'objection de conscience, alors *qu'il* est déjà *si* difficile de préconiser la résistance pacifique à ceux qui sont menacés par l'appareil d'Etat ?

D'un autre côté, les Eglises risquent d'être débordées par un mouvement pacifiste qui semble gagner du terrain et qui n'est pas forcément à son aise dans les demi-teintes que les hiérarchies ecclésiastiques se sentent obligées d'observer. Pour l'instant, l'Eglise reste le recours. Le régime, il est vrai, ne s'est pas encore mis à persécuter sur une grande échelle les pacifistes convaincus. Il cherche encore à les intimider, et si possible *à les rallier par des manifes*tations du genre de celle qui s'est déroulée à Dresde.

ALAIN CLÉMENT.

Italie

Un fonctionnaire de l'Aeroflot arrêté pour espionnage

De notre correspondant

Rome. – Le directeur adjoint du *bureau de la compagnie aérienne* Aeroflot à Rome a été arrêté lundi 14 février dans la capitale italienne, alors qu'il recevait des documents considérés de la *« plus haute importance stratégique »* des mains d'un industriel de Gênes.

Ce flagrant délit est le résultat d'une enquête de plus d'une année effectuée par les services de sécurité *militaire (SISMI) à l'encontre* de M. Azeglio Negrino, qui dirige à Gênes une entreprise spécialisée dans les micro-films, et de M. Victor Pronine, entré depuis quelques mois en Italie. Les deux hommes, soudain entourés par des policiers en civil qui les avaient suivis, l'un depuis son *domicile, l'autre depuis son hôtel* romain, ont paru surpris, mais n'ont offert aucune résistance.

Selon des rumeurs rapportées par la presse italienne, les documents que M. Negrino devaient remettre à l'agent soviétique concernaient des installations militaires (base de l'OTAN en Vénétie), et les lieux retenus pour l'installation éventuelle à *Comiso des euromissiles.* M. Negrino était réputé avoir beaucoup de contacts dans les milieux militaires et industriels italiens. On ignore encore comment M. Pronine avait été mis en relations avec lui. Fonctionnaire de l'Aeroflot, M. Pronine ne jouit d'aucune immunité diplomatique ; à l'ambassade soviétique, on s'abstenait lundi en fin de journée de *tout commentaire.*

D'autre part, à propos de l'enquête sur l'attentat contre le pape, l'agence de presse Ansa écrit que le trafiquant turc Bechir Celenk aurait été non pas libéré – comme en a un moment couru la rumeur, – mais arrêté. Il n'y a pour l'instant aucune confirmation de la part de la Bulgarie, mais cette décision des autorités de Sofia *n'aurait pas de quoi* surprendre : elles ne tiennent pas, semble-t-il, à extrader M. Celenk, qui se serait vu accusé de délits commis en territoire bulgare, ce qui justifiait son maintien à Sofia.

Selon *l'Unita,* d'autre part, le juge Palermo, qui enquête sur les réseaux de trafics d'armes et de drogue récemment découverts dans le nord de *l'Italie, devrait se rendre* à Sofia à la fin février pour interroger M. Bechir Celenk, accompagné alors du procureur de la République de Trente.

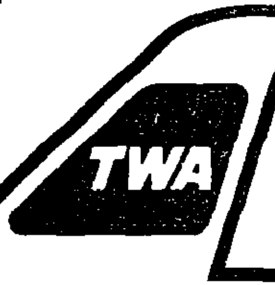
PHILIPPE PONS.

février !
un mois exceptionnel pour l'achat de votre
PEUGEOT ou TALBOT
Le meilleur prix — le meilleur service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21



Le Blue Lagoon du Prince de Galles : à siroter tendrement.
Roger et son équipe au bar, à 18 h : Daniel Kandyoti au piano.
Hôtel Prince de Galles (un hôtel Inter-Continental) 33, avenue George-V Paris 8e

TWA CARGO vers et à travers les USA.
Vos envois express aux USA "Par le Prochain Vol" TWA
Tous vos envois jusqu'à 23 kg sont l'objet des soins empressés de TWA : porte à porte de Paris vers chacune des 50 destinations TWA aux USA.
NFO* "Next Flight Out", c'est rapide, c'est efficace, c'est un service de TWA, la seule compagnie qui vous offre plus d'un demi-siècle d'expérience du fret aérien.
Appelez TWA aujourd'hui au (16.1) 862.23.45
Vous plaire nous plaît.
TWA CARGO *NFO existe également de Paris vers Tel Aviv (TLV)



Le Monde

politique

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

LA CAMPAGNE A PARIS

M. Jacques Chirac présente la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux olympiques de 1992

Dans une brochure illustrée tirée à huit cent mille exemplaires, M. Chirac vient de rendre public le programme qu'il se propose de réaliser si les Parisiens lui font à nouveau confiance. Ses propositions, fort nombreuses, peuvent être regroupées en sept chapitres. Voici pour chacun d'entre eux les engagements les plus saillants du candidat.

M. Chirac fait de la sécurité tout à la fois un préalable et une priorité. Il rappelle que dans ce domaine c'est le préfet de police qui est responsable. Il demande, donc, non des attributions d'ordre public, mais une modification de la législation de manière que les compétences en matière d'hygiène et de circulation, reviennent au maire de Paris. Il propose de revoir le statut des « pervenches » et de créer, à l'instar des gardiens de parking et de jardins, des gardes de rues piétonnes travaillant sous l'autorité municipale.

D'autres mesures, qui ne dépendent pas de la municipalité, sont préconisées, telles que le recrutement de trois mille policiers supplémentaires et l'augmentation des îlotiers dans les quartiers. Dans le strict domaine des compétences de la Ville, le candidat promet d'étendre le réseau de télé-alarme en cours d'expérimentation chez un millier de personnes âgées.

Au chapitre de la solidarité, M. Chirac propose de prolonger la politique déjà engagée en faveur de la famille en installant dans les quartiers des « centres d'urgence maternels », qui reçoivent les femmes enceintes et les dissuadent de recourir à l'avortement. Le congé parental, avec versement d'une allocation pendant deux ans, déjà institué par la Ville pour les mères lors de la venue d'un troisième enfant, sera étendu aux mères de deux enfants, les aides ménagères et les haltes-garderies pour enfants de deux à quatre ans multipliées et le nombre des crèches porté de dix mille cinq cents à quatorze mille en six ans. « *Si je suis élu*, promet le candidat, *je m'engage à ce qu'en 1989 il n'y ait plus aucune liste d'attente pour les crèches et à ce que tous les enfants soient accueillis dans les maternelles.* »

Pour les personnes âgées, M. Chirac promet d'augmenter les capacités d'accueil en foyers-résidences. Il préconise pour les handicapés un service d'aide à domicile et, pour les aveugles, la création d'un centre de dressage de chiens, lesquels seraient mis gratuitement à la disposition des non-voyants. Enfin des locaux seront ouverts aux associations dans chaque arrondissement, et une Maison des associations sera créée par la Ville.

En ce qui concerne le logement, le programme du maire sortant se donne comme priorité « *le maintien et la réhabilitation des immeubles existants* ». Pour financer les constructions neuves, il se propose de faire appel « *à la région, aux investisseurs institutionnels et au 0,9 % patronal* ». Enfin, il veut favoriser l'édification de logements pour les catégories moyennes.

Afin d'améliorer la circulation, le programme prévoit la construction d'un deuxième pont à la hauteur de la gare d'Austerlitz et l'extension à cinq cents nouveaux carrefours du système de régulation automatique des feux. Une quinzaine de places et plusieurs boulevards feront l'objet de réaménagement, notamment les places de la Concorde, de la Bastille, d'Italie, du Palais-Bourbon, du Panthéon, de la Bourse et de la République, mais aussi les abords de la gare du Nord, de la gare Saint-Lazare, du palais d'Orsay et de l'Opéra, les Grands Boulevards et le cours de Vincennes.

« Multiplier les jardins »

Pour ce qui concerne la vie quotidienne, le candidat promet aussi une série de mesures antibruit : obligation pour les promoteurs de prévoir l'insonorisation des nouveaux logements, asphaltage des chaussées pavées, achat de sonomètres pour les services de la préfecture de police et création d'« *antennes S.O.S. bruit dans les quartiers à problème* ».

M. Chirac s'engage à « *multiplier les jardins dans les secteurs de la capitale qui manquent d'espaces verts* », à « *planter vingt mille arbres supplémentaires le long des voies publiques* » et à « *moderniser la totalité des installations d'éclairage d'ici la fin du prochain mandat* ».

Les berges de la Seine seront aménagées et mises en valeur au niveau des ports d'Austerlitz, de la Rapée et de la Gare, là où doit se tenir l'exposition universelle. Un traitement similaire sera appliqué aux berges du canal Saint-Martin et au bassin de la Villette. Enfin deux axes seront plantés de verdure : l'un unissant les Buttes-Chaumont aux jardins de la Villette, l'autre partant de la place de la Bastille et conduisant au bois de Vincennes en suivant l'ancienne voie ferrée.

Au chapitre du sport, les intentions du maire sortant sont d'ouvrir plus largement les stades et gymnases au public et notamment aux individuels, de créer des centres d'initiation sportive ouverts aux adultes le samedi. « *D'ores et déjà*, annonce-t-il, *Paris est candidat à l'organisation des Jeux olympiques de 1992.* »

La culture, qui était une des priorités du programme de 1977, ne sera pas oubliée lors du prochain mandat. Si M. Chirac est reconduit, il promet d'ouvrir aux Halles un centre de recherche et de création audiovisuelle pour la jeunesse, d'installer dans de nouveaux locaux sept conservatoires d'arrondissement (6e, 8e, 10e, 11e, 16e, 18e, 20e), d'ouvrir trois nouvelles bibliothèques (Grenelle, Brochant et Mouffetard), d'agrandir trois musées (Petit Palais, Bourdelle et Musée du costume), et de rénover le Théâtre de la Gaîté-Lyrique. Le candidat s'engage en outre à consacrer 1 % des dépenses de construction de la Ville à la commande d'œuvres d'art, de construire des ateliers d'artistes, de créer « *des équipements légers dans les quartiers* » sur le modèle des théâtres d'arrondissement.

Quels moyens financiers M. Chirac compte-t-il consacrer à cet ensemble d'action ? Il ne le précise pas. « *Nous défendrons pied à pied les intérêts des Parisiens*, dit-il, *pour une répartition plus équitable des dépenses entre l'État et la Ville, ainsi qu'une plus juste affectation des subventions. Nous nous engageons à être fidèles aux principes de bonne gestion qui ont permis à la capitale de conserver des finances particulièrement saines.* » Précédemment, M. Chirac avait indiqué que, s'il était réélu, il n'avait pas l'intention d'avoir davantage recours à l'emprunt et que les impôts locaux n'augmenteraient pas à un rythme plus rapide que le taux d'inflation.

Imprécision

Le programme électoral de M. Chirac présente les qualités et les défauts inhérents à ce type de document. Sur certains points, il ne peut que prévoir la prolongation ou le renforcement d'efforts déjà entrepris pendant le mandat 1977-1983, et, dans ces cas-là, il ne peut évidemment briller par la nouveauté. Ainsi, pour les conservatoires, les bibliothèques, les jardins, les carrefours, dont la construction ou l'aménagement sont promis.

Toutefois, certains engagements révèlent les lacunes de la politique passée : c'est le cas notamment des crèches, toujours insuffisantes à Paris, puisque dans certains quartiers très denses on compte huit demandes pour une place. La même remarque vaut pour les ateliers d'artistes : dans le quatorzième arrondissement, par exemple, un millier d'entre eux ont été victimes de la rénovation, alors que la Ville n'en a construit qu'une soixantaine. Promettre qu'on va mener une politique de lutte contre le bruit, c'est reconnaître implicitement que celle-ci a été pour le moins négligée jusqu'ici.

Des nouveautés ou des surprises on en trouve aussi. Notamment celle qui a trait à la candidature de Paris pour l'organisation des Jeux olympiques de 1992. M. Chirac paraissait, jusqu'à présent, plutôt réservé sur ce point en raison de l'importance des investissements à faire juste après ceux de l'Exposition universelle de 1989. De toute manière, ce projet ne peut être qu'un ballon d'essai à usage électoral, puisqu'il ne concerne pas le mandat en question. Pour la sécurité, le maire sortant, qui demandait récemment la création de quinze mille postes de gardiens de la paix, ce qui paraissait en effet tout à fait extravagant, semble être revenu à la raison.

En revanche, promettre davantage de foyers pour les personnes âgées, c'est évacuer un peu vite le problème de la gestion des trente maisons de cure médicale appartenant à la Ville. Leurs difficultés ont justifié, il y a deux mois et demi, la création d'une commission d'enquête (*le Monde* du 4 décembre 1982), dont on attend les conclusions.

La critique majeure que les autres candidats ne manqueront pas d'adresser à ce programme, c'est son imprécision. Lorsqu'il évoque les réhabilitations d'immeubles à et la construction de logements, M. Chirac, probablement échaudé par l'expérience, ne fournit pas, pour l'instant, le moindre chiffre. Il est vrai qu'en ce domaine l'Etat est en grande partie maître du jeu, mais on aimerait connaître au moins les crédits qui seront votés par la Ville pour les acquisitions foncières.

A l'exception de quelques grands travaux, comme le réaménagement de places et de boulevards, la construction du second pont d'Austerlitz, la généralisation des feux automatiques, le maire sortant ne propose rien de très coûteux. N'est-il pas tenu, en effet, par sa dernière promesse, qui est précisément de n'augmenter ni les emprunts ni les impôts constituant l'essentiel des ressources municipales ?

A gestion prudente, programme prudent... ou timoré, diront ses adversaires.

MARC AMBROISE-RENDU.

49 % DES PERSONNES INTERROGÉES PAR LA SOFRES SOUHAITENT UN VOTE-SANCTION

Le Figaro du 15 février publie un sondage réalisé par la Sofres du 4 au 9 février, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, selon lequel 49 % des personnes, interrogées (48 % en janvier) sur la signification des municipales, souhaitent que les électeurs profitent du scrutin municipal pour manifester leur mécontentement à l'égard de la gauche ; 31 % d'entre elles voudraient, en revanche, qu'ils lui manifestent leur soutien (29 % précédemment).

25 % (contre 22 % en janvier) s'attendent à une nette victoire de l'opposition et 11 % (contre 9 % en janvier) à une victoire de la majorité.

Le mois dernier, les personnes interrogées étaient aussi nombreuses (29 %) à faire confiance à la gauche qu'à la droite pour la gestion municipale. Ce mois-ci, 33 % d'entre elles font confiance à la majorité, et 31 % à l'opposition.

En cas de défaite de la gauche, 62 % souhaiteraient un profond changement de la politique gouvernementale, 52 % un grand remaniement ministériel, et 42 % un changement de premier ministre.

LE P.S.U. PRÉSENTE DES CANDIDATS DANS PRÈS DE MILLE COMMUNES

Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du P.S.U., a déclaré, lundi 14 février, au cours d'une conférence de presse, qu'« *en se déchaînant sur le thème :* « Annulons le 10 mai, revenons en arrière », *la droite mène la meilleure campagne en faveur de la gauche* ». Mme Bouchardeau ne pense pas que le débat au sein de la gauche « *puisse démobiliser* ». Elle s'est déclarée « *satisfaite* » par « *certaines propositions* » de M. Edmond Maire sur la rigueur.

La secrétaire nationale du P.S.U. a indiqué, d'autre part, que son parti « *sera présent dans près d'un millier de communes, à 95 % sur des listes de gauche, puisque le nombre de listes où l'accord avec les partenaires de gauche n'a pas été possible ne devrait pas dépasser la cinquantaine* ». Mme Bouchardeau a précisé que cent huit accords ont été réalisés dans des villes de plus de trente mille habitants, et que le P.S.U. ira à la bataille sous sa propre bannière dans quinze de ces villes. Il aura, aussi, une soixantaine de têtes de listes dans des petites communes. Le P.S.U. compte environ cinq cents conseillers municipaux sortants.

Listes de Mariage
AUX TROIS QUARTIERS

Mme Veil : il faut que les maires d'arrondissement puissent agir dans le même sens que Jacques Chirac

Mme Simone Veil, ancien président de l'Assemblée européenne, se rendra, mardi 22 février, dans le dix-huitième arrondissement pour apporter son soutien à la liste de l'opposition que conduit M. Alain Juppé (R.P.R.) contre celle de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. Lundi 14 février, Mme Veil est déjà venue soutenir une autre tête de liste du R.P.R., M. Jacques Toubon, qui est également l'un des proches collaborateurs de M. Chirac, et qui se présente dans le treizième contre M. Paul Quilès, candidat d'union de la gauche.

L'ancien ministre de la santé a participé à un débat au *Théâtre 13*, moderne centre culturel municipal construit au milieu de grands ensembles d'immeubles, près du boulevard Blanqui. Accompagnée de M. Jean Matteoli, compagnon de la Libération, ancien ministre, ancien président des Charbonnages de France, qui figure en deuxième position sur la liste de M. Toubon avec comme étiquette « gaulliste de gauche », Mme Veil a déclaré : « *On n'insistera jamais assez sur l'importance de ce scrutin. Nous savons quel maire est Jacques Chirac et il est indispensable qu'il puisse poursuivre son action. Il ne faut pas que ses responsabilités soient amputées par l'accession aux mairies d'arrondissement d'adversaires politiques. Il faut laisser à Paris son unité. Il faut donc que les maires d'arrondissement puissent agir dans le même sens que Jacques Chirac.* » Mme Veil a poursuivi : « *Aujourd'hui, l'enjeu est national, car il y a face à face deux équipes qui n'ont pas la même conception de la société. Pour la municipalité Chirac, il n'y a pas de citoyens qui seraient des parents pauvres auxquels on pourrait couper la tête.* »

Cette allusion aux propos tenus par M. Quilès lors du congrès socialiste de Valence, à l'automne 1981, a été vivement applaudie. L'ancien ministre a ajouté : « *Il faut se mobiliser pour que le résultat de ces élections soit interprété comme une sanction nécessaire de l'action du gouvernement et pour endiguer certaines mesures qui ne pourraient qu'aggraver la situation. Nous avons besoin des espaces de liberté que constituent les municipalités d'opposition.* » Mme Veil a rendu hommage à M. Chirac, « *un très bon maire dont personne ne veut changer* ». Pour expliquer qu'il ne fallait pas « *pratiquer la politique du pire* » et qu'il était possible d'approuver certaines décisions techniques du gouvernement, Mme Veil a rappelé : « *Quand j'étais ministre, j'étais très surprise et choquée de voir certaines mesures nécessaires systématiquement rejetées par les socialistes et les communistes.* »

A. P.

● *M. Pierre Mauroy*, qui avait dû interrompre pendant quelques jours ses activités en raison d'une forte grippe, a présenté lundi 14 février, à Lille, la liste des cinquante-neuf personnes qu'il conduira aux municipales. Une liste rajeunie puisqu'on y compte vingt-trois nouveaux venus. Le maire de Lille a présenté son programme, intitulé « Un nouveau contrat pour Lille ». Sur une liste de cent dix-sept propositions réparties en onze chapitres viennent en tête les préoccupations économiques. M. Mauroy prévoit notamment le création d'un grand service des affaires économiques, celle d'un conservatoire des activités et la mise en place d'un comité de concertation permanent, avec la participation de la chambre de commerce et autres organisations socio-professionnelles. — *(Corresp.)*



Israël en balade-liberté.
À partir de 2490 F l'avion, la voiture, l'hôtel et 8 jours en liberté pour découvrir Israël au gré de votre fantaisie (carburant, assurances, taxes et kilométrage en sus). — 2490 F

Eilat Mer Rouge.
8 jours hôtel 3 étoiles et petit déjeuner - vol direct Eilat. — 2990 F

Israël en circuit autocar.
8 jours tout confort - pension complète sans aucun souci d'organisation, dans les meilleurs hôtels. — 4930 F à 5410 F

Israël : le grand tour.
Les quatre mers d'Israël, et de Jérusalem à Eilat, 8 jours en pension complète dans des hôtels exclusivement 4 étoiles. — 4500 F à 5640 F

Ces prix valables jusque fin mars s'entendent de Paris à Paris par avion; ils seront majorés de 200 F du 1er février au 25 mars 1983. Renseignements: adressez-vous à votre agence de voyages ou à l'ONIT :

14, rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. 261.01.97.



M. GEORGES SARRE DÉNONCE « LES EXCÈS ET LES VIOLENCES DE M. JACQUES CHIRAC »

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville depuis 1977, député du onzième arrondissement depuis 1981, a présenté, lundi 14 février, la liste d'union de la gauche qu'il conduit. A cette occasion, il s'en est pris à la liste d'opposition que conduit M. Alain Devaquet, député R.P.R. du onzième arrondissement de 1978 à 1981, ancien secrétaire général du mouvement gaulliste.

Cette liste, selon M. Sarre, est « *la liste des hommes mis en place par Jacques Chirac pour tenir l'arrondissement en surveillance. Ce sont des relais de l'Hôtel de Ville*, dit-il. *M. Devaquet n'est pas le représentant du onzième. C'est d'abord le représentant de son maître dans le onzième. Le résultat, nous le connaissons : le onzième est délaissé* ». M. Sarre a poursuivi en affirmant : « *Les excès, les violences de l'opposition et de Jacques Chirac en particulier suscitent dans l'opinion une exaspération croissante.* » Il a reproché au maire de Paris d'être allé à Marseille « *insulter le maire, Gaston Defferre, qui a eu le courage, lui, de faire le clair dans sa mairie et de poursuivre énergiquement tous ceux qui devaient l'être. Est-ce que le maire de Paris, lui, a fait le clair dans ses affaires ?*, a-t-il ajouté. *Connaissez-vous à ce jour la composition du patrimoine privé de la Ville ?* » M. Sarre a écrit à M. Jacques Chirac pour lui demander communication de la composition de ce patrimoine immobilier et la liste de ses occupants. Enfin, à propos du programme politique de M. Chirac, M. Sarre a estimé : « *C'est un programme encore plus cynique que celui développé par Reagan ou Mme Thatcher avec le succès que l'on sait. Jusqu'où ira Jacques Chirac dans sa soif de reconquête ? Est-il capable de remettre en cause les institutions et leur fonctionnement ?... Cette attitude est inquiétante.* » — A. P.

LE MOUVEMENT DES DÉMOCRATES ET LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE CONSTITUENT DES LISTES COMMUNES

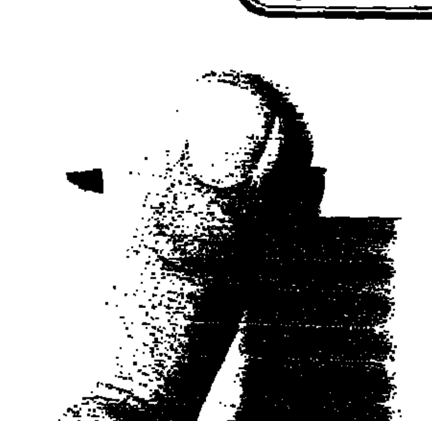
Un collectif « Paris pour tous », regroupant notamment le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin, des écologistes et des gaullistes de gauche, a annoncé lundi 14 février qu'il constitue des listes « ouvertes et unifiées » dans tous les arrondissements de Paris.

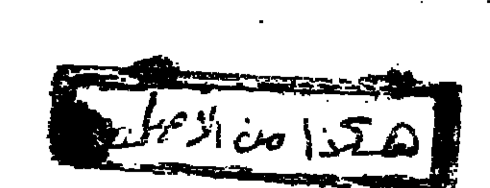
L'initiative fait suite à l'échec de la constitution de listes entre les jobertistes et les partis de gauche. La fédération de Paris du Mouvement des démocrates avait déploré à la fin du mois de janvier cette situation, critiquant « *une gauche dominée par un parti socialiste qui reste à Paris replié sur ses sectarismes et ses illusions hégémoniques* ».

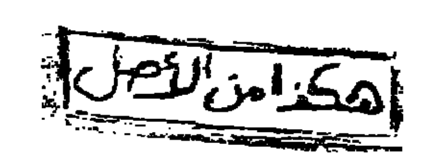
Le collectif « Paris pour tous » souligne que les « *élections municipales font apparaître une fois encore le clivage gauche-droite et les affrontements partisans néfastes pour la France. Avant l'ouverture officielle de la campagne des municipales, les blocs ont déjà monopolisé les médias et les murs de Paris* ».

● *M. Alain Krivine*, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), a déclaré, samedi 12 février, sur Antenne 2, qu'« *on assiste à ce spectacle, qui révolte beaucoup d'électeurs de gauche et qui consiste à voir M. Gattaz taper sur la table et M. Mauroy passer sous la table. Nous croyons*, a ajouté M. Krivine, *que, à coups de concessions au patronat et à la droite, le gouvernement renforce la droite (...), qui est plus agressive que jamais* ».

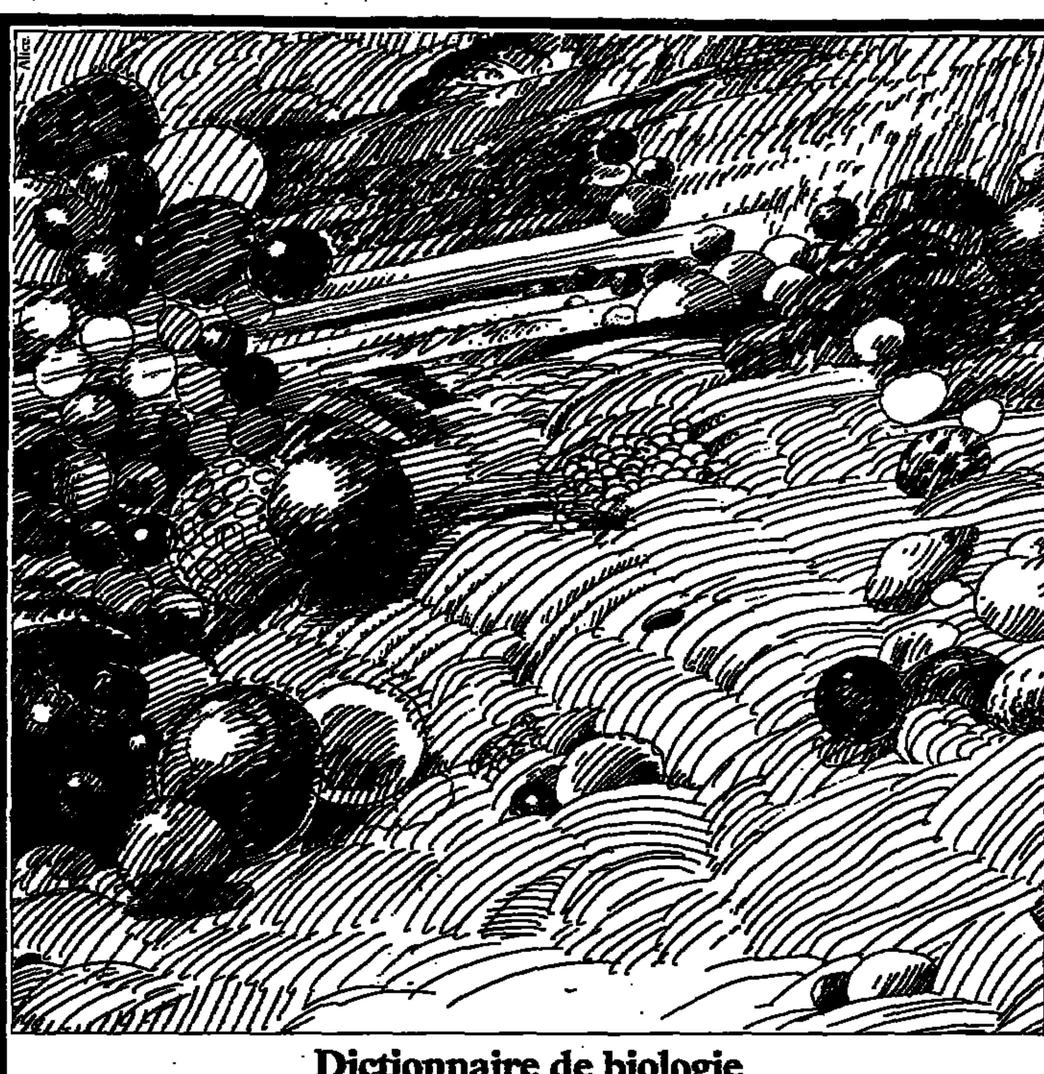
Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5e
Téléphone (le soir) : 707-86-64







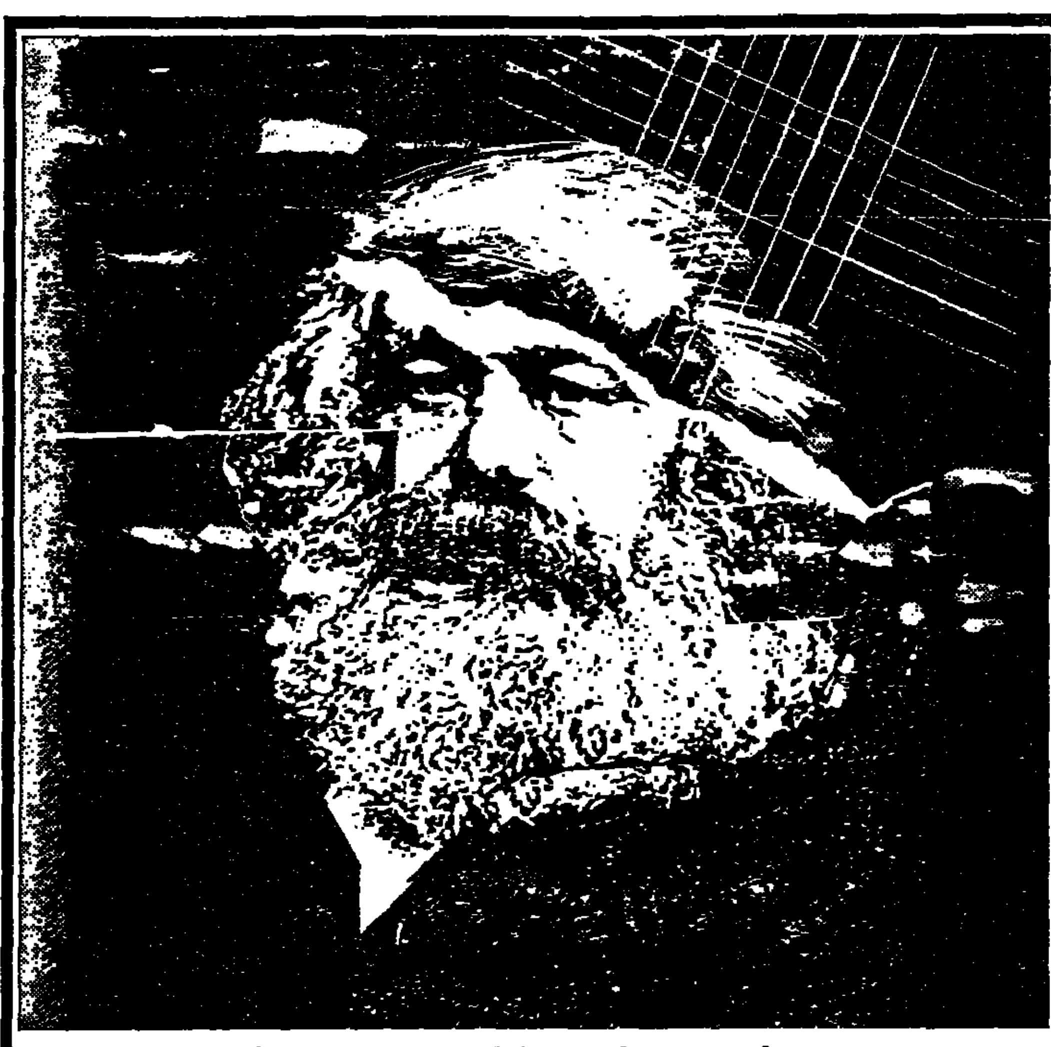
Grands dictionnaires Puf : les mots qui ouvrent le savoir.



Dictionnaire de biologie

Par Théodore Lender, Robert Delavault et Albert Le Moigne

A l'heure actuelle, un très vaste public découvre la biologie. Or il apparaît que la terminologie de cette science lui demeure souvent hermétique. Le dictionnaire de biologie a donc pour propos de faciliter la compréhension de ce langage. Dans cet esprit, nombre de termes ont été définis, mais font aussi l'objet d'un article condensé. Cet ouvrage convient aussi bien au chercheur spécialisé qu'à l'enseignant, l'étudiant, ou à tous ceux qu'intéressent les divers aspects de la biologie contemporaine. Plus de 3500 entrées. puf



Dictionnaire critique du marxisme

Sous la direction de Georges Labica et avec la collaboration de Gérard Bensussan et de la revue "Dialectiques"

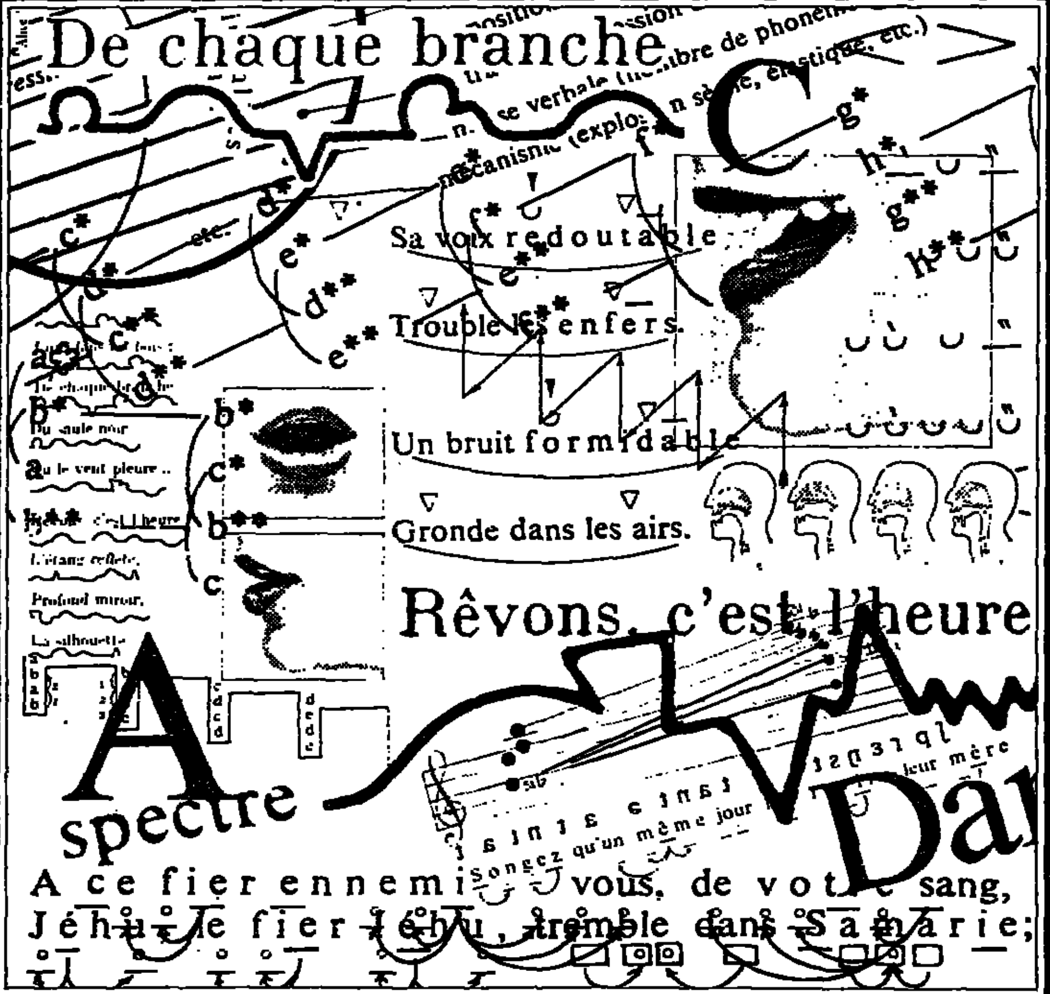
Avec près de 400 entrées dues au travail de 65 spécialistes, la conception de ce dictionnaire est entièrement originale. Chaque définition propose une histoire du terme, ou du concept selon ses diverses occurrences chez Marx et Engels, mais aussi dans le devenir de la théorie et de ses principaux représentants. En fin d'article, une bibliographie spécifiée fait le point de la question. Cet ouvrage constitue un foisonnant bilan des théories et des pratiques du mouvement ouvrier, un siècle exactement après la mort de Marx. puf



Vocabulaire de la psychanalyse

Par Jean Laplanche et Jean-Bertrand Pontalis

Ce livre se différencie d'une encyclopédie : il est autre chose et plus qu'un vocabulaire. Car l'interrogation sur les mots, la mise en place des concepts, l'étude de leur évolution conduisent nécessairement à dégager la problématique freudienne, plus souvent invoquée que mise au jour et qui marque toute la culture contemporaine. Est ici analysé l'ensemble de l'appareil conceptuel de la psychanalyse. Le vocabulaire de la psychanalyse constitue aussi un apport original à la pensée psychanalytique. Plus de 300 entrées. puf



Dictionnaire de poétique et de rhétorique

Par Henri Morier

Allégorie, correspondance, hiatus, métaphore, rime, sonnet, voyelle... mais aussi anacrouse, catalexe, paronomase, vers rhopaliques, schaltinienne, synecdoque, zeugme... autant de termes qui autorisent la construction et l'interprétation du discours poétique, mais aussi la mise en œuvre ou la mise en forme de la rhétorique. Ce dictionnaire de poétique et de rhétorique représente, avec ses 1500 documents visuels, ses mingogrammes, ses schémas et ses spectrogrammes, un ouvrage de référence, unique en son genre. puf

La reconquête de l'Ouest

II. — Une «spécificité» contestée

De notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI

Dans un premier article (*le Monde* du 15 février) est apparue la diversité de ces régions de l'Ouest que l'opposition espère reconquérir. Un *thème fort* de la campagne pour les municipales : la querelle scolaire.

Nantes. — Le chien de Gilbert Declercq s'appelle Moïse. Et ce n'est pas par hasard. Figure historique de la C.F.D.T., Gilbert Declercq ou le retour aux sources... de la foi chrétienne. Chrétien de gauche donc. « *J'étais le premier au catéchisme et pourtant, à l'église, j'étais toujours placé au fond...* » Origines modestes. « *Autrefois, dans certaines écoles, la cour était divisée en deux parties : l'une réservée à ceux qui payaient, l'autre à ceux qui ne payaient pas.* » Baroudeur du syndicalisme, chrétien atypique et dérangeant : que reste-t-il du message de l'Evangile dans l'Eglise catholique ? La formation chrétienne des élèves ? « *Si c'était vraiment vrai, ça se saurait et surtout ça se verrait !* »

L'école catholique est-elle éducatrice de la foi chrétienne ? Dans cette question se résume sans doute l'essentiel de la querelle scolaire. De la réponse que l'on y apporte dépend la justification de l'existence de deux systèmes éducatifs séparés, la pérennité du « dualisme scolaire ». L'admettre comme postulat, c'est légitimer la « spécificité », le « caractère propre » des établissements privés. Y répondre par la négative, c'est défendre le principe de l' « intégration » et la création d'un « *grand service public, unifié et laïc* ».

Jacques Ameline, président des APEEC (1) : « *On a le sentiment que la hiérarchie catholique se dit :* « Si on lâche les écoles, il ne nous reste rien ! » ». Mgr Plateau, évêque auxiliaire de Rennes : « *La majorité des enseignants se réfèrent à des valeurs chrétiennes. Ce qui est important, c'est que la tonalité éducative soit donnée par ceux qui croient. A partir du moment où ce ne serait plus le cas, alors se poserait le problème de la finalité de notre mission.* » La « majorité » des enseignants... C'est précisément ce que contestent les partisans de l'enseignement public. Ce qui est sûr, c'est que la quasi-totalité d'entre eux sont laïcs. Et qu'il n'est pas si évident de savoir si ce sont des convictions chrétiennes ou d'autres considérations (proximité du domicile, salaire, une certaine liberté pédagogique, l'ambiance de travail, l'insuffisance des diplômes, etc.) qui les ont poussés à choisir l'enseignement privé plutôt que l'enseignement public.

Frère Leclerc, directeur de l'institution Saint-Louis, à Châteaulin (Finistère) : « *A l'ombre de l'enseignement catholique, il y a pas mal de professeurs qui vivent une vie bien tranquille... On veut sauver la liberté de l'enseignement mais, en même temps, on ne serait pas fâché que quelqu'un secoue le cocotier ! Quand vous vivez dans l'enseignement catholique, vous vous dites parfois :* « Quelle baraque je » défends ! »

Le « message chrétien » ? Les cours d'instruction religieuse ne sont obligatoires — en principe — que dans le primaire. Mais, à se cantonner dans cette seule approche de la « spécificité » de l'enseignement catholique, on risque de passer à côté de l'essentiel. « *L'Evangile,* explique l'abbé Loiseau, *directeur* diocésain en Loire-Atlantique, *doit imprégner toute la vie scolaire, avant même la catéchèse.* » Y a-t-il une manière chrétienne d'apprendre les mathématiques ? Peut-être pas. Mais l'histoire, la philosophie, les sciences sûrement, dès lors que l'enseignant intègre dans son explication pédagogique la finalité de l'existence de Dieu. « *Notre* « *caractère propre* », assure Mgr Gouyon, archevêque de Rennes, *c'est une atmosphère, un climat d'accueil, de compréhension, de dévouement aux autres, une expérience spirituelle de charité et de loyauté. Cela fait un tout, c'est* « *dans le même acte* ».

Si c'était vrai

Gilbert Declercq : « *Si c'était vrai, ça se verrait...* » Pour les partisans de l' « intégration », cette « dimension chrétienne » peut parfaitement s'exprimer à l'intérieur d'un système éducatif unifié, qui ne serait pas forcément uniforme. Pour eux, l'éducation religieuse doit être donnée en dehors des heures de classe. C'est, en fait, la négation du concept de « caractère propre » qui, pour les responsables de l'enseignement catholique, nécessite, pour transparaître, une « structure spécifique » : leurs écoles.

Les relations entre l'enseignement privé et le public ont des explications rationnelles et d'autres irrationnelles. Le caractère des hommes, leurs engagements et leur cheminement personnels ont parfois autant d'importance que l'histoire, l'influence de la tradition chrétienne ou laïque des régions, des départements et des villes. Les contentieux persistent ou se dénouent sans logique apparente. L'Ouest est un kaléidoscope.

Ploufragan, Côtes-du-Nord. La cinquantaine joviale, Jean Derian, maire communiste. Des « références » indiscutables : collège des Saints-Anges, à Pontivy... « *avant de rentrer au chemin de fer* ». Des souvenirs : « *De mon temps, ceux qui allaient à l'école publique, c'étaient les minables. Nous faisions des batailles rangées entre enfants du public et du privé. On nous apprenait la liturgie...* » Des doutes : « *Notre parti ne nous a jamais donné de directives bien précises. Il nous a dit de négocier en tenant compte des situations locales.* » Jean Derian en a tenu compte : la *municipalité refuse de verser le forfait communal à l'école Sainte-Anne, conséquence d'un contrat d'association signé en mai 1979 avec le représentant de l'Etat.* « *A deux reprises, les parents d'élèves ont voulu nous empêcher de sortir de la mairie ! C'était presque une séquestration ; avec des banderoles* « *Ploufragan-Pologne, même combat !* » Aujourd'hui, le maire « *examine la possibilité* » de signer une convention. Mais « *on paiera sur factures !* »

Ça ne prend plus

Cholet, Maine-et-Loire. Guy Léger, secrétaire de l'union locale de la C.G.T., *ancien dirigeant de la* Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), militant de l'Action catholique ouvrière (ACO), n'est pas membre du parti communiste. Le Choletais : dans cette région, l'Eglise a été confrontée très tôt au monde du travail. Il en reste des traces. « *Au-delà de la doctrine sociale de l'Eglise,* explique Guy Léger, *on a assisté à une évolution du clergé qui, prenant fait et cause pour le monde du travail, a évolué dans un sens progressiste.* » Retombées syndicales : une forte implantation de la C.F.T.C.

Lannion, Côtes-du-Nord. Pierre Jagoret, maire socialiste, athée. « *Les laïcards, mon extrême gauche* (parti communiste internationaliste), *me qualifient de* « *traître* ». » La « convention de Lannion », dans l'Ouest, fait figure de modèle. La municipalité a pris acte de la conclusion d'un accord d'association entre l'Etat et les quatre écoles primaires catholiques. La convention normalise et précise *les rapports entre la* ville et les écoles. Elle confie à une commission mixte le soin de régler les questions financières. « *Si nous l'avons fait,* explique le maire, *c'est pour en terminer avec cette guerre scolaire que j'ai connue toute ma vie et dont les gosses supportent les conséquences.* » Et puis, tout de suite : « *Si je n'avais pas signé, j'aurais eu quinze mille à vingt mille personnes dans les rues !* » *Les motivations sont donc complexes*, mais le résultat, pour ce qui est de la campagne électorale municipale, indéniable : « *J'ai retiré un argument de poids à la droite. La querelle scolaire, à Lannion, cela ne prend plus.* »

Mais Nantes résiste : huit des trente-huit écoles privées n'ont toujours pas de convention avec la ville. Le 4 décembre dernier, vingt mille personnes descendent dans la rue. Banderoles : « *J'accuse le maire de Nantes de ne pas respecter la loi !* » Dans le cortège, on reconnaît plusieurs responsables locaux de l'opposition. Politisation ? C'est selon.

Brest : *les sommes destinées aux* vingt-quatre écoles privées sont inscrites au budget communal, mais *non versées*, faute d'accord sur une convention.

Une vie publique empoisonnée

La Roche-sur-Yon, Vendée. Dès 1977, des contrats d'association sont signés pour toutes les écoles privées. Des *négociations s'engagent*, elles aboutissent vite. Le maire, Jacques Auxiette (P.S.), ancien professeur *de mathématiques* : « *Nous n'avons pas cherché à nous convaincre. Nous avons analysé un problème que nous avons essayé de rationaliser.* » Le directeur diocésain, Jean Berton, lui aussi ancien professeur de mathématiques : « *Nous avons travaillé dans un esprit d'ouverture et de courtoisie.* » Disons que « quelque chose » est « passé » entre les deux hommes, qui a favorisé le dialogue.

De ces situations diverses, contradictoires, dépend, localement, la « paix » ou la « guerre » scolaire. Au bout du compte — comment ne pas s'en souvenir, — il s'agit de l'équilibre éducatif des enfants. Cela conduit à s'interroger sur la responsabilité des partis politiques. A s'étonner de l'apparente incapacité du P.S. et du P.C. à élaborer une politique nationale de l'enseignement qui, au-delà des discours et des rapports internes, définisse une direction à laquelle pourraient se référer leurs élus.

Du côté de l'enseignement catholique, la marge de négociation des responsables diocésains est plus étroite, pace que les préalables ont été clairement formulés. Ce qui ne supprime pas pour autant des réponses différentes à une même question. Il est vrai que, dans une large mesure, les rapports de force internes au parti socialiste expliquent cette carence. Les traditions chrétienne et laïque, le phénomène des « courants », ont fait que la « *synthèse* » en la matière n'était pas aisée à atteindre. La « *spécificité* » de l'Ouest, celle de ses militants socialistes — qui n'a rien à voir avec la tradition ouvrière et marxiste du nord ou du sud de la France, — montrent bien que les élus de cette région prennent parfois davantage en considération les réalités et les pesanteurs locales, au sein desquelles ils sont partie prenante, que les éventuelles consignes de leur parti.

Enfin, on peut objecter à cette *impression de confusion une question plus essentielle* : est-il souhaitable de calquer des orientations dogmatiques sur des situations humainement et sociologiquement disparates ? Il n'empêche : l'impression d'incohérence demeure et l'empoisonnement de la vie publique est réel. Les propositions de M. Savary ont le mérite de présenter un cadre global de négociation, une réforme d'ensemble du système éducatif. Ce n'est pas rien.

Dans la pratique, quelques lignes de *force apparaissent*. Les négociations entre les municipalités et l'enseignement privé achoppent *presque toujours sur les mêmes* questions : la notion de « *besoin scolaire reconnu* » (2), le droit de contrôle sur la destination et l'emploi des sommes versées aux écoles, le refus des maires d'intégrer les maternelles dans la convention, le problème des « *élèves extérieurs* ». Les élus de gauche estiment que *les subventions* rassemblées dans le forfait communal doivent bénéficier exclusivement aux élèves de la ville et non à ceux qui, *tout en étant scolarisés* dans les mêmes écoles, résident dans les communes périphériques. Enfin, pour la gauche, le versement de subventions devrait avoir pour conséquence de réduire les frais de scolarité des *familles*, notamment celles des milieux modestes ; ce qui n'est pas souvent le cas.

École privée, école de « riches » ? Ne serait-ce qu'en considérant les chiffres, il est — globalement — difficile d'accréditer cette thèse. En province, les frais de scolarité (et uniquement ceux-ci) s'échelonnent de 1 F à 1 50 F par trimestre ; à Paris, de 300 à 500 F (3). Il reste que certaines écoles catholiques sont sociologiquement très marquées : Saint-Stanislas, l'Externat des Enfants-Nantais, Blanche-de-Castille... A Nantes, on sait ce que ces noms évoquent : des bastions conservateurs.

Dans les communes rurales, une autre réalité s'impose : publiques ou privées, les écoles sont logées à la même *enseigne* : la précarité de leurs moyens d'existence. C'est aussi cela la « *liberté de l'enseignement* »...

Prochain article :

« MOI, JEAN-CLAUDE SYLVESTRE, « INSTIT » A MOUCHAMPS »

(1) APEEC - École ouverte : Association de parents pour l'évolution de l'enseignement catholique, qui regroupe essentiellement des chrétiens de gauche.

(2) « *Besoin scolaire reconnu* » : la notion de « *besoin scolaire reconnu* » est inscrite dans la loi Debré du 31 décembre 1959. Elle est applicable aux seuls contrats d'association. En fonction de cette notion, l'État pouvait financer ou non un établissement ou une classe, en tenant compte des capacités d'accueil de *l'enseignement* public. *Cette interprétation* a évolué : en 1980, un arrêt du Conseil d'État et une réponse du ministre de l'éducation ont précisé que le besoin scolaire doit s'apprécier en fonction du choix que font les familles en faveur du caractère propre de l'établissement. Ainsi, le souhait de donner à un *enfant une éducation fondée sur une* proposition de la foi et en référence aux valeurs religieuses est-il admis pour définir un besoin scolaire. C'est cette dernière interprétation que contestent certains maires de gauche.

(3) Ces chiffres ne concernent pas les établissements privés qui ne dépendent *pas de l'enseignement catholique*.

ENTRETIEN AVEC UN FRANC-TIREUR

ANGERS : M. Jean Monnier (P.S.) persiste et signe...

De notre correspondant

Angers. — A Angers, les deux grands partis de la majorité présidentielle iront chacun de leur côté à la bataille des municipales. Les communistes locaux n'en proclament pas moins qu'ils chercheront l'union *« jusqu'à la dernière minute du délai de dépôt des candidatures »*. Les Angevins le savaient depuis longtemps. *En fait depuis le début de* l'été 1981, lorsque le maire socialiste — rocardien — de la ville, *M. Jean Monnier, a refusé de saisir* l'occasion de *« l'état de grâce »* d'après le 10 mai pour *recoller les morceaux d'une union* de la gauche que lui-même avait fait voler en éclats vingt mois *plus tôt (en octobre 1979) en retirant* sa délégation à ses trois adjoints communistes.

M. Monnier, ancien secrétaire de l'union départementale C.F.D.T. du Maine-et-Loire, connaît pourtant les risques de la *désunion : en 1977, c'est à la faveur d'une querelle fratricide entre le maire (CNIP) et le maire adjoint (C.D.S.) sortants que la liste* de gauche qu'il conduisait a pu conquérir, à la surprise générale, *la mairie d'une ville réputée* conservatrice, dont sept cantons sur huit sont encore aujourd'hui *aux mains de l'opposition.*

Jean Monnier justifie ainsi son attitude : *« En 1977, je suis parti avec les communistes dans le cadre du programme commun de la gauche parce que je pensais que le P.C. était prêt à réintégrer la gauche socialiste démocratique et que ses représentants au conseil municipal appliqueraient leurs engagements en matière de solidarité de gestion. Lors du conflit des transports urbains, en 1979, les élus municipaux communistes ont refusé de choisir entre le maire et leur parti, qui m'attaquait violemment : j'ai choisi pour eux et je n'ai pas oublié la leçon. Sur le fond, l'attitude du P.C.F. face à des événements comme ceux de Pologne ou d'Afghanistan a démontré que sa conception du socialisme était fondamentalement différente de celle du P.S. (...) Si je reprenais les communistes aujourd'hui je passerais pour un rigolo. »*

Socialiste, Jean Monnier ? Sans doute. Discipliné ? Sûrement pas. *« J'étais socialiste avant d'entrer au parti »*, dit-il, *« Et ce ne sont pas les commissaires politiques parisiens qui me contraindront. »*

Il ne s'agit pas de paroles en l'air. D'autant que Jean Monnier *reste « l'homme fort »* du socialisme du Maine-et-Loire, appuyé sans réserve par la section locale d'Angers — *qui l'a désigné* comme tête de liste par 80 % de ses voix — et par la fédération *départementale, dont la commission exécutive (où les rocardiens* n'ont pourtant qu'une seule voix de majorité) lui a accordé sa confiance à l'unanimité.

Les remontrances du *« national »* à la fédération demeurent d'ailleurs discrètes, *pour une raison simple* : l'attitude de principe du maire sortant est peut-être moins suicidaire qu'il n'y paraît. Depuis son succès surprise de 1977, la gauche angevine, P.C. et P.S. confondus, n'a franchi la barre des 50 % des suffrages qu'à la seule occasion des élections législatives de 1981. *M. François Mitterrand* lui-même n'a obtenu que 47,50 % des voix lors du deuxième tour de *l'élection présidentielle. Le P.C.,* qui *« pèse »* localement entre 7 % et 10 % de l'électorat, peut *donc faire figure de repoussoir* pour un nombre non négligeable d'Angevins qui, sans se reconnaître entièrement dans la *majorité présidentielle, seraient néanmoins prêts à se laisser séduire* par la bonne image de *marque* et le bilan de gestion du maire sortant.

« Nous avons prouvé que nous pouvions gérer la ville aussi bien et mieux que la droite, dit Jean Monnier, *nous voulons montrer le visage d'une gauche non marxiste et réaliste pour gagner ces forces disponibles, jusqu'à présent abusées par l'opposition. Face à l'union de circonstance de la droite — peut-on croire à la sincérité de l'alliance entre l'ancien maire, M. Turc, et M. Grimault, qui fut son adjoint et qui fut aussi de ceux qui l'écartèrent en 1977 ? — nous jouons l'honnêteté et la rigueur... »*

Reste que le P.S. *seul représente* moins de 40 % de l'électorat angevin. Sans les communistes, M. Monnier est-il en mesure d'attirer sur sa seule personnalité les 10 % de voix qui font défaut à son parti ?

C'est le pari qu'il a engagé, au risque d'apparaître comme l'homme qui a perdu Angers à la gauche. A moins qu'au deuxième *tour... S'il exclut « toute négociation sur le programme présenté au premier tour »*, M. Monnier ne rejette pas l'électorat communiste : *« Je vois agir le P.C. et je ne peux pas faire alliance avec lui. Mais ceux qui mettent en lui leurs espoirs pour de bonnes raisons, je ne les renie pas... »*

CLAUDE-HENRI GAY.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points IZIS - LAPERCHE ou PICARD

Matériel GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10e

+ 4 goujons d'acier anti-dégondage

+ renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier

+ 3 cornières anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte

+ 1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE (limitée)

(au lieu de ~~3.350 F~~)

3.200 F TTC

Pose et dépl. compris PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION

55, av. de la Motte Picquet 75015 PARIS

☎ 566.65.20

CRÉDIT GRATUIT 6 Mois

Le «duel» de La Roche-sur-Yon...

De notre correspondant.

La Roche-sur-Yon. — En 1977, *la seule surprise des élections municipales* en Vendée fut l'élection à La Roche-sur-Yon *d'un maire socialiste de trente-six ans*, M. Jacques Auxiette, censeur de lycée. Six ans plus tard, c'est aussi à La Roche, chef-lieu de ce département d'opposition, qu'il risque de se produire quelque chose.

M. Auxiette trouvera cette fois sur sa route un adversaire de poids en la personne de l'ancien *directeur de cabinet de M. Raymond Barre*, ancien préfet de la région des Pays de la Loire, *M. Philippe Mestre* (U.D.F.), P.-D.G. de *Presse-Océan*, élu député de la première circonscription de la Vendée *au mois de juin* 1981.

Ce haut fonctionnaire, issu d'une très vieille famille vendéenne — que *beaucoup*, dans l'opposition, auraient aimé voir se présenter à Nantes, — mène une campagne particulièrement virulente contre la municipalité yonnaise. M. Mestre dénonce tour à tour la gestion *« partisane et ultra-coûteuse »* menée par l'équipe municipale (P.S.-P.C.-P.S.U.), *parlant d'une « mainmise sur la ville »* et d'une *« colonisation des associations »* par le biais de la fédération Léo Lagrange et des Francs et Franches camarades.

L'ancien préfet de région, qui a *réussi à faire l'unité de l'opposition* autour de lui et qui présente une liste sur laquelle figurent plus de 30 % de femmes, n'ignore pas non plus que le contexte politique national pourrait lui être favorable en mars *prochain*.

De son côté, M. Jacques Auxiette contre-attaque. Lors de la présentation de sa liste (élar*gie à un candidat du* M.R.G. *et à* un candidat écologique), il s'est plu à souligner la *« bonne gestion »* des six années écoulées : *« Nous avons un bon bilan, une bonne liste, un bon programme. »* Les arguments développés contre lui émanent, dit-il, de *« conservateurs »* qui ne veulent pas *« perdre leurs privilèges »*.

M. Auxiette affirme en outre que la ville de La Roche-sur-Yon (48 000 habitants) s'est *« embellie »* depuis 1977. Et si le nombre des agents municipaux est passé de 500 à 1 000, c'est qu'il y avait *« du retard à rattraper... »*. La pression fiscale ? Sans nier l'effort qui a été demandé à tous les habitants *(« il est réel ! »,* reconnaît M. Auxiette), le maire socialiste met en avant *« le développement harmonieux »* de la ville et le souci de l'intérêt général.

Le 6 mars, les électeurs de La Roche-sur-Yon choisiront leur équipe municipale. Au-delà des hommes, ils feront un choix de *« gestion »* et diront si la *« capitale »* de la Vendée doit rejoindre l'opposition départementale ou demeurer *« l'île socialiste »* qu'elle est devenue.

...et celui de Luçon

Autre ville *intéressante à observer*, celle de Luçon (9 500 habitants), située dans le sud de la vendée : *M. Serge Poitevineau*, trente-six ans, conseiller en gestion, candidat unique de l'opposition, veut *« faire tomber »* un notable de gauche, M. Jean de Mouzon (M.R.G.), pharmacien, maire depuis 1971. En mars 1982, *M. Poitevineau avait failli* ravir le siège de conseiller général au maire de Luçon.

M. Jean de Mouzon, qui a été *contraint à prendre sur sa liste* six candidats communistes, pourrait perdre aux prochaines élections municipales les voix des électeurs de la « gauche modérée », nombreux dans cette partie du département et dans *cette ville où un jeune abbé répondant* au nom d'Armand du Plessis apprit à devenir Richelieu...

HERVÉ LOUBOUTIN.







هكذا من الأصل

DES STAGES DE L'U.F.C.S.
ET DE DIALOGUE DES VILLES DE FRANCE

Les femmes au seuil des mairies

Manque de confiance ? Excès de modestie ? « Conscience professionnelle ? » Qu'importe, les femmes ont été nombreuses à participer aux séminaires, journées de formation ou autres, organisés pour elles par diverses associations dans l'optique de la campagne des municipales. Bien qu'il ait été rejeté par le Conseil constitutionnel, le principe du quota (qui imposait au minimum 25 % de femmes sur les listes de candidats) a été approuvé par l'ensemble des partis représentés à l'Assemblée nationale, et cela a dynamisé les femmes.

A l'Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.), après un démarrage un peu lent en septembre, les stages financés par le ministère des droits de la femme ont eu tant de succès que l'on a dû refuser du monde. Enthousiasme identique à Dialogue des villes de France, le mouvement de Mme Monique Pelletier, ancien ministre de la condition féminine, qui regroupe des femmes de l'opposition.

Un samedi au siège parisien de l'Union féminine civique et sociale de la région parisienne, 6, rue Béranger (3e), deux douzaines de femmes séparées en trois groupes s'activent autour d'une table. Dans leurs mains des plaques de différentes couleurs. Sur les unes les fonctions (maire, conseil municipal, adjoint au maire...). Sur d'autres, des verbes (« nomme », « décide », « délègue »...). Chaque groupe essaie de redistribuer les responsabilités des élus au sein d'une équipe fictive. Ici, on laisse entre les mains du maire tous les pouvoirs, là, la confusion règne sur la composition *exacte de la municipalité.*

L'après-midi un autre exercice pratique de recherche de documentation sur un thème précis (crèche, travailleurs immigrés, etc.) permet d'étudier la présentation d'un texte et aussi la façon de se tenir physiquement ou de placer sa voix.

La pratique avant toute chose, et en groupe. Pas de cours théoriques devant des auditoires distraits mais des femmes qui, « en situation », cherchent à savoir en même temps qu'à se connaître : telle semble être la règle des stages proposés par l'U.F.C.S. L'approche déroute certaines femmes. Les unes pensaient *« apprendre plus de choses »*, d'autres auraient préféré être mieux réparties entre les groupes travaillant sur les petites et les grandes communes, où les *problèmes et les approches ne sont* pas toujours les mêmes.

Ce groupe, comme tous les autres organisés par l'U.F.C.S., est très hétérogène : il y a des femmes têtes de liste, certaines ont des chances d'être élues, d'autres pas, il y a une représentation d'une commune de quatre-vingt mille habitants (Neuilly, Hauts-de-Seine) et une aussi de Boissy-la-Rivière (Essonne) qui compte deux cent quatre-vingt-seize âmes. Des femmes du P.S. côtoient des militantes du R.P.R. ou de l'U.D.F.

« Oser »

Pourquoi viennent-elles à ces stages ? Pour acquérir une connaissance de base, ne pas être prises au dépourvu si elles sont élues, faire leurs premières armes entre femmes. Cette volonté de se retrouver entre femmes pour cette formation semble générale. Entre femmes *« on a moins peur d'être ridicules, on ose plus facilement »*, que l'on soit de « gauche » ou de « droite ».

Les partis politiques organisent eux-mêmes des formations. *« Mais,* expliquent les femmes qui participent au stage de l'U.F.C.S., *les horaires et les jours ne sont pas toujours adaptés. Des questions ne sont pas abordées parce que les réponses semblent tomber sous le sens des organisateurs. Et puis, c'est trop politique... »*

A Dialogue des villes de France, l'approche est tout autre qu'à l'U.F.C.S. Le groupe, d'une trentaine de femmes, est plus homogène politiquement, puisqu'il rassemble des « femmes de l'opposition ». Mais, là aussi, les espoirs électoraux et la taille des communes varient. Assis à un bout de la salle, Mme Monique Pelletier, avec à sa gauche M. Yves Cramailh, directeur du Vipac (Vie politique et public affairs communication), un conseil en politique, et, tout autour de la salle, des femmes qui se présentent et prennent la parole à tour de rôle pour exposer leurs problèmes, *leurs hésitations*, leurs expériences.

Le but est de donner une stratégie aux femmes pour s'imposer sur les listes et gagner les élections. Elles attendent des recettes, on leur en donne : ne pas attendre qu'on les sollicite et s'adresser aux têtes de listes, écrire au journal local pour montrer que l'on a quelque chose à dire et que l'on peut être utile ; jouer sa carte *« femme »*, *mais avec tact* ; faire valoir une compétence ou une expérience de vie associative ; si possible, ne pas se noyer dans les grands partis, où l'on ne devient qu'un pion ; éviter les querelles, mal ressenties par les électeurs ; pendant la campagne, se consacrer aux tâches concrètes. *« Vous avez,* leur dit-on, *un rôle essentiel à jouer car plus la campagne avance, plus les messieurs sont angoissés et agressifs. »*

Conseils pratiques

L'arrivée d'une jeune femme de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), *venue avec des projets d'affiches et* des tracts, donne l'occasion d'un exercice pratique. Le spécialiste en conseil souligne les insuffisances et *les erreurs commises par les auteurs* des maquettes, plus militants qu'experts. Très vite, la conversation dévie sur la violence de la campagne électorale : lorsque l'on est victime de violences, il faut porter plainte, bien sûr, car les victimes ont toujours la sympathie des électeurs.

Les conseils sont nombreux, allant de l'utilisation des contradictions entre les communistes et les socialistes : *« N'oubliez pas,* explique M. Cramailh, *que les premiers sont attachés aux valeurs d'ordre et morales, les autres sont plus laxistes »*, jusqu'aux thèmes qui doivent être locaux et concrets.

Pour Mme Pelletier, Dialogue des villes de France était *nécessaire « face aux partis dont les exécutifs sont composés essentiellement d'hommes »*. Mais elle estime que *« toutes ces femmes doivent également, à plus ou moins long terme, s'investir dans les partis »*.

Le 13 mars au soir, le ministère des droits de la femme se propose de donner la proportion des femmes élues, au fur et à mesure que les *résultats lui parviendront*. Des personnalités, des sociologues, etc., seront invités à cette « soirée vérité » pour commenter les chiffres reçus.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

M. Laurent : M. Barre facilite la mobilisation des travailleurs

Selon M. Paul Laurent, *« il est curieux que M. Barre réapparaisse pour, d'abord, demander qu'on supprime la cinquième semaine de congés payés, puis, hier, qu'on s'attaque au niveau de vie des travailleurs. Je crois personnellement,* a dit M. Laurent, *qu'il devrait continuer et que la mobilisation de ceux qui pourraient avoir tendance à confondre droite et gauche, dans cette période, serait facilitée »*.

M. Paul Laurent a précisé, d'autre part, que les communistes sont *« pour le maintien du pouvoir d'achat des salaires (...) couverts par les conventions collectives »* et que, *« à l'intérieur de cet ensemble, qui couvre la grande masse des salariés »*, ils estiment *« nécessaire – pas seulement pour le niveau de vie, ce qui est déjà très important, mais pour la production, pour de meilleures conditions économiques – de continuer à relever les bas et les moyens salaires jusque vers 7 000, 8 000 francs »*.

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, lundi 14 février, au cours de l'émission *Face au public* de France-Inter, au sujet des propos de M. Jean Lecanuet sur la « cacophonie » gouvernementale (*le Monde* du 15 février) : *« Une cacophonie qui implique une augmentation du pouvoir d'achat du SMIC de 12,5 %, un relèvement substantiel des allocations familiales, une baisse de la durée hebdomadaire du travail, une augmentation d'une semaine des congés payés, la retraite à soixante ans, le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse, les nationalisations, la décentralisation, les droits nouveaux des travailleurs dans les entreprises, je me dis que, toute réflexion faite, en comparant cela au bilan de Chirac, Barre et Giscard, les travailleurs, même s'ils éprouvent quelque impatience, sauront se retrouver très clairement le 6 mars. »*

M. ROCARD : deux et deux font quatre

M. Michel Rocard a déclaré, lundi 14 février à Fourmies (Nord) : *« Deux et deux font quatre. Je préfère le dire. C'est l'ordre que m'a donné le président de la République. »* A Nancy, le même jour, le ministre du plan a précisé : *« Je suis dans mon rôle tel que me l'a confié le président de la République, en disant sans fard la vérité au pays. Est-ce que l'on fait le procès des météorologistes lorsqu'ils prévoient la pluie ou un coup de chien ? Il ne s'agit pas seulement de prévoir. Il faut proposer des solutions. »*

M. Rocard a encore déclaré : *« La rigueur n'a jamais suffi à qualifier une politique (...). Le choix n'est pas entre la rigueur nécessaire pour poursuivre le redressement économique du pays et je ne sais quelle croissance douce que proposeraient les gouvernants d'hier. Le choix est simple : il est entre la rigueur de la droite, avec son cortège d'injustices et souvent hélas !, de violences, et la rigueur qui s'attache, dans la solidarité, à assainir la situation du pays. »*

34 % DE FEMMES PARMI LES CANDIDATS DU P.C.F. DANS LES GRANDES VILLES

Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a indiqué, lundi 14 février, que, dans les villes de plus de trente mille habitants, 34 % des candidats de son parti sont des femmes (cette proportion était de 30 % en 1977). La dirigeante communiste, qui se présente au second rang sur la liste que conduit M. Quilès dans le treizième arrondissement de Paris, a insisté sur l'action du gouvernement en faveur des femmes, notamment la possibilité de déduire du revenu imposable les frais de garde des enfants, le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse et la création de dix mille places de crèche.

RÉSIDENCES - CLUBS
3e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médecin - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

PROPOS DE CAMPAGNE

Les propos tenus, samedi 12 février, par M. Jacques Chirac à *Marseille ont suscité l'indignation dans la majorité.* Le président du R.P.R. avait accusé M. Gaston Defferre, maire de Marseille, ministre de l'intérieur, de *« truquer les scrutins »*, de plonger sa ville dans l'insécurité et dans une situation financière *« lamentable »*. M. Chirac avait également déclaré : *« Comment faire confiance à un homme dont on s'aperçoit tout d'un coup que quarante de ses fonctionnaires* [de la mairie] *sont aujourd'hui à la prison des Baumettes ? »*

M. Defferre : hurlements racistes

M. Gaston Defferre répond point par point, dans un éditorial, publié le mardi 15 février par *le Provençal*. Il s'inquiète surtout de *« l'atmosphère »* de la réunion publique présidée par M. Chirac. *« Ces hurlements racistes et xénophobes rappellent une époque d'avant-guerre tristement célèbre »*, écrit-il, après avoir dénoncé le ton *« grandiloquent, violent, ultra-réactionnaire »* utilisé par le président du R.P.R. La droite, affirme-t-il, a *« toujours cherché à utiliser la peur »*. M. Defferre considère M. Chirac comme *« le plus incapable de tous les premiers ministres de la Ve République »* et remarque qu'il n'y a jamais eu quarante fonctionnaires de la mairie de Marseille emprisonnés aux Baumettes, mais *« à peine la moitié »*.

M. Quilès : la poutre

M. Paul Quilès, chef de file de l'union de la gauche à Paris pour les élections municipales, estime que le maire de Paris *« n'est pas qualifié pour donner les leçons de compétence et de bonne gestion municipale »*. *« Au lieu de dénoncer la paille dans l'œil du maire de Marseille, M. Chirac serait bien inspiré de s'intéresser à la poutre qui obstrue le sien »*, ajoute-t-il.

M. Delanoë (P.S.) : la droite s'essouffle

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., député de Paris, considère que *« la droite s'essouffle »* et qu'elle cherche donc *« un second souffle en faisant baisser le débat d'un cran »*. M. Delanoë englobe dans ce jugement les propos tenus par M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., lors du « Club de la presse d'Europe 1 ». Il qualifie M. Lecanuet de *« porte-parole de l'anticommunisme primaire »*.

L'Humanité : signe d'inquiétude

M. René Andrieu écrit, dans l'éditorial de *l'Humanité* datée du lundi 14 février, que M. Chirac est toujours en tête de la *« course à l'agressivité »* et que son discours *« privilégie largement l'injure sur l'argumentation »*. *« On peut se demander,* ajoute-t-il, *si cette nervosité n'est pas un signe d'inquiétude après les proclamations péremptoires du début selon lesquelles le R.P.R. et l'U.D.F. allaient prendre une revanche éclatante sur leur défaite de 1981. »*



Que fera votre mairie pour remplir son cartable?



C'est votre Conseil Municipal qui fixe le montant du crédit annuel affecté aux livres et matériels d'enseignement des écoles maternelles et primaires.
Ce crédit moyen annuel est de 30 F* par élève pour les livres et de 22 F* pour le matériel pédagogique.
Ces 30 F représentent à peine le prix d'un seul des 5 à 8 livres dont votre enfant a besoin. Bientôt, les Élections Municipales...

A propos, savez-vous quelle somme vos candidats comptent affecter à l'achat des manuels?

*Étude CICEM - Juin 1982.

Groupe d'étude pour le développement des livres et des matériels d'enseignement.

35, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris

Le Monde

société

POUR AVOIR TIRÉ SUR UN JEUNE TUNISIEN

Le brigadier Lapeyre a été suspendu de ses fonctions

Après la « bavure » dont a été victime lundi 14 février, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), un jeune Tunisien, le parquet de Nanterre a décidé, dans la soirée, de faire prolonger de vingt-quatre heures la garde à vue à laquelle étaient soumis depuis le matin le brigadier de police Jean-Paul Lapeyre, trente-sept ans, et les gardiens de la paix Daniel Peretti et Christian Romasca — trois fonctionnaires de la police urbaine de Sceaux. Dans le même temps, on apprenait que M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État chargé de la sécurité publique, avait fait suspendre le brigadier Lapeyre de ses fonctions.

Il était environ 5 h 30, lundi 14 février, lorsqu'un jeune cyclomotoriste tunisien, Nasser M'Raidi, dix-sept ans, habitant une cité de Châtenay-Malabry, fut interpellé par trois policiers en patrouille à bord d'une voiture de service. Roulant sans casque sur une machine qui lui avait été prêtée, et dont il savait qu'elle n'était pas assurée, le jeune homme avait tenté de se soustraire au contrôle en s'enfuyant sur son engin et en brûlant plusieurs feux rouges.

Alors qu'il roulait sur l'avenue de la Division-Leclerc, à Châtenay-Malabry, face à la cité de transit de la Butte-Rouge, le jeune homme fut rejoint par les policiers. Une seconde plus tard, il s'écroulait, grièvement blessé d'une balle de 357 Magnum en pleine tête. Depuis, Nasser M'Raidi est hospitalisé au service de neurochirurgie de l'hôpital Beaujon, où les médecins ont diagnostiqué une hémiplégie comateuse.

Selon les premières déclarations des policiers, le coup de feu serait parti au moment où leur voiture freinait brutalement pour éviter le cyclomotoriste : projeté contre le tableau de bord, le brigadier Lapeyre, qui avait pris place à côté du conducteur, aurait accidentellement pressé sur la détente de son revolver, qu'il tenait à la main, touchant à la tête le jeune homme, qui se trouvait à quelques mètres de ses poursuivants.

Le contrôle du taux d'alcoolémie, auquel a été soumis M. Jean-Paul Lapeyre a révélé la présence dans son sang de 1,6 gramme d'alcool. On sait que le maximum autorisé pour les conducteurs est de 0,80 gramme.

L'incident a provoqué une très vive émotion à Châtenay-Malabry où, le 23 août 1977, un brigadier de police, M. Roger Marchaudon, avait tué de cinq balles un jeune Algérien, Mustapha Boukhezer (*le Monde* du 26 août 1977). M. Marchaudon avait été condamné, en mai 1981, à cinq ans de prison avec sursis par la cour d'assises des Hauts-de-Seine (*le Monde* du 21 mai 1981) et a été, depuis lors, définitivement exclu de la police nationale.

EN MARGE DE L'AFFAIRE DU CORAL

Une circulaire pour protéger les « lieux de vie »

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille, vient d'adresser aux Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) une circulaire réglementant les *« placements d'enfants en structures d'accueil non traditionnelles »*, autrement dit les « lieux de vie ».

La publication de cette circulaire, attendue depuis octobre 1982, a été retardée par l'affaire du Coral. M. Claude Sigala, responsable de ce « lieu de vie », actuellement inculpé, écrivait en effet le 3 novembre 1982 dans *la Croix* : *« Mme Dufoix devait signer le 25 octobre une circulaire allant plutôt dans le sens du CRA »*, le collectif réseau alternative qui fédère, sous la responsabilité de M. Sigala, une trentaine de lieux de vie en France.

Dans le numéro quatre du *Feuilleton du Coral*, actuellement édité par le comité de soutien aux inculpés, M. Sigala précise : *« Jean-Pierre* [M. Rosenczweig, chargé de mission au cabinet de Mme Dufoix] *viendra deux fois au Coral pour discuter de la trop fameuse circulaire des lieux de vie. A la dernière rencontre avec la D.D.A.S.S. du Gard, il est catastrophé. « Tu devrais te mettre à l'écart, tu es l'homme à abattre, mais la circulaire est faite. » Elle correspond exactement à ce qu'on attend. »* A l'époque, les membres du CRA espéraient obtenir des subventions de l'Etat, sans tracas administratif, sans un contrôle trop pointilleux qui contrarie leur action thérapeutique.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Si la circulaire, datée du 27 janvier, apprécie *« le recours à des formes d'accueil non traditionnelles »*, le secrétaire d'Etat, *« à la lumière d'études et de réflexions plus actuelles »*, entend établir de *« strictes garanties »*, afin de protéger *« les mineurs et leur famille contre des pratiques répréhensibles développées au nom de théories éducatives qualifiées d'innovantes »*.

La circulaire précise donc les caractéristiques justifiant le recours à ces formes d'accueil novatrices — plusieurs dizaines en France actuellement — qui ne peuvent être utilisées que pour *« un projet circonscrit dans le temps et proche, autant que faire se peut, du milieu naturel de l'enfant »*.

Mme Dufoix rappelle l'obligation de déclaration à l'autorité administrative et insiste sur le contrôle et l'évaluation des placements. Elle inscrit les « lieux de vie » dans un cadre juridique précis : le statut d'assistante maternelle, le statut d'établissement, ou le statut de *« tiers digne de confiance »*.

Mme Dufoix rappelle aux directeurs de l'action sanitaire et sociale qu'il leur appartient *« de fermer par décision motivée toute structure qui ne respecterait pas les règles fixées par la circulaire »*. *« Je crois enfin utile de rappeler*, précise le secrétaire d'Etat, *que l'apologie de pratiques déviantes tombant sous le coup de la loi pénale ou de conduites manifestement contraires aux bonnes mœurs, notamment le prosélytisme dans le domaine des pratiques sexuelles avec des mineurs, ou l'usage de stupéfiants, de la part des adultes responsables de ces structures d'accueil ou les fréquentant, est clairement un motif de refus de création ou de fermeture. L'innovation sociale ne saurait en effet être un moyen de s'affranchir ou de contourner la législation concernant la protection de l'enfance. »*

En Thaïlande

Un « roi de l'opium » tué par la police

De notre correspondant

Bangkok. — Lao Su, l'un des « rois de la drogue », dont la tête avait été mise à prix 1 million de baths (environ 330 000 francs) par les autorités de Bangkok, a été tué, vendredi 11 février, aux confins de la Thaïlande et de la Birmanie, dans la région du « Triangle d'or », où l'on prévoit, cette année, une production d'au moins 600 tonnes d'opium. Toutefois, les conditions de la mort de ce trafiquant notoire demeurent encore mystérieuses. Les autorités locales ont d'abord indiqué que Lao Su avait été arrêté dans la province de Chiang-Mai et qu'il allait être transféré dans la capitale aux fins d'identification. Selon la version officielle, il aurait trouvé la mort avec deux de ses lieutenants au cours d'une embuscade dressée sur renseignements par la police des frontières, alors qu'il escortait une caravane d'héroïne de Birmanie en Thaïlande.

Ce « gros bonnet » a-t-il été capturé vivant puis réduit au silence, de peur que ses bavardages mettent en difficulté trop de gens influents ? Nouvel épisode d'une interminable « guerre de l'opium », a-t-il été trahi par certains de ses fidèles ? Il reste que sa disparition n'est probablement pas le fruit du hasard.

Lao Su avait échappé plusieurs fois à ses poursuivants. Arrêté en juillet 1963, il réussit très vite à s'enfuir de la prison de Mae Sai, où il avait été incarcéré. Appréhendé en août 1977 à Bangkok, il profita d'un séjour à l'hôpital, en octobre suivant, pour fausser compagnie à ses gardiens et se réfugier en Birmanie. Huit jours plus tard, il fut condamné à mort par contumace pour possession de 115 kilos d'héroïne. Deux de ses complices furent alors exécutés. Lao Su, alias Sawang Sae Su, cinquante-cinq ans, était le chef des Haw, une tribu d'origine chinoise au sein de laquelle il avait recruté sa propre armée, forte de quelques centaines d'hommes. Il exploitait plusieurs raffineries clandestines en Birmanie, à proximité immédiate de la frontière thaïlandaise. Il fut longtemps l'allié de Khun Sa, alias Chang Chi Fu, un autre « roi de la drogue » qui contrôlait, dit-on, les trois quarts des laboratoires dans lesquels l'opium est transformé en héroïne. L'an dernier, des conflits d'intérêts opposèrent ces deux « seigneurs ». Lao Su se rapprocha alors du parti communiste birman.

La mort pour 25 grammes

Depuis un an, les autorités de Bangkok, en partie sous la pression des pays « consommateurs » de drogue et singulièrement des Etats-Unis, inquiets de la recrudescence de l'usage des stupéfiants, ne cessent de harasser les trafiquants de poudre dans le nord du pays. En janvier 1981, de très durs combats avaient opposé les forces thaïlandaises à l'« armée Shan unie » que commandait Khun Sa dont le quartier général, situé à Ban-Hin-Taek, avait été détruit. Ne bénéficiant plus de toutes les complicités nécessaires pour nourrir et soigner les siens, ce chef de bande, aujourd'hui réfugié en Birmanie, aurait du mal, dit-on, à préserver le moral de ses troupes. Des missions d'approvisionnement l'obligeraient à de fréquentes incursions en Thaïlande, un pays où il ne se sent plus en sécurité.

Les responsables thaïlandais réussiront-ils à démanteler la filière de l'héroïne ? Elles ont interdit il y a un an, dans le nord du pays, la vente d'anhydride acétique, indispensable pour transformer l'opium en héroïne, ce qui a provoqué une hausse vertigineuse de ce produit. Le prix de l'anhydride acétique au marché noir est passé de 30 à 1 500 francs environ le litre. Aussi les raffineries clandestines, qui s'apparentent à des « cuisines mobiles de campagne », ont-elles commencé à prendre le chemin du Sud, près de la frontière malaisienne. Le gouvernement de Kuala-Lumpur s'en inquiète-t-il ? Il s'apprête, en tout cas, à renforcer sa législation anti-drogue : les trafiquants arrêtés en possession de 25 grammes de poudre blanche — au lieu de 100 auparavant — seront automatiquement condamnés à mort. — J. de B.

ÉDUCATION

Un entretien avec le vice-président de la conférence des présidents d'université

« Imaginez Renault qui fabriquerait encore des 4 CV »

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a reçu, vendredi 11 février, la commission permanente de la conférence des présidents d'université. Les membres de celle-ci ont fait part au ministre de leurs observations à propos de l'avant-projet de loi sur l'enseignement supérieur présenté au mois de janvier par M. Savary (*le Monde* du 8 janvier).

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jacques Vaudiaux, président de l'université de Dijon et premier vice-président de la conférence des présidents, explique le souhait des membres de la conférence d'être associés à la préparation des textes réglementaires.

« Vous venez de rencontrer M. Savary, pouvez-vous nous résumer vos déclarations ?

— Avec les membres présents de la commission permanente des présidents d'universités, nous lui avons fait part de nos observations à propos de l'avant-projet de loi des enseignements supérieurs. Je précise bien, nos observations, car nous avions déjà présenté nos avis au ministre au mois de novembre.

» Nous lui avons signifié notre satisfaction de voir intégrées, à l'avant-projet de loi, des propositions que nous avions formulées : vocation du texte de s'appliquer à l'ensemble des formations post-baccalauréat, reconnaissance du rôle conjoint de la formation et de la recherche, valorisation de la formation continue, suppression de la distinction formelle entre les deux cycles culturel et professionnel...

— Que des motifs de satisfaction donc... »

— J'ai aussi transmis au ministre des remarques que certains présidents avaient pu exprimer, en ce qui concerne la nécessité de mieux définir le contenu et l'organisation des deux premiers cycles notamment. J'ai informé M. Savary de l'inquiétude de quelques présidents à propos de la mise en place d'un collège électoral unique, qui pourrait entraîner une sous-représentation de disciplines dans les instances universitaires.

» Par ailleurs, nous avons expliqué au ministre l'importance que la conférence des présidents attache aux mesures d'application du texte de loi. Cela justifie que nous soyons associés à la préparation de ces textes réglementaires. Les 16 et 17 mars prochain, l'ensemble des présidents se réunira à Montpellier pour en discuter.

— Que vous a répondu M. Savary ?

— Il nous a dit souhaiter que la conférence joue dans la préparation des décrets un rôle comparable à celui qui a été le sien dans l'élaboration de l'avant-projet de loi. Le ministre semble aussi attendre nos suggestions à propos de la fonction d'orientation du premier cycle et de la fonction de professionnalisation du deuxième cycle.

— A un moment où l'on parle beaucoup des difficultés de certaines universités après les diminutions d'heures complémentaires, avez-vous évoqué cette question avec M. Savary ?

— Non, ce problème n'était pas à l'ordre du jour et nous ne l'avons pas non plus abordé entre présidents. A titre personnel, je vous répondrai qu'en période de restrictions budgétaires deux problèmes existent, celui de la diminution des heures complémentaires mais aussi celui de l'absence de crédits pour renouveler le matériel de laboratoire. Si on peut demander aux enseignants de faire un effort pour assurer un peu plus de cours, on peut difficilement faire fonctionner des laboratoires sans moyens financiers.

» J'ajouterai que la solidarité, nécessaire quand on connaît les limites du budget de l'éducation nationale, ne doit pas être seulement demandée aux usagers des établissements d'enseignement supérieur. Je crois que la tendance des responsables d'universités a été parfois de réduire les acquis des étudiants plutôt que de demander aux enseignants d'effectuer plus d'heures de cours.

» Il faut aussi évoquer la logique cumulative qui entraîne les universitaires à demander toujours plus d'habilitations sans se soucier d'opérer des regroupements, d'imaginer des suppressions de formations. Imaginez une entreprise automobile comme Renault qui en 1983 à côté des nouveaux modèles continuerait à produire des 4 CV.

Propos recueillis par
SERGE BOLLOCH.

Faits et jugements

Une plainte contre le livre « Suicide, mode d'emploi » est jugée irrecevable

Strasbourg. — La deuxième chambre correctionnelle de Strasbourg, présidée par Mme Marie-Thérèse Alauzet, a jugé irrecevables, le jeudi 10 février, les poursuites engagées, sur citation directe, par le docteur Olivier Roujansky contre M. Alain Moreau, éditeur du livre *Suicide, mode d'emploi*, paru au printemps 1982 (*le Monde* daté 16-17 mai 1982 et 6-7 février 1983).

Le plaignant, qui depuis sa radiation à vie prononcée à deux reprises par le conseil de l'ordre des médecins se qualifie de « conseiller médico-juridique » et édite une publication intitulée *Combat pour une médecine propre et efficace*, accusait l'éditeur d'avoir publié *« des informations fausses »* et de n'avoir pas respecté le code de la santé publique en *« faisant de la publicité »* pour des spécialités pharmaceutiques. *« J'ai été trompé sur la marchandise*, a répété le docteur Roujansky, cinquante-six ans, tout au long de sa déposition, *et j'ai couru des risques à cause des informations frauduleuses que contient ce livre... »*.

Le ministère public n'a pas suivi le plaignant, estimant que celui-ci n'avait pu apporter la preuve qu'il ait pu subir *« un préjudice certain, direct et actuel »* à la suite de l'achat du livre incriminé. Pour Me Francis Teitgen, conseil de M. Alain Moreau, il fut facile de plaider la *« perversité du procès »* et la *« procédure malsaine »* choisie par le docteur Roujansky.

J.-M. D.-S.

● *L'affaire des Irlandais de Vincennes « était plus importante qu'on ne le croyait »*, a déclaré lundi 14 février sur Radio Monte-Carlo, M. Charles Hernu, ministre de la défense. M. Hernu a qualifié de *« balivernes »* les critiques dont a été l'objet le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) après cette opération (*le Monde* du 1er février). *« Ceux qui ont été pris (...) ne sont pas comme on l'a dit des petits poissons*, a affirmé le ministre de la défense.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qu'une erreur de transcription nous a fait écrire dans nos éditions du 11 février, ce ne sont pas *« tous les membres de l'association Sécurité-Légalité* [qui] *font partie de Légitime Défense »*, selon M. François Romério, mais *« tous les membres du bureau de l'association Sécurité-Légalité »*.

DÉFENSE

● *Des sanctions ont été prises au ministère de la défense* après la divulgation par la presse, au mois de décembre 1982, de rapports « confidentiel-défense » des trois chefs d'état-major. Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, l'a affirmé, lundi 14 février, à Radio-Monte-Carlo, en précisant que l'*« un des responsables des fuites est venu lui-même me dire que c'était lui qui avait remis non pas aux journalistes, mais à quelqu'un d'autre, certains documents »*.

AUDIT EN GESTION COMMERCIALE

30 heures (6 heures / 5 jours) du 2 au 6/5/83.
Animateur : Alain GOUJON, conseiller de gestion.

Renseignements et inscriptions :
université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93526 SAINT DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00

SPORTS

TENNIS

Yannick Noah septième au classement mondial

Le Français Yannick Noah, qui effectue sa rentrée sur le circuit cette semaine au tournoi de Memphis, a progressé, passant au septième rang du classement électronique publié le 14 février par l'Association des tennismen professionnels (A.T.P.). Noah occupait depuis plusieurs semaines la neuvième place.

A quoi est due cette progression, survenant au terme d'une semaine où le champion français ne jouait pas ? A une modification du calendrier du Grand Prix. En 1982, le tournoi de Memphis avait eu lieu une semaine plus tôt. Noah y avait réalisé une relative contre-performance en étant éliminé au second tour. Ce mauvais résultat vient d'être effacé par l'ordinateur qui tient compte dans son classement des points marqués au cours des cinquante-deux dernières semaines. Le décalage des tournois dans le temps a eu également des conséquences sur le classement de l'Américain John McEnroe, qui a perdu sa première place au profit de son compatriote champion du monde Jimmy Connors, tandis que le maître tchécoslovaque, Ivan Lendl, le reléguait à la troisième place.

De nombreux changements devraient intervenir lors de la publication du prochain classement après les tournois de Memphis et de Vina-Del-Mar. Ceux-ci ont d'ailleurs bien commencé pour les Français. Le champion du monde Guy Forget, classé soixante sixième mondial, a éliminé l'Américain Tim Mayotte classé vingt-sixième mondial (7-6, 6-4) au premier tour du tournoi en salle de Memphis (Tennessee) doté de 315 000 dollars. De son côté, Henri Leconte, vingt-septième mondial, a battu le géant américain Victor Amaya, en cinquante-septième position au classement informatique (6-4, 3-6, 7-5).

En revanche, au tournoi féminin de Chicago la Française Catherine Tanvier a été éliminée au premier tour par l'Américaine Andrea Jaeger (6-0, 6-1).

A Richmond (Virginie), le tournoi (W.C.T.), doté de 300 000 dollars, a été gagné le 13 février par l'Argentin Vilas aux dépens de l'Américain Denton (6-3, 7-5, 6-4).

MÉDECINE

Dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Aude

DEUX DÉCÈS APRÈS DES OPÉRATIONS BÉNIGNES

(De notre correspondant.)

Perpignan. — Le 4 février, à midi, une jeune fille, Mlle Aïcha Sabar, domiciliée à Ria, était hospitalisée à la clinique Saint-Michel de Prades (Pyrénées-Orientales) pour une intervention chirurgicale bénigne : l'extraction de trois dents. Victime d'un accident cardiaque au cours de l'opération, elle était transportée en début de soirée à Montpellier, au CHU Saint-Eloi, dans le service d'anesthésie-réanimation, où elle devait décéder le 8 février. Le frère de la victime a déposé plainte auprès du procureur de la République à Perpignan *« pour incompétence professionnelle et négligences graves ayant entraîné la mort »*.

Les résultats de l'autopsie ordonnée par M. Gilles Rolland, juge d'instruction chargé de ce dossier, n'ont pas encore été révélés. A la clinique de Prades, *« en attendant le rapport d'expertise »*, le chirurgien-dentiste qui opérait, le docteur Bernard Guillois, et son anesthésiste, le docteur Fulchery, se refusent à toute déclaration.

Accident cardiaque ou sommeil anesthésique fatal, la mort de cette jeune fille de vingt et un ans a provoqué une vive émotion dans la région. Il est vrai que, quelques jours plus tôt, le 2 février, un jeune homme, M. Mohamed Ihamouine, vingt-deux ans, était mort à l'hôpital de Limoux (Aude), où il avait été admis pour se faire extraire une dent de sagesse. — J.-C. M.

SCIENCES

LE CONSEIL DES MINISTRES EUROPÉENS DE LA RECHERCHE RENONCE AU PROJET DE SIMULATION D'UN ACCIDENT NUCLÉAIRE

Il n'y aura pas de Three-Mile-Island, simulé au Centre de recherche européen d'Ispra, près de Trieste. Le projet Super-Sara de simulation d'un réacteur nucléaire face à des pannes graves, telles qu'une perte de fluide réfrigérant, va en effet, être abandonné. C'est ce qui a été envisagé par le conseil des ministres européens de la recherche, réuni mardi 8 février à Bruxelles, bien que la décision formelle ait été renvoyée au 10 mars.

Le projet était un élément important du programme 1980-1983 du Centre d'Ispra. Mais seule une étude de faisabilité avait été initialement financée. En novembre 1980, ces études étaient achevées, mais la décision de continuer ne fut prise qu'en avril 1981, assortie d'un financement de 50 millions d'ECU (1).

Cette somme était bien insuffisante pour mener à terme un projet actuellement évalué à 174 millions d'ECU. De plus, la Commission européenne a reçu, fin janvier, les conclusions de trois experts qui mettent en doute l'intérêt de Super-Sara. Ceux-ci estiment que les résultats escomptés à Ispra viendront, en raison de la lenteur dans l'exécution du programme, bien trop tard après ceux qui ont été obtenus dans des expériences similaires, notamment aux Etats-Unis. Dans ces conditions, la Grande-Bretagne et la R.F.A. ont décidé d'abandonner le projet.

Pour le ministre français de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, le programme Super-Sara n'était plus justifié à cause de son coût, mais aussi parce que la probabilité de pannes très graves est faible. Il lui paraît plus utile d'étudier des accidents moins graves mais plus fréquents.

D'autre part, le conseil des ministres européens de la recherche a envisagé favorablement les programmes proposés par la Commission. Mais les décisions sur l'enveloppe globale — 3,7 milliards d'ECU de 1984 à 1987 — ont été renvoyées à une réunion ultérieure, ainsi que l'éventuelle augmentation, de 2,6 à 4 %, de la part des ressources communautaires consacrées à la recherche et au développement.

(1) L'ECU — unité de compte européenne — vaut actuellement 6,50 francs.



Le Monde

MEDECINE

UNE MONUMENTALE ERREUR MÉDICALE

Les enfants du distilbène

par le Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE

La découverte, il y a douze ans, de cas de cancers gravissimes chez les très jeunes filles de mères ayant reçu une hormone féminine de synthèse, le diéthylstilboestrol (ou D.E.S.) pour consolider leur grossesse, avait semé la panique aux États-Unis, où plus de deux millions de familles étaient concernées.

Des plans d'enquête nationaux furent immédiatement mis en place, et leurs responsables en sont aujourd'hui à l'étude de la fertilité des *« enfants du D.E.S. »*, garçons ou filles, et des mesures qui permettent de remédier aux lésions subies au sein de l'utérus maternel une génération plus tôt.

***Étrangement, ce drame, qui avait eu un* immense retentissement dans le public américain, semblait laisser la France indifférente. Pourtant, le D.E.S. y avait été *utilisé* durant près de vingt ans tout aussi fréquemment qu'aux États-Unis, et pour les mêmes indications, mais, peut-être, à des doses moins élevées.**

Après de si longues années de silence, une première enquête conduite par le docteur Anne Cabau, parmi les adhérents de la Mutuelle générale de l'éducation nationale, montre qu'il existe bien en France, et vraisemblablement dans la même proportion qu'aux États-Unis, de très nombreux *« enfants du D.E.S. »*.

Bien qu'aucun cancer ne semble avoir été signalé chez ces derniers, ils présentent — avec une grande fréquence — des anomalies du système génital entravant la fertilité et qui nécessitent un dépistage et une action préventive.

Une telle découverte, qui fera l'objet de publications au printemps prochain, nécessite un développement, à l'échelon *national cette fois*, de l'effort ainsi entrepris.

L'affaire de la thalidomide avait montré, de manière tragique, que les médicaments administrés à la mère atteignent l'embryon ou le foetus pour le léser souvent irrémédiablement. Son retentissement fut énorme.

Le long silence qui entourait et entoure toujours en France l'affaire du D.E.S. n'en est que plus inexplicable. La gêne des milieux médicaux l'explique peut-être ou les carences de toutes les autorités de l'époque. Mais un silence devient intolérable, voire complice, lorsqu'il empêche que la lumière soit faite, que les victimes soient informées et que des mesures de prévention soient prises à leur égard.

Trente ans après...

AU *printemps de l'année* 1971, le service de gynécologie de l'hôpital universitaire Harvard reçoit, en un laps de temps très court, huit fillettes ou jeunes filles atteintes d'une forme très grave — et très rare — de cancer génital. Huit cas d'adénocarcinome du vagin observés en moins d'un mois dans une région géographiquement limitée aux environs de Boston, c'était plus que la totalité des cas décrits dans toute la littérature médicale mondiale...

Intrigué, le professeur Arthur Herbst entreprend une étude épidémiologique afin de relever le ou les facteurs d'environnement pouvant expliquer un phénomène aussi extraordinaire. *Il constate que les* mères des jeunes victimes avaient toutes, durant le premier trimestre de leur grossesse, reçu un œstrogène de synthèse ou diéthylstilboestrol (D.E.S.) dont on pensait, à l'époque, qu'il pouvait consolider des grossesses hémorragiques et menacées d'interruption.

Quelques mois plus tard, les médecins d'un service de gynécologie de New-York observent, à leur tour, cinq malades âgées de quinze à dix-neuf ans et qui, toutes, souffrent d'un adénocancer vaginal. Trois meurent en quelques semaines en dépit de tous les efforts thérapeutiques. Deux autres ne survivent qu'au prix de graves mutilations (ablation totale des organes génitaux et du vagin, remplacé par une greffe intestinale). Les mères de ces *malades avaient, elles aussi*, reçu du distilbène (ou D.E.S.) pendant le premier trimestre de leur grossesse.

La panique s'empare alors de millions de femmes, cependant qu'une campagne de presse se déclenche et que l'Institut national du cancer lance une enquête à l'échelle nationale. On estime de quatre à six millions (deux millions aux Etats-Unis) le nombre des femmes enceintes à *qui, de 1946 à 1970*, ces œstrogènes ont été administrés à des doses souvent considérables, par des gynécologues qui, en toute bonne foi, étaient persuadés qu'ils consolidaient ainsi des grossesses fragiles, alors qu'ils confondaient en réalité les causes et les effets.

Les faibles taux d'hormones décelés dans les urines des femmes ainsi traitées étaient, en effet, non la cause mais la conséquence de grossesses « mal accrochées », dont l'administration d'œstrogènes ne changeait en rien l'évolution.

Les thérapeutiques inutiles sont très nombreuses, dont le maniement reste durablement et solidement ancré dans la pratique médicale, car, la plupart du temps et fort heureusement, leur innocuité compense leur inefficacité.

Tel n'était malheureusement pas le cas du diéthylstilboestrol qui avait été commercialisé simultanément en France et aux Etats-Unis en 1946. Vingt-cinq ans s'écoulèrent avant que ses dangers ne soient dénoncés et son usage interdit (en 1971) chez les femmes enceintes américaines.

Une bombe à retardement

La France fit mieux encore, où cette hormone fut prescrite jusqu'en 1975, alors qu'un *gynécologue* américain avait démontré son inefficacité dès 1953 sur plus de mille six cents femmes et l'avait annoncée à ses confrères. Le dictionnaire Vidal des médicaments n'en signala les risques qu'en 1977, alors que les cancers chez les enfants avaient été démontrés en 1971...

Ces risques ont été difficiles et longs à déceler, car il est vrai qu'ils ne concernaient pas la patiente traitée elle-même, mais constituaient une bombe à retardement pour l'enfant qu'elle portait. *Pour la première* fois dans l'espèce humaine, il était démontré que des médicaments (en l'espèce une hormone) traversant le placenta, peuvent marquer les cellules du fœtus du sceau d'un cancer apparaissant quinze ou vingt ans plus tard.

En fait, l'étude approfondie menée sur plus de deux millions de femmes aux Etats-Unis a montré la relative rareté de ces cancers du vagin. Trois cents cas ont été identifiés, la plupart chez des jeunes filles de treize à vingt ans, certains chez des fillettes de dix ans à peine. Ce qui équivaudrait, pour l'enfant d'une mère ainsi traitée, à un risque de cancérisation d'un sur dix mille environ.

En revanche, les examens systématiques de dépistage chez ces enfants ont montré la très grande fréquence d'une anomalie de la muqueuse vaginale, dite *« adénose »*, consistant en la présence d'un tissu glandulaire qui, normalement, disparaît avant la naissance.

Ces vestiges embryonnaires traduisent une anomalie du développement génital, et dans la panique des années 70, lors des premières découvertes de cancers vaginaux, certains gynécologues se lancèrent dans leur ablation chirurgicale complète craignant qu'ils ne forment le lit de cancers ultérieurs.

A lui seul, un spécialiste américain renommé avait ainsi opéré cent cinquante jeunes filles de treize à vingt-deux ans, au prix d'une intervention d'envergure, difficile, avec ouverture du périnée et d'une mutilation considérable puisqu'il procédait à l'ablation de la totalité du vagin.

Nul ne songerait plus à présent à recommander des mesures aussi radicales. Le temps ayant passé, une surveillance attentive de ces lésions que l'on croyait précancéreuses a montré, en effet, qu'elles disparaissaient spontanément avec l'âge dans la plupart des cas. Près de 45 % des petites filles victimes du D.E.S. pré*sentaient une telle dysplasie* vaginale dans la plus récente série de Harvard. A vingt-six ans, 85 % *étaient redevenues normales sur ce* point, et aucun cancer vaginal n'avait été observé, ce qui fait dire aux médecins américains que ces lésions ne sont, en réalité, pas précancéreuses et qu'il faut s'abstenir, à leur sujet, de toute thérapeutique puisqu'elles disparaissent spontanément.

Cette règle d'expérience — et de bon sens — survient malheureusement trop tard, pour les malheureuses jeunes filles mutilées pendant les années 1971 à 1973. Elles font partie des quatre mille familles qui ont intenté un procès aux fabricants du D.E.S., réclamant plus de 600 millions de dollars de dommages et intérêts.

Deux tribunaux américains les ont successivement déboutées ; en effet, le diéthylstilboestrol, ou D.E.S., a été commercialisé sous quatre-vingts formes et dénominations différentes et il est difficile pour une mère d'établir avec certitude et à vingt ans de distance, la nature exacte, la posologie et la provenance du médicament absorbé. Il n'est donc pas possible, a estimé la justice américaine, d'incriminer tel laboratoire pharmaceutique plutôt que tel autre.

(Lire la suite page 12.)

pratique neurologique

Christian DEROUESNÉ

Un volume relié, 768 pages, 152 figures. 580 FF

Les choix et les priorités de ce livre replacent la Neurologie dans la pratique médicale

L'information est développée à différents niveaux :
- conduite pratique
- aide à la décision thérapeutique
- stratégie d'investigation
- données fondamentales

L'accès est immédiatement possible grâce :
- à la conception des chapitres
- à l'index
- à une bibliographie sélective

FLAMMARION MEDECINE - SCIENCES
4, rue Casimir Delavigne, 75006 PARIS

LES PROGRÈS DANS LE DIAGNOSTIC DE L'HÉPATITE B

On peut désormais identifier l'A.D.N. viral dans des tissus humains

Une équipe scientifique française est parvenue à mettre au point une méthode diagnostique permettant l'identification du patrimoine génétique du virus de l'hépatite B dans des tissus (foie ou sang) humains (1). Obtenue à partir des nouvelles techniques d'hybridation moléculaire, ce nouveau procédé apporte un élément supplémentaire d'investigation dans la batterie, déjà importante, des examens de laboratoires concernant ce virus. Il représente surtout l'une des toutes premières applications pratiques du « génie génétique » à la médecine et, à cet égard, ouvre de larges perspectives.

Cette découverte découle directement de l'important travail de recherches fondamentales concernant le virus de l'hépatite B entrepris à l'Institut Pasteur de Paris par l'équipe du professeur Pierre Tiollais, l'un des principaux spécialistes, à l'échelon international, de ce domaine en pleine expansion.

UNE pathologie fascinante : rarement la perception et la compréhension d'une maladie infectieuse ont autant évolué en si peu de temps que l'hépatite virale de type B, entité détachée du vaste ensemble hétérogène des « jaunisses » grâce aux travaux du professeur Baruch Blumberg, prix Nobel de médecine 1976. En mettant en évidence en 1965 une particule exogène (antigène) dans le sang de certains aborigènes australiens, particule baptisée *« Australia »* le Pr Blumberg devait déclencher une *impressionnante* série — encore *inachevée* — de découvertes en cascade.

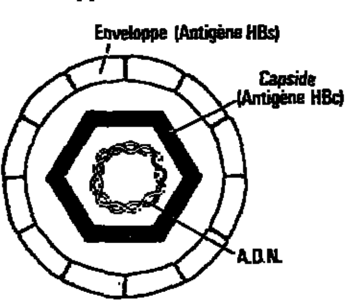
Perçue dans un premier temps comme une maladie due *« à la seringue »* (l'hépatite survenant avant *tout chez des malades recevant de* fréquentes injections ou transfusions sanguines), son profil s'est rapide*ment modifié. Dans les pays indus*trialisés, l'hépatite B affecte aujourd'hui essentiellement quatre groupes de personnes : les toxicomanes et les homosexuels des *grandes villes, le personnel soignant* hospitalier et les malades fréquemment transfusés. Si bien des mystères demeurent à *propos* de l'écologie exacte du virus, sa transmission par contact sexuel est l'une des principales et importantes données établies ces dernières années.

Il est aussi démontré qu'un contact avec le virus ne déclenche pas obligatoirement les symptômes de la maladie et que certains sujets hébergent de manière continue et sans conséquence pour eux un virus qui conserve une partie de sa virulence (sujets dits « porteurs chroniques »). *Selon des estimations faites* par le professeur Jean-Pierre Benhamou (hôpital Beaujon, Paris), quatre*vingt mille personnes « font »* chaque année une hépatite B en France. Parmi elles seules 10 % présentent les symptômes caractéristiques de l'affection ; 10 % deviennent « porteurs chroniques ». A soixante ans, un Français sur dix conserve les stigmates biologiques d'un contact ancien avec le virus.

Bien différente est la situation dans certaines zones géographiques comme l'Afrique noire où le contact avec le virus est quasiment « obligatoire » et où 5 à 10 % des sujets sont « porteurs chroniques ». Tel est le cas pour deux cent cinquante mil*lions* de personnes à travers le monde.

Les principales recherches concernant *l'hépatite* virale de type B ont porté sur la mise en évidence de la présence virale dans l'organisme hu*main. Maladie infectieuse, l'hépa*tite B, dans sa phase aiguë, ne se distingue guère par ses symptômes *(fièvre, maux de tête, anorexie et* nausées suivis de l'apparition d'urines foncées et de la survenue *d'un ictère)* des *autres lésions inflam*matoires du foie.

Avec la possibilité d'une mise en *évidence dans le sérum de l'antigène* Australia on détenait un fil conducteur qui, avec les progrès de l'immu*nologie*, devait *mener à la mise au* point de l'actuelle batterie des tests de dépistage. Ces derniers sont *basés sur la complémentarité de* structure des antigènes (éléments du virus) et des anticorps, éléments de *défense sécrétés contre eux par l'or*ganisme. On ne connaît pas de manière formelle la situation exacte des antigènes dans l'architecture virale.



Virus de l'hépatite B

Foie
prélèvement sanguin
(biopsie)
ADN cellulaire
Fragments de restriction
Électrophorèse
ADN HBV
"SONDE"
ADN HBV cloné
HYBRIDATION
AUTORADIOGRAPHIE

L'A.D.N. présent dans les cellules de la biopsie hépatique ou dans le sérum est extrait. Il est ensuite fragmenté en de très *nombreux fragments* au moyen d'enzymes de restriction. Ces fragments migrent sur une surface faite d'un gel d'agarose sous l'action d'un champ électrique (électrophorèse). On fait alors agir *une « sonde » consti*tuée d'un A.D.N. viral cloré et « marqué » de manière radio-active (au phosphore 32).

La présence *d'A.D.N. viral* est alors révélée par autoradiographie, après une hybridation réalisée avec l'A.D.N. «marqué».

Certaines données semblent bien établies (voir schéma). En pratique on peut mettre en évidence dans le sérum :

● ***L'antigène Australia***, aujourd'hui dénommé antigène HBs. Il s'agit d'un motif protéique composé de 250 acides aminés, reproduit à de nombreux exemplaires sur l'enveloppe virale. C'est cette structure, isolée de certains dons de sang, qui sert de principe actif dans les deux vaccins protecteurs contre l'hépatite B commercialisés par l'Institut Pasteur Production et la firme américaine Merck Sharp and Dohme. De très nombreux travaux sont actuellement engagés à travers le monde pour faire produire cette structure par les méthodes des manipulations *génétiques. Si des résultats positifs* ont déjà été obtenus — en France notamment — dans la production *d'HBs par des cellules au patrimoine* héréditaire modifié, en revanche aucun essai clinique de vaccination n'a encore été entrepris. Les recherches portent aussi sur la production par synthèse chimique de cette structure.

● **L'antigène HBc.** Il s'agit d'un motif structural, élément constitutif de la capside virale. Dans certains cas, à cet antigène se trouve associée une autre structure (antigène HBe). La présence ou l'absence de *l'antigène HBe est un critère qui dif*férencie les sérums acceptés pour la fabrication des vaccins français et *américain. Le premier exclut l'utilisa*tion de sérum « HBe positif » alors que le second l'accepte.

● ***L'antigène Delta.*** *Longtemps* supposée être un élément constitutif du virus, cette structure est au*jourd'hui réputée appartenir à un au*tre virus capable d'infecter l'organisme parallèlement à l'infection du *virus de l'hépatite B. Selon certaines* hypothèses il pourrait s'agir là d'une forme élaborée de parasitisme entre virus.

● **Les anticorps correspondants.** A chaque antigène correspond en effet un anticorps spécifique qui peut être détecté.

L'ensemble de ces marqueurs biologiques peuvent actuellement être utilisés pour situer avec précision le stade d'évolution de l'affection et les chances possibles de guérison du malade. On est ainsi parvenu à faire un schéma dynamique de la traduction sérologique de l'infection virale.

Nouvelle approche

*Avec le travail de l'équipe fran*çaise, c'est une tout autre approche qui a été entreprise : l'identification *directe du patrimoine héréditaire* (génome) viral, structure qui dirige notamment la synthèse des différents antigènes. Rendue possible grâce au remarquable travail de recherche fondamentale entrepris depuis quelques années, qui a permis d'accéder à la connaissance détaillée des 3 200 paires de base qui constituent l'ADN du génome, la mise au point de cette technique (voir schéma) constitue une étape importante . La voie est désormais ouverte à des travaux similaires concernant d'autres virus. Plusieurs centaines de prélèvements ont déjà été analysés, biopsie hépatique ou échantillon de sérum. Le génome du virus vient, en outre, d'être mis en évidence, intégré au génome *cellulaire dans d'autres organes.* Au-delà du nouvel outil diagnostique on dispose donc là d'une méthode per*mettant de mieux appréhender* le « comportement » viral.

Cette nouvelle technique est aussi *utilisée pour mieux situer* les liens entre l'hépatite B et une forme de cancer hépatique (hépatome). Elle a notamment permis de démontrer que le génome viral était intégré au génome des cellules tumorales, apportant ainsi une preuve supplémentaire du rôle cancérogène de ce virus. Menés chez des malades atteints de cirrhose alcoolique, ces travaux aident à préciser les relations qui peuvent exister entre cirrhose, alcoolisme, infection virale et hépatome.

Dans le domaine commercial cette nouvelle approche pourrait prochainement bouleverser l'important marché constitué *aujourd'hui* par les réactifs de laboratoire (2).

Rendue possible grâce à une collaboration entre l'équipe de Pasteur et plusieurs centres hospitaliers français, cette nouvelle technique est en*core dans une phase expérimentale.* Sa généralisation se heurte à un obstacle important : l'utilisation de pro*duits radioactifs dont l'emploi n'est* autorisé que dans peu de laboratoires. Cet inconvénient pourrait néanmoins disparaître avec la mise en œuvre de certains procédés techniques déjà à l'étude. Si tel pouvait être le cas et si le développement de ce test ne connaissait aucune difficulté, un tel travail aiderait à consolider à l'échelon international la position de pointe scientifique et commerciale qu'occupe aujourd'hui la France dans le domaine de l'hépa*tite virale.*

JEAN-YVES NAU.

(1) Ce travail est essentiellement dû au professeur Pierre Tiollais et au docteur Christian Brechot (Institut Pasteur, INSERM), et pour la partie sérologique au docteur Jacques Scotto (Hôpital Bicêtre, Paris).

(2) Trois firmes commercialisent ces produits réactifs : Abbott (U.S.A.), Organon (Hollande) et Behring (R.F.A.). L'Institut Pasteur Production développe actuellement en liaison avec le Centre *national de transfusion sanguine un nou*veau procédé de dépistage de l'antigène HBs.



LES ENFANTS DU DISTILBÈNE

Trente ans après...

(Suite de la page 11.)

Le D.E.S. est toujours utilisé, à doses élevées, comme « *pilule du lendemain matin* », pour interrompre une grossesse à son tout début (après un viol par exemple). Il l'est aussi, à doses plus modérées, mais de manière plus durable, dans le traitement de la ménopause. Une notice doit avertir les utilisatrices d'un *risque accru de cancer* de l'utérus lié à une utilisation prolongée d'œstrogènes pour cette indication.

Douze années se sont écoulées depuis la découverte des premiers cas de cancers génitaux chez les enfants du D.E.S. Celles-ci sont devenues des jeunes femmes, et l'attention des gynécologues se porte, depuis deux ans, sur l'effet qu'aurait pu avoir cette thérapeutique hormonale in-

grâce à leur persévérance, mais il est important de pouvoir dépister ces anomalies afin d'exercer une surveillance particulière lors de la grossesse (échographies répétées, doublement de la fréquence des examens cliniques).

Les doses de Distilbène utilisées en France ont été, dans l'ensemble, moins élevées qu'aux Etats-Unis, mais un tel argument ne peut suffire à expliquer l'étonnante inertie des autorités médicales et administratives. Si l'on excepte la publication de quelques cas isolés d'adénose vaginale, les enfants français du D.E.S. étaient restés jusqu'à aujourd'hui des enfants de l'ombre, comme si l'idée même de conduire une enquête sur leur état, ou leur destin, embarrassait les si nombreux acteurs de l'une des plus monumen-

L'enquête continue

L'ENQUÊTE sur les « *enfants français du D.E.S.* » a commencé durant l'année 1982, après une campagne de sensibilisation et d'explication conduite dans la revue de la Mutuelle générale de l'éducation nationale (M.G.E.N.). Cette dernière diffusait un questionnaire sur les traitements subis durant la grossesse, et sur *l'état actuel de la descendance*, questionnaire préparé par le docteur Anne Cabau.

En décembre 1982, les docteurs Anne Cabau et Maurice Adjiman avaient reçu neuf cent dix réponses concernant le distilbène, la cycladiène et le stilboestrol (*dénominations différentes* pour le même produit), et des questionnaires plus détaillés étaient alors adressés à ces correspondantes. Leur dépouillement montre que des traitements au D.E.S. ont bel et bien été prescrits abondamment en France de 1950 à 1976.

La plupart des enfants signalés étaient nés entre 1963 et 1973. Aucun cas de cancer du vagin ou du col utérin n'est indiqué, ce qui confirme le sentiment des gynécologues selon lequel les plus faibles doses d'hormones administrées en France auraient permis d'échapper à cette conséquence, la plus grave, du traitement par D.E.S.

L'enquête révèle, en revanche, des *anomalies du col de l'utérus*, traitées par laser ou par intervention chirurgicale. Chez les garçons, *on retrouve*, comme aux Etats-Unis, un taux supérieur à la normale de cryptorchidies (ou ectopies testiculaires · le testicule n'est pas descendu dans les bourses), qui peuvent avoir des *conséquences sur la fertilité.*

L'enquête de la M.G.E.N. continue, et son intérêt est loin d'être purement *informatif*. *Les* anomalies de la matrice, observées pour la première fois en *France par le* docteur Cabau depuis 1980 chez des jeunes femmes exposées *in utero* au D.E.S., augmentent le risque de grossesses extra-utérines, de *fausses couches et d'accouchements* prématurés. Si la patiente et le médecin en sont informés, des mesures de protection peuvent être prises, dès le début de la grossesse, qui permettront d'éviter ces accidents.

De 45 % à 70 % des « *filles du D.E.S.* » présentent de telles anomalies, selon que le traitement a été infligé à leur mère durant le premier ou le second trimestre de la grossesse. Mais la moitié seulement de ces jeunes femmes en subissent les conséquences et, à force de persévérance, 80 % *arrivent à avoir un* enfant.

Le centre de planification et d'éducation *familiale de la* M.G.E.N. (1) s'est équipé pour surveiller tant les très jeunes *filles que les futures mères* dites « *du D.E.S.* », afin de dépister très tôt les lésions bénignes vaginales, du col ou de la matrice, et de prodiguer les conseils ou les *traitements adéquats.*

(1) 34, place Raoul-Dautry, 75748 Paris Cedex 15.

tempestive sur leur fonction de reproduction.

Des radiographies systématiques de l'utérus (ou hystérographies) montrent des anomalies chez 73 % des jeunes femmes dont les mères ont reçu du D.E.S. avant la douzième semaine de grossesse, et chez 45 % quand le traitement a été plus tardif (après la dix-neuvième semaine). *Il s'agit de modifications de* la forme de la matrice, qui ont pour conséquence un nombre important de fausses couches ou de grossesses extra-utérines, conduisant à un taux élevé (48 %) d'accidents et d'échecs de la grossesse.

La fertilité de ces jeunes femmes *n'est, à long terme, pas définitivement* altérée. Selon les quatre études américaines menées ces deux dernières années, 81 % d'entre elles réussissent à avoir un enfant vivant *tales erreurs médicales de ces trente* dernières années.

L'étude entreprise (en 1982) par les docteurs Anne Cabau (hôpitaux Necker et Antoine Béclère) pour les jeunes filles et Maurice Adjiman pour les garçons, grâce à la collaboration active de tous les membres de la Mutuelle générale de l'éducation *nationale* (M.G.E.N.), *représente* à ce titre une première et un événement.

Elle confirme, tout d'abord, et avec trente ans de retard, que l'hormone iatrogène a bien exercé, en France comme ailleurs, ses effets nocifs sur les fœtus dont elle était censée protéger la croissance. Elle *rassure, dans le même temps, sur* la gravité de ces effets et permet de fixer, pour les jeunes filles concernées, des directives thérapeutiques fort éloignées des délires intervention*nistes précédents (1).*

L'importance de ces directives n'en est pas moins grande, à titre préventif. Il paraîtrait, à ce titre, surprenant que l'initiative en soit laissée dorénavant au seul groupe *éclairé et courageux de la M.G.E.N.* et que les organismes de protection de la santé publique n'apportent pas, comme le leur commande leur statut, leur contribution à une entreprise d'intérêt *national.*

Le silence gêné — ou complice — n'est plus de mise. Les « *enfants du D.E.S.* », dont le nombre en France varie vraisemblablement de 300 000 à 500 000, ont le droit d'être informés et de bénéficier des mêmes attentions et des mêmes mesures préventives qu'aux Etats-Unis.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) *Un très grand nombre de médicaments*, si courants soient-ils, administrés à la femme enceinte, sont dangereux pour l'enfant. Pour la première fois en France, un guide pratique détermine les *règles de leur prescription* : — Médicaments et grossesse, par Berkowitz et coll. Éditions Medsi, 278 pages, 125 francs.

"Réponses aux 185 appels les plus fréquents en pédiatrie"



21 x 23,5, 320 pages
240 F + 12 F (frais d'envoi)

MEDSI 6 av. Daniel Lesueur 75007 Paris - Tél : 273.29.90

« La FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE décerne pour 1983 :
- 5 prix de 20 000 F chacun dans les disciplines suivantes : Biologie Moléculaire – Endrocrinologie – Immunologie – Investigation Clinique – Neurobiologie.
- un prix ROSEN de Cancérologie d'environ 100 000 F
- un prix DELAUTEMAISON de cancérologie d'environ 60 000 F

Adresser dossiers en 6 exemplaires (c.v., titres et travaux, publ.) au secrétariat de la F.R.M. 10, rue de Lisbonne – 75008 Paris – Tél. : 293-14-40 avant le 30 avril 1983. »

POINT DE VUE

Faut-il renoncer aux médicaments nouveaux d'origine étrangère ?

par le professeur JEAN THIVOLET (*)

L'ETRETINATE ou Rétinoïde aromatique est un nouveau médicament étranger qui n'est pas *commercialisé en France. Faut-il y* renoncer ?

Ce médicament, inventé et produit en Suisse, est, *sans doute pour la* première fois, actif par voie interne sur la kératinisation et permet de *traiter le psoriasis et d'autres maladies* de l'épiderme. Il a un effet préventif très probable, sinon tout à fait démontré, sur certains cancers de la peau. D'autres propriétés encore mal *explorées laissent espérer l'extension* de son emploi thérapeutique. De plus, il est le chef de file d'une famille issue de la vitamine A, les rétinoïdes, qui pourraient fournir d'autres *dérivés à actions thérapeutiques* variées.

D'ores et déjà, un autre rétinoïde destiné au traitement des acnés a été commercialisé aux Etats-Unis. L'étude des mécanismes d'action *des rétinoïdes se développe activement* dans le monde entier, et les « retombées » de ces recherches *sont passionnantes. On ne peut* donc contester à l'Etretinate le critère essentiel que l'on exige — ou que l'on devrait exiger — d'un nouveau médicament avant d'autoriser son *emploi : qu'il apporte un progrès, une* innovation dans la thérapeutique. Dans le cas particulier, le progrès est si évident qu'on aurait pu imaginer qu'une certaine priorité serait accordée à son lancement.

Il semble en aller bien différemment. Les essais cliniques, qui ont commencé en Suisse dès 1972 et en *France en 1975, ont précisé* les conditions d'utilisation. Les risques de tératogenèse signalés récemment dans ces colonnes (*le Monde* daté 28-29 novembre 1982) ont été pris *en compte et entraînent des restrictions* à l'emploi chez les femmes en âge de procréation. Le dossier d'expertise clinique a été déposé à la fin de 1980 au ministère de la santé, *qui a accordé l'A.M.M. (autorisation* de mise sur le marché) à la fin de 1981.

Protectionnisme et progrès thérapeutique

Depuis lors, la commercialisation effective dépend de la fixation d'un prix de vente au terme d'une discus*sion entre le fabricant* et le ministère de la solidarité. Mais l'accord acquis en principe après de très *longues* tractations reste bloqué par de nouvelles exigences de l'administration *intéressée, dont l'attitude, parfaitement* respectueuse des formes, conduit pourtant à retarder indéfiniment la vente en pharmacie.

Pour faire face aux besoins de nombreux malades qui ont apprécié *les effets* de l'Etretinate lors des essais cliniques, le fabricant continue à distribuer à certains médecins le produit à titre gracieux. Cette solution d'attente critiquable à certains *égards n'est pas très satisfaisante,* non plus que l'achat direct par les malades de l'Etretinate dans les pays européens voisins où il est désormais vendu en pharmacie.

Pourquoi, en effet, importer des médicaments qui ont déjà leur équivalent en France ? Pourquoi pousser le libéralisme jusqu'à être moins *rigoureux que les pays d'origine, qui* opposent souvent des réglementations très restrictives à la vente de *nos produits ?*

Néanmoins, le protectionnisme ne se manie pas sans précaution : notre *industrie pharmaceutique* est largement exportatrice et risque de recevoir le contrecoup de certaines décisions. Il y a aussi des limites qu'illustre le cas de l'Etretinate. Le *critère fondamental devrait rester* l'innovation et le progrès thérapeutique qui en découle pour les malades.

Accepter le médicament sans en prévoir le remboursement représente évidemment un rejet tout aussi efficace que celui de l'A.M.M., dans un système de prise en charge quasi *totale des dépenses de santé.* Certains se donneront bonne conscience avec l'argument que, après tout, il ne *s'agit que d'un médicament à usage* dermatologique, un médicament de confort, voire de luxe.

C'est là faire peu de cas de la détresse psychologique des malades atteints de dermatoses et de leur demande pressante. Quand on souffre d'un psoriasis ou d'une ichtyose grave, on se passe moins facilement d'Etretinate que de magnétoscope.

Les médicaments nouveaux sont un des aspects les plus importants du progrès en médecine. On ne devrait pas freiner leur importation.

(*) Clinique dermatologique, hôpital Edouard-Herriot, Lyon.

AUX ÉTATS-UNIS

Polémique financière autour d'un futur vaccin contre le paludisme

Une polémique agite actuellement certains milieux scientifiques américains. Elle a pour origine les bénéfices qui pourraient être tirés d'un futur vaccin contre le paludisme et oppose notamment l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) à la société *Genentech, spécialisée dans les techniques des manipulations* génétiques. Selon le magazine *Science*, qui révèle cette affaire (1), le risque majeur d'une telle *situation serait de retarder* le développement d'un vaccin antipaludéen. Une affaire exemplaire, qui survient à un moment où les recherches dans ce domaine apportent d'importants résultats (*le Monde* du *9 février) et qui pose* la difficile question — appliquée à un énorme marché potentiel — des rapports économiques entre un organisme international à vocation humanitaire et une firme privée à but essentiellement lucratif.

L'AFFAIRE concerne une équipe de l'université de New-York, dirigée par le professeur Ruth Nussenzweig, une scientifique mondialement connue pour la qualité de ses travaux sur le paludisme. Les recherches de son *équipe sont notamment financées* par l'O.M.S., l'Agence américaine pour le développement international (A.I.D.). Le National Institute of Health est aussi concerné. En *février 1981, l'université* de New-York aurait déposé un brevet protégeant les possibles applications vaccinales des résultats de cette équipe, associant les différents partenaires publics bailleurs de fonds.

Les recherches et le développpement industriel du produit nécessitant l'emploi des techniques de *manipulation génétique, des* contacts furent établis avec la firme Genentech, spécialisée dans ce domaine. Celle-ci apporta son « savoir-faire ». Les recherches ont progressé *suffisamment rapidement* pour que se pose dès aujourd'hui le problème du partage des bénéfices qui résulteraient de la commercialisation d'un vaccin antipaludéen. Il semblerait que Genentech désire une licence exclusive de commercialisation. L'O.M.S. fait valoir qu'elle *tient, d'une manière générale*, à ce que les produits dérivant des travaux de recherches qu'elle finance demeurent à un prix accessible pour les populations concernées. En *d'autres termes, elle essaie* de contraindre les partenaires industriels concernés à se contenter de marges bénéficiaires réduites. Telle est, selon toute vraisemblance, l'origine des actuelles difficultés.

L'information circule mal

L'ampleur considérable du marché potentiel d'un vaccin contre le paludisme (plus de deux cent millions de personnes sont directement *concernées par cette maladie parasitaire*) donne un caractère particulièrement âpre aux négociations en *cours. Ce type de difficultés pourrait* apparaître de plus en plus fréquemment puisque les techniques *très performantes des manipulations* génétiques sont détenues aux États-Unis et en Europe en grande partie *par des firmes privées spécialisées.*

Pour le magazine Science, l'aspect conflictuel de cette situation ne fait aucun doute, pas plus que pour les scientifiques spécialisés dans la recherche d'un vaccin antipaludéen. A Genève néanmoins, au *siège de l'O.M.S., on souligne* que tout est né de la « *mauvaise interprétation d'un journaliste* », qu'il convient de ramener l'affaire à de plus justes proportions, qu'en tout état de cause « *aucun contact n'est rompu* » et que « *les négociations continuent* ».

Une autre conséquence majeure de cet état de choses est la mauvaise circulation de l'information scientifique. Les réticences sont en effet de plus en plus nombreuses pour communiquer « toutes » les découvertes, dans *la mesure où celles-ci ont* une incidence directe sur la mise au point d'un produit, source d'importants profits. Ainsi, les travaux de l'équipe américaine sont-ils demeurés secrets durant un long moment. « *Il serait tout de même décevant*, écrivait récemment le professeur Luiz Pereira da Silva (Institut Pasteur, Paris) dans un magazine scientifique français (2), *qu'une opération déclenchée avec tant d'enthousiasme par l'O.M.S. en faveur des pays pauvres, qui sont finalement les victimes du paludisme, devienne pour parvenir à ses fins une opération où la contrainte commerciale soit l'élément dominant.* »

J.-Y. N.

(1) *Science*, vol. 219, nº 4584.

(2) *La Recherche*, nº 128.

Le cyclotron oublié de Nice

NICE aura-t-elle jamais son cyclotron ? Mis en œuvre depuis 1978, le *projet* Medicyc a pour but d'y installer au centre de lutte contre le cancer Antoine-Lacassagne un cyclotron, cette imposante « fronde électromagnétique » capable de conférer une énergie élevée à des particules *électriquement chargées.*

L'objectif principal est de contribuer à l'évaluation thérapeutique des neutrons (neutronthérapie) ou des protons (protonthérapie) *en cancérologie* (1). Le projet niçois a reçu l'appui de l'Institut national de physique nucléaire et physique des particules (I.N.2 P.3) du Centre européen de recherches nucléaires (CERN) de Genève et des Instituts *de physique nucléaire* de Lyon et d'Orsay.

M. Jacques Barrot, alors ministre de la santé et de la sécurité sociale, annonçait officielle*ment le 3 avril 1981 à Nice* l'installation de l'appareil. Mais les temps ont changé. Il y a quelques jours, une réunion du conseil scientifique de Medicyc, à Paris, a fait le point des difficultés rencontrées.

Le projet achoppe, en effet, sur des questions d'argent. Si le cyclotron construit au CERN est *financé par des fonds privés* (dons et legs) recueillis par l'Association de *soutien* au centre azuréen de radiothérapie avancée (ASCARA), rien n'est acquis pour le bâtiment qui devra l'abriter. Pour ce qui concerne *les locaux (hôtel et hôpital)* destinés aux malades, le permis de construire a été obtenu ainsi que la mise à la disposition — à des conditions très intéressantes — *du centre Lacassagne*, par la municipalité niçoise, d'un terrain de *3 hectares. Au total*, le budget est estimé à 50 millions de francs, dont 16 millions pour le cyclotron.

Diverses subventions ont été demandées à *l'échelon régional* et national. Pourtant, selon M. Pierre Mandrillon (CERN), concepteur du cyclotron « *l'appareil risque fort, fin 1984, de se trouver dans un bâtiment sans toit* ». Il semble en définitive que les ministères concernés ont oublié l'existence du projet niçois, bien que M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, ait lancé en 1982 un programme national d'équipement en cyclotrons d'usage médical.

Actuellement, un seul cyclotron thérapeutique fonctionne en France — à Orléans — avec, jusqu'à ces derniers temps, *quelques difficultés.* Quels que soient les handicaps du projet niçois, on comprendrait difficilement qu'il ne puisse s'intégrer au programme de M. Chevènement. A *moins*, que les attaches avec l'ancienne majorité du professeur Claude Lalanne, directeur du centre Lacassagne, et médecin responsable de Medicyc, qui lui avaient — peut être — été utiles, hier, pour lancer le projet, soient — peut-être — aujourd'hui suffisantes pour le faire avorter. — J.-Y. N.

(1) *Le Monde de la médecine* du 24 février 1982 a consacré un dossier complet à ce sujet.



INSTITUT MÉRIEUX

POUR RENFORCER NOTRE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, AXÉ SUR L'IMMUNOLOGIE, NOUS CHERCHONS POUR LYON :

un médecin, département dérivés sanguins — Réf. 290 LM

Ce médecin a pour mission de participer à la mise en place de la stratégie médicale et scientifique du département. En relation avec les différents services de l'Institut, il adapte cette stratégie aux différents pays, met en place la documentation et rédige les dossiers Produits. Il définit et réalise des essais *thérapeutiques.*

Ancien interne, 30 ans minimum, de formation médecine interne, réanimation ou immunologie, c'est avant tout un homme d'analyse et de communication. Il connaît l'anglais et si possible l'allemand. Il voyage en France et à l'étranger.

un médecin, département vaccins. — Réf. 291 LM

Responsable d'une ligne de vaccins, pour l'ensemble des zones géographiques, ce médecin travaille en particulier dans le cadre du Programme Élargi de Vaccination. Il assure le développement des pro*duits et la promotion du concept vaccinal auprès des décideurs de la santé de chaque pays.*

A 30 *ans, spécialisé en épidémiologie ou médecine tropicale il a, par exemple, exercé la médecine* dans les pays tropicaux. Il connaît l'anglais, éventuellement une autre langue et voyage 30 à 40 % de son temps.

Nous remercions les médecins intéressés par ces postes de bien vouloir adresser leur dossier de candidature à notre conseil, sous la référence correspondante.

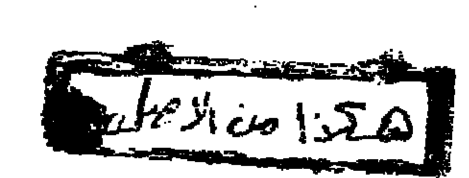
jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris



membre de syntec

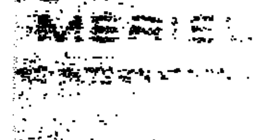
HAVAS CONTACT





هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »



MODE

L'imagination au pied

Complétant les thèmes de la mode de printemps longs ou courts, les chaussures retrouvent de la personnalité, des formes originales et des couleurs, tout en tenant compte des impératifs de la marche à pied. Cet effort d'imagination vient, peut-être, *de la multiplication des modèles* signés par les créateurs de prêt-à-porter dont les revues spécialisées passent les photos en gros *plans, créant ainsi une demande.*

Quatre types se partageront demain les vitrines des magasins : les spartiates à larges lanières de cuir brut se retrouvent à tous les niveaux de prix, surtout pour le plein été, avec les formes à semelles compensées, les socques, voire les cothurnes.

En attendant les vacances, encore des sandales de ville, traitées avec plus de légèreté en toiles rustiques et cuirs en tons sablés, à effets de boucles, de laçages ou de fermetures sur le talon.

Le noir et le blanc, vedette, du vêtement, demandent des accessoires coloriés, d'où de nombreux contrastes en deux, trois ou plusieurs couleurs, rappelant alors les peintures de Mondrian ou de Miro en ballerines, espadrilles, ou à la Kandisky, à bride asymétrique en chevreau multicolore et talon compensé rayé.

Les escarpins, plus sobres, ont un côté hollywoodien des années 30, bicolores, pointus, ornés de nœuds ou alors en chevreau blanc, à bout perforé et talon haut en vernis marine.

L'intérêt que se portent fabricants de chaussures et créateurs se reflète dans les nouvelles boutiques s'ouvrant cette semaine. Ainsi le groupe *Charles Jourdan,* lance-t-il la première boutique au nom de *Xavier Danaud* (filiale du groupe à prix intermédiaires) avec *Jean-Charles de Castelbajac, Angelo Tarlazzi, Michel Klein, Chantal Thomass* et *Dorothée Bis, dont les modèles* chocs de printemps seront en vitrine le 15 février, chaussés par la marque, 78, rue des Saint-Pères, *Paris 75006.*

NATH. MONT-SERVAN.

(Croq. d'Angelo TARLAZZI.)

ANGELO TARLAZZI : sandale à petit talon et bracelet de cheville en python naturel, réalisée à Milan par Guido Pasquali, 1180 F, 74, rue des Saint-Pères, 67, faubourg Saint-Honoré.

★ Renseignements recueillis notamment auprès d'André, Andréa Pfister, Bally, Bata, Charles Jourdan, Maud Frizon, Gucci, Tokio Kumagaï, Stéphane Kélian, Rossetti et Sidonie Larizzi.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 14 et mardi 15 février :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 26 janvier 1956 relatif au statut particulier des directeurs adjoints, des administrateurs et des attachés du Conseil économique et social ;

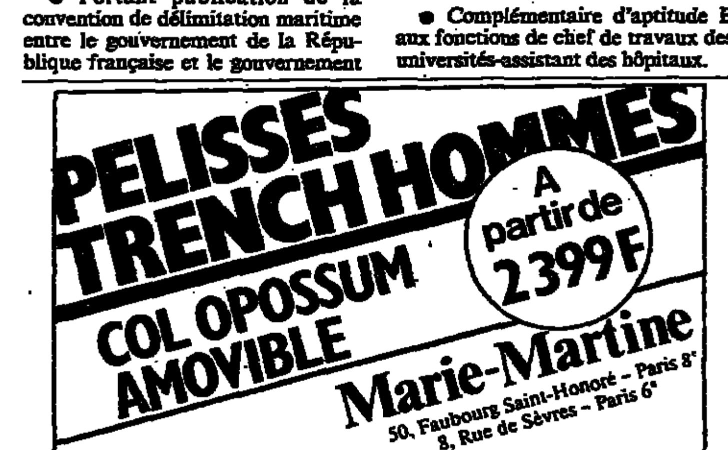
● Portant publication de la convention de délimitation maritime entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Australie, signée à Melbourne le 4 janvier 1982.

UN ARRÊTÉ

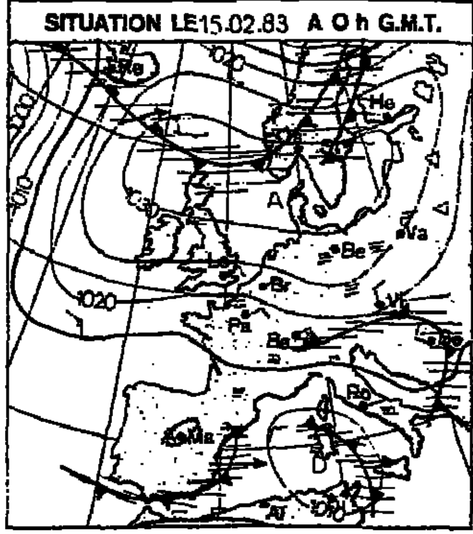
● Relatif aux contributions financières de l'État accordées aux *œuvres cinématographiques* d'une durée de projection inférieure à une heure.

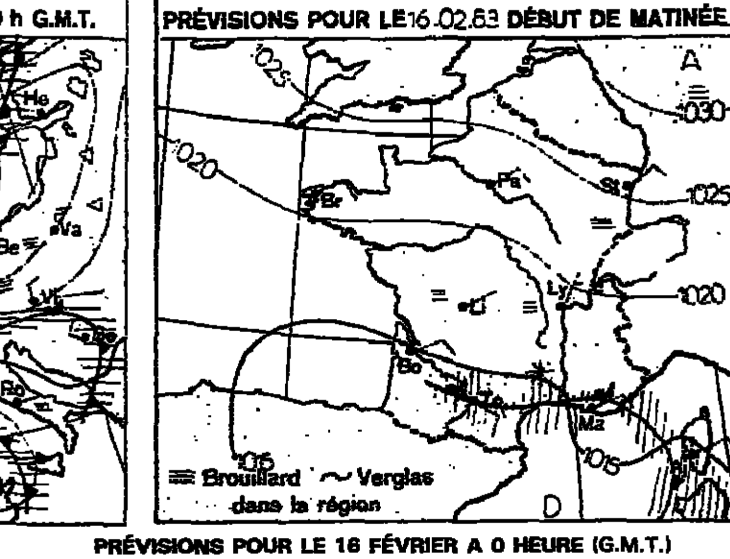
UNE LISTE

● Complémentaire d'aptitude B aux fonctions de chef de travaux des universités-assistant des hôpitaux.



MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 16 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)

Évolution probable du temps en France entre le mardi 15 février à 0 heure et le mercredi 16 février à minuit.

Entre les hautes pressions situées de l'Allemagne à la mer de Norvège et la zone dépressionnaire située de l'Espagne à l'Italie, un flux d'est à sud-est circule sur la France. Une perturbation occluse à faible activité concernera les régions proches de la Méditerranée.

Mercredi : au nord de la Loire, un temps gris, sec et froid prédominera, juste quelques éclaircies à espérer l'après-midi. Il fera 0 à – 5 degrés au lever du jour, 1 à 3 degrés l'après-midi, sauf en Bretagne (+ 6 degrés) et dans les régions du Nord-Est (0 à – 2 degrés). Du sud du Massif central aux Pyrénées orientales, dans le Languedoc, le *Roussillon*, la Provence et en Corse : temps très nuageux avec des averses sur le littoral, des ondées orageuses en Corse et quelques flocons de neige dans l'intérieur. Les chutes de neige seront plus marquées sur les Pyrénées et les contreforts sud et sud-est du Massif Central. Le matin, il fera 5 à 7 degrés près des côtes, 0 degré dans l'intérieur, et 9 à 10 degrés l'après-midi.

Partout ailleurs, le temps sera bruineux le matin avec des brouillards givrants nombreux en Aquitaine, en Bourgogne et dans les vallées du Massif central.

Les températures seront très basses au lever du jour : – 4 à – 8 degrés *et localement au-dessous de – 10 degrés.*

L'après-midi, ces brumes laisseront la place à un temps bien ensoleillé avec des températures de l'ordre de + 3 à *+ 4 degrés (+ 7 degrés près des côtes)*, à l'exception de l'Aquitaine et des Pyrénées occidentales où le ciel se couvrira et où il fera + 9 degrés l'après-midi.

Les vent d'est à sud-est seront modérés sur tout le pays.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 15 février à 7 heures, de 1 019,8 millibars, soit 764,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 février ; le second le minimum de la nuit du 13 au 14 février) :

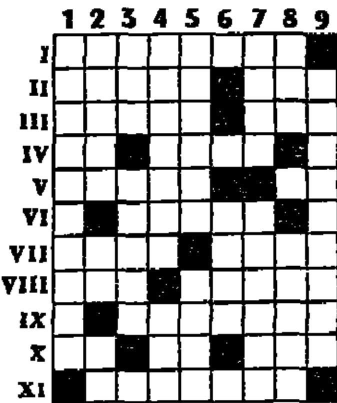
Ajaccio, 12 et 6 degrés ; Biarritz, 7 et – 2 ; *Bordeaux, 6 et –5 ; Bourges,* 4 et –2 ; Brest, 2 et – 1 ; Caen, 0 et –3 ; Cherbourg, 1 et – 1 ; Clermont-Ferrand, 3 et –9 ; Dijon, 2 et –3 ; Grenoble, 4 et –5 ; Lille, 0 et –5 ; Lyon, 4 et –5 ; Marseille-Marignane, 9 et 2 ; Nancy, – 2 et –2 ; Nantes, 3 et – 1 ; Nice-Côte d'Azur, 11 et 3 ; Paris-Le Bourget, 0 et – 1 ; Pau, 7 et –5 ; Perpignan, 7 et 2 ; *Rennes, 2 et –1 ; Strasbourg*, 0 et –1 ; Tours, 2 et –1 ; Toulouse, 5 et –1 ; Pointe-à-Pitre, 25 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 10 et 3 degrés ; Amsterdam, 0 et –3 ; Athènes, 15 et 6 ; Berlin, 0 et –4 ; Bonn, 2 et –6 ; Bruxelles, – 1 et –5 ; Le Caire, 24 et 17 ; îles Canaries, 20 et 11 ; Copenhague, 2 et –5 ; Dakar, 22 et 18 ; Djerba, 21 et 11 ; Genève, 3 et –3 ; Jérusalem, 12 et 6 ; Lisbonne, 9 et 3 ; Londres, 4 et 0 ; Luxembourg, –3 et –4 ; Madrid, 3 et –9 ; Moscou, –9 et –10 ; Nairobi, 28 et 17 ; New-York, 2 et –3 ; Palma-de-Majorque, 10 et 0 ; Rome, 15 et 4 ; Stockholm, 0 et –14 ; Tozeur, 21 et 4 ; Tunis, 17 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3386



HORIZONTALEMENT

I. Montagne de ruines. – II. Plus elle est sombre, plus elle éclaircit. Qualité asiatique parmi les huiles grasses. – III. Servante ou valet. Vulnérable aux pressions. – IV. Font partie des rites. Même salée, se présente après le dessert. – V. Qui se manifeste brutalement ou fait preuve de patience. Copulative. – VI. – Vase de Chine. – VII. Chef *écouté religieusement. Il est triste* de penser qu'on puisse le faire avec un rigolo. – VIII. « That is the question ». On peut l'être de *Centrale après un séjour brillant ou* à l'ombre. – IX. Avançait ventre à terre ou incurvait l'échine pour obtenir de l'avancement. – X. Participe *passé. Note. Base d'envol à Saint-*Cloud. – XI. Faire œuvre de chaire.

VERTICALEMENT

1. Un tel tuyau tombe malheureusement dans l'oreille d'un sourd. – 2. Argenté quand c'est d'or. Participe passé. Noble (épelé). – 3. Enflamme le briquet. Il est aussi populaire que la bobine qui le porte. – 4. Celle qu'on avance n'est pas obligatoirement avancée. Matérielle au violon et immatérielle chez celui qui en joue. – 5. Ne peut s'arrondir qu'avec des ronds. La base le trouve toujours trop bas. – 6. Fait le point dans la dépêche. – 7. Elle est vague ou tranchante. Chapitre ne relevant pas de l'église catholique. – 8. Etat latin sous Louis XIV. Entre marée et marais. – 9. Régime par lequel tout ce qui n'est pas agréable est de rigueur.

SOLUTION DU N° 3 385

Horizontalement

I. Menottes. – II. Ironie. – III. Nu. Cm. Cou. – IV. Odalisque. – V. Ri. Edifié. – VI. Ite. Eudes. – VII. Tire. – VIII. Aoûté. Ail. – IX. Incurable. – X. TV. Nuls. – XI. Epées. Set.

Verticalement

1. Minoritaire. – 2. Erudition. – 3. No. Eructe. – 4. Oncle. Etuve. – 5. Timide. Er. – 6. Te. Sium. An. – 7. *CQFD.* Abus. – 8. *Ouïe. Ille.* – 9. Huées. Lest.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 17 FÉVRIER

« L'Odéon et son histoire », 13 h 15, mairie du VIe, place Saint-Sulpice, M. Lépany.

« Des Halles à Beaubourg », 15 heures, église Saint-Eustache, Mme Allaz.

« Exposition : la rue de Lille et l'hôtel de Salm », 15 heures, 121, rue de Lille, Mme Duhesme.

« Le Printemps », 15 heures, Welcome Service nouveau magasin, Mme Hulot.

« *Le Sénat* », *14 h 30, 15*, rue de Vaugirard (Approche de l'art).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 20, métro Hôtel-de-Ville (Arts et curiosité de Paris).

« Portrait d'oiseaux », 15 heures, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne (L'art pour tous).

« L'Espagne au siècle d'or », 12 h 30, Louvre pavillon de Flore, Mme Caneri.

« La gare Saint-Lazare », 14 h 30, Monument aux morts, Mme Ragueneau.

« Mouffetard et ses secrets », 15 heures, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Bi-centenaire de l'hôtel de Salm », 15 heures, 2, rue de Bellechasse, Mme Ferrand.

« *Galeries et passages couverts* », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, M. Jaslet.

« Le Marais (nord) », 14 h 30, métro Pont-Marie (Lutèce visites).

« Jardins, cours de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, métro Saint-Germain (Paris pittoresque et insolite).

« La civilisation égyptienne », 15 heures, Louvre porte Champollion.

« Musée de la contrefaçon », 15 heures, 16, rue de la Faisanderie (Paris et son histoire).

« *Hôtels de l'île Saint-Louis* », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du Passé).

CONFÉRENCES

15 heures, 46, rue Barrault, J. Morrannier : « Unité des sciences et des *religions* » (*Université* populaire de Paris).

17 heures, Musée des arts décoratifs, J. Jacquart : « Quartiers et paroisses parisiens du dix-septième siècle » (Histoire et Société).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité : « Théâtre de Tchékhov ».

18 h 30, 25, rue Caumartin, I. Thireau : « Les traditions familiales dans le village avant 1949 en Chine » (Le Monde et son histoire).

20 h 30, 52, rue René-Boulanger, C. Kobzynski : « La poésie yiddish : un dialogue avec l'univers » (A.E.O.C.Y.)

RELIGION

A NOTRE-DAME DE PARIS

Le carême 83 sera prêché sur le thème de la réconciliation

Les conférences de carême, lequel s'ouvre le mercredi 16 février, seront prêchées à Notre-Dame, cette année, par un seul orateur : le Père Jean-Jacques Latour, directeur de *Présence et dialogue*, bulletin de l'Église en Île-de-France. Elles seront diffusées en direct par France-Culture le dimanche, à partir de 16 h 45, du 20 février au 27 mars.

Leur thème, « Vers la réconciliation », a été choisi dans la perspective de l'Année sainte extraordinaire, décidée par Jean-Paul II pour célébrer le 1950e anniversaire de la Rédemption.

Pour sa part, le Père André David, jésuite, a retenu le thème général « Pour ouvrir l'espérance ». Cette prédication sera diffusée sur TF 1, dans le cadre de l'émission « Le jour du Seigneur », lors de la messe de 11 heures : le 20 février, à Pierrefitte *(Seine-Saint-Denis)* ; le 27, à Gournay-en-Bray (Seine-Maritime) ; le 6 mars, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) ; le 13, à Boulogne (Hauts-de-Seine) ; le 20, à Notre-Dame de Bordeaux (Gironde) et, le 27, au Carmel Pie-XII de Frileuse (Essonne).

D'autre part, sur l'initiative du Père Michel Dubost, directeur de l'aumônerie de l'enseignement d'État, une méditation quotidienne de cinq minutes sera proposée au public sous forme de quatre cassettes (1). Et, comme chaque année depuis 1932, « la Passion » sera jouée à Ménilmontant (renseignements : Père André Yvinec, 28, rue Saint-Fargeau, 75020 Paris.) Enfin, le Comité catholique contre la faim et pour *le* développement (C.C.F.D.) rappelle que le carême est le temps fort d'une campagne centrée sur « Le défi de la solidarité » *(2)*.

Le carême protestant, diffusé tous les samedis sur France-Culture de 17 h 30 à 18 heures, du 19 février au 26 mars, sera consacré cette année au thème de « La foi : croire aujourd'hui ». Comme par le passé, six prédicateurs se relayeront : le pasteur *Philippe Soulier (Paris)* parlera de « Certitude et risque de la foi » ; le professeur Jean Ansaldi (Montpellier) de « Dieu comme père » ; le professeur Marc Lienhard (Strasbourg) de « Jésus-Christ seul ? » ; le pasteur Thomas Roberts du « Renouveau de l'esprit » ; le pasteur Daniel Atger (Paris) de « La foi en dialogue », et le pasteur Jacques Walter (Paris) de « L'engagement de la foi ». Quant au carême œcuménique, il sera prêché à Paris en l'église des Billettes, tous les mercredis du 16 février au 23 mars, à 19 heures.

Enfin, le carême orthodoxe, qui commence cette année le dimanche 20 mars, sera prêché par le Père Boris Bobrinskoy à la cathédrale Saint-Alexandre-Nevski, rue Daru, à Paris (8e). En prélude, le métropolite Meletios, président du Comité interépiscopal orthodoxe, concélébrera une liturgie solennelle entouré *de tous les évêques orthodoxes* de France, dimanche 13 mars à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Étienne, 7, rue Georges-Bizet, à *Paris (16e)*.

(1) Bayard Audiovisuel, 3, rue Bayard, 75343 Paris Cedex 08. La série de quatre cassettes : 270 F (franco de port).

(2) C.C.F.D., 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. C.C.P. 18249-74 Y Paris.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente au Palais de Justice de NANTERRE
le MERCREDI 23 FEVRIER 1983 à 14 h
UNE PROPRIETE A NANTERRE (92)
170-172, RUE ALFRED-DEQUEANT
compr. sur un terrain de 1 510 m² : un Bât. à us. de Bureaux et habitation – un Bât. à us. commerc. ou industriel – Cour
MISE A PRIX : 200 000 FRANCS
S'adr. Me PAQUET, avocat, 27, bd. Raspail, PARIS (7e) – 544-52-95

Vente sur folle enchère au Palais de justice d'EVRY (Essonne)
le MARDI 1er MARS 1983 à 14 heures
UN PAVILLON SITUE A BRUNOY (91)
Avenue AFFRE numéro 5
MISE A PRIX : 300 000 FRANCS
Renseignements : Mes TRUXILLO & AKOUN avocats associés
4, bd de l'Europe à EVRY (91) – Téléphone : 079-39-45

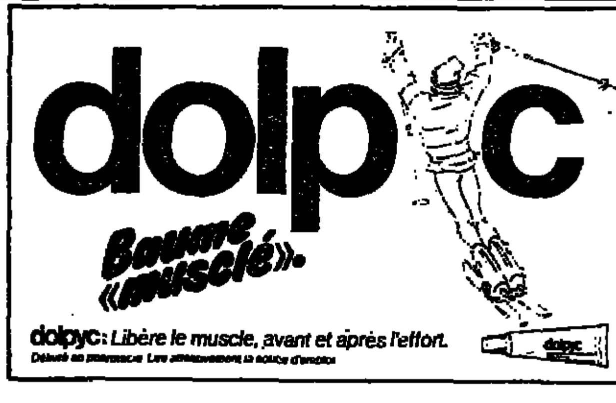
Vte s/sais. Pal. Just. Pontoise (95) le 24 février 1983, à 14 h
PAVILLON à JOUY LE MOUTIER (95)
40, rue des Gloriettes – 5 Pces Princip. – garage – cellier
M. à P. : 200.000 F Consign. pour ench. 25.000 F (chèque certifié Banque)
Rens. **Me BUISSON, avocat, tél. : 032-31-62**
29, rue Pierre-Butin à Pontoise (95)

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 24 FEVRIER 1983 à 14 heures – En un seul lot
UN APPARTEMENT DE 4 PIECES
principales avec cave, dans un immeuble sis
Avenue Junot, numéros 39 et 41 & 2, rue Juste-Métivier
à l'angle de ces deux voies
à PARIS (18e)
MISE A PRIX : 200.000 FRANCS
S'adresser pour renseignements à Me J.-C. BOUCTOT, Avocat à *Paris* (5e), 87, boulevard Saint-Michel, tél. : 634-11-42. Au Greffe du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

Vte s/sais. Immob., Pal. Justice CRETEIL
le JEUDI 3 MARS 1983, à 9 h 30
APPARTEMENT
VITRY-SUR-SEINE (94)
20 bis, voie ROSSINI
et voie VICTOR-MASSÉ
n° 10/12 : 3 Pièces, Cuisine au R. de Ch. av. PARKING et CAVE
M. A PX : 80000 F
S'adr Me Th. MAGLO Avocat PARIS (8e)
18, rue de Lisbonne – Tél. 387-18-90

Vente s. saisie immobil. au Palais de Justice d'Evry, rue des Mazières
MARDI 22 FEVRIER 1983, à 14 h
UN LOGEMENT
Jardin. 27, r. de la Ferronnerie, à GOMMONVILLIERS, commune
d'IGNY (Essonne)
MISE A PRIX : 60.000 F
Consig. préalable pour enchérir
S'adr. au Cab. de Mes TRUXILLO et AKOUN, avts ass. à Evry (91), 4, bd de l'Europe. Tél. 079-39-45.

Vente s/licitation Pal. Justice PARIS
le lundi 28 février 1983, à 14 h.
STUDIO PARIS 17e
5e étage, bât. A, lot 27
41, RUE DES DAMES
Mise à prix : 60.000 F
S'adr. SCP BODIN-LUCET-GENTY, avocats Paris, 15, pl. Madeleine.
Tél. : 742-33-10 et 265-37-48.
Me INBONA, avocat à Paris-6e,
3, rue Danton - Tél. : 325-55-12.





Le Monde

culture

MUSIQUE

« L'AMOUR DES TROIS ORANGES », à l'Opéra-Comique

Les miroirs affolés

Daniel Mesguich n'aime pas les livrets d'opéra. Il trouvait celui du *Grand Macabre* « *franchement mauvais, vieux et vulgaire* » ; celui de *l'Amour des trois oranges* serait « *simplet, médiocre avec son côté vaudeville début de siècle. (...) réseau de métaphores enfilées en un collier un peu vieillot* » ; et il préfère s'en remettre à son écoute de la musique.

Mais si, pour nous du moins, il a prodigieusement développé les significations symboliques du chef-d'œuvre de Ligeti, il s'est laissé prendre au piège par la musique de Prokofiev. *Celle-ci n'exprime jamais* autre chose que ce qu'elle est et d'autant plus ici où le compositeur a écrit lui-même son livret. Mesguich en donne une lumineuse démonstration *a contrario* : sa mise en scène est très belle, bien réglée et jouée, et ça ne fonctionne pas ; l'œuvre, d'un entrain irrésistible, comme l'avait encore prouvé Louis Erlo récemment à l'Opéra de Lyon, paraît, à l'Opéra-Comique, aussi *incapable* de nous faire rire que le prince hypocondriaque devant les facéties de Truffaldino.

Ce n'est pas faute d'avoir essayé de nous prendre « *dans un affolement de miroirs* », qui enferment la scène, et de merveilleuses façades d'un classicisme irréprochable (pourquoi ?) dans de beaux éclairages bleus, « magiques », de Mauro Pagano. « *Multiplicité des cadrages, miroirs emboîtés*, dit Mesguich, *mais toujours les mêmes questions de l'amour et de la mort : y en a-t-il d'autres ?* »

La passion du théâtre et de l'opéra l'honore, mais ici elle l'égare. Point d'autre souci pour Prokofiev, à la suite de Carlo Gozzi, que d'emprunter aux genres consacrés (tragédie, féerie, commedia dell'arte, drame lyrique, poétique ou fantastique) les armes propres à les ridiculiser, nullement à les transcender ; le *miracle du génie est que*, au lieu d'une farce d'atelier sèche et grinçante, il ait été capable ainsi d'écrire, contre toute espérance, un chef-d'œuvre ironique d'une gaieté aussi juvénile.

Malgré les jongleurs, clowns et gymnastes, la réalisation est hiératique, *ordonnée et géométrique* comme pour une tragédie classique ou *Lohengrin* ; Mesguich a écarté impitoyablement tous les détails grotesques, le rat, le seau d'eau, la louche de la sorcière, et même les trois oranges, remplacées par des boîtes en forme d'hôtels particuliers du Marais, rendant plus incompréhensible encore cette histoire sans queue ni tête.

Le malheureux prince ne cesse de rêver à une danseuse (et le roi serait bien avisé de lui en donner une, au *lieu de l'obliger à aller la chercher*, au péril de sa vie, dans un désert), « *mais ils sont dans un temps impossible : lui dans un temps qui n'existe pas, le temps du théâtre, et elle est dans un temps réel, spectatrice de 1983* ». Le musicien aurait été bien étonné, lui qui n'avait pas prévu ces collections de danseuses sortant du plancher et circulant à toutes les hauteurs au long du spectacle. Tel est le risque de s'enfoncer « *dans les multiples strates, signes, miroirs échangés, descendant au fond du puits sans fond du sens* » d'une œuvre qui n'a pas plus de sens que *Hellzapoppin*.

L'ennui est que, démentie par l'absence de *rythme scénique*, la musique elle-même paraît exsangue, malgré l'exécution assez soignée de l'Orchestre de l'Opéra, dirigé par *Lawrence Foster*, et *la distribution*, presque exclusivement française, n'a guère l'occasion de forcer son talent. Elle est cependant honorable : la voix pâle, un peu molle, de Robert *Dumé convient* certes à ce *prince* pâmé sans cesse dans sa quête de l'éternel féminin ; Marc Vento confère une sorte de prestige mystérieux au traître Léandre avec son timbre *sombre et prenant*, celui de Roger Soyer investissant d'une certaine majesté le bon magicien Tchelio ; Christine Barbaux prête à Ninette *une joie voix de divette*, et l'on continuerait ainsi une aimable litanie pour d'autres membres de l'équipe, Nucci Condo et Clamma Dale notamment, avec une citation *spéciale pour deux personnages plus* truculents, la cuisinière de Pali Marinov et surtout le Truffaldino de Rémy Corazza, bien plus drôle cependant à Lyon.

Les chœurs des « tragiques, comiques, *têtes vides et ridicules* », auxquels Mesguich a tenté de donner toute leur importance en les plaçant dans la salle (mais Prokofiev s'en *désintéresse assez vite*), paraissent un peu bruyants et guère compréhensibles dans une tâche ingrate.

Beaucoup de talent dépensé finalement pour un résultat décevant. Les miroirs affolés n'avaient rien à *refléter*.

JACQUES LONCHAMPT.

★ *Prochaines représentations* les 19, 21, 23 février, etc., jusqu'au 4 mars.

EXPOSITIONS

Des hymnes à la lumière

(Suite de la première page.)

Jusqu'à une date toute récente, on ne trouvait pas plus de Claude à Nancy *que de Cézanne à Aix* ou de *Daumier à Marseille*. Et encore la petite toile toute en finesse du *Pâtre jouant de la flûte*, qui vient d'entrer au musée de la capitale *lorraine*, *risque-t-elle de faire abusivement* considérer Claude comme le précurseur de Corot.

S'il y a ici une fidélité, elle est tout anglo-saxonne. Depuis trois siècles, les *amateurs* britanniques aiment Claude, recherchent Claude, célèbrent Claude (ce prénom glorieux est déjà typique : qui songerait à appeler Poussin Nicolas ?) *Le Paysage avec Psyché, que l'on n'aura pas* la chance de voir à Paris, — a fait rêver Keats sous le titre du *Palais enchanté.*

C'est dans les collections *anglaises que ces pastorales pleines* d'arbres glorieux à contre-jour, de marines baignant dans l'ambre, ont été admirées, vénérées, par Gainsborough, Reynolds et Turner. Depuis un *siècle, ces « trésors »* se déversent lentement vers les musées des Etats-Unis. L'exposition ne pouvait être organisée que là-bas, et il faut se réjouir qu'on l'ait transportée ici.

Car il s'agit d'un grand nombre d'œuvres : tableaux et dessins que le public n'aura pas l'occasion de voir deux fois. Des toiles comme *l'étrange et forte marine-paysage* d'*Elmira* (Etat de New-York), *dont on* ne sait si l'héroïne est Ariane ou Nausicaa, ou les paysages tardifs, un peu sourds de *Procession à Delphes* (Chicago), *Pastorale* (Fort-Worth) peuvent exercer la même fascination que le *Palais enchanté.* Combien les connaissaient ? Ou encore des tableaux de collections privées comme *la Fuite en Egypte, ou le Mercure et Battus*, œuvres tardives — aux personnages minuscules, noyés dans les frondaisons sombres, *presque aussi poignants que des* Rembrandt — mais plus silencieuses, et plus calmes.

Le classement des toiles auquel on est maintenant parvenu montre *un peintre plutôt lent qui se glisse* dans la spécialité du paysage « romain », issu d'Elsheimer, à la suite de quelques autres. Mais qui était-il ? Il est de ces peintres dont on ne sait presque rien et dont, au *fond, il importe peu qu'on sache* quelque chose.

L'Allemand Sandrart est tout fier d'avoir rencontré Claude sur le motif, dans la campagne romaine, où parfois Poussin se joignait à eux. Aucune *déclaration intéressante, pas de* « mots » d'auteur, et il n'est pas sûr du tout qu'on apprendrait beaucoup des fameuses conversations autour d'un verre de vin avec Poussin, via *del Babuino, si elles* avaient été enregistrées.

On connaît le succès de l'*artiste* au fait qu'il reçoit des commandes de grands personnages : le roi d'Espagne Philippe IV, le pape Urbain VIII, le *prince Onofrio Colonna*. Et aussi au fait que, vers la *trentaine, il conçoit* l'idée d'enregistrer lui-même le souvenir de chaque œuvre avec un petit dessin et quelques renseignements : *il tiendra pendant un demi-siècle ce Livre de Vérité* qui a donné naturellement à l'érudition une arme exceptionnelle. Deux savants de premier plan, Michaël Lirson et M. Roethlisberger, *l'ont, l'un publié* de façon exemplaire, l'autre exploité dans de remarquables catalogues. Celui du Grand Palais, rédigé par H. Diana Russel pour l'exposition de Washington, *tire le parti qu'il convient de la* superbe érudition « claudienne ».

Une fois de plus, on est frappé par l'importance de la formule si particulière des « pendants », c'est-à-dire des couples de tableaux, préoccupa*tion qui semble avoir été commune* au peintre et à ses commanditaires. Qu'il l'ait suggéré lui-même ou qu'on le lui ait imposé, ou que la solution *originale soit en quelque sorte venue d'elle-même*, on voit jouer *constamment* le vis-à-vis, crépuscule/matin, marine/paysage pastoral, lumière d'or/tons argentés... avec une éton*nante efficacité.*

Le contraste est fort bien illustré par deux des tableaux verticaux du roi d'Espagne : *Moïse*, sauvé au petit matin, *Ostie*, où, dans l'or du soir jouant sur les flots, s'embarque une *sainte femme* (Prado). *S'agit-il de la* « légende dorée », le couchant enveloppe *Sainte-Ursule* (le tableau est resté à Londres), l'air frais d'une *aube un peu acide Saint Georges* (Hartford). Ces deux temps *parlent* à l'imagination : les deux moments du jour colorent à merveille les arrivées et les départs des héros, que l'on tire *de l'Énéide ou du Tasse, comme* l'équivalent pictural de *l'Aria* lyrique. Fécondes conventions que ces hymnes du matin et ces chants du *soir.*

Le paysage et la fable

Pourquoi notre satisfaction n'est-elle pas complète ? La dilatation des catalogues procède parfois d'un *malentendu*. Celui-ci nous paraît trop volontiers déverser dans les notices avec les meilleures intentions du monde le contenu souvent artificiel et livresque des dissertations universi*taires où l'« iconologie » prend* inutilement le dessus.

L'analyse des compositions et des relations subtiles qu'y entretiennent les choses sous la lumière est sacrifiée à la quête des sources « savantes » ; s'il apparaît un cerf, il faut citer Bède le Vénérable qui a vu dans *l'animal bramant un symbole du* Christ. Certes, il n'est plus possible de parler de Claude illettré et tout d'instinct ; il fallait un discours élevé *pour motiver ces scènes*, et tout le monde aperçoit sans peine la prédilection de Claude pour les arrivées à l'aube et les départs le soir. Il y a aussi une leçon « morale » de l'Opéra.

Dans le climat *romain où ces* tableaux sont nés, le paysage est en quelque manière plus riche que la fable, et il n'y a pas lieu, nous *semble-t-il, de s'éloigner beaucoup* de l'interprétation d'Antony Blunt, selon que le contenu de chaque œuvre n'est pas épuisé par le thème. Les petits personnages n'ont pas *toujours été peints par Claude* ; *leur* silhouette naïve ajoute d'ailleurs au charme. C'est la *Stimmung*, l'atmosphère incroyablement délicate et *prenante qui appelle un sujet* ; non l'inverse. *A situer du côté de Chateaubriand*, en somme.

L'exposition offre enfin cet apport remarquable qu'est l'ensemble des eaux-fortes avec des groupements *excellents pour saisir la pensée* intime de Claude. Camarade de Callot, Claude ne lui doit pas son métier de hachures et de granulations qui ramasse et *relie* fortement les petites scènes *rustiques*, les *naufrages*, les architectures en un espace à la fois comprimé et lumineux. Tout au *contraire*, c'est la première touche, la *forme à vif*, l'*abrégé triomphal qui* dominent dans les dessins, nombreux, éloquents, bien choisis ; lavis aux nappes sûres alliant jusqu'à des *effets d'ombre chinoises, vapeurs* des lointains, *déroulements* des feuillages devenant un peu plus épais et compliqués. Sur le tard, leur fougue échappe à *la loi* et au scintillement bien ordonné des tableaux. *Bref, un* régal pour l'amateur, avec le risque qu'on lui sacrifie la tendre élocution des peintures.

ANDRÉ CHASTEL.

★ Claude Gellée dit le Lorrain (1600-1682). Cinquante-deux tableaux, soixante-quatre dessins, cinquante eaux-fortes. Catalogue par H. Diana Russell, Galeries nationales du Grand Palais *(jusqu'au 16 mai)*. L'exposition a déjà été présentée à la National Gallery de Washington.

DANSE

« THALASSA : MARE NOSTRUM » AU PALAIS DES SPORTS

Béjart et sa machine

Le second programme présenté par le Ballet du XX[e] siècle au *Palais des sports* a été bien accueilli sans plus. *Thalassa : Mare nostrum* n'est pas une œuvre majeure mais plutôt un grand divertissement dansé assorti *d'un discours sur l'unité culturelle* du monde méditerranéen. Maurice Béjart, accaparé peut être par la mise en scène de *Salomé*, a été au plus pressé. Il a conçu *Mare nostrum* sous la forme d'un collage utilisant des morceaux de bravoure de ballets antérieurs inspirés de l'Orient et complétés d'une suite grecque sur des musiques banalement typées de Théodorakis.

Il a lancé sur le vaste plateau ses légions de séraphins ivres de rythme, s'envolant comme des papillons dans leurs larges pantalons et enserrant dans leur cercle magique Michel Gascard, *archange lumineux*, danseur d'une belle intériorité qui éclate aujourd'hui au sein de la compagnie.

Il a ciselé de main de maître un pas de deux fluide et aérien pour *Martine Destournay* et Ivan Michaud, une épure acrobatique pour Patrick Touron et Shonah Mirk et une petite variation de pantin triste pour la fragile Rita Poelwoorde. Ces éclats de diamant sont jetés en vrac dans une chorégraphie mal ficelée avec des mouvements gymniques, des gestes stéréotypés façon sirtakis qui évoquent un dépliant touristique. Les filles du corps de ballet s'y *déploient comme des veuves noires* ou des repoussoirs.

En sortant les spectateurs s'interrogeaient, discutaient. Certains regrettaient l'absence de Jorge Donn et du *Boléro*. Curieux public qui ne *voit* la danse, *n'aime la danse qu'*à travers Béjart, un public qui a vieilli et se révèle bien plus âgé que celui de Cunningham. Public fidèle mais déconcertant qui n'a pas voulu reconnaître les beautés que recélait *Le concerto en ré* de Stravinsky (premier programme) ce clin d'œil magistral à Balanchine.

On a l'impression que Maurice Béjart, poussé inexorablement à produire pour la *lourde machine qu'*est le Ballet du XX[e] siècle, ne prend plus le temps de s'arrêter, de se mettre à l'écoute de la vie contemporaine. Peut-être est-il tout simplement devenu classique.

MARCELLE MICHEL.

★ *20 h 30* Palais des sports jusqu'au 20 février.

CINÉMA

AUX RENCONTRES DE SAINT-ETIENNE

La réserve perdue la mémoire retrouvée

L'intérêt, la disponibilité de la population de la ville à l'égard des Rencontres cinématographiques de *Saint-Etienne sont frappants. La manifestation* dure un mois (du 15 janvier au 15 février, cette année). La ville continue de vivre à son rythme *habituel mais elle intègre à sa vie* quotidienne ces films, de pays divers, qu'on lui propose *en plus* et dont certains ne seraient pas distribués dans les *circuits habituels*. Il y a beaucoup de salles de cinéma à Saint-Etienne. Les programmes des Rencontres y trouvent des lieux d'accueil et le pu*blic n'a cessé d'augmenter* depuis 1979, la première année d'essai, au point que des recettes sont réalisées sur les entrées (*le Monde* du 11 janvier 1983). Et *si ce public comprend*, forcément, une part de cinéphiles achamés, il est essentiellement populaire.

Cette réussite d'animation culturelle, *en province*, est due au soutien de la municipalité (M. Joseph Sanguedolce, maire de la ville, est président du conseil d'administration) *et à l'activité d'une petite équipe groupée* autour de Nella Banfi-Broussou, déléguée générale (avec Alain Renaud pour la coordination d'ensemble). *Cette « déléguée »* voyage beaucoup, parcourt les festivals, repère les films, lie connaissance avec les réalisateurs et — Alain Renaud étant, *lui, le spécialiste du cinéma canadien* — se charge de la plupart des sélections.

Animateur, à Paris, du Studio 43, Dominique Païni proposait cette année un ensemble : *Cinéma français, en quête de modernités*, destiné à faire apparaître certains caractères propres à une « écriture française », *à travers des cinéastes aussi différents* que Jean Renoir, Sacha Guitry, Pierre Chenal, Albert Valentin, Marcel L'Herbier, Jacques Becker, Jean-*Luc Godard, Eric Rohmer et quelques* autres. On pourrait en discuter, mais il est certain que la redécouverte d'un film très rare, *Dans les rues*, réalisé, en France, en 1933, par Victor Trivas, Russe émigré, passé par l'Allemagne d'où le chassa le nazisme, remet en question les origines du « réalisme poétique ».

Jean-Pierre Aumont tenait là un de ses premiers rôles (un jeune homme sans travail devenu mauvais garçon) et sa présence à Saint-Étienne *a permis d'élucider quelques* points de détails sur ce film, dont il disait lui-même, en arrivant, n'avoir gardé aucun souvenir. Or Jean-Pierre Aumont, face au public, a retrouvé sa *mémoire et, comme il était aussi* l'un des interprètes de *la Nuit américaine* de François Truffaut, programmé juste après *Dans les rues*, on a vécu *une soirée particulièrement* exaltante. Truffaut, auquel on rendait hommage, était venu présenter quelques-uns de ses films — *(choisis par lui) et une « carte blanche » où il* avait réuni, selon ses goûts, *les Enfants terribles* de Jean-Pierre Melville, (d'après Cocteau), *Johnny Guitare* de Nicolas Ray, *la Splendeur des Amberson* d'Orson Welles, *To be or not to be* d'Ernst Lubitsch et *Toni* de Jean Renoir.

Le colloque des festivals

Truffaut, malgré sa notoriété, est quelqu'un de timide, volontiers sur le qui-vive dans les réunions publiques. *Mais comment résister à* cette ambiance amicale de salles attentives (et pleines malgré le mauvais temps, la neige) ? On a vu fondre la réserve de François Truffaut, on l'a entendu *parler cinéma* (le sien et celui des autres) avec cette intelligence, cette passion et cet humour qui vont toujours au plus juste et au plus important.

Les *grandes sélections gracques* et canadiennes ont, par ailleurs, marqué ces cinquièmes Rencontres (le gros catalogue publié pour la circons*tance contient une impressionnante* documentation) ainsi que les États généraux des festivals, rencontres et autres fêtes du cinéma des 29 et 30 janvier. *La prolifération des festivals et manifestations* cinématographiques à travers la France (il y en a maintenant tous les mois, sinon toutes les semaines) nécessite un examen de la *définition d'un certain nombre* de critères. A quoi ce sont employées trois commissions groupant les représentants des différentes professions du cinéma.

Ce colloque n'avait pas pour but de prendre parti sur l'utilité ou la qualité de telle ou telle manifestation mais de clarifier et de coordonner leurs fonctions et obligations respectives. *Le travail en commun* a permis d'élaborer un certain nombre de données qui seront soumises à M. Jack Lang, ministre de la culture. C'est la première fois qu'une telle initiative *est prise en France pour établir des* structures solides et une décentralisation tenant compte de la diversité des situations locales (et budgétaires) dans l'animation cinématographique.

JACQUES SICLIER.

THÉATRE

« KREHLER », à la Bastille, par Robert Gironès

Le secrétaire envolé

Le jour où sa fille se marie, le secrétaire Krehler démissionne. Il en a assez du bureau, du patron, du tramway-boulot-dodo. Il ne peut plus supporter la monotone inutilité de son travail. *Du coup, il n'a plus droit à la retraite, et le confort de sa* famille est menacé, ce dont il se moque. Il résiste aux injonctions, persiste, s'envole à la conquête de ses rêves. On dirait du Ionesco première manière, mais la pièce date du début du siècle. Elle est d'un auteur expressionniste allemand, Georges Kaiser, adaptée par Henri Christophe et mise en scène par Robert Gironès au Théâtre de la Bastille.

L'intrigue ne pétille pas d'originalité. Elle est plutôt la base d'un possible démarrage, soit vers les tortueux méandres de la critique sociale, soit vers la poésie candide des espaces utopiques. Robert Gironès écarte *le côté social, ou plutôt* le côté réaliste. Il déplace l'histoire dans un décor blanc, limité au jardin par un mur arrondi, à la cour par une suite d'arcades en perspective de fuite, et qui abritent des couloirs *en biais dont on ne voit que* l'amorce.

Le décor redresse les obliques de l'expressionnisme. Les effets de distorsion *viennent* du jeu des acteurs. Ils *se* déchaînent dans la gesticulation saccadée des burlesques du cinéma muet, telle qu'on l'a enseignée à l'école de Strasbourg, et qui a fait les beaux soirs du théâtre critique — y compris celui de Robert Gironès — dans les années 60-70, époque où cette classe col-blanc que dépeint Kaiser était en expansion, rêvait de *résidences secondaires*, consommation, *luxe clinquant*.

D'où, peut-être, le style daté. De toute façon, Robert Gironès aime bien l'autocitation, ce n'est pas un *reproche. Les comédiens, en particulier* Guy Naigeon (Krehler) et Gérard Chaillou (le gendre), savent à merveille décomposer les mouvements, les exagérer, les casser, accompagner *les paroles de gestes à contre-sens, en rupture*. Après *un* premier temps où les criailleries et les allées et venues arbitraires rendent la situation incompréhensible l'affaire part bien. Les affrontements entre Krehler et sa femme se *font* sur un *ton* véhément, sans trop tirer vers la caricature. *Le spectacle* frôle l'émotion, la violence, et pirouette, se replie sur l'humour pincé. Il est très beau, vraiment. Pourtant, on aurait envie que se brise, ne *serait-ce qu'une fois*, cette belle surface *plane* derrière laquelle *cascadent* les élégantes marionnettes. On aurait envie qu'elles redeviennent, juste pour un moment, humaines, moins lointaines. La scène des année 80 a peut-être besoin de concret.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de la Bastille, 21 heures.

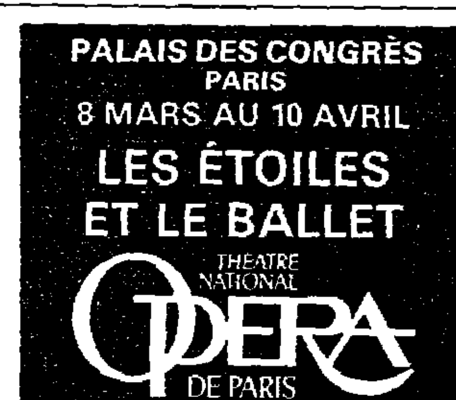
PETITES NOUVELLES

■ Une semaine roumaine, composée de sept films inédits, est présentée à la Maison des cultures du monde du 16 au *22 février. Chaque film est projeté trois* fois, à 14 h 30, 16 h 30 et 21 heures, en semaine ; quatre séances sont prévues le week-end.

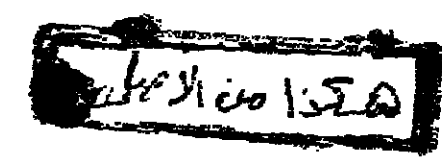
■ Organisées par Perspectives du cinéma, deux semaines consacrées au cinéma français *vont avoir lieu* à New-York : la première, du 17 au 27 février, au Musée d'art moderne, l'autre, du 7 au 12 avril, à l'Alliance française. Elles seront *également présentées au* Canada, du 4 au 10 mars à Ottawa et du 8 au 15 mars à Toronto. Parmi les films retenus, des œuvres de Jacques Demy, Pierre Rissient, Pierre Granier-Deferre, Caroline Roboh, Alain Jessua, etc.

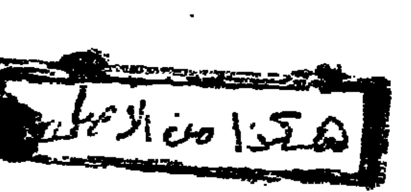
■ L'organiste de jazz Rhoda Scott jouera le 16 février, à 20 h 30, sur l'orgue Christie de l'ancien cinéma *Gaumont-Palace, aujourd'hui installé* au pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne. La première partie de ce concert sera assurée par Simone Bernard, *ancienne titulaire des orgues du* Gaumont-Palace, et par Gaston Litaize, compositeur, professeur d'orgue au Conservatoire de Saint-Maur et *titulaire des orgues de* Saint-François-Xavier. Location au centre culturel André-Malraux, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. : 872-63-69.

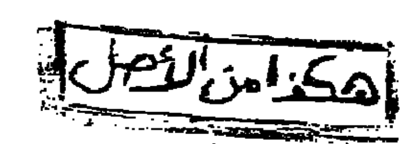
CHAILLOT
Grand Théâtre 727 81 15
hamlet
Prolongation jusqu'au 6 mars

PALAIS DES CONGRÈS
PARIS
8 MARS AU 10 AVRIL
LES ÉTOILES
ET LE BALLET


LA BELLE
AU BOIS DORMANT
SOIRÉES : 20H30 SAUF DIMANCHE ET LUNDI
MATINÉES : 14H15 LE 13 MARS, 16H LES 27 MARS, 3 ET 10 AVRIL
LOCATION A LA SALLE, PAR CORRESPONDANCE, PAR TÉLÉPHONE AU 758.13.03 - FNAC ET AGENCES
CO-PRODUCTION OPÉRA - A.L.A.P. - LUMBROSO







LA BELLE CAPTIVE

UN FILM D'ALAIN ROBBE-GRILLET

DANIEL MESGUICH, CYRIELLE CLAIRE, DANIEL EMILFORK, GABRIELLE LAZURE (DANS LE RÔLE DE MARIE-ANGE) ET FRANÇOIS CHAUMETTE



Cyrielle Claire dans le rôle de Sara.



Daniel Mesguich et Daniel Emilfork.



Gabrielle Lazure dans le rôle de Marie-Ange.



Daniel Mesguich et Cyrielle Claire.



Daniel Mesguich et Gabrielle Lazure.



Daniel Mesguich dans le rôle de Walter.

● Ce qui est frappant dans cette histoire, c'est son effrayante logique.

En dépit des réveils successifs de Walter, qui font qu'on se trouve toujours dans un rêve à l'intérieur d'un rêve, en dépit de la ruine progressive qui gagne ces lieux maudits, l'enchaînement des scènes est conduit par une étonnante nécessité formelle, dont le degré de persuasion dépasse tout ce qu'avaient atteint jusqu'ici les films de Robbe-Grillet : on se sent pris dans un engrenage, entraîné inéluctablement vers l'abîme par l'angoissante logique déréglée du réel...

Pub G. Cravenne

Le film d'Alain Robbe-Grillet sort demain aux cinémas : UGC Biarritz · Cluny-Écoles · 7 Parnassiens · Ciné-Beaubourg-Les Halles · UGC Boulevards · 14 Juillet-Beaugrenelle.

Ce soir en avant-première publique, séance à 22 h 30 à l'**U.G.C. BIARRITZ**

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

INSTITUT NÉERLANDAIS 121, rue de Lille Mercredi 16 février (p. a. Valmalète) Kiesgen	Bernard KRUYSEN Baryton Gérard VAN BLERK piano FAURÉ, DEBUSSY SCHUBERT, POULENC MOUSSORGSKI
SALLE GAVEAU Samedi 19 février à 17 heures (p. a. WERNER)	Amis musique de chambre Progr. Musi France Culture Quatuor SIBELIUS MOZART, CHOSTAKOVITCH SIBELIUS
THÉATRE de PARIS Samedi 18 heures « Sous les lustres » le 19 février Rens. 280-09-30 (p.a. Mondial Musique)	Lauréats de la Fondation MENUHIN L. CABEL, harpe M. BEAUCOUDRAY, flûte DAMASE - SPOHR PARISH ALVARS
Eglise des BILLETTES Dimanche 20 février à 17 heures p.a. Kiesgen	Renaud FONTANAROSA Jean-Sébastien BACH « Suites pour violoncelle » nº 1 - nº 5 - nº 6
INSTITUT NÉERLANDAIS lundi 21 février à 12 h 30 p.a. Valmalète	NEDERLANDS HARPTRIO Ank Mulder Flûte Frank van Koten Hautbois Nine Kwint Harpe DOPPLER, ROSSINI SALZEDO, FELDERHOF TAKEMITSU, IBERT
Salle PLEYEL Lundi 21 février à 20 h 30 (p.a. Valmalète)	NARCISO YEPES GUILIANI, CONGE SATIE, TARREGA, GINASTERA...
T.M.P. CHATELET Lundi 21 février à 20 h 30 (p.a. Valmalète)	ACADEMY of St-MARTIN IN THE FIELDS Dir. : Iona BROWN HAENDEL, GRIEG VIVALDI, TCHAIKOWSKY
ESPACE P. CARDIN Lundi 21 février à 20 h 30 Rens. 266-17-30 (p.a. Mondial Musique)	Musique à l'espace Edda MOSER, soprano avec Dalton BALDWIN Quatuor VIA NOVA Magda TAGLIAFERRO FAURÉ - SCHUMANN
THÉATRE des CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 21 février à 20 h 30 (p.a. Dandelot)	Au profit de la Fondation européenne des sciences, des arts et de la culture Unique récital Nathan MILSTEIN avec Georges PLUDERMACHER [illegible]
SALLE GAVEAU Mercredi 23 Vendredi 25 février à 20 h 30 (p.a. Valmalète)	DEUX CONCERTS BEETHOVEN Peter DAUELSBERG Violoncelle Ingrid HAEBLER Piano
THÉATRE des CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 24 février à 20 h 30 (p.a. Werner)	Sous le patronage du maire de Paris au profit de HELP LIBAN Récital du pianiste WALID AKL SCHUBERT - RACHMANINOFF BEETHOVEN : 3ᵉ symphonie transcrite par Liszt
Salle PLEYEL Vendredi 25 février à 20 h 30 p.a. Valmalète Musica Glotz Loc. salle 563-88-73	ORCH. COLONNE WAGNER Wesendonck Lieder Le Crépuscule des dieux Sol. : DUNJA VEJZOVIC Dir. : Lovro VON MATACIC
Salle PLEYEL Dimanche 27 février à 17 h 45 (p.a. Valmalète)	CONCERTS LAMOUREUX Sol. Ivry GITLIS Dir. : Jean-Claude BERNEDE PAGANINI, BERLIOZ
Salle COROT lundi 28 février à 20 h 30 (p.a. Kiesgen)	La pianiste FLORENCE DELAAGE MOZART, LISZT WAGNER-LISZT, CHOPIN
ESPACE P.-CARDIN Lundi 7 Mars à 20 h 30 Rens. 266-17-30 (p.a. Mondial Musique)	Musique à l'Espace « Année F. POULENC » Gabr. TACCHINO, piano J.-Ch. BENOIT, baryton Alain MARION, flûte

CONCERTS Radio France

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Mercredi 16 février 20 h 30	Quatuor BERNEDE J.-P. DUPUY, piano F. BARRIÈRE - J.-C. RISSET M. PHILIPPOT - Ch. CHAYNES

RÉCITAL EXCEPTIONNEL

THÉATRE DES CHAMPS ÉLYSÉES Jeudi 17 février 20 h 30	Alicia de LARROCHA piano GRANADOS - FALLA - CHOPIN

MUSIQUES SACRÉES

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS Vendredi 18 février 20 h 30	MOZART - BACH F. Lott, B. Finnila H. Schaer, K. Markus T. Raffalli, N. Tuller Chœurs de Radio France NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE Dir. : Mario VENZAGO

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 21 février 20 h 30	Patrice FONTANAROSA, violon Yuri BOUKOFF, piano BEETHOVEN - RAVEL PROKOFIEV

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 23 février 20 h 30	Dir. : Sylvain CAMBRELING Philippe ENTREMONT, piano CHERUBINI - BARTOK SCHUBERT

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 26 février 17 heures	dir. : Emmanuel KRIVINE Pierre AMOYAL, violon RAVEL - LALO - FRANCK

CYCLE ACOUSMATIQUE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 28 février	18 h 30 : Marc TEXIER Ivo MALEC 20 h 30 : Alejandro VIANO Michel CHION

Loc. RADIO FRANCE, salles et agences



SALLE PLEYEL - 20h30

Mercredi 16, jeudi 17, vendredi 18 février
KRZYSZTOF PENDERECKI
MSTISLAV ROSTROPOVITCH
PENDERECKI - SIBELIUS

Mercredi 23, jeudi 24 février
CHARLES DUTOIT
ELISABETH LEONSKAJA
DUTILLEUX - LISZT
STRAVINSKY (Petrouchka)

Mercredi 2, jeudi 3, vendredi 4 mars
DANIEL BARENBOÏM
RADU LUPU
BEETHOVEN (2, 3, 4 mars) (Coriolan, ouverture - Concerto piano nº 3)
REIMANN - STRAUSS (2, 3)
BRAHMS (4) (Symphonie nº 2)

LOCATION
SALLE PLEYEL OU 563.07.96

PIANO★★★★
SALLE PLEYEL
Samedi 26 février à 20 h 30
B.B.C.
SYMPHONY ORCHESTRA
direction
SINOPOLI
soliste
POLLINI
MANZONI-MAHLER
LOC. 563-88-73

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ARGENT MON BEL AMOUR — Danou (261-69-14), 21 h.
PALERME OU JERUSALEM — Chaillot, Grand Foyer (727-81-15), 18 h 30.
SNUFF LE SILENCIEUX — TEP (797-96-06), 20 h 30.
CONTRETEMPS — American Center (341-42-20), 21 h.
LE MARCHAND D'ANCHOIS — Cité internationale, Resserre (589-38-69), 20 h 30.
MORT ACCIDENTELLE D'UN ANARCHISTE - La Bruyère (874-76-99), 21 h.
GILLES X, MARÉCHAL DE RAIS — Grand Hall Montorgueil (296-04-06), 20 h 30.
CHRISTINE ET ACHÈRES — Salle Gabriel Léonard (911-01-20), 20 h 30.
NOCE — Aubervilliers, Théâtre de la Commune (833-16-16), 20 h 30.
GRANIT — Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 20 h : la Chauve-Souris ; concert : Musique de chambre.
CHAILLOT (727-81-15) Grand Théâtre, 20 h : Hamlet. — Concert, à 20 h 30 : Quintette Nielsen.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Jocaste.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : les Bas-Fonds ; à 18 h 30 : Deller consort.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 22 h 30 : Rose ou les Épines de la passion.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : L'amour tue.
ATHÉNÉE (742-67-27), II — 19 h : Ida.
BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : Elen ; 21 h : Krehler.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine, les sardines.
CARTOUCHERIE, Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : le Roi des Aulnes.
CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 30 h : Superdupont ze show.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : la Mort d'Elsa.
CITE INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : l'Etranger dans la maison.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Comédie passion.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
COMEDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : la Nuit des alligators.
DEUX-PORTES (361-49-92), 20 h 30 : les Fourmidiables.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : la Dernière Nuit de l'été.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : 1981.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : Valardy 83 ; 22 h : Kadoch.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes ; II. 20 h 30 : S. Joly.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 15 février

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 30 h : la Chienne dactylographe.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : A Separate Peace — After Magritte.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LIERRE-THEATRE (586-55-83), 20 h 30 : l'Opéra nomade.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II. 18 h 15 : Eden cinéma ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : l'Avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Un grand avocat.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse 21 h : Trois fois rien.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PENICHE-THEATRE (245-18-20), 21 h : Rêves d'écluse.
POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Portraits d'amis ; 20 h 30 : Yes, peut-être ; 22 h : Voyageur vers les ombres vertes.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Pas de fantaisie dans l'orangeade.
THEATRE DE L'EPICERIE (272-23-41), 18 h 30 et 20 h : Guide des convenances 1919.
THÉATRE DU LYS (327-88-61), 20 h 30 h : l'Antichambre.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Fragments.
THEATRE 14 (545-49-77), 21 h : Une minute encore.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Petite salle 20 h 30 : l'Ambassade.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le Mal court ; 22 h 30 : Donnez-moi signe de vie.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : Point H.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h, 23 h 45 : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Sur une île flottante.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. — II : 20 h 15 : Philippe Ogouz tout a changé ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h 15 : M. Lagueyrie : Rouleur ; 22 h : Tragédie au radar.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : la Musica ; 21 h 15 : Étoiles rouges.
LA GAGEURE (367-62-45), 22 h : la Garçonne.
LES LUCIOLES (526-51-64), 20 h 30 : S. Deschaumes.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : X. Lacouture ; 22 h 30 : Douby.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
RESTO SHOW (508-00-81), 20 h 30 : Le chemin des dames.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Autant en emporte le banc.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Le monde est petit, les Pygmées aussi ; 22 h : Albert.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; la Timbale.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : Le joueur de saxo ; 20 h 30 : Santons français ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la Courte-Paye.
THÉATRE DES DEUX ANES (606-10-26), 21 h : A vos Ronds... Fisc.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : B. Haller.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Faustino.
L'ÉCUME (542-71-16), 22 h : M. Valence.
ESPACE CARDIN (266-17-30), 20 h 30 : P. Barouh.
FORUM (297-53-47), 21 h : E. Wiener.
LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 30 : J. Humenry, J. Ada.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : M. Jonasz.
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), 21 h : M. Sardou.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Dimitri.
THÉATRE DE PARIS (280-00-30), 18 h 30 : Talila.
THÉATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53) 20 h 30 : A. Cordy.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, Josefina.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : J. Gandi.
CISP TH. DE PARIS (343-19-01), 20 h 45 : Groupe chorégraphique de la Sorbonne.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Ballet du XXᵉ siècle.
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : Ballet-Théâtre français de Nancy.

Les concerts

MARDI 15

LUCERNAIRE, 19 h 45 : Quatuor Gabriel Pierné, J.-C. Fohrenbach ; 21 h : N. Maison, C. Lupovici (Mozart, Schubert).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-F. Paillard (Telemann).
RANELAGH, 18 h 30 : Ensemble de l'itinéraire, dir. M. Decoust (Schoenberg).
EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRES, 21 h : La Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. J.-Cl. Malgoire (Monteverdi).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : A. Brendel (Beethoven).
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 12 h 30 : J. Knight, H. Burley (Chostakovitch, Stravinski, Hindemith).
EGLISE SAINT-PIERRE DE MONTMARTRE, 21 h : Petits chanteurs de l'abbaye de Montmartre ; Maîtrise de Saint-Martin de Blanquefort ; Orchestre de chambre Ad Artem de Paris, dir. D. Fanal (Pergolèse, Fauré).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : G. Collier's London Allstars.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Agbavia.
DEPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30 : E. Voilaune ; 22 h 30 : M. Day ; 23 h 30 : M. Ancomina.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : D. Malherbe, J.-P. Rykiel.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : les Haricots Rouges.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : F. Bourrec, B. Richard, Ph. Drouillard, L. Cokelaere, L. Romah.
SUNSET (261-46-60), 23 h : Panam fusion.

En région parisienne

ANTONY, Th. F.-Gémier (666-02-74), 20 h 30 : L'Opéra de Smyrne.
AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16) I : 20 h 30 : Diderot à Petersbourg.
AULNAY, M.C. (831-11-45), 20 h 30 : les Ames mortes.
BEZONS, C.A.C. P.-Eluard (226-11-73), 21 h : Lolita danse.
CACHAN, C.C.C. (665-66-12), 20 h 45 : Henri IV.
CHATILLON, C.C.C. (657-22-11), 21 h : Marat-Sade.
CLAMART, C.C. J. Arp. (645-11-87), 20 h 30 : Chants et danses de Géorgie.
CRÉTEIL, Maison des Arts A.-Malraux (899-94-50), 20 h 30 : les Trois Mousquetaires.
FRANCONVILLE-LA GARENNE, Club H. Langlois, 21 h : Y. Dautin.
IVRY-SUR-SEINE, Théâtre (670-15-71), à 20 h 30 : Bad-lands.
MASSY, Centre P.-Bailliart (920-57-04), 21 h : E. Griliquez.
SUCY-EN-BRIE, Ferme de Grand-Val, 20 h 45 : G. Coste.
VINCENNES, Th. D. Sorano (374-73-74), 21 h : le Cormoran de Bougainville.

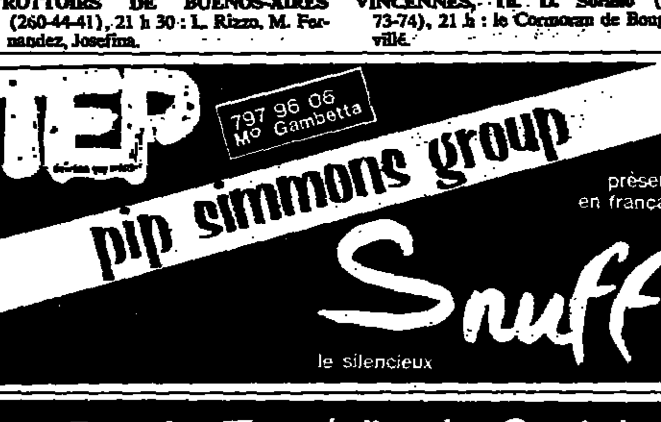
Vous êtes aux Champs-Elysées... Pourquoi faire la queue au restaurant ?
La Caravelle
VOUS PROPOSE UNE GRANDE CARTE AU PRIX D'UN PUB
TOUS LES LUNDIS UN PLAT DU JOUR. UNIQUE A PARIS
Tél. : 359-14-35 Ouvert jour et nuit
4, RUE ARSÈNE-HOUSSAYE — Paris-8ᵉ

A PARTIR DU 22 FÉVRIER
ELDORADO en accord avec les GALAS KARSENTY-HERBERT
★★ inter
RIRE RIRE RIRE
UN ECLAT DE RIRE AVEC
DARRY COWL
DANS Azaïs
Comédie en 3 actes de G. BERR et L. VERNEUIL
mise en scène René Clermont
✱ Location au Théâtre : 208.45.42
4 Bd. de Strasbourg agences et FNAC

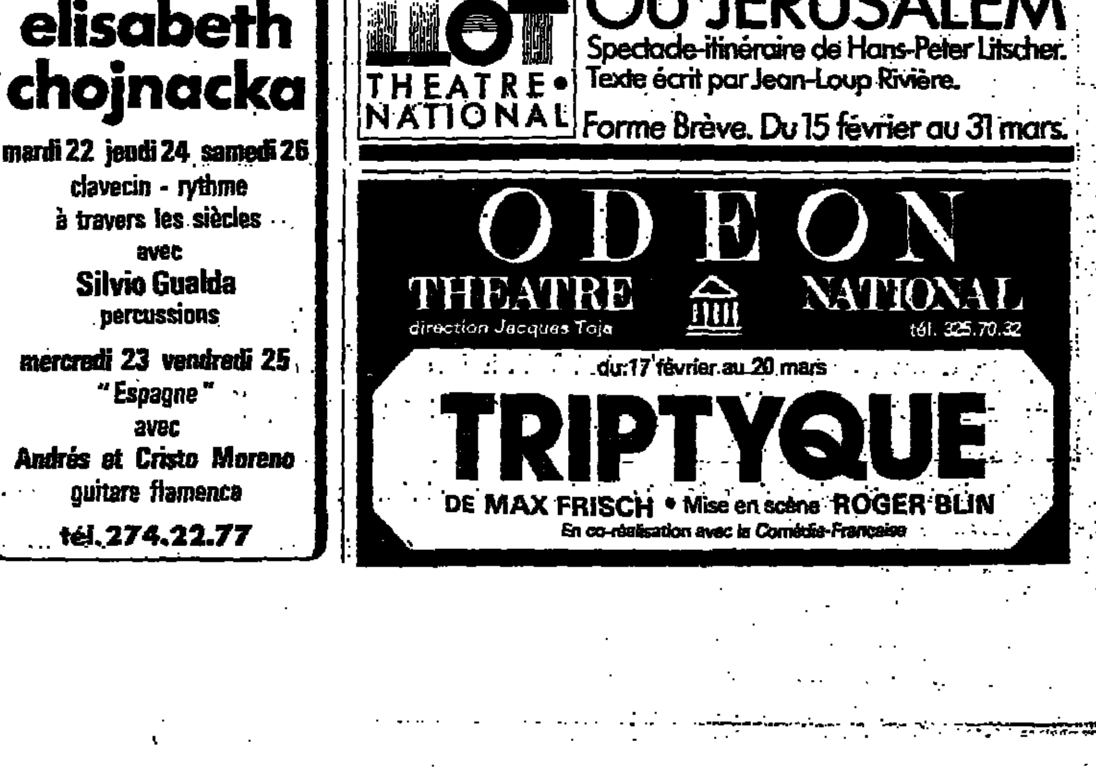
Musique
THEATRE DE LA VILLE
18 h 30
une heure sans entracte 30 F
du mardi au samedi
du 15 au 19 février
deller consort
2 programmes
du 22 au 26 février
elisabeth chojnacka
mardi 22 jeudi 24 samedi 26
clavecin - rythme à travers les siècles
avec Silvio Gualda percussions
mercredi 23 vendredi 25
"Espagne"
avec Andrés et Cristo Moreno guitare flamenca
tél. 274.22.77

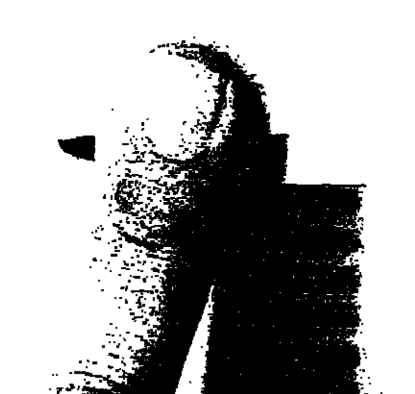
ODIF
ORCHESTRE DE L'ILE-DE-FRANCE
DIRECTEUR JACQUES MERCIER
BERLIOZ - SAINT-SAENS - BRAHMS
DIRECTION STÉPHANE CARDON
AUGUSTIN DUMAY violon

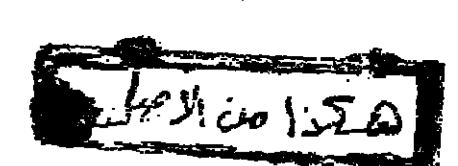
samedi 19 février 21 h	CHATENAY MALABRY	Faculté de Pharmacie
dimanche 20 février 16 h	EVRY	Salle Hexagone
mardi 22 février 20 h 30	LA COURNEUVE	Centre Culturel J. Houdremont
vendredi 25 février 20 h 45	PAVILLON-SOUS-BOIS	C.E.C.A.S.
samedi 26 février 21 h	VITRY	Théâtre Jean Vilar
dimanche 27 février 14 h 30	VILLEJUIF	Théâtre R. Rolland













SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, Ton heure a sonné, de R. Enright ; 19 h, Hommage à L. Comencini : Eugenio ; 21 h, Erwin Huppert : Début, mêlée et dissolution — Trilogie de la moitié du vingtième siècle — Pa pa pillon — Ça c'est du classique, etc.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE (A.) V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; P.L.M.-St-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) Rio-Opéra, 2e (742-82-54).

AMITYVILLE II (LE POSSEDE) (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

ANNIE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap.) : Richelieu, 2e (233-56-70). — V.f. : Templiers, 3e (272-94-56) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — (V.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).

LE BATTANT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (544-25-02) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Pathé, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

BLADE RUNNER (A.) (*) (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).).

LA BOUM 2 (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LE BRACONNIER DE DIEU (Fr.) : Gloria, 18e (627-60-20).

BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A.) : Berlitz (Hsp.), 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).

LA COURTISANE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Franco-polonais) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Pagode, 7e (705-12-15).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

FIREFOX, L'ARME ABSOLUE (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

LA FUITE EN AVANT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HECATE (Fr.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

HITLER UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

LE JOURNAL DE CAMPAGNE (Franco-israélien) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) (H. sp.).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA MORT AUX ENCHÈRES (A., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Murat, 16e (651-99-75)) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A. v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio-Alpha, 5e (354-39-47) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA REVANCHE DES HUMANOIDES (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA RIVIERE DE BOUE (Jap., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CAMION DE LA MORT, film américain de Harley Cockliss. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramont-City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

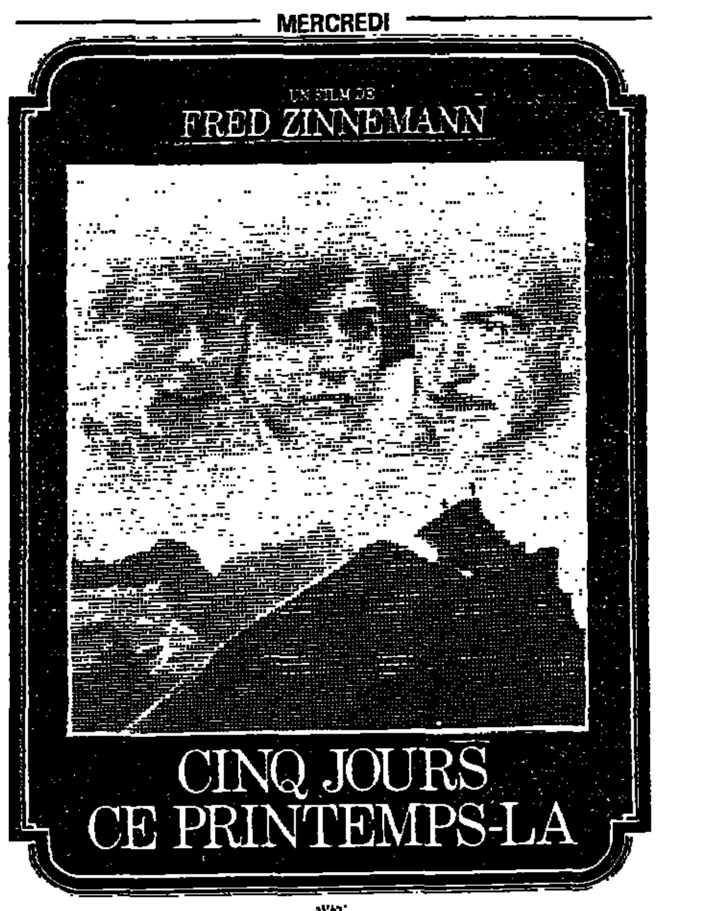
ÇA VA PAS ETRE TRISTE, film français de Pierre Sisser. Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

L'ENFANT SECRET, film français de Philippe Garrel. Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

LE MYSTÈRE DE L'ILE AUX MONSTRES, film espagnol de J. Pioner Simon : Concordia, 10e (208-32-05) ; Saint-Antoine, 12e (307-55-22) ; Cigale, 18e (606-11-75).

LES PETITES GUERRES, film libanais de Maroun Baghdadi. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER, film français de Jean Couturier. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).



MERCREDI
SELECTION OFFICIELLE CANNES 1982
CAROLE BOUQUET
UN FILM DE WERNER SCHROETER
le jour des idiots
IDA DI BENEDETTO · INGRID CAVEN
INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS
Gaumont

Connaissance du monde

Salle PLEYEL Jeu. 24 fév. (20 h 30) - Ven. 25 et Mar. 1er mars (18 h 30 et 21 h) Dim. 27 fév. (14 h 30) - Lun. 28 (18 h 30) - Mer. 2 mars (15 h)

4) L'INDE DES MERVEILLES ET MYSTÈRES

Récit et Film de Vitold DE GOLISH Le grand indianiste

Lieux sacrés — Cérémonies et fêtes millénaires — Révélation d'une Inde souterraine du XIIe s. — Ecoles, temples, théâtres en pleine activité

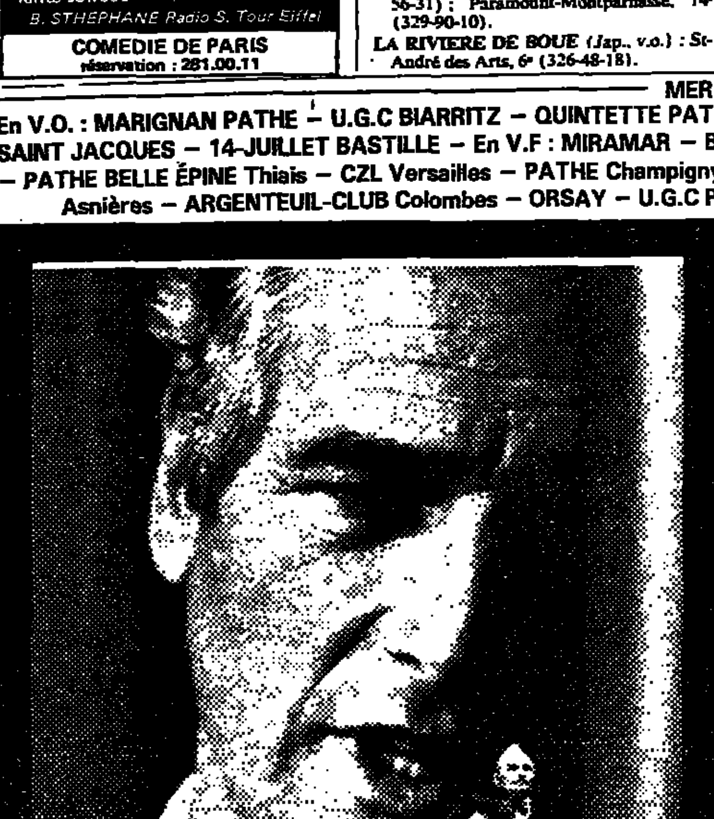


U.G.C.BOULEVARDS — U.G.C. MARBEUF — MOVIES LES HALLES
7 PARNASSIENS — HAUTEFEUILLE PATHÉ



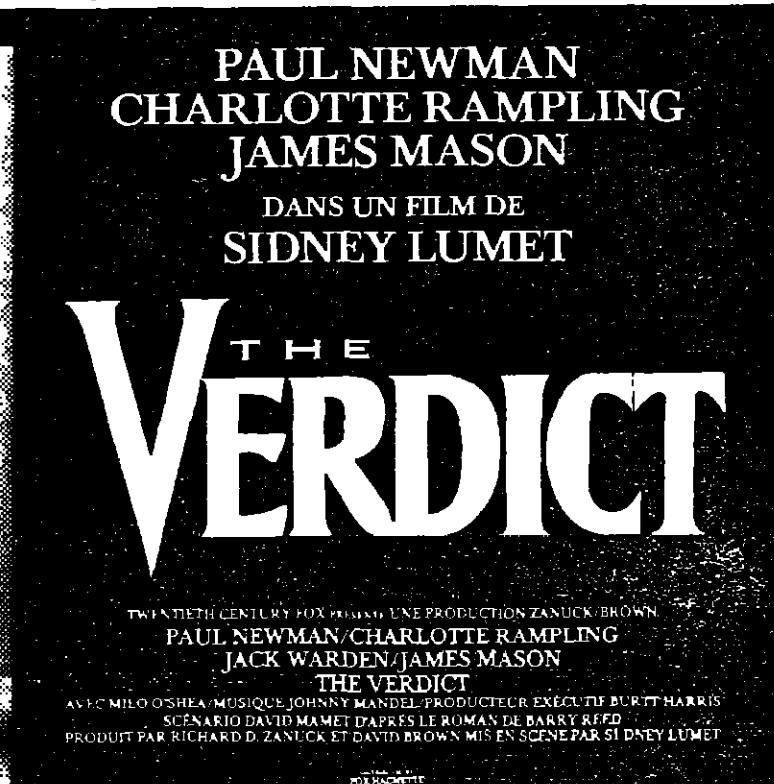
tmp CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS
lundi 21 février à 20 h 30
the academy of st-martin-in-the-fields
iona brown, direction et violon solo
haendel grieg vivaldi tchaikowsky
prix des places : 30, 35, 60, 90, 130 et 140 francs
lundi 28 février à 18 h 30
orchestre du conservatoire de paris
jean-sébastien béreau
annick roussin violon
nathalie béra tagrine piano
mendelssohn ravel
prix des places : 20 et 35 francs
location : aux caisses du théâtre 1, place du chatelet 75001 paris de 11 h à 18 h 30
par téléphone : 261.19.83 de 11 h à 18 h (sauf dimanche)

DERNIERE LE 19
LA COMPAGNIE BERTO-RIBES présente
LA NUIT DES ALLIGATORS
de SCOTT FORBES



«On ne cesse de rire, rire grinçant mais rire tout de même»
J. NERSON - Quotidien de Paris
«Frissons dans le dos ... une excellente soirée»
B. STHEPHANE Radio S. Tour Eiffel
COMEDIE DE PARIS
réservation : 281.00.11

MERCREDI
En V.O. : MARIGNAN PATHE — U.G.C BIARRITZ — QUINTETTE PATHE — U.G.C. ODEON — 7 PARNASSIENS — GAUMONT HALLES P.L.M. SAINT JACQUES — 14-JUILLET BASTILLE — En V.F : MIRAMAR — BERLITZ — MAXEVILLE — CLICHY PATHE — GAUMONT CONVENTION — PATHE BELLE ÉPINE Thiais — CZL Versailles — PATHE Champigny — GAUMONT OUEST Boulogne — 4 TEMPS La Défense — TRICYCLE Asnières — ARGENTEUIL-CLUB Colombes — ORSAY — U.G.C Poissy — DOMINO Mantes — CERGY Pontoise — ABC Sartrouville



PAUL NEWMAN
CHARLOTTE RAMPLING
JAMES MASON
DANS UN FILM DE
SIDNEY LUMET
THE VERDICT
PAUL NEWMAN/CHARLOTTE RAMPLING
JACK WARDEN/JAMES MASON
THE VERDICT



SPECTACLES

LE RUFFIAN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse 83, 6e (544-14-27).

LE TERRITOIRE (A.-Port., V. Ang.) : République-Cinéma, 11e (805-51-33).

TIR GROUPE (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

TRON (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Napoléon, 17e (380-41-48).

TRIPTYQUE (Sov. v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ;

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.F. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc), VF : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; VO : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A., v.o.), Action-Christine bis, 6e (325-47-46) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Marylin, 14e (542-67-42).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-44-39).

DEEP END (Angl., v.f.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*), Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA DEROBADE (Fr.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 4e (272-94-56).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

FAMILY LIFE (Angl. v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; Acacias, 17e (764-97-83).

GEORGIA (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

GILDA (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

HIROSHIMA MON AMOUR, (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Action-Rive Gauche, 5e (354-47-62).

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

MAD MAX I (A., v.o.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).

PROVIDENCE (Fr.-Ang.) - V.a. : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42).

LES VIKINGS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).

WANDA (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25).

IRCAM

15-16-17-18 février
concerts/3 créations
Ensemble InterContemporain
Groupe Vocal de France
direction : **Peter Eötvös**
18 h 30 :
Manoury/Zeitlauf
21 h :
Murail/Désintégrations
Reynolds/Archipelago
ESPACE DE PROJECTION
loc. 278.79.95

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 15 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : le Théâtre de la mer.
Scénario et réal. S. Vannier, avec J. Fresson, T. Bale, T. Gimenez.
Il était une fois une sirène qui n'avait jamais vu la mer, un joli conte pour enfants.

21 h 35 Variétés : Palace nº 1.
Emission de G. Saguez.
H. O'Connors, le groupe Sparks, le groupe Marquis de Sade, I. Dury.

22 h 40 Court-métrage.
Un amour fraternel, une enquête de M. Loisel, réal. F. Zhepova. (Rediff.)

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2



20 h 40 Film : Yakuza.
Film américain de Sydney Pollack (1974), avec R. Mitchum, T. Ken, B. Keith, K. Keiko, O. Eiji, J. Shigeta.
Un ancien « privé » américain vient à Tokyo – où il a vécu autrefois – pour aider un ami dont la fille a été enlevée par des gangsters japonais. L'un de ces « yakuza », qui fut son obligé, va l'aider.
Transformation, par le style de Sydney Pollack, d'un genre commercial très prisé au Japon. Action violente, thème de l'honneur dans la pègre nippone, auquel se plie Mitchum comme toujours surprenant.

22 h 30 Magazine : Lire c'est vivre.
De P. Dumayet. *Les Frères de Soledad*, un livre de George Jackson.
L'histoire du Noir américain George Jackson, arrêté à dix-huit ans, en 1960, détenu et abattu à la prison de Saint-Quentin (Etats-Unis). « Un saisissant poème d'amour et de combat », *selon Jean Genet.*

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : Guerre et Paix.
Film soviétique de S. Bondartchouk (1962-65), avec L. Savelieva, S. Bondartchouk, V. Tikhonov, V. Lanovoi.
Deuxième épisode : Natacha.
Pierre Bezoukhov est trompé par sa femme. André Bolkonski, rescapé d'Austerlitz, se retrouve veuf. Invité chez les Rostov, il tombe amoureux de Natacha, au cours du premier bal de la jeune fille.
Épisode plus intimiste – ce qui n'empêche pas quelques grandes scènes – où se révèlent le caractère de Natacha et ses rapports avec les hommes. Tolstoï toujours bien servi.

21 h 55 Journal.

22 h 13 Une minute pour une image.
d'Agnès Varda.

22 h 15 Prélude à la nuit.
Winterreise, *de F. Schubert, avec D. Fischer-Dieskau, baryton, et A. Brendel, piano.*

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues : Constantes et changement dans les mentalités françaises contemporaines, avec J. Duvignaud et J.-P. Corbeau.

22 h 30, Nuits magnétiques : Quelque part, avec P. Garrel.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Premières loges : Œuvres de Donizetti, Bellini, Rossini.

20 h 30, Concert (donné Salle Pleyel, à Paris, le 17 décembre 1982) : « le Carnaval romain », de Berlioz ; « Concerto pour piano et orchestre nº 2 », de Chopin ; « Symphonie nº 3 », de Roussel ; « le Boléro », de Ravel, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Plasson, sol. Y. Egorov, piano.

22 h 15, Cycle acousmatique (concert donné au Grand Auditorium le 31 janvier 1983) : « La création du monde », de Parmegiani ; « Trance dance », de Kosk.

23 h 30, La nuit sur France-Musique ; Jazz club, en direct du New Morning.

Mercredi 16 février

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain : journaliste.
13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 50 Les pieds au mur.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
19 h 53 Tirage de la Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 32 Tirage du Loto.

20 h 35 Les mercredis de l'information : la Piste Ho-Chi-Minh.
Magazine présenté par A. Denvers, réal. J. Kanapa.
En 1954, le Vietnam est coupé en deux. Le régime communiste d'Ho Chi Minh, partisan de l'unification du pays, décide de créer un axe de pénétration d'Hanoï à Saigon. L'équipe de TF 1 a recueilli des documents inédits (lire notre article ci-contre).

21 h 35 Gala de l'UNESCO pour l'enfance handicapée.
Hommage à Galina Oulanova.
Au programme Galina Oulanova, « la Péri », grand pas de deux de « la Belle au bois dormant » Isadora.

22 h 45 Court métrage : l'Ephémère.
d'A. Lanoe.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h Les carnets de l'aventure.
« Bivouac chez les Pygmées. »
14 h 30 Dessins animés.
15 h 5 Récré A 2.
18 h Football. : Portugal-France.
En direct de Guimaraes (Portugal).
17 h 45 Platine 45.
Avec : Survivor, Gilles Dorléac, etc.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 35 Magazine : L'heure de vérité
De F.-H. de Virieu.
Avec M. Pierre Mauroy, premier ministre.

22 h 10 Magazine : Moi... je.
De B. Bouthier.
Au sommaire : S.O.S.... ; l'épreuve du feu ; viens chez moi, j'habite chez mes parents ; le son du mois : Etienne et Elodie.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Scènes de la vie de province.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 34 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Emission de G. Lux, L. Milcic et P. Danel.
Autour de Julien Clerc et ses musiciens, Kim Wilde, le groupe Chagrin d'amour et Richard Gotainer.

21 h 40 Journal.

22 h Document : Le fou de Buffon.
De J. Hiver, réal. C. Vajda, avec J. Dacqmine, B. Pillot, A. Moya. Coproduction ministère de la culture.
La restauration des forges de Buffon en Bourgogne, avec son maître d'œuvre François Davraut, un fou de Buffon, l'auteur de l' « Histoire naturelle » : une rencontre du XVIIIe siècle.

22 h 53 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.

22 h 55 Prélude à la nuit.
Winterreise de F. Schubert avec D. Fischer-Dieskau, baryton, et A. Brendel, piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Clés pour comprendre le B.I.T. ; au fil du Cavally ; *moins cinq avec Fatou Boli* : l'eau.

8 h, Les chemins de la connaissance : Visages au fond du puits ; 8 h 32, Max Weber ou le refus des systèmes ; 8 h 50, Échec au hasard.

9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.

10 h 45, *Le livre, ouverture sur la vie* : rencontre à Maule-en-Yvelines avec M. Grimaud, auteur du « Tyran d'Axylane »

11 h 2, *La musique prend la parole* : « Quatrième Symphonie » (quatrième mouvement), de Mahler, par l'Orchestre Philharmonia, dir. O. Klemperer et E. Schwarzkopf, soprano.

12 h 5, Agora.

12 h 45, Panorama.

13 h 30, Journée Bruno Maderna, un musicien européen (et à 17 h 32 et 20 h).

14 h, Sons : *Granville.*

14 h 5, Un livre, des voix : « Une valse noire », deA. Bragance.

14 h 47 L'école des parents et des éducateurs : une nouvelle approche du statut d'enfant de divorcés.

15 h 2, *Les après-midi de France-Culture.*

18 h 30, Feuilleton : Le bonheur fou.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, *La science en marche* : Quand la boussole perd le nord.

22 h 30, Nuits magnétiques : Grandeur nature.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pittoresques et légères : Rossini, Bach, Rameau...

6 h 30, Musiques du matin : œuvres de Smetana, Wagner-Liszt...

8 h 7, Le Bougolama 8-9.

9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Charlie Parker.

12 h, *L'amateur de musique.*

12 h 35 Jazz : Les Chicagoans.

13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : F. Rosado, piano (*Brahms, Ravel, Busoni*).

14 h 4, Microcosmos.

17 h 5, Repères contemporains : Nouvelles techniques vocales, œuvre de Stockhausen.

17 h 30, Musique pour piano de Brahms.

18 h 30, Studio-concert (en direct du Théâtre du Ranelagh) : E. Goloubinova, soprano, K. Sturrock, piano ; œuvres de Strauss, Poulenc, Rimsky-Korsakov, Moussorgsky.

19 h 38, Jazz. : Où jouent-ils ?

20 h, Les chants de la terre : magazine de musiques traditionnelles.

20 h 30, Concert : (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : « M. Zab », de C. Chaynes ; « Concours », de J.-C. Risset » ; « Par temps calme et ensoleillé », de F. Barrière et « Quatuor nº 2 », de M. Philippot, *par* le Quatuor Bernède, J.C. Bernède et M. Charpentier, violons, M. Laléouse, alto, P. Penassou, violoncelle, et J.-P. Dupuy, piano.

22 h 30, La nuit sur France-Musique : Le club des archives.



A VOIR

Une première visite à la piste Ho-Chi-Minh

La troisième guerre d'Indochine a presque fait oublier la deuxième, celle menée par les révolutionnaires du Sud soutenus par le Vietnam du Nord contre les Américains et leur allié saigonnais. Pour ravitailler d'abord en matériel, puis en hommes, un front éloigné, dans ce pays démesurément long, les stratèges de Hanoï, tirant profit de leur expérience de Dien-Bien-Phu, ouvrirent en 1959 les premiers tronçons de ce qui allait devenir la Piste Ho-Chi-Minh.

Avec quelques centaines, puis avec des dizaines de milliers d'hommes, sur un réseau enchevêtré de 20 000 kilomètres étendu sur le Vietnam, le Laos et le Cambodge, plus bombardée que ne le fut l'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale, dans des conditions impossibles, la Piste a permis la victoire des communistes vietnamiens et leur arrivée, le 30 avril 1975, à Saigon, rebaptisé Ho-Chi-Minh-Ville. Les dégâts furent considérables : en 1976, un survivant nous parlait d'un taux de pertes annuel de 10 % de morts et de 50 % de blessés.

Il y a onze ans, avait été projeté à Paris un étonnant film-document, réalisé par les révolutionnaires sudistes, sur la partie méridionale de la piste, *les Chemins du Sud*, au péril de leur vie par les cameramen. L'un d'eux a écrit : *« De nombreuses pellicules impressionnées ne seront jamais développées. Elles ont été enterrées par les bombes avec les cinéastes qui filmaient. »*

Profitant de facilités accordées par Hanoï, Jérôme Kanapa nous conduit tout au long de la piste, parfois recouverte d'herbe à éléphants, parfois macadamisée, y compris dans des régions comme les Hauts-Plateaux ou le nord-est du Cambodge, auxquelles le commun des journalistes n'ont pas accès. Il nous fait revivre l'histoire de la piste et de ceux qui l'ont faite, à travers des interviews et des documents filmés des archives de Hanoï.

PATRICE DE BEER.

★ TF 1, « Les mercredis de l'information », « La piste Ho-Chi-Minh », mercredi 16 février, 20 h 35 (soixante minutes).

La décision du gouvernement de Bruxelles d'accorder un faisceau hertzien à la télévision luxembourgeoise suscite de vives réactions en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. – Déjà menacée par la prolifération des radios libres, la R.T.B.F. (*Radiotélévision francophone de Belgique*) va être exposée à une concurrence accrue de R.T.L.-Télévision (R.T.L.-T.) sur le plan de l'information télévisée. Le gouvernement belge a résolu, en effet, d'accorder à la chaîne luxembourgeoise un faisceau hertzien, qui reliera ses bureaux de Bruxelles à la maison-mère.

Jusqu'ici, R.T.L.-T. souffrait d'un handicap sérieux pour la retransmission de ses reportages effectués en Belgique. Il fallait que les bobines enregistrées à Bruxelles soient transportées à Luxembourg par auto ou moto. Dans ces conditions, il était difficile de « coller à l'actualité ». Depuis plusieurs années déjà, R.T.L.-T. demandait qu'on lui accorde des facilités de communications entre la capitale belge et son émetteur luxembourgeois.

Une lutte extrêmement sévère s'est déjà engagée entre la R.T.B.F. et la R.T.L.-T. dans le domaine de l'information télévisée. Certes, la Radiotélévision belge peut toujours compter, si l'on en croit les sondages, sur 40 % environ du public francophone. De son côté, R.T.L.-T. affirme que l'audience de son journal du soir, qui séduisait 13,7 % du public belge l'an dernier, serait montée jusqu'à 15,1 % depuis le 1er janvier. A cette date, en effet, R.T.L.-T. a retardé le début de son journal de 19 h à 19 h 15, ce qui découragerait certains téléspectateurs de regarder ensuite les informations de R.T.B.F. commençant à 19 h 30. Sur ce point, les deux organisations rivales font état de chiffres contradictoires : ainsi la télévision bruxelloise assure que, loin d'avoir progressé durant ces dernières semaines, R.T.L.-T. aurait au contraire régressé... L'habituelle querelle des taux d'écoute.

Comme on pouvait s'y attendre, le projet gouvernemental se heurte à de très vives résistances. Les dirigeants de la R.T.B.F. sont naturellement déçus : ils ne comprennent pas que les autorités belges fournissent elles-mêmes au concurrent luxembourgeois les armes dont celui-ci a besoin. Dans les milieux de gauche et dans les syndicats, on s'élève contre une décision qui remettrait en cause le monopole de la radiotélévision nationale. Bien que l'abolition de ce monopole ait été prévue dans la déclaration gouvernementale, lors de la constitution du cabinet Martens, les milieux officiels n'en démentent pas moins que la concession d'un faisceau hertzien à R.T.L.-T. affecte en quoi que ce soit le statut de la R.T.B.F.

Un an d'essai

Cette thèse vient, en tout cas, d'être exposée par le ministre de la justice, M. Gol. Selon lui, la décision gouvernementale se situerait simplement *« dans le domaine d'une communication privée, comme les communications telex ou des communications par câble entre deux postes privés »*. M. Gol, vice-président libéral du gouvernement, n'en a pas moins réaffirmé, dans le même temps, certaines thèses traditionnelles de son parti : ainsi, il serait souhaitable, selon lui, que la radiotélévision officielle, où *« l'objectivité n'est pas suffisamment respectée »*, soit exposée à la concurrence, afin que le public ait accès *« à une pluralité de sources »*.

Très différente est la réaction de M. Philippe Moureaux : si le président de l'exécutif de la communauté francophone reconnaît que l'administration des ondes hertziennes relève du gouvernement central, il estime cependant que le projet actuel va favoriser la diffusion de messages *« d'essence culturelle »*. Or, il s'agit d'un domaine où la compétence des deux communautés linguistiques de Belgique ne saurait être ignorée.

Des hésitations subsistant, même chez les dirigeants de R.T.L.-T. car le succès de l'opération dépendra, pour une bonne partie, du prix (non encore fixé) que la station luxembourgeoise devra payer pour la location du faisceau hertzien. Pour l'instant, du reste, la décision du gouvernement de Bruxelles n'est que provisoire : c'est après un an d'essai que les deux partenaires feront leurs comptes avant de poursuivre l'expérience.

(Autre problème : la publicité. Les Luxembourgeois, s'ils parviennent, comme c'est probable, à améliorer l'intérêt de leur journal télévisé, ne manqueront sans doute pas d'étendre leur influence sur le marché publicitaire de la Belgique. Aussi le gouvernement de Bruxelles va-t-il accélérer ses projets, qui vivent à autoriser les annonces sur les écrans de la télévision belge. Il convient, en effet, de préserver dans ce domaine, les chances de radiotélévisions nationales menacées par les postes étrangers.

Enfin, à un moment où n'importe quel problème en Belgique est entraîné dans le tourbillon des querelles communautaires entre Flamands et Wallons, il est inévitable que circulent bien des rumeurs. Dans le cas présent, certains milieux francophones soupçonnent le gouvernement d'avoir accordé des avantages à R.T.L.-T., parce que la station luxembourgeoise s'engagerait, ne fût-ce que très provisoirement, à ne pas établir de seconde chaîne vers le public flamand.

A qui, dans cette controverse, appartient le mot de la fin ? Peut-être pour démontrer qu'en dépit des reproches dont elle est l'objet, elle respecte l'objectivité, la R.T.B.F. a donné à M. Gol, l'occasion de faire connaître le fond de sa pensée sur cette liaison Bruxelles-Luxembourg accordée à R.T.L.-T. *« J'ai entendu dans votre journal,* a dit le ministre de la justice, *que c'étaient le Parti communiste et la F.G.T.B.* (syndicat socialiste) *qui protestaient contre la décision intervenue. Il me semble dès lors qu'elle n'est pas mauvaise. »*

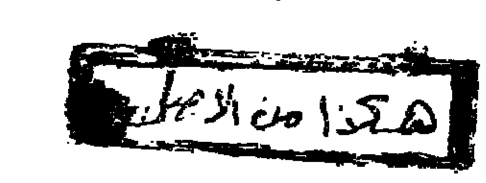
JEAN WETZ.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 15 FÉVRIER

– *MM. Jean Monnier*, maire socialiste d'Angers et Jean Narquin, député R.P.R. de Maine-et-Loire, participent au débat « Spécial municipales » sur *Europe 1 à 19 h 30.*

– *M. Jacques Toubon*, député R.P.R. du quinzième arrondissement de Paris, répond aux questions de deux journalistes, à 19 h 30, sur Radio-Express, 106,85 Mhz Paris.



هكذا من الأصل

COMMUNICATION

MALGRÉ L'HOSTILITÉ DES CHAINES DE TÉLÉVISION

La société de commercialisation va être bientôt créée

Les décrets annonçant la création et les prérogatives de la Société nationale de commercialisation des œuvres et documents audiovisuels devraient voir le jour d'ici peu. Prévue par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, cette société – dont les principaux actionnaires seront la Sofirad et l'Etat – est destinée à se substituer largement aux services d'achats et de ventes des trois sociétés de télévision existantes, et suscite l'hostilité des présidents de chaîne, mécontents de cette amputation de leurs *fonctions*.

Dans une lettre adressée au ministre de la communication, M. Georges Fillioud, MM. André Holleaux, président de FR3, Michel May (TF1) et Pierre Desgraupes (Antenne 2) ont donc demandé au ministre de revoir dans un sens restrictif les compétences dévolues à cette société, avec l'espoir avoué de voir enterrer un projet que leurs propres secteurs commerciaux jugent totalement injustifié. TF1, qui *estime bénéficiaire son commerce* avec l'étranger, cite notamment les chiffres suivants : en 1975, première année d'exploitation de la chaîne, elle avait vendu à l'étranger 31 heures de programmes ; en 1979, ce chiffre atteignait 188 heures ; en 1981, il était de 633 heures. Quant au résultat net des ventes de droits, il s'était élevé à 7,6 millions en 1981, affichant ainsi une augmentation de 115 % en un an.

Au projet de nouvelle société, les services commerciaux des chaînes opposent plusieurs arguments. On évoque l'importance dans l'avenir des coproductions avec l'étranger, *qui bouleversent les relations* commerciales traditionnelles entre les pays ; on invoque la plus grande motivation et par là même la plus grande compétence des chaînes pour défendre leurs propres produits, ainsi que la nécessité pour elles de ne pas se couper du reste du monde. On s'interroge enfin sur la rentabilité d'une société dont les frais de gestion et de déplacements pourraient annihiler la marge bénéficiaire, une fois payés les ayantsdroit.

Des arguments qui sont loin d'avoir ébranlé la détermination du ministre de la communication, pour qui *« les résultats commerciaux des chaînes sont voisins de zéro ». « Notre capacité de vendre à l'étranger est tout à fait insuffisante*, a-t-il déclaré sur R.M.C., à l'occasion du Festival de télévision de Monte-Carlo, *et c'est dans ce sens que j'attache une grande importance au rôle que sera amenée à jouer la Société de commercialisation des produits audiovisuels du service public, en dépit des réticences que je rencontre. »*

On ne voit pas bien, en outre, comment un ministre ou un gouvernement pourraient revenir sur un texte législatif dont l'article 58 prévoit clairement l'existence de cette société et ses prérogatives ?

CORRESPONDANCE

L'avenir du « Nouveau Sud »

Après l'article publié dans nos éditions du 7 janvier et intitulé « l'avenir du Nouveau Sud *», où il était cité, nous avons reçu de M. Gaston Boyer une lettre dont nous extrayons les passages suivants :*

Ce n'est pas « avant-guerre » que je suis devenu *« dernier administrateur du journal* le Petit Méridional », mais très longtemps après. Reconnu résistant des années 40, j'ai été amené à bénéficier des dispositions de la loi du 2 août 1954 pour essayer de refaire une nouvelle entreprise de presse avec les débris d'une ancienne demeurée saine mais pillée (...).

Un arrêté, en date du 23 février 1982, émanant de la cour d'appel de Montpellier s'appuyant sur les pièces produites par les parties, est devenu, en fait et en droit, le constat irrécusable des tentatives, renouvelées d'année en année, en détournement d'indemnisations dues pour les transferts de biens de presse à l'Etat. Dans le même arrêt exécutoire, condamnant la SNEP (Société nationale des entreprises de presse), rendue responsable de toutes les fautes commises aux cours de ses gestions précaires et exagérément coûteuses, les juges professionnels se sont déclarés incompétents pour déterminer le montant exact desdites indemnisations et ont renvoyé les adversaires en arbitrage, selon la procédure prévue à l'article 10 de la même loi d'exception, engageant la responsabilité de la SNEP et à défaut celle de l'Etat, à l'article 17.

M. Pierre-Bloch, grand officier dans l'ordre de la Légion d'honneur, président honoraire de la même SNEP, désigné comme tiers arbitre, ne pouvait, dans le cadre étroit donné à sa mission, que choisir entre deux sentences, celle de l'arbitre du *Petit Méridional* établie sur des rapports d'experts agréés par les tribunaux, ou celle de l'arbitre de la SNEP, mais ce dernier ayant *déclaré avoir été maintenu dans* l'incapacité de rédiger la sienne, malgré les pièces produites, a refusé de proposer le nom d'une autre personnalité en mesure de se prononcer sur un dossier vide.

L'ordonnance d'exequatur « susceptible d'aucun recours » dont fut revêtue la sentence de l'ancien P.-D.G. de la SNEP, en date du 30 juin 1982, a été rendue peu après par le président du tribunal de grande instance de Paris. Enregistrée, elle a été signifiée par ministère d'huissier à la SNEP, dont votre article a indiqué entre guillemets *« qu'elle conteste à la fois l'existence de la créance et la validité de la sentence » !*

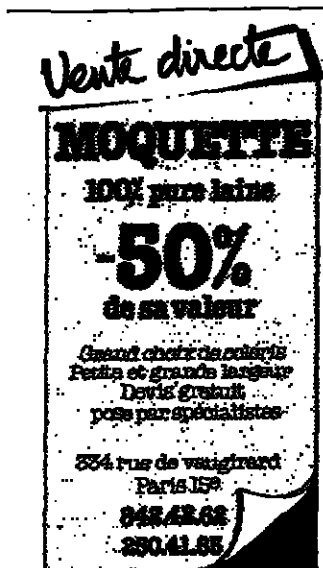
Je vous signale que l'auteur de ces propos ignore tout des lois d'exception sur la presse et jusqu'à l'existence de celle en vertu de laquelle : « les dispositions réglementaires ne pourront porter atteinte à la législation en vigueur » ayant ordonné, en application de l'article 14 du décret du 7 juillet 1955, qu'en cas « de contestation, il sera procédé à un arbitrage dans les conditions fixées par l'article 10 de la loi du 2 août 1954... L'arrêté de payement intervenant dans les quinze jours suivant la sentence arbitrale » !

Environ... deux cent-cinquante arbitrages, mettant fin à autant de litiges ayant opposé la SNEP gestionnaire des biens de presse transférés à l'État, à des attributaires de ces biens et divers ayants-droit, ont été réglés dans le délai légal rappelé ci-dessus, un seul est contesté, c'est celui signé par le président honoraire de la SNEP (...).

Cet arbitrage m'accorde le droit de réclamer des dommages et intérêts conjointement avec les dirigeants de *Nouveau Sud* dont la parution reste suspendue du fait du retard apporté au versement des indemnisations.

J'ai relevé encore que j'avais *« conçu le projet d'investir une somme considérable dans* Libération... Ce n'est pas là sujet de moqueries même dans l'ignorance de mon passé de résistant. Je suis en effet le créateur, en utilisant mes seuls apports et dans les impossibles *conditions des lendemains de l'occupation* allemande, du quotidien du même nom, *Libération*, paraissant le soir. J'en avais pris la direction à la prière d'un personnage se disant socialiste, que j'avais caché à mes risques et périls, qui n'étaient pas minces, pendant plus de deux ans pour qu'il puisse reconstituer le parti S.F.I.O. en toute sécurité dans un de mes bureaux de publicitaire Havas. La demande initiale de Léon Blum, alors en prison, m'était parvenue par l'intermédiaire de sa belle-fille, seul agent de liaison sûr dont il pouvait disposer avec moi et qui m'en devenait sacré (...).

ROBLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSÈQUES



Lu

« LA TROISIÈME PLANÈTE », d'Emmanuel Todd

Une querelle de familles

Emmanuel Todd doit être heureux du tintamarre qui accueille son nouvel essai, dont le sous-titre *« structures familiales et systèmes idéologiques »* éclaire heureusement un titre énigmatique et accrocheur : « La troisième planète ». *« Une des rares pensées totalement cohérente et vraiment féconde de ce temps »*, écrit Pierre Chaunu dans *le Figaro*. *« Un tel tissu de sottises laisse pantois »*, réplique le recenseur de *Libération*, en ajoutant que l'ouvrage n'est pas seulement « ridicule », mais « dangereux ». Diable ! Sera-t-on condamné comme réactionnaire si l'on penche vers la première opinion plutôt que vers la seconde ? Ne *vaudrait-il pas mieux prendre la ligne centriste du Nouvel Observateur*, qui se maintient ici dans un équitable « chèvre-chouisme » ?

Il est énervant, ce jeune auteur au visage romantique, en suggérant des hypothèses iconoclastes tirées d'un sociologue jugé archaïque parce qu'il fut conservateur : Frédéric Le Play. Ne subodorait-on pas un parfum vichyssois dans *le précédent livre du même auteur, l'Invention de la France* (écrit en collaboration avec Hervé Le Bras) où notre vie politique paraissait commandée par les structures familiales beaucoup plus que par la lutte des classes ? Voilà que Todd récidive, en étendant sa thèse au monde entier.

Ainsi, pour lui, le communisme est-il *« le transfert au parti-Etat des caractéristiques morales et des mécanismes de régulation de la famille communautaire exogame »*, de même, on peut *« déceler sous l'apparence théologique de l'islam une essance anthropologique : la famille communautaire endogame »*, ou encore, *« derrière l'attachement des penseurs anglais et français à l'individualisme se profile une commune détermination anthropologique : la famille nucléaire »*, etc.

Les formules sont tranchantes parce qu'elles se veulent provocatrices. Elles prétendent moins décrire des situations évidemment plus complexes que définir une grille d'analyse servant à orienter les recherches. Ce modèle conceptuel forme la partie la plus solide d'une étude, où Todd croise habilement trois variables. L'antithèse liberté-autorité correspond aux rapports parents et enfants, suivant la possibilité, ou non, *pour ceux-ci de choisir leur* conjoint et de partir avec lui une fois mariés : aux familles « nucléaires » s'opposent les « familles-souches » et les familles « communautaires », qui réunissent deux générations de couples ou plus. La dimension égalité-inégalité concerne la répartition du patrimoine entre les enfants : d'un côté, partage équitable ; de l'autre, primogéniture ou avantages par testament. A ces facteurs retenus par Le Play, Todd en ajoute un troisième : exogamie-endogamie, la différence reposant sur l'interdiction ou l'autorisation des mariages entre oncles et nièces ou entre cousins. On arrive ainsi à sept types familiaux auxquels s'ajoute le type africain, caractérisé par l'instabilité du groupe domestique et l'effacement de la relation père-mère.

Une fois ces instruments bien affûtés, Todd les utilise avec virtuosité.

L'emprise des idéologies

Tout cela est fort stimulant, bien *que souvent approximatif*. Sauf quelques exceptions – comme les modèles africains, visiblement peu familiers à l'auteur – sa classification des systèmes familiaux est plus rigoureuse que celle des idéologies. Peut-on ranger dans la même catégorie conceptuelle le communisme, le catholicisme, l'islam, la social-démocratie, la Révolution française, l'individualisme ? Comment comparer l'emprise des idéologies dans une démocratie pluraliste où l'adhésion à celles-ci est à peu près libre, et dans un régime totalitaire où tout le monde doit feindre de croire à la doctrine officielle ? Entre l'Oder-Neisse et le Pacifique, combien de gens sont-ils réellement marxistes-léninistes, parmi les 99 % et quelques qui se manifestent comme tels ? Emmanuel Todd s'amuse visiblement à susciter des critiques de ce genre en ciselant des formules péremptoires où l'on devine une ironie sous-jacente. Dans le petit jeu des citations bien découpées, ses adversaires peuvent trouver facilement matière à l'accabler.

Plus grave est la propension de *l'auteur à croire qu'il a découvert* une clé capable d'ouvrir toutes les serrures. Les structures familiales tendent à remplacer pour lui les modes de production dans la vulgate marxiste. Il donne l'impression de proposer une autre « base » unique dont découleraient toutes les « superstructures ». Bref, il glisse dans le réductionnisme. Il a l'immense mérite de rappeler un facteur oublié, dont les théories de Freud accroissent l'importance depuis que Le Play avait entrepris de l'analyser. Mais pourquoi suggérer que cet élément efface tous les autres, qu'il se substitue à eux au lieu de prendre place à leur côté ?

Le bon usage des hypothèses d'Emmanuel Todd exige qu'on les *relativise. Cela dit, Pierre Chaunu* n'a pas tort de penser qu'elles troubleront pour longtemps le cours des sciences sociales. On ne s'en débarrassera pas en les qualifiant de réactionnaires et de dangereuses. Tous les défauts de cet essai – l'excès de systématisme, les simplifications abusives, les approximations fréquentes, le survol à haute altitude, l'unicité de l'explication – n'empêchent pas qu'il soulève des questions fondamentales. On n'y répondra qu'en engageant des recherches patientes et approfondies dans les voies qu'elles ouvrent.

MAURICE DUVERGER.

★ Le Seuil, 252 pages, 79 F.

CARNET

Naissances

– **Jacqueline et Romain LAUFER** sont heureux d'annoncer la naissance de
Constance.
Clamart, le 24 janvier 1983.

– **Benoît et Marie-Dominique LAUNAY, née Aymard**, sont heureux d'annoncer la naissance de
Constance,
le 30 janvier 1983.
11, rue Telles-de-la-Poterie,
92130 Issy-les-Moulineaux.

Décès

– Le Prieur provincial des dominicains de Toulouse,
La communauté dominicaine de l'école Lacordaire de Marseille
portent à la connaissance des parents et de ses nombreux amis le décès du
Père Louis-Marie BARON,
ancien directeur du pèlerinage
et de la revue du « Rosaire »,
rappelé à Dieu le 12 février 1983, dans sa quatre-vingt-sixième année.
La messe d'enterrement sera célébrée le mercredi 16 mars, à 14 h 30, dans la basilique de *Saint-Maximin (Var)*.
L'inhumation aura lieu au cimetière de la Sainte-Baume.

– Le Conseil de l'Université de Paris-VIII
Et l'ensemble de ses collègues
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean BRUHAT,
historien
du mouvement ouvrier,
qui fut l'un des membres fondateurs de l'université de Paris-VIII Vincennes à Saint-Denis.

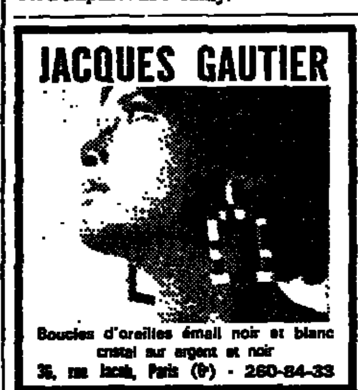
– *Nice. Villemomble. Neuilly-Plaisance.*
– Mme Maurice Giraud,
M. et Mme Edmond Giraud,
M. et Mme André Giraud,
Les familles Hauterre, Badé, Grandcollot,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Maurice GIRAUD,
ancien membre
de l'Ordre des experts-comptables
et de la Compagnie
des commissaires de sociétés,
agréé près la cour d'appel de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu le 7 février 1983, dans sa *soixante-dix-huitième année*, muni des sacrements de l'Eglise.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, le 11 février 1983, en la *chapelle de Notre-Dame-d'Espérance*, à Villemomble, suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille, au cimetière de Villemomble.
47, avenue du Raincy,
Villemomble 93250.
136, rue Lamarck, Paris 75018.

– *On nous prie d'annoncer le décès de*
Mme Maurice JANET,
née Marcelle Dumas,
agrégée des Lettres,
ancienne élève
de l'école normale supérieure de Sèvres,
survenu le 12 février 1983, dans sa *quatre-vingt-quatrième année*.
De la part de :
M. Maurice Janet, son époux,
Mrs D. H. Brush,
M. Henry Dumas,
ses sœur et frère,
M. et Mme Francis Janet,
Cyril et Elisabeth,
M. et Mme Robert Georges,
Laurence et Antoine,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Janet, Margaillan, Piveteau, Monbeig,
Accueil et cérémonie religieuse par le Père *Delmonte et le Pasteur Soulié*, en l'église de Forges-les-Bains (Essonne), le jeudi 17 février, à 11 heures.
« Il y a plusieurs demeures dans la maison de mon père ».
Jean, XIV, 2.
4, rue de la Cure,
75016 Paris.
742, Vernon avenue,
Glencoe (Illinois).
38000 Saint-Martin-le-Vinoux.

– M. et Mme Jean Le Grand de Mercey, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Antoine Coste,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Louis Guieysse
et leurs enfants,
Sœur Anne-Huguette Le Grand de Mercey, O.S.B. à Dourgne,
M. et Mme Michel Le Grand de Mercey,
M. et Mme Bruno Le Grand de Mercey et leurs enfants,
M. et Mme Claude Le Grand de Mercey et leurs enfants,
M. et Mme Guy Gendarme de Bévotte et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu du
baron
LE GRAND de MERCEY,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 11 février 1983, dans sa *quatre-vingt-huitième année*.
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, à Montbellet (Saône-et-Loire), le 15 février 1983.

– Mme Claude Lemaitre.
M. et Mme Bonfils,
M. et Mme Hewes,
M. et Mme Pierre Lemaitre,
M. et Mme Paul Lemaitre,
M. et Mme Yves Lemaitre,
ses enfants, ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 12 *février* 1983, de
M. Claude LEMAITRE,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
médaille de la Résistance,
ancien ministre,
ancien sénateur du Loiret.
La cérémonie religieuse sera célébrée *en l'église de Châteauneuf-sur-Loire, le* mercredi 15 février, à 15 heures.

– M. Jean Millier, son époux,
Gérard et Hélène Millier,
Françoise et Gregory White,
Cécile et Alain Woda,
Antoine et Christine Millier,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Les familles Lesueur, Poher, Huteau, Millier et Meslin,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jean MILLIER,
née *Marguerite Lesueur*,
ingénieur des Arts et Manufactures,
survenu subitement le 13 février 1983, en son domicile.
L'inhumation aura lieu au Châtelard (Savoie).
Une messe sera célébrée le samedi 19 février, à 10 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.



– Mme Georges Portefait,
M. et Mme Jean-Pierre Portefait et leur fils Georges-Henri,
ont la douleur de faire part du décès de
Georges PORTEFAIT,
dans sa quatre-vingt-septième année.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.
7, chemin de Chancrole,
Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
40, rue Vergniaud, Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de
M. Maurice VÊDY,
survenu à Paris, le 13 février 1983, dans sa soixante-seizième année.
De la part de sa famille.

– M. Pierre Verret,
M. et Mme Jean Loeuillet,
Mme André Germayx,
ses enfants,
Mmes Monique et Odile Loeuillet,
Mme Catherine Verret,
Le docteur et Mme Jean-Michel Verret,
M. et Mme Hervé Mouren,
Le Père Jacques Germayx,
Le docteur et Mme Jean-Marie Duchemin,
M. Denis Verret,
ses petits-enfants,
Yan Goffins,
Anne-Lise, Pierre-Edouard et Etienne Verret,
Nicolas et Emmanuel Mouren,
Marie-Hélène et Marie-Cécile Duchemin,
ses arrière-petits-enfants,
ont *la* douleur de faire part du rappel à Dieu de
l'intendant général
Louis VERRET,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 12 février 1983 dans sa cent troisième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 février 1983, à 9 h 15, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) suivie de l'inhumation au cimetière de Meudon dans le caveau de famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
61, avenue de la Grande-Armée,
75116 Paris.
43, rue de la Ferme,
92200 Neuilly-sur-Seine.
28, rue du Château,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– *M. et Mme Georges Volckaert*
et leurs enfants
ont le regret de faire part du décès de
Mme veuve Florimond VOLCKAERT,
née Alice Alexandre,
survenu le 8 février 1983, à Paris.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, au Père-Lachaise, le 14 février 1983.
Une messe à son intention sera célébrée le jeudi 17 février, à 11 heures, en l'église Saint-Roch, rue Saint-Honoré à Paris-8e, afin de permettre à tous ses amis du Skal Club et autres de lui rendre un dernier hommage.

Remerciements

– Mme Roger Petit,
M. et Mme Michel Guillard,
et leurs enfants,
Mlle Béatrice Petit,
M. Gérard Petit,
Et toute la famille,
très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées, vous expriment leurs bien sincères remerciements.

Anniversaires

– En ce 15 février 1983, donnez une pensée au
doyen Paul PERROCHAT,
qui mourut tragiquement il y a vingt ans, laissant la Faculté des Lettres de Grenoble en pleine prospérité : un grand savant, un humaniste.

Messes anniversaires

– *« In memoriam »*,
Marie BERTOLA.
A tous ceux qui l'ont connue et aimée.
Une messe sera dite à son intention, le 17 février 1983, à la paroisse de Saint-Germain-en-Laye.

Communications diverses

– L'amicale Les Bretons d'Argenteuil, le Bagad et le cercle celtique Bugale ar gwenn ti uhel organisent leur sixième fest-noz, le samedi 19 février 1983, de 21 heures à 3 heures du matin, *à la salle des fêtes Jean-Vilar*, à Argenteuil (près du pont). Frais 15 F + 1 F pour les écoles bretonnes Diwan.

VENTE A VERSAILLES
A VERSAILLES - 5, rue Rameau
le DIMANCHE 20 FÉVRIER 1983, à 14 h
136 ŒUVRES, par Meliné KOTCHAR
36 AQUARELLES, par Henri NOIZEAUX
150 TABLEAUX MODERNES
de maîtres contemporains et fin du XIXe
Me BLACHE, commissaire priseur (3) 950-55-06
exposition vendredi et samedi

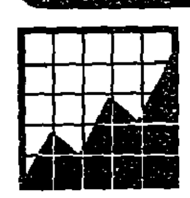
REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur des achats

FLODOR

Nous sommes le leader français des produits dérivés de la pomme de terre : 450 millions de chiffre d'affaire et 700 personnes. Nous recherchons notre *Directeur des achats. Rattaché au Directeur de l'usine*, ce collaborateur gère un budget de 150 millions de francs et dirige un service de 5 personnes : approvisionnement, contrôle, gestion de stock. Il contact et négocie personnellement avec nos fournisseurs d'arômes, d'emballages et de carburants. C'est un spécialiste de la fonction achats que nous voulons recruter, ayant si possible l'expérience de l'achat des emballages. *Une bonne pratique de l'Anglais serait appréciée. Le poste est à pourvoir à* PERONNE, dans la Somme.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 245.82 M à notre Conseil - 61, bd Haussmann 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

REGIONAL CONTROLLER

F 250.000 +

La filiale française d'un puissant groupe américain dans la distribution d'équipement électronique médical de pointe recherche un REGIONAL CONTROLLER basé dans la proche banlieue sud de Paris.

Relevant de la direction générale française et en liaison fonctionnelle avec le groupe, il aura autorité sur les contrôleurs locaux de 5 filiales européennes.

Il devra mettre en place et faire respecter les procédures concernant *l'établissement* des budgets prévisionnels et des états mensuels du reporting américain destinés à la maison-mère ; procéder à la consolidation, analyser et expliquer les écarts ; résoudre les problèmes fiscaux avec les responsables *locaux et les conseillers* nécessaires.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 28 ans minimum, formation supérieure commerciale option finance - comptabilité + DECS ou équivalent, *pratiquant* couramment l'anglais, ouvert, disponible, excellents contacts humains, déjà familiarisé avec les procédures et les systèmes d'information de gestion anglo-saxons, motivé pour évoluer dans un contexte multinational.

Une formation en cabinet d'audit serait appréciée.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (*ret.*) et prétentions sous référence 21.505-M à
CLA RECRUTEMENT
11, av. Delcassé, 75008 Paris



temat

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES

Notre société réalise actuellement une diversification dans la **TELEMATIQUE** *avec des équipes nouvelles motivées.*
Elle regroupe 1600 personnes en BRETAGNE SUD et son C.A 1983 sera le triple de 1980. Pour faire face à cette progression qui doit se poursuivre dans les années à venir, nous recherchons le

FUTUR DIRECTEUR DU CONTROLE DE GESTION

Il aura pour première mission la mise en place, avec l'aide du service conception *informatique, du système d'information qui devra lui permettre un diagnostic* sérieux sur la marche de l'entreprise.
Il adaptera les procédures budgétaires existantes à l'évolution rapide de la société.
Il négociera avec les différents Directeurs les objectifs budgétaires et devra soumettre toutes anomalies importantes dans les réalisations, à la Direction Générale.
Il participera à la préparation du plan stratégique de l'entreprise.

Le candidat que nous recherchons aura une dizaine d'années d'expérience dans une fonction de contrôle de gestion, si possible en milieu industriel, de *fabrication de produits grande série.*

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et *rémunération souhaitée en indiquant la référence* **JD 165 à TEMAT** Direction du Personnel
10, rue Jean Jaurès – 29000 QUIMPER

MATRA
COMMUNICATIONS

RECHERCHE DIRECTEURS

de village de vacances région **AUVERGNE LIMOUSIN** expér. exigée en gestion et restauration collective. Postes permanents, cadres. Env. lettre manuscr. C.V. et photo N° 16099 à AGENCE HAVAS 63002 CLERMONT FD CEDEX

STÉ INDUSTRIELLE 50 PERSONNES SITUÉE PRÈS D'UNE GRANDE VILLE DE BRETAGNE, SOLIDEMENT IMPLANTÉE SUR LE MARCHÉ DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES PAR INJECTION ET SOUFFLAGE ET FABRICATION DE MOULES

CHERCHE POUR COMPLÉTER SON ÉQUIPE DE DIRECTION

1 DIRECTEUR TECHNIQUE

Dépendant directement de la direction générale, il animera, dirigera et coordonnera le service technique (ordonnancement, fabrication, méthode) et assurera les contacts techniques clientèle.

Le candidat âgé de 35 ans au minimum aura une expérience de 8 à 10 ans dans la spécialité, et des qualités de commandement et de contact. Bonne rémunération assurée pour candidat valable et motivé.

Adresser C.V. + photo + lettre d'accompagnement manuscrite à Havas N° 4619 AT, 16, avenue de Crimée, 35100 Rennes, qui transmettra.

Société de salaisons/conserves, leader régional dans son domaine, située dans les **Pyrénées Atlantiques**, recherche son

Directeur Administratif

Ce généraliste, de formation ESSEC, SUP de CO, Sciences Eco..., a une connaissance des domaines:
• comptables • juridiques • sociaux
enrichie par une expérience d'une dizaine d'années en entreprises industrielles.

Ecrire avec CV, sous réf 2526 à mentionner sur l'enveloppe à Média-System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

média-system

Filiale d'un groupe français, notre société compte parmi les leaders de sa profession. Elle offre des produits-services aux entreprises, administrations et autres collectivités sur un marché porteur.

nous recherchons
pour la BOURGOGNE, et AUTRES CRÉATIONS

DES DIRECTEURS DE RÉGION

Les candidats âgés de plus de 30 ans, possèdent une formation supérieure commerciale, gestion ou de techniques alimentaires.
Ils possèdent un tempérament porté vers le développement et la négociation commerciale.
Ce sont des hommes de terrain, disponibles, au contact aisé à tous les niveaux.
Ce sont aussi des RESPONSABLES et DÉCIDEURS qui apprécieront une large délégation.
La rémunération sera à débattre en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser C.V. et photo sous réf. 255129 M Régie Presse 85 bis, Rue Réaumur - 75002 PARIS - qui transmettra

Nous vous assurons une totale discrétion et réponse à tous dossiers

Directeur à fort potentiel

Société de Gestion Technique et de Maintenance

Tours de bureaux, ensembles complexes...

Appuyée sur de puissants groupes français de niveau international, notre *société* est spécialiste de la gestion et de la *maintenance de grands* ensembles immobiliers, et reconnue pour son dynamisme commercial et la qualité de ses prestations. Le créneau qu'elle a ouvert lui procure des marchés nationaux et *internationaux qu'elle exploite avec détermination.*

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un Directeur, **INGENIEUR de GRANDE ECOLE** ayant un fort potentiel d'évolution.
Agé de 35 ans environ, il doit pouvoir justifier d'une expérience réussie de direction, *d'animation et de développement d'un centre de profit en milieu* industriel ou technique, de préférence dans le secteur du bâtiment : électricité industrielle, climatisation...
Bras droit du PDG, il prendra la responsabilité totale des exploitations et sera étroitement associé à toutes les décisions concernant la vie de la société. Nous voulons un homme de valeur et d'envergure, animateur du personnel *mais aussi un homme d'organisation et de gestion.*

La grande variété des techniques utilisées, dont certaines très élaborées, implique impérativement, outre une formation supérieure (ECP, AM, ETP...) un esprit ouvert, mobile et polyvalent et la capacité de mettre en œuvre une *organisation complexe, une gestion rigoureuse.*
Rémunération élevée. La réussite dans ce poste débouche sur une évolution certaine de carrière.



Ecrire avec CV, lettre *manuscrite* et prétentions sous réf. 2893 M à D. DANGER - Service Recrutement - CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

Desseln

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Nous sommes une jeune Société de Services et de Conseil en Informatique ayant pour vocation d'apporter rapidement des solutions concrètes aux besoins d'une *clientèle constituée principalement de grandes sociétés et de grandes* administrations.
Dans le cadre de notre forte expansion, nous souhaitons rencontrer un jeune DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER (formation grande école) capable de maîtriser et de prendre en charge rapidement :
- la gestion des tableaux de bord,
- les relations avec les organismes bancaires et de crédit,
- *la gestion du personnel,*
- les relations avec les cabinets comptable et juridique.

Ce poste ambitieux permettra à un candidat de valeur de saisir de larges opportunités d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV au Service du Personnel ASYSTEL 103, avenue Felix Faure 75015 Paris.

média-system

A S Y S T E L



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE MONDIALE RECHERCHE POUR UN PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU MINISTERE DU PLAN A LIBREVILLE (GABON)

Un *Conseiller économique principal* pour diriger une équipe de trois conseillers économiques/financiers. Le candidat à ce poste aura une *expérience de la planification du* développement et de la préparation, de l'évaluation et de l'exécution de projets d'investissement.

Des *Conseillers économiques* pour mettre au point des systèmes et des méthodes d'évaluation économique de *projets* à réaliser dans différents secteurs et pour former le personnel de contrepartie. Les candidats *auront des connaissances d'ingénierie.*

Un *Analyste financier* pour mettre au point des *systèmes et des méthodes de programmation* et de contrôle des crédits budgétaires affectés aux projets de développement. Les candidats auront de l'expérience en matière d'analyse financière ainsi que de gestion et de planification des ressources financières.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme équivalent; ils auront travaillé dans un pays *en développement, de préférence* en Afrique au sud du Sahara, parleront et écriront couramment le français. Les candidats sélectionnés signeront un contrat de trois ans avec la Banque mondiale et seront détachés auprès du Gouvernement gabonais. La rémunération et les indemnités et avantages divers sont *compétitifs sur le plan* international et seront fonction des qualifications et de l'expérience du candidat.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae détaillé, en mentionnant la référence No 13-4-FRA0201, à l'adresse suivante :



THE WORLD BANK
Central Operations Division
Personnel Management Department
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
Etats-Unis

smh FILIALE CHAFFOTEAUX & MAURY

dans le cadre de ses chantiers à l'exportation
Programmes de pavillons préfabriqués
recherche pour ARABIE SAOUDITE

DIRECTEUR DE CHANTIER

réf. 30.25

il sera responsable de la coordination générale (administrative et technique) de la qualité des travaux et du *délai, des réalisations.*

Ingénieur T.P. vous avez une expérience du *même ordre en Arabie Saoudite.*

CONDUCTEURS DE TRAVAUX TCE Haut Niveau

Réf. 30.26

une expérience sur chantiers (pavillons industrialisés de préférence) au Moyen Orient est nécessaire.
Pour ces postes l'anglais est indispensable.
Les contrats seront de durée déterminée de 15 mois.
Logement en base-vie célibataire.
Disponibilité exigée debut Mars
Merci d'adresser CV + photo en indiquant la référence du poste choisi au

CEIP 35 Conseil d'Entreprises
20, rue de Brest - 35000 RENNES

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

recherche pour le

PROCHE ORIENT

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

EN ORGANISATION et en INFORMATIQUE

- chargés de l'encadrement technique d'une équipe de consultants de haut niveau
- anglais courant exigé
- expérience souhaitée de la conduite de projets à l'étranger
- séjour de longue durée. Avantages liés au statut d'expatrié.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
N. 2775 - PUBLICITÉS RÉUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-CSF

DIVISION ACTIVITÉS SOUS-MARINES DE CAGNES-SUR-MER

recherche

INGÉNIEURS

PHYSICIENS (ESPCI, EPC ou A & M)

pour étude et développement de technologies de pointe dans le domaine des composants à ondes *acoustiques*.
Expérience en dépôt de couche mince sous vide et en photolithographie.

ÉLECTRONICIENS (ENST, ESE, ESPCI A & M + ESE souhaité)

pour *laboratoire d'études*: traitement du signal, sonars, informatique scientifique et microprocesseurs.
2 à 3 ans d'expérience souhaités.

ACOUSTICIENS (ECP, ESPCI)

pour étude de définition et développement de *transducteurs et d'antennes acoustiques sous-marine* (sonars actifs et passifs).
Expérience souhaitée.

DÉVELOPPEMENT (ECP, A & M, ENSM ou équivalent)

pour industrialisation d'antennes sous-marines et de packaging électronique.
Quelques déplacements en France et à l'étranger.
2 ans d'expérience souhaités.

Pour tous ces postes l'anglais est exigé.

Envoyer un CV détaillé en précisant le poste souhaité à THOMSON-CSF, Service du Personnel, Chemin des Travails, BP 53, 06801 CAGNES CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT

ENERTEC

Filiale industrielle du Groupe SCHLUMBERGER
recherche pour le département
SYSTEMES DE TESTS AUTOMATIQUES

Chef du personnel H/F

Ce *département* qui emploie 150 *personnes* en France (à Saint-Etienne et en région parisienne), en Angleterre, Allemagne et Italie, crée un poste de Chef du Personnel *dépendant directement du Directeur du département.*

Il/elle aura en charge:
– la *mise* en place de la gestion administrative en France,
– l'élaboration et suivi des plans de formation en Europe,
– le recrutement d'ingénieurs et techniciens en Europe,
– la *mise en place des procédures* et accords paritaires en France,
– le développement de la fonction personnel dans le cadre de l'expansion du département.

Le/la candidat(e) idéal(e), de formation supérieure (DES droit, sc. po. ...) a déjà acquis une expérience de la fonction depuis 2 ans dans un groupe multinational. *Parfaitement* bilingue en anglais, *il/elle s'exprime* aisément en allemand. Mobile d'une façon générale, il/elle est apte à voyager en Europe.

Ce poste, basé à Saint-Etienne requiert un sens développé de la communication, une bonne compréhension de l'*industrie. Il offre une* excellente opportunité de développement de carrière à un niveau international.

Merci d'envoyer votre curriculum-vitae détaillé et la rémunération souhaitée sous la référence S 261 à Michèle LEFORESTIER, ATE-Europe, 12 place des Etats-Unis, 92120 Montrouge.

ENERTEC
Schlumberger



Responsable Recrutement, Formation, Gestion des Carrières.

Marseille H/F

Organisme national à vocation interministérielle, nous intervenons dans le domaine des *applications de l'informatique. Nous recherchons notre* RESPONSABLE RECRUTEMENT, FORMATION, GESTION DES CARRIERES.

Agé d'au moins 35 ans, après des études supérieures qui vous ont permis la connaissance des hommes, vous avez su appliquer, juger de vos résultats à l'intérieur d'une Entreprise.

Dépendant du Secrétariat Général, vous aurez à monter des dossiers de recrutement de cadres de bon niveau, *à participer au plan de formation. et à l'effort de prospective dans la* gestion des carrières.

Si de créer un tel poste dans un secteur de pointe vous intéresse, envoyez-nous lettre manuscrite, C.V., sous référence 83603 M à Madame Claude FAVEREAU, qui vous assure de toute sa discrétion.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

NCR
ANTILLES

Troisième constructeur mondial de systèmes informatiques avec un C.A. de $ 3,5 milliards, nous entendons le rester en consacrant plus de $ 200 millions au budget recherche. Notre développement nous permet d'offrir une opportunité *de carrière à un*

adjoint au directeur administratif et financier

H ou F - pour notre siège à Pointre à Pitre

responsable avec 12 collaborateurs de la comptabilité (française et anglo-saxonne), du budget, de l'analyse des résultats et de la coordination France/U.S.A./Porto-Rico (siège région Caraïbes).

E.S.C. avec une première expérience ou débutant, vous parlez anglais et si possible espagnol, connaissez les *Antilles* et/ou souhaitez y retourner.

Nous retiendrons les candidats ayant le meilleur potentiel pour une évolution rapide, fondée sur leurs qualités *personnelles et la formation complémentaire prévue.*

Envoyez lettre, C.V., photo et rémunération sous la référence M 101 à M. Bablon, NCR France, Tour Neptune, 92086 Paris La Défense Cedex 20, qui vous garantit discrétion de rigueur et réponse.

Des chercheurs qui trouvent...

Notre société coopérative ne serait pas devenue l'un des premiers producteurs de semences de céréales en Europe (C.A. groupe : 1 milliard +) sans les efforts constants que nous avons investis depuis 20 ans dans la recherche. Nous offrons à

2 Ingénieurs agro-agri

partageant notre volonté d'améliorer sans cesse les variétés destinées au marché, la possibilité de s'intégrer *avec leurs expériences à nos équipes de recherche* génétique.

- Un ingénieur rejoindra notre équipe Maïs et sera plus orienté vers la recherche *«fondamentale»*.
- Un ingénieur s'intégrera à l'équipe Céréales et sera plus proche de l'expérimentation.

Notre société, située dans le Sud-Ouest, vous offre des moyens de travail importants, le soutien d'une politique favorisant la recherche, la satisfaction de voir vos résultats *se réaliser par la mise au marché.*

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 348 RT.

SCOTI
33 rue de Miromesnil
75008 Paris
Discrétion assurée.

média-system

MANAGEMENT CONSULTANT

The World Bank, a leading international institution in the field of economic development with Headquarters in Washington, D.C., invites applications from qualified men and women for the position of Management Consultant in its Organization Planning Department.

The successful candidate will, under the supervision of the Director, be responsible for:

1) Planning, directing and organizing complex management study projects aimed at maintaining and improving institutional efficiency and effectiveness.
2) Proposing, designing and carrying out management study projects at the request of client departments, and analyzing management problems and recommending a program *of constructive changes in organization*, systems and management approaches, as required.
3) Conducting or assisting in conducting programs to implement the recommenda*tions by laying out an action program* for the client department(s), monitoring it for them, or, in some cases, actually managing it.

Requirements

i) Advanced degree in business, public administration or a related field. Also specialized training and/or experience in one or more *of the following* disciplines: Financial Management, Personnel Management, Organization Development, Operations Management, etc.
ii) Five to ten or more years of progres*sively responsible experience in a pro*fessional, preferably international, management consulting firm, or equivalent experience as an internal consultant.
iii) Highly developed oral and written communication skills.

The World Bank offers a competitive salary and benefits package. The position is based at the Bank's headquarters in Washington, D.C. Please send a detailed curriculum vitae, quoting Reference No. 3-3-FRA0101 to:

The World Bank
Staffing and Planning Division
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433, U.S.A.

Société A.D.E.T.E.

recherche

TECHNICIEN SUPÉRIEUR TÉLÉVISION

Hautement qualifié.
Spécialiste émetteur T.V. et faisceaux hertziens pour suivi de chantier en Arabie Saoudite.
Anglais courant obligatoire.

Tél. pour rendez-vous, 657-11-33, poste 576.

MADAGASCAR

La Cotonnière d'Antsirabe crée le poste de

directeur d'exploitation agricole

(Plantation de Coton)

Nous souhaitons le confier à un ingénieur diplômé d'une école d'agriculture ou ayant une expérience équivalente.

Il lui faut un tempérament de pionnier et de défricheur et l'aptitude à s'adapter à des conditions locales en évolution. Une assistance technique lui permettra de se familiariser aux spécificités de la culture de coton en pays malgache. L'équipe dynamique et accueillante que nous formons l'épaulera. Les possibilités de transfert sont de 6000 FF net par *mois mais ce poste offre* des conditions intéressantes au plan local, les avantages sociaux des expatriés et surtout l'occasion de réaliser un travail passionnant pour la mise en valeur d'un potentiel prometteur.

Ecrire sous réf. 253
à P. COLOMBELLI
SODERHU
22, rue Saint Augustin
75002 PARIS.
Membre de Syntec

Soderhu

Pour CENTRAFRIQUE

Groupe 4 sociétés P.M.E. à vocation commerciale
Recherche pour étoffer sa

DIRECTION GÉNÉRALE

Jeune adjoint aux fonctions polyvalentes.
Nécessaire avoir déjà une *certaine expérience de gestion* et au minimum 30 ans.

Env. C.V. détaillé et précis avec photo, inutile se présenter :
Écrire SODEXAFRIC
14, rue Portefoin. 75003 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES
recherche pour filiale
Côte Occidentale d'AFRIQUE

CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ

Détenteur BTS ou équivalent
Pour occuper poste
ADJOINT CHEF COMPTABLE
Statut expatrié.

Adr. C.V. et photo Nº 81083 CONTESSE Publicité 20, Av. Opéra – 75040 Paris Cedex 01.

Responsable gestion personnel

recherché par

Manufacture de chaussures - Sud Nantes
(CA 145 MF - 650 personnes)

Ce poste conviendrait à un cadre (homme ou femme), titulaire d'un DUT en Gestion du Personnel (ou diplôme au moins équivalent).

Expérience exigée : responsabilité de plusieurs années dans la fonction «personnel», dans une entreprise d'importance voisine.

Connaissance gestion informatisée indispensable.

Rattaché au Directeur Général, il aura à remplir un triple rôle de : conseiller en législation du travail, assistance sociale au profit des personnels, gestion administrative.

Situation stable et d'avenir dans une entreprise en forte expansion très bien orientée vers l'exportation.

Adresser C.V. + photo + prétentions, sous référence O147 à P. O'DELANT - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.

CAPFOR
PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - BREST - MONTLUÇON

MEDIA PA

STE française, principal fournisseur de biens d'équipements pour travaux publics CA 700 M recherche pour son siège LYON

CHEF DE SERVICES COMPTABLES

Formation supérieure souhaitée (mim. DECS).

– Entière responsabilité CG et CA, trésorerie et suivi bancaire, fiscalité, contrôle des filiales.
– participation active à l'amélioration des procédures et à l'utilisation de l'informatique.
– déplacements de courte durée dans les différents Ets du groupe
– poste convenant à un excellent praticien sachant diriger une équipe : rémunération en rapport avec compétences.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
au nº 255212 M. RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE A ROUEN,
recherche

JEUNE LICENCIÉ EN DROIT

Option droit des affaires, ayant deux années d'expérience professionnelle, connaissances notariales et droit des sociétés.

Envoyer C.V., références, inscription A.N.P.E. éventuellement et prétentions sous numéro 000.000 LE MONDE Pub.
service annonces classées
5, rue des Italiens. 75009 PARIS.

LE LABORATOIRE des PONTS et CHAUSSEES
SERVICE de MECANIQUE des ROCHES
renforce son potentiel par la création du poste de

Jeune Ingénieur géomécanique

Après un complément de formation, ce jeune diplômé d'une Grande Ecole (MINES, PONTS et CHAUSSEES, CENTRALE...) débutant ou ayant quelques années d'expérience, se verra *confier de larges missions d'études et de* recherche dans le domaine de la mécanique des roches appliquée au Génie Civil. Intégré à une petite équipe, il prendra totalement en charge les études demandées par les Administrations et les Services, depuis l'analyse du problème jusqu'au rôle d'assistance technique pen*dant la mise en œuvre de ses solutions.*
Il prolongera cette action par les recherches permettant de développer les applications de l'informatique scientifique. Aptitudes physiques nécessaires pour *exécuter des travaux en montagne.*
Salaire de départ : 120 mille francs.
Le poste est à pourvoir à LYON.
Ecrire au CABINET GATIER,
32 rue Barrême 69006 LYON, sous référence 095 M.

Cabinet Gatier

média-system

SOCIÉTÉ D'ART SERVICES
recherche pour *CONTROLE DE GESTION*

COMPTABLE
expérimenté

Connaissance de l'anglais
et de l'informatique fortement souhaitée

Envoyer C.V. à :
DART SERVICES S.A.
LA VAVRETTE. 01250 TOSSIAT.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



HEWLETT PACKARD
GRENOBLE

3ème Exportateur Français d'Informatique, notre activité est extrêmement diversifiée : plusieurs divisions dotées chacune d'un centre de recherche et développement, de marketing et production et ayant une vocation européenne ou mondiale sur leur gamme de produits.
Plus de 80 ingénieurs travaillent dans nos différents laboratoires. Leurs recherches sont orientées vers les terminaux, les télécommunications et logiciels de base, utilisant toutes les technologies de pointe en micro-électronique.
La croissance de nos départements Recherche nous amène à recruter plusieurs

ingénieurs informaticiens, électroniciens HF, automaticiens

Pour notre
division informatique industrielle
(référence MF 014)

Son laboratoire oriente plus particulièrement ses recherches vers le *développement de logiciels de surveillance et contrôle de fabrication.*
Les postes à pourvoir conviendraient à des ingénieurs informaticiens ou automaticiens, débutants ou ayant une expérience dans :
– La mise en œuvre de systèmes industriels d'automates programmables.
– Les interfaces hommes-machines.
Une expérience de la programmation en Pascal serait très appréciée.

Pour notre
division réseaux
(référence MC 015)

Son Département de Recherches oriente ses activités en matériel et en logiciel vers les réseaux de communication de données.
Nous recherchons des ingénieurs expérimentés (2 à 4 ans) ou des débutants de très haut niveau dans les domaines suivants :
- Electronique analogique : *modulation, transport et démodulation de données.*
- Electronique logique : conception d'ensembles à base de microprocesseurs.
- Informatique : architecture de systèmes, moniteur temps réel, gestion de protocoles de communication.

Si vous souhaitez la responsabilité complète de tout ou partie d'un projet, de l'approche théorique jusqu'à la création du prototype et la mise en fabrication, écrivez en rappelant la référence du poste choisi, à HEWLETT-PACKARD - Département du Personnel - 5, avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

RESPONSABLE ORGANISATION 160.000 +

Groupe français de 4000 personnes, notre activité s'exerce dans un secteur en pleine expansion. Nous avons une organisation interne très complexe et cherchons à améliorer en permanence le système d'information administrative.
Intégré au sein de notre centrale d'Achats, vous serez responsable de la conception et de la mise en œuvre de nouvelles procédures et vous assurerez les relations avec la Direction Informatique.
Vous avez de solides connaissances en informatique, au minimum 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans une direction organisation, ou en qualité de correspondant informatique, ou chef de projet. Vous désirez élargir vos responsabilités et vous installer dans une grande ville de province.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) EUROFONCTIONS - 26, rue du 4 Septembre - 75002 PARIS sous référence 1402, qui garantit réponse et discrétion.

INSTITUTION DE PREVOYANCE
1000 personnes - 40 établissements recrute pour ses services centraux de
CHARTRES

CHARGÉ D'ORGANISATION

Position Cadre 120.000/an

de formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Eco ou CNAM...) et possédant de préférence une expérience d'au moins 3 ans dans le secteur tertiaire, si possible assurances groupe.
Nous souhaiterions rencontrer un candidat ayant une bonne pratique de l'informatique de gestion (analyse ou conduite de projets).
Des déplacements de courte durée sont à prévoir.
Nombreux avantages sociaux.
Prière d'envoyer CV, photo sous réf. 60989 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE RÉGIONALE DE L'EST
recherche le

RESPONSABLE de sa DIRECTION INSPECTION

Une parfaite connaissance des techniques et circuits bancaires est indispensable.
Le poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire actuellement au moins en classe VII.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous N° 60 982 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui tr.

Organisme Hospitalier

CRÉE LE POSTE DE

RESPONSABLE RÉGIONAL ORGANISATION et INFORMATIQUE

Le candidat devra répondre au profil suivant :
- ingénieur grande école, 10 ans d'expérience minimum.
- expérience encadrement : organisation, études, exploitation, (multisites appréciée).
- Sens des relations, autorité personnelle, dynamisme.

POSTE à pourvoir dans UNE VILLE DU CENTRE DE LA FRANCE.

Envoyer C.V. photo et prétentions à CESIA Domaine de Voluceau Boite Postale 105 — 78153 LE CHESNAY cedex en indiquant la référence 61.382.

Organisation professionnelle Rhône-Alpes

recherche

JEUNE JURISTE

DROIT SOCIAL

Sa mission :
– étude et suivi de la législation du travail ;
– conseil et assistance auprès des entreprises.

Cette fonction s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Licence ou Maîtrise de Droit Privé). *Ayant si possible 1 ou 2 années d'expérience dans un* service du personnel d'une entreprise industrielle. Il sera rattaché au responsable du service des affaires sociales.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Régie-Presse sous *n° T 038.332 M., 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.*

SOCIÉTÉ DE GRANDE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE
(550 personnes)
en très forte expansion
proximité de METZ
recherche son

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Membre du Directoire, celui-ci assumera véritablement l'ensemble des *responsabilités* de la fonction : conception de la politique de personnel et son application, relations sociales, recrutement, *gestion des carrières, formation,* animation et suivi de la D.P.P.O.
Ce poste conviendrait à un candidat âgé de *30-35 ans et disposant* d'une *solide expérience* de la fonction dans une entreprise comparable.
La rémunération annuelle sera de l'ordre de *200 000 F + selon expérience.*

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 61155 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01.

Nous sommes un important Groupe d'engrais et d'amendements. Nous préparons nos structures d'avenir et recherchons un

CHARGÉ D'ÉTUDES

Vous avez entre 25 et 30 ans et une formation acquise dans l'enseignement supérieure. Une courte expérience professionnelle vous aura permis *de faire la preuve d'un esprit d'analyse d'une* grande précision et d'un tonus à l'origine d'un rendement efficace.
votre dynamisme est à la hauteur d'une ambition assez forte pour assurer une fonction qui, dans un premier temps implique :
• le suivi et le développement des produits nécessitant une parfaite connaissance du marché des matières premières
• le développement de nouveaux produits
• le contrôle des tableaux de bord de la force de *vente impliquant le suivi quotidien du marché commercial.*
Le poste est à pourvoir dans une ville côtière de *Bretagne*
Si vous estimez être l'homme de la situation adressez C.V. et photo + lettre manuscrite à IMAGO *n°088* - 156, bd Haussmann - Paris 8e qui transmettra.

Voir la suite de nos ANNONCES CLASSÉES offres d'emplois et autres rubriques en page 26.

TEMAT

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES

1600 personnes en BRETAGNE SUD, réparties dans plusieurs établissements, un C.A ayant triplé en 3 ans. Nous renforçons notre potentiel **ELECTRONIQUE** *à la Direction de Production centralisée dans notre établissement de QUIMPER et créons le poste de*

INGENIEUR GESTION DE PRODUCTION INFORMATISEE

Intégré au service approvisionnements et stocks, il gèrera les approvisionnements relatifs aux produits nouveaux et aux évolutions de produits en cours de fabrication, en liaison avec le service étude et le service achats.
Ce poste peut intéresser un **INGENIEUR ELECTRONICIEN** attiré par les **PROBLEMES DE PRODUCTION.** Il aura si possible une formation complé*mentaire type IAE ou CESMA... et une première expérience industrielle.*

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée *en indiquant la référence* **JD 163 à TEMAT** *Direction du Personnel*
10, rue Jean Jaurès — 29000 QUIMPER

MATRA COMMUNICATIONS

PARFRANCE ANNONCES

SEITA

Importante Société Nationale (9000 personnes), occupant 65 % de son marché en France, recherche pour ses usines du **CENTRE**, du **NORD**, de **l'OISE** et de la **région d'ORLÉANS**, de jeunes

INGENIEURS

— débutants ou première expérience —

Diplômés d'**ARTS et MÉTIERS** ou équivalent, ils bénéficieront d'une formation à nos activités et à nos équipements (machines très rapides, intégrant des automatismes poussés).
Les fonctions qui leur seront ensuite rapidement proposées (recherche/développement, process, entretien...), leur permettront de participer à l'encadrement des usines et d'exercer des *responsabilités concrètes et évolutives.*
Des qualités de contact et de commandement sont donc nécessaires.

Candidatures et CV sont à adresser sous Réf. M, Mme J. MERCIER, CERTTA-SFT, B.P. N° 2 - 4, *rue André-Dessaux 45401 FLEURY-les-AUBRAIS Cedex.*

HAVAS CONTACT

ANNECY

SOPRA développe son centre de traitement et recherche un

Ingénieur Commercial

«un battant» de formation supérieure connaissant parfaitement l'environnement services en informatique.
Sa *mission : prospecter les entreprises de la région et effectuer l'acte de vente* dans sa totalité.
Des produits standards et sectoriels de haut niveau permettront à un candidat habile négociateur de développer une activité de traitement dans un environnement très concurrentiel.
Rémunération motivante.
Adresser CV, photo, prétentions à Sopra Recrutement, sous référence 1502 M, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA.
Constructeur d'informatique

média-system

Le Directeur de la région NORMANDE
D'UN ORGANISME NATIONAL PRIVE
recherche

SON ADJOINT

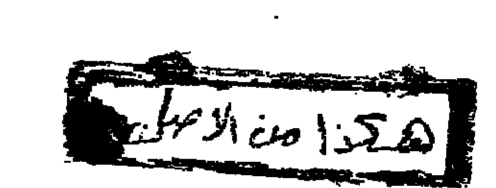
qui sous son autorité sera responsable pour la délégation régionale :
- de l'organisation administrative,
- de la mise en place et du suivi de la planification,
- du développement des applications informatiques,
- de l'administration et de la gestion du personnel.

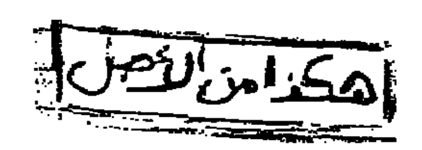
– Il doit avoir dans les domaines finances, gestion, administration une formation supérieure et une expérience réussie.
– Il doit être rompu aux méthodes de gestion des groupes de l'animation et de management.
– S'il est originaire de la région c'est un atout.

Les bureaux de la délégation régionale sont à : ROUEN.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous N° 8389 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne
75008 Paris - qui transmettra







Ce mois-ci chez IBM:

Un grand événement, l'autre petit écran :

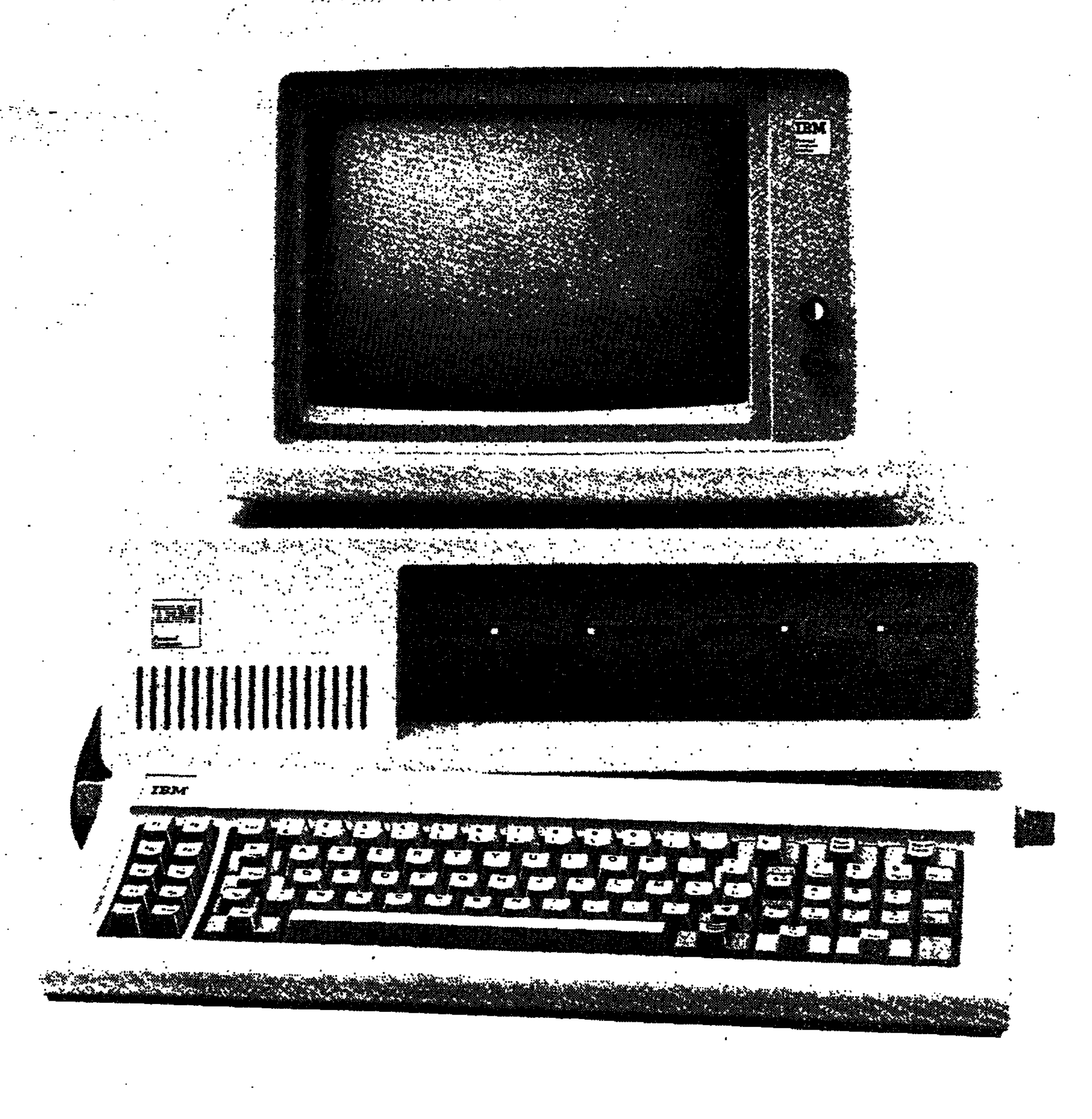


هكذا من الأصل

l'Ordinateur Personnel IBM Tél : (1) 722.22.22

Ça y est! IBM lance un ordinateur personnel.
Avec lui, un autre petit écran va entrer chez les commerçants, artisans, et dans les professions libérales, les entreprises petites, moyennes et grandes. Grâce à lui, chacun peut accéder à l'efficacité informatique IBM, améliorer sa gestion et faciliter son travail quotidien.
L'ordinateur personnel IBM, c'est la solution informatique à l'échelle personnelle. Un vrai professionnel vous conseillera, dans l'un des nombreux points de vente spécialisés, agréés par IBM.
Pour connaître votre distributeur le plus proche, appelez le (1) 722.22.22.

IBM
IBM FRANCE DIFFUSION



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

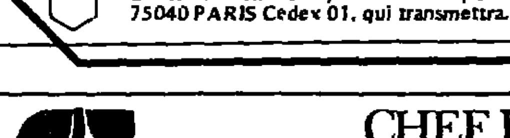
IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche
pour son usine de la région de BORDEAUX :

UN RESPONSABLE EMPLOI

Il sera chargé de la gestion courante du personnel, du recrutement, de l'analyse des postes de travail, de la définition des besoins de formation en liaison avec la hiérarchie.

Il assurera cette fonction sous l'autorité du chef du Personnel pour une partie des personnels de l'usine. Agé d'au minimum 30 ans, il possèdera une formation technique de base complétée par quelques années d'expérience dans la fonction personnel.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 60747
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



CHEF DE SERVICE CONTROLE PEAGE + 130.000F

Société des Autoroutes du Sud de la France

La Direction Régionale d'exploitation de l'A.S.F. à Orange gère 225 km d'autoroute et 14 gares de péage. Pour assurer le contrôle d'exploitation et l'assistance auprès des services opérationnels de péage, elle dispose d'une petite équipe dont elle recherche aujourd'hui le responsable.

Ce poste nécessite une expérience d'une dizaine d'années en gestion commerciale ou administrative, des qualités d'analyse et de synthèse ainsi qu'une pratique réelle de l'animation des hommes.

Des connaissances en informatique en tant qu'utilisateur sont indispensables.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + photo sous référence 207/83 à



IS CONSEIL
34 cours Gouffé
13286 Marseille Cédex 6.

IS CONSEIL *PARIS- LYON- MARSEILLE*

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE CHALON-SUR-SAONE

recherche **2 INGENIEURS METHODES**

dans le cadre du développement constant de ses moyens de production appliqués à une technologie avancée.

Ces ingénieurs seront chargés, en particulier, de seconder le responsable *des "MÉTHODES" pour mener à terme des travaux de création et de mise* en place dans les ateliers d'outillages et d'équipements sophistiqués.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs diplômés d'une grande école ayant si possible, une première expérience industrielle. Une spécialisation en automatisme ou en robotique serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, *photo et prétentions) sous référence* 50094 LM à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX INDUSTRIES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET DE LA PÉTROCHIMIE

recherche

pour ses services technico-commerciaux situés en Dordogne

INGÉNIEURS

DIPLOMÉS AM, INSA OU ÉQUIVALENT

Ils seront chargés :
- *soit de définir et traiter les questions d'applications du matériel.*
- *soit d'analyser et de gérer le cahier des charges d'affaires complexes (soumises aux codes ASME, ASTM.) et de rédiger des spécifications particulières.*

Anglais exigé.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
Service du Personnel
Société AMRI
"Les Tours Mercuriales"
40, rue Jean-Jaurès - 93176 BAGNOLET

bleu

- Vous pratiquez la fiscalité depuis au moins 3 ans (Cabinet, Entreprise, Administration)
- Vous êtes diplômé de l'E.N.I., titulaire d'un diplôme de spécialisation en Droit fiscal, ou autodidacte de bon niveau
- Vous recherchez une situation vous offrant à la fois les avantages d'une profession dynamique de Conseil aux Entreprises et les garanties de stabilité d'une très grande Société

Nous vous offrons la possibilité de devenir

CONSEIL FISCAL

dans l'un des plus grands Groupes français de Conseils avec des perspectives de carrière très motivantes.

Ecrire sous référence 60834 à Contesse *Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040* Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE CHAMBRE DE COMMERCE RÉGION EST
recrute son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Cadre administratif, minimum 35 ans, de formation supérieure.

Tél. au (8) 335-42-63 ou écrire sous réf. P. 205
BLIQUE CONSEIL
B.P. 3097 – 54013 NANCY CEDEX.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recherche pour sa division MATHÉMATIQUES

UN INGÉNIEUR

(Centrale, Ponts & Chaussées...) chargé d'une étude de la commande optimale des systèmes de chauff. de l'habitat.

Bon niveau mathématique. Connaissance en automatique. Pratique courante du Fortran.

Poste basé à VALBONNE (*Alpes Maritimes*) avec déplacements fréquents à Paris.

Adresser C.V. et prétentions à Monsieur Denis BERTHIER
6, rue Georges-Saché
75014 PARIS.

LYON

Ingénieur électronicien
de la conception à la réalisation

La Société est la filiale française (500 personnes) d un groupe international, premier constructeur européen d'hydraulique. C'est un marché en développement et ces équipements comprendront de plus en plus **d'asservissements électroniques.**
Vous serez donc dans un département qui prend une importance croissante.
A la tête d'une petite équipe, vous concevrez et ferez réaliser ces asservissements en liaison avec le responsable technique de ce domaine et les ingénieurs commerciaux.
Vous aurez toute l'autonomie souhaitable pour remplir cette mission ouverte sur l'extérieur : collaboration avec des sociétés spécialisées en électronique, contacts avec certains clients et avec les autres usines du groupe.
Vous avez déjà acquis une expérience des asservissements et des automatismes, par exemple chez un constructeur.
Merci d'écrire personnellement à Gérard SCHNEIDER qui vous assure toute discrétion (Réf. ITM)

SCHNEIDER RECRUTEMENT 55 montée de Choulans 69323 Lyon Cédex 05.

média system

SOCIETE d'ECONOMIE MIXTE
située en Provence
recherche un

Responsable administratif et financier

Dépendant du Directeur de la Société ce cadre aura pour mission :
- le montage financier et le suivi des opérations en cours ;
- la gestion et le suivi de la trésorerie ;
- le contrôle budgétaire ;
- le suivi des affaires administratives et juridiques (conseils d'administration, conventions...).

Profil :
- formation supérieure ;
- bonnes connaissances financières et fiscales ;
- expérience similaire.

Adresser candidature manuscrite CV, photo et prétentions sous réf 9351, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

ÉTABLISSEMENT HOSPITALIER
PRIVÉ DE L'OUEST
Participant au service public,
recherche

CADRE
FORMATION SUPÉRIEURE
pour fonction de Collaborateur de la direction
GESTION DU PERSONNEL GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

Tél. au (8) 335-42-63 ou écrire sous réf. P. 210
BLIQUE CONSEIL — B.P. 3097
54013 — NANCY CEDEX.

L'ENSEMBLE RÉGIONAL DE BASSE-NORMANDIE SIS A COUTANCES
recrute sur concours

- **2 VIOLONISTES**
- **1 PIANISTE**

Les concours auront lieu les **7 ET 8 MARS 83 À CAEN**

Pour tous informations *s'adresser à :*
ENSEMBLE RÉGIONAL DE BASSE-NORMANDIE.
B.P. 120
50200 COUTANCES.
TÉL. : (33) 45-59-18.

Centre de recherche artistique rech. une assistante de direction et une secrétaire de direction expérimentées, bilingues Anglais. Écr. avec C.V. manuscrit et photos. Circa BP 30 30400 VILLENEUVE-LES-AVIGNON.

Association gérant centre social, *cherche animateur* mi-temps pour contribuer coordination activités et développement vie associative.
B.P. 71-76-380 CANTELEU.

Mme LE METAYER Cherche jeune fille au pair. LE HAVRE Tél. (16.35) 48-71-85.

L'UNIVERSITÉ DE POITIERS
RECRUTE

UN(E) TECHNICIEN(NE) EN INFORMATIQUE

Sur un poste 1B type C.N.R.S. — Traitement net 1er échelon 5.935 F.

Le (la) titulaire devra avoir une bonne connaissance des problèmes d'exploitation et des notions de programmation système. *Il (elle) aura la responsa*bilité de l'exploitation concernant les applications de gestion financière et administrative de l'Université.

Adresser curriculum vitae avant le 25 février 1983
à
UNIVERSITÉ DE POITIERS
15, Rue de Blossac
86034 POITIERS CEDEX
A L'attention de M. le secrétaire général.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

REALISER DANS L'INFORMATIQUE UNE VRAIE CARRIERE D'INGENIEUR

CAP SOGETI LOGICIEL, membre du groupe CAP GEMINI SOGETI, première société européenne de prestations intellectuelles en informatique, propose à de

JEUNES INGÉNIEURS

de valoriser leur carrière grâce à l'informatique. **Diplômés de l'enseignement supérieur,** leur recrutement s'inscrira dans le cadre de Contrats Emploi-Formation.
(Candidats âgés de moins de 26 ans au 1.5.83).
Leur intégration à une équipe opérationnelle sera précédée d'une **session de formation aux techniques actuelles de l'informatique** commençant au début du mois **d'Avril 1983.** Les affectations ultérieures qui leur seront proposées leur permettront d'assumer au cours de leur carrière des responsabilités évolutives dans divers domaines techniques.



CAP SOGETI LOGICIEL

Merci d'adresser un dossier de candidature à
Robert NOELL - CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis Lejeune 92128 Montrouge Cedex.

HAVAS CONTACT

Formation de Formateurs à Dauphine

L'Université de Paris-Dauphine (Département d'Éducation Permanente) propose une formation professionnelle de haut niveau aux métiers **de la formation des adultes** (conception, animation, gestion) et de la **consultation dans les organisations.**

Les stagiaires apprendront leur métier à l'occasion de **mises en situations professionnelles réelles** alternant avec des apprentissages techniques et une réflexion critique. Ils acquerront une qualification et des références de nature à faciliter une insertion professionnelle.

Durée : 2 ans à temps plein (mai 1983 - mai 1985).

Sanction : Diplôme universitaire de formateur d'adultes (DUFA).

Conditions : *Diplômé de 2e cycle ou équivalent + 3 années d'expérience professionnelle. Formation ou expérience en économie, gestion,* informatique et droit souhaitable.

Statut : Stagiaire de l'Etat *(bourse égale à 70 % du salaire antérieur).*

Dossiers de candidature sur demande à retourner le 7 MARS au plus tard à **UNIVERSITE DE PARIS-DAUPHINE** - Département d'Education Permanente - Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny - 75775 PARIS CEDEX 16 - Tél. 505.14.10 (poste 23-34).

MEDIA PA

TAT EXPRESS Transports express **AIR**/Route

Jeunes diplômés d'études supérieures

Dans le cadre d'une très forte expansion - France et Europe - TAT EXPRESS recherche de jeunes diplômés d'études supérieures ayant une première expérience - de 2 à 3 ans - dans des fonctions polyvalentes : commerciales, gestion, suivi d'affaires..., impliquant responsabilités et initiatives.

Au terme d'une formation, ils auront la responsabilité d'un centre de transport : gestion de personnel, relations avec la **clientèle, développement commercial, organisation de tournées, gestion d'un parc de véhicules...**
Prévoir contacts nombreux avec le monde de l'aviation.

Sept postes de « Chef de Centre » ou de « Délégué Commercial » sont à pourvoir sur notre réseau. Lieu de travail PARIS ou PROVINCE.

L'expérience transport, la connaissance de la législation routière sont très appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à T.A.T. EXPRESS, Service Recrutement, Aéroport de TOURS Saint-SYMPHORIEN, 37002 TOURS CEDEX.

Grand groupe industriel français,
leader dans un domaine de haute technologie, recherche un(e)

Analyste Financier confirmé

De formation ingénieur, il a une expérience approfondie des problèmes financiers en milieu industriel.
Sa mission s'exercera au sein d'une équipe restreinte, rattachée à la Direction Financière du groupe, chargée :
- de procéder à l'évaluation économique et financière des choix stratégiques et opérationnels des unités du groupe (investissements, désinvestissements...)
- d'analyser l'environnement concurrentiel du groupe,
- de proposer de nouvelles méthodes de gestion.

Le poste est situé à Paris.
La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 50107 LM. à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

L'AIR LIQUIDE

Un groupe Français présent dans 56 pays, vous propose un développement de carrière.

Jeunes chefs de projet informatique

Le Service Etudes Informatiques (35 personnes, basé à Paris, matériel IBM et HP), souhaite renforcer son équipe en pleine expansion en intégrant 2 jeunes Chefs de Projets pour prendre la responsabilité d'applications de gestion dans un environnement temps réel sur IBM.

Un diplôme d'études supérieures et 2 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion constituent le «Ticket» de base des candidats. S'ils avaient en plus le goût des contacts, la volonté d'améliorer et faire progresser les méthodes existantes et une connaissance des bases de données, nous atteindrions l'idéal... référence CPI 101

Ingénieur système

Mettre en application les logiciels de base, contribuer à l'amélioration de l'utilisation des équipements, participer à la mise en place des logiciels permettant l'interconnexion des différents systèmes : voilà les missions qui seront confiées à ce jeune Ingénieur au Centre Informatique de Paris équipé d'ordinateurs IBM et HP.

Les candidats sont de formation supérieure et ont la volonté de maîtriser rapidement les possibilités de notre matériel. Une première *expérience sur HP 3000 serait très appréciée.* référence IS 102

Ingénieurs logistique

Produire des Gaz ne suffit pas ; encore faut-il en assurer la distribution. Aujourd'hui, cela signifie décentralisation et informatique : *redéfinir les structures et les moyens de distribution régionaux et optimiser* l'organisation journalière du trafic.

Nous recherchons cinq ingénieurs débutants capables d'analyser rapidement des systemes d'organisation, d'en percevoir les faiblesses et de proposer des solutions originales mais réalistes. référence IL 103

Ingénieur responsable de marché

Prévoir le développement des applications des gaz dans le domaine de la métallurgie, c'est être capable de faire une synthèse des besoins futurs de ce marché (sur le plan international) et orienter les programmes de recherche de façon adéquate.

C'est ce que nous demanderons à un ingénieur d'une trentaine d'années, ayant une bonne expérience des échanges techniques et *commerciaux dans les secteurs de l'élaboration et de la transformation* des métaux. La maîtrise parfaite de l'anglais est évidemment indispensable. référence IRM 104

Ingénieurs technico-commerciaux

La Métallurgie et la Combustion constituent deux champs d'application préférentiels de nos gaz. Analyser ces marchés, orienter la promotion, animer les vendeurs et prendre en charge les essais de longue durée en *clientèle seront les premières tâches confiées à ces jeunes Ingénieurs.*

Débutants ou avec une première expérience commerciale, les candidats sont de haut niveau technique et scientifique, capables d'une grande autonomie et animés par la volonté d'entreprendre. référence ITC 105

Chef de service imprimerie reprographie

Le Responsable de ce service part en retraite : nous recherchons son successeur pour prendre en charge une imprimerie offset complète ainsi qu'un *atelier de reprographie. Il animera une équipe de 17 personnes* et sera assisté par 2 agents de maîtrise de haut niveau.

Nous pensons que pour postuler une expérience similaire de 5 ans en entreprise est indispensable. Eu égard à la diversité des contacts humains que suppose cette fonction, nous attacherons une importance particulière aux qualités relationnelles des candidats. référence CSIR 106

Ingénieur électricien

Au sein du Département Ingénierie, ses responsabilités couvriront la coordination des études de base, la définition des équipements, la participation au déroulement des affaires, la réception chez les constructeurs de moteurs et gros appareillages, le suivi des mises en service.

Une bonne connaissance des matériels haute et basse tension ainsi *qu'une expérience dans les domaines des moteurs électriques de forte* puissance nous semblent indispensables pour réussir. L'ouverture internationale du Groupe implique une bonne pratique de l'anglais et des déplacements réguliers de courte durée. référence IE 107

Ingénieur automaticien

Améliorer le fonctionnement de nos appareils en concevant et développant de nouveaux «packages» : c'est le défi que lance notre Directeur de l'Ingénierie à des hommes passionnés par les systèmes de régulation numérique, les automates programmables, les micro-processeurs industriels.

Nous recruterons un Ingénieur débutant ou ayant quelques années d'expérience dans la mise en place d'automatismes sur des procédés complexes. Il aura avant tout le goût de l'autonomie et la capacité de collaborer efficacement avec les Directions Techniques du Groupe. référence IA 108

Chargé d'affaires ingénierie

Il sera responsable, pour une grande zone géographique déterminée, de la vente d'ensembles «clefs en main» et de la négociation des contrats correspondants.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce et justifiant d'une expérience de cinq ans dans la vente de biens d'équipement (de préférence dans le domaine du génie chimique). La pratique courante de la langue anglaise est impérative et la maîtrise d'une autre langue souhaitable. référence CAI 109

Ingénieur études

A la charnière du technique et de l'économique, il aura pour mission d'améliorer les méthodes d'estimation des coûts de notre Département Ingénierie. Il s'agira essentiellement de formuler des lois de similitude, d'établir et de tester des formules d'estimation.

3 à 5 ans d'expérience en ingénierie pétro-chimique, un grand intérêt pour les problèmes de coût, un esprit de rigueur allié à une solide formation technique nous paraissent constituer la base du profil idéal. référence IE 110

Ingénieur développement

Sous l'autorité du Chef de Service Développement, il lui sera *confié l'établissement des normes de contrôle et d'analyse de gaz purs et* de mélanges spéciaux. Dans le même temps, il sera chargé de la mise au point des procédures de fabrication et de conditionnement de ces gaz.

Ce poste très complet s'adresse à un ingénieur physico-chimiste confirmé, attiré par les techniques modernes de métrologie et désireux de rejoindre une équipe qui s'intéresse à des applications liées à des technologies de pointe. référence ID 111

Traducteur trilingue confirmé

Notre Chef de Service Traductions est débordé : pour lui permettre de conserver la maîtrise de ses travaux et réduire la sous-traitance, nous souhaitons recruter son adjoint.

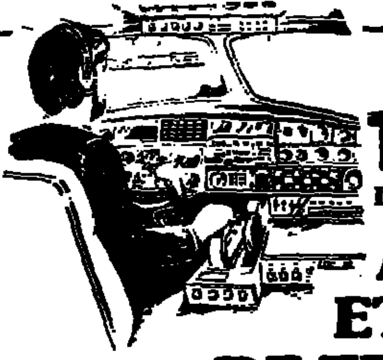
Le candidat idéal est de langue maternelle anglaise ou anglo-américaine et peut justifier de plusieurs années dans la traduction technique. En effet, nos activités concernent pour l'essentiel la physico-chimie et les langues employées sont l'anglais et l'allemand. référence TTC 112

Les dossiers de candidature avec C.V. et photo sont à adresser en rappelant la référence du poste à L'AIR LIQUIDE Direction des Relations Humaines 75, quai d'Orsay 75321 PARIS CEDEX 07



Telex P.A. Jonction

REPRODUCTION INTERDITE



THOMSON-CSF

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

AVIONIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités implique des coopérations avec des industries étrangères pour les prochaines années.

La conduite de ces affaires nous amène à recruter des

INGÉNIEURS DE PRODUCTION ÉLECTRONIQUE

ayant au moins 5 ans d'expérience industrielle dans ce domaine, afin de prendre la responsabilité de la définition et de la mise en route des structures industrielles à l'étranger.

La fonction nécessite de nombreux déplacements de courte durée à l'étranger et l'habitude des contacts à tous les niveaux.
Langue anglaise indispensable.
La réussite dans ce poste permettra à un candidat motivé de prendre rapidement des responsabilités d'affaires.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo sous référence IPE à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF, 52, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

HAVAS CONTACT



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

FACOM 1 er fabricant européen d'outillages à main.
Fabricant d'équipements électroniques pour automobiles

1500 personnes, 3 unités de production, une forte exportation : nous sommes présents dans presque tous les pays du globe et leader européen sur notre marché, les biens d'équipement industriel fabriqués en grandes séries. C'est dans ce contexte et avec des perspectives d'évolution ambitieuses que nous souhaitons intégrer 2 INGENIEURS.

Ingénieur Chef de Projets

Vous entrerez au service technique où 3 ingénieurs travaillent déjà à améliorer la productivité de l'usine en simplifiant la conception de certains produits, mettant en œuvre de nouvelles machines, optimisant les processus de fabrication... Ce que nous attendons de vous ? Hormis vos indéniables compétences en automatismes et réduction des coûts, acquises en BE ou aux Méthodes d'un groupe industriel fabrications moyennes séries (forge, mécanique...), nous comptons sur votre dynamisme et votre ascendant personnels pour «animer» cette équipe et en améliorer les prestations. *Une trentaine d'années environ, de bonnes capacités à innover : nous vous attendons à* VILLENEUVE LE ROI. (94) (Réf. PG 102 A).

Ingénieur Logistique

Le service logistique coiffe conditionnement, qualité, magasinage, expédition, réparations SAV, appro... Dans tout cela, vous vous verrez confier des missions ponctuelles telles que l'organisation du département Gestion des Stocks, la mise sur ordinateur de la chaîne des entrées, l'optimisation de l'ordonnancement en usine etc... Un bon diplôme d'ingénieur (AM par exemple), une jeune *expérience (2 ans) en entreprise ou en cabinet d'organisation doivent vous permettre d'être* immédiatement opérationnel. Si vous savez vous adapter et, surtout, adapter vos ambitions à votre potentiel, vous avez devant vous de belles perspectives d'évolution.
Ce poste est basé à MORANGIS. (91) (Réf. PG 102 B).

Pour des raisons de confidentialité, nous avons confié à notre conseil le soin d'établir avec vous les premiers contacts. N'omettez pas de préciser la référence du poste qui vous intéresse et votre *rémunération actuelle dans le dossier que vous adresserez à*

IMS - 3, rue de Penthièvre - 75008 PARIS.

ims
international management selection

Dessein

Ingénieur économiste

(Ecole scientifique + IAE, Maîtrise de Sciences Eco...)

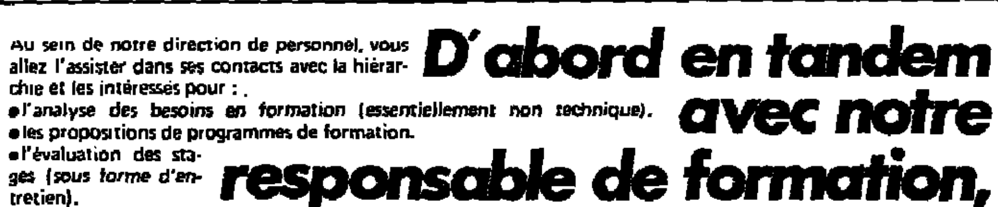
Pour devenir notre

Adjoint du responsable produit

Apporter un service de qualité à un juste prix, trouver le point d'équilibre entre le développement et la rentabilité de nos affaires dans un marché concurrentiel, un environnement technique, économique et social mouvant.
Pour faire face à ces nouveaux "Défis" notre Direction Technique renforce son équipe et recherche un jeune ingénieur à vocation de Généraliste : il suivra l'application et les résultats de nos politiques "produits" et participera à leur élaboration. Les études qu'il conduira seul ou en équipe l'amèneront à collaborer avec l'ensemble des grandes fonctions de l'Entreprise, à utiliser et développer des techniques de gestion diversifiées : analyses des données, techniques prévisionnelles, informatique...
Débutant ou avec une courte expérience, il aura de préférence une option économie ou gestion. Ce poste prépare à une évolution de carrière vers des activités de gestion ou de management.
Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 2570 à J.P. BURTH Recrutement GROUPE DROUOT 78161 Marly le Roi.

GROUPE DROUOT ASSURANCES

média-system



Au sein de notre direction de personnel, vous allez l'assister dans ses contacts avec la hiérarchie et les intéressés pour :
- l'analyse des besoins en formation (essentiellement non technique).
- les propositions de programmes de formation.
- l'évaluation des stages (sous forme d'entretien).

D'abord en tandem avec notre responsable de formation,

Cette mission bien appréhendée vous êtes

ensuite animateur sur le terrain.

Vous allez en effet, dans un futur proche, animer des stages à dominantes relations humaines.
Votre profil : une formation type Celsa (maîtrise d'information et communication et/ou Psycho Indus.). Une première expérience même courte, est toutefois nécessaire. Poste basé en banlieue sud (accès direct RER).
Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence 4346 à l'agence DESSEIN – 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.



4,rue Massenet 75016 Paris



etap



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur du marketing
référence FY 408 AM

LA FILIALE FRANÇAISE (CA 250 millions) D'UN GROUPE EUROPÉEN, produits grand public, marques renommées, recherche son **Directeur du Marketing.**

Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, *il sera* chargé : de l'élaboration du plan Marketing, de l'ensemble de l'activité promotionnelle, de l'animation d'une équipe de Chefs de Produits. Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé *d'une grande école de commerce, ayant minimum 5 ans d'expérience* dans le marketing de produits de grande consommation, connaissant bien les circuits modernes de distribution et **témoignant de qualités de rigueur, de créativité et d'esprit d'équipe.**

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F +

Directeur d'usine
référence DW 406 CM

UNE ENTREPRISE FRANÇAISE, la première en Europe dans le **domaine du conditionnement à façon** (aérosols, liquides ménagers et alcooliques, poudres, etc.) recherche pour l'une de ses deux unités (300 personnes) un ***Directeur d'Usine.***

Cette usine met en œuvre de nombreuses chaînes de conditionnement posant des problèmes de mécanique, d'automatisme et de pneumatique très variés.
Directement rattaché à la Direction Générale, le postulant devra être un ingé*nieur diplômé AM, Mines,* IDN, INSA ou école équivalente, disposant :
- de connaissances techniques solides lui permettant de participer à l'amélioration de chaînes de production et à la conception d'installations nouvelles,
- *d'une expérience d'une quinzaine d'années en gestion* de production industrielle, animation du personnel, gestion des budgets, des coûts, etc., soit dans un service technique important d'une grande société ou à la tête d'une *unité autonome de moyenne importance.*

L'usine est gérée à l'aide d'un IBM 38.
Ce poste implique d'importantes responsabilités et nécessite donc un candidat ayant une assez forte personnalité.

Poste situé en Normandie, région rouennaise.
Ordre de grandeur de rémunération selon expérience : 250 000 F +

Diriger un service méthodes étoffé
référence NQ 422 CM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE DU SECTEUR MÉCANIQUE *(2 300 personnes), leader incontesté dans son domaine et rattachée* à un grand groupe international, recherche le **Chef du Service Méthodes de son usine de la région parisienne,** qui réalise un important programme d'investissement.

Le titulaire du poste sera chargé de l'étude, la préparation, le choix, la réalisation de l'ensemble des moyens nécessaires à la fabrication. Il animera un service étoffé de 40 personnes.
Ce poste conviendrait à *un ingénieur AM ou équivalent, ayant environ 5 ans d'expé*rience en fabrication ou méthodes, connaissant si possible les machines à commande numérique, ouvert aux progrès techniques, bon animateur.
Larges perspectives ultérieures d'évolution de carrière.

Ordre de grandeur de rémunération : 200 000 F

Responsable méthodes prix de revient
référence DL 413 AM

Responsable du service méthodes contrôle qualité
référence EM 414 AM

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (1 000 personnes), **fabrication de haute *technicité en moyenne série, destinée aux industries aéronautiques et de* défense,** recherche dans le cadre d'une expansion :

- **UN RESPONSABLE MÉTHODES PRIX DE REVIENT.** Rattaché aux méthodes centrales, ce responsable animera une équipe de cadres et techniciens chargés de calculer le prix de revient d'équipements en cours de production et d'établir des devis au stade d'avant-projets techniques.
Ce poste nécessite une solide expérience des méthodes et d'être familiarisé avec les techniques de comptabilité industrielle. Anglais souhaité.

Rémunération négociable de l'ordre de 180 000 F/an

- **UN RESPONSABLE DU SERVICE MÉTHODES CONTRÔLE QUALITÉ.** Dans le cadre d'une politique qualité très rigoureuse, le service (une dizaine de *personnes) définit, en fonction de spécifications techniques des produits, les procédu*res, gamme de contrôle et de recette, en recherchant le meilleur compromis coût-qualité.
Ce poste convient à un ingénieur diplômé AM, ENSI, ENI ayant exercé des fonctions de contrôle qualité (bonnes connaissances de l'hydraulique appréciées). Connaissance de l'anglais indispensable.

Rémunération : 150 000 F +

Pour ces deux postes : lieu de travail ville agréable région Normandie.
Écrire en précisant la référence.

Cadre fort potentiel chef du service gestion du personnel
référence HO 410 CM

Jeune ingénieur pour carrière de production
référence BJ 411 CM



MAUBEUGE CONSTRUCTION AUTOMOBILE (3 000 personnes), **filiale RENAULT** recherche

- Au sein de la Direction du Personnel : le **Responsable d'un important service** regroupant les fonctions : réglementation, paie, administration, rémunération, qualification, statistiques et études.

Il participera à la définition de la politique sociale de la société et assistera le Directeur du Personnel dans les négociations avec les organisations syndicales.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'études supérieures, ayant 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction Personnel, acquise dans entreprise pratiquant des méthodes modernes de gestion. Il aura, en particulier, de bonnes connaissances en législation sociale, gestion prévisionnelle.

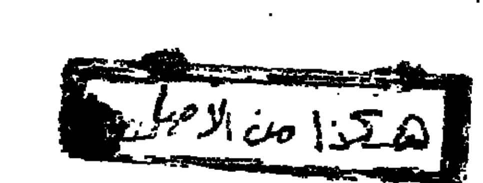
Son potentiel devra lui permettre d'assumer, à terme, une responsabilité globale de personnel.

- **Un jeune Ingénieur AM, INSA, ICAM ou école équivalente,** attiré par la production, débutant ou ayant une première expérience. Il recevra une très bonne *formation "sur le terrain" en ayant des missions ponctuelles et variées, lui permet*tant d'acquérir de solides compétences et le préparant à assumer d'importantes responsabilités d'encadrement.
La réussite dans ce poste nécessite des qualités d'homme d'action, organisateur et *animateur.*

Écrire en précisant la référence.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris





هكذا من الأصل

4,rue Massenet 75016 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur du personnel et des relations sociales
référence GZ 409 AM

UNE IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE DE TRAVAUX PUBLICS, **solide renommée et en expansion,** activités et implantations internationales, recherche son **Directeur du Personnel et des Relations Humaines.**

Homme d'expérience (minimum 10 ans), de formation supérieure ayant, si possible, la connaissance du milieu des TP, il aura une solide pratique de la fonction "personnel" lui permettant de dominer aisément tous les aspects du poste envisagé.
Homme de contact, rigoureux et ouvert, il maintiendra l'excellent climat social de l'entreprise et s'affirmera comme un interlocuteur avisé auprès de la Direction Générale et des Directions opérationnelles. L'entreprise attache une grande importance à ce poste et le candidat retenu sera placé dans les meilleures conditions de réussite par le titulaire actuel, avant son départ en retraite.

Poste : banlieue sud-ouest Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : **350.000 F.**

Un "Professionnel" des relations publiques
référence EX 407 CM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN recherche un **"Professionnel" des Relations Publiques.**

Au sein d'un service étoffé et dynamique, et collaborateur direct du Chef de ce service, il sera chargé notamment :
- *de préparer et mettre en œuvre les programmes d'information externe,*
- de préparer les campagnes de publicité institutionnelle et d'en suivre les réalisations.

Ce poste conviendrait à un candidat, 35 ans mini, ayant une expérience professionnelle des relations publiques et, si possible, une bonne connaissance des techniques publicitaires, impérativement diplômé de l'enseignement supérieur (études supérieures de droit, d'économie ou commerciales), ayant un bon esprit d'analyse et de synthèse, le goût de la rédaction, le sens du travail en équipe.
Poste à Paris.

Cadre transports maritimes
référence DW 423 AM

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, CA 15 milliards, recherche pour renforcer son équipe transports maritimes, un **Cadre de formation supérieure.**

Il aura une solide connaissance des problèmes de transports maritimes : affrètements, conférences, réglementation, problèmes portuaires, armements, jurisprudence lui permettant d'assumer avec initiative des responsabilités importantes de négociation et de gestion.
Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.
Ordre de grandeur de rémunération selon expérience : 200.000 F +

Jeune HEC, ESSEC, Sc. PO, ECP, Mines... ingénieur conseil
référence MU 421 AM

UN GROUPE FRANÇAIS DE PREMIER PLAN, leader incontesté ***dans un domaine en développement, plus de 40 filiales en France,*** *offre un* poste formateur et de réelles perspectives d'évolution de carrière à un **jeune diplômé** débutant ou première expérience.

Intégré dans une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, qui constitue le "vivier" du groupe, il assumera dans un premier temps, et après formation aux techniques de la société, des responsabilités d'études et de conseil concernant des domaines diversifiés : finances, économie, schémas de développement, organisation.
Il aura de nombreux contacts tant à l'intérieur qu'avec des interlocuteurs extérieurs : industries, élus, administrations. Par la suite, il évoluera vers des responsabilités opérationnelles type Directeur de Filiale.
Ce poste implique : une bonne culture générale, un esprit souple et rigoureux, des qualités de contact et un bon potentiel d'évolution.
Poste à Paris.



ACTIVITÉS DE MÉCANIQUE DE PRÉCISION HYDRAULIQUE ET ASSERVISSEMENT.

Cette firme française (1.000 personnes, 400 millions de CA), **filiale du groupe PEUGEOT,** réputée dans des fabrications de haute fiabilité pour l'Aéronautique et la Défense, **crée plusieurs postes dans son usine principale de Vernon dans l'Eure.**

Ingénieur méthodes études-outillages
référence FN 415 AM

• **INGÉNIEUR MÉTHODES ÉTUDES-OUTILLAGES.** Après une phase de formation en méthodes/préparation, il animera une équipe chargée de définir les outillages (usinage et montage) et les moyens spécifiques de fabrication. **PROFIL** : ingénieur diplômé ENSI, ENI ou équivalent, ayant de préférence une première expérience méthodes ou B.E. et de bonnes connaissances en informatique industrielle.

Ingénieurs de programme
référence GO 416 AM

• **INGÉNIEURS DE PROGRAMME.** Interface entre la fonction commerciale et la production, les ingenieurs "programme" ont un rôle de coordination : planification des charges, ordonnancement, suivi des réalisations...
Ces fonctions techniques et de gestion impliquent l'utilisation de l'informatique.
PROFIL : ingénieur diplômé, déjà familiarisé avec la vie industrielle et sensibilisé à la gestion. Anglais indispensable.

Ingénieur de production après-vente
référence HP 417 AM

• **INGÉNIEUR DE PRODUCTION APRÈS-VENTE.** Les fonctions d'après-vente (production rechanges, réparations) sont remplies par une unité autonome. Cet ingénieur secondera le responsable de cette unité et sera chargé plus directement de l'ordonnancement (stocks, planification), des approvisionnements *et de la préparation du travail (méthodes). Il participera à la mise en place* d'une gestion informatisée.
PROFIL : ingénieur diplômé ENSI, ENI... débutant ou première expérience, ayant le sens de la technique et attiré par l'informatique de gestion. Anglais indispensable.

Ces différents postes sont à créer dans le contexte d'une société réalisant d'importants investissements et mettant en place une organisation de gestion informatisée.
Écrire en précisant la référence.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

OSBORNE

PARTICIPEZ A UN DÉMARRAGE DANS UN MARCHÉ EN PLEINE EXPLOSION
et venez rejoindre MICRO PORTABLE le représentant d'OSBORNE COMPUTER CORPORATION

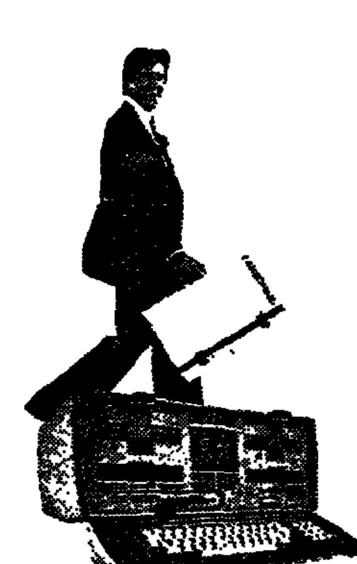
Le premier ordinateur professionnel portable est en train de révolutionner l'industrie des ***micro-ordinateurs.*** *Lancé en 1981 dans la Silicon Valley, Californie,* l'ordinateur personnel professionnel OSBORNE 1 est vendu actuellement au rythme de 10000 par mois, faisant instantanément de sa société OSBORNE COMPUTER CORPORATION le succès le plus acclamé de l'industrie américaine. De nouveaux produits, tout aussi révolutionnaires, seront lances cette année.

Pour développer les activités en France, nous recherchons, basés à Paris, des

DIPLOMÉS GRANDES ECOLES

SCIENTIFIQUES ET COMMERCIALES

2 à 5 ans D'EXPÉRIENCE
FIXE ÉLEVÉ - TRÈS FORTE PARTICIPATION AUX RÉSULTATS



INGÉNIEUR COMMERCIAL DISTRIBUTION

Responsable de la vente et du support au reseau des boutiques informatiques.

INGÉNIEUR COMMERCIAL GRANDS COMPTES

Responsable de la vente et du support aux grandes sociétés françaises et internationales.

INGÉNIEUR COMMERCIAL SSCI/OEM

Responsable de la vente et du support aux sociétés qui contribuent de la valeur ajoutée (logiciel et matériel) au produit OSBORNE; en particulier développement des *progiciels français et des marchés verticaux.*

RESPONSABLE TECHNIQUE A DOMINANTE "LOGICIEL"

Support technique, en particulier aux ingénieurs commerciaux sur leurs marchés respectifs - dominante logiciels d'applications secteur personnel professionnel, management, finance, marketing, traitement de *exte, systèmes de gestion de bases de données,* langages de programmation, réseaux d'ordinateurs.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Chargé des questions de finance, personnel, administration.

Pour réussir dans ces postes, l'anglais courant est indispensable, des compétences commerciales et informatiques nécessaires; mais dans ce marché explosif, il faut surtout des "entrepreneurs", passionnés par ce qu'ils font, et qui ont déjà fait preuve d'innovation et d'agressivité. Les possibilités sont sans limite.

Merci d'envoyer aujourd'hui même votre curriculum vitae à
MICRO PORTABLE, représentant d'OSBORNE COMPUTER CORPORATION
91, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.
Discrétion assurée.



Ingénieurs

SINTRA-ALCATEL recherche des ingénieurs pour son Département Micro-électronique.

Recherche

Agés de 30 ans minimum, ces ingénieurs, hommes ou femmes (position II), travailleront en **laboratoire de recherche.** Ils **auront des connaissances confirmées en physico-chimie :**
- soit en photogravure ou en photographie dans le domaine du semi-conducteur ou de la micro-électronique en couches minces,
- soit dans les techniques de montage, d'interconnexion et d'encapsulation en micro-électronique, semi-conducteurs et/ou hybrides (réf. RT/2/M).

Assurance qualité

Cet ingénieur ***position I ou II sera diplômé en électronique.***
Il se verra confier la surveillance qualité des etudes, respect des normes et procédures de conception, synthèse qualité (réf. AQ/1/M).

Commercial

Cet ingénieur électronicien position II sera diplômé d'une grande école.
Il possédera, outre la connaissance de l'anglais, une experience de quelques années dans l'électronique hautement professionnelle (réf. SC/M).
Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à Madame BRIAND - **SINTRA-ALCATEL** - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIÈRES.

MEDIA PA

La filiale française d'une entreprise multinationale regroupant plusieurs sociétés spécialisées dans la PRODUCTION AUDIOVISUELLE recherche un

Contrôleur de gestion *H/F*

Paris 160 000 F

Sous l'autorité du directeur financier de la filiale, il sera en charge :
- du budget de l'une des sociétés et du contrôle budgétaire etabli par projet ;
- du reporting et du tableau de bord ;
- du suivi permanent des dossiers de production, d'achat et de distribution de films avec étude préalable des risques encourus.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure : école de commerce ou de gestion, âgé d'au moins 28 ans. Il a **mis en place un système de contrôle de gestion de type anglo-saxon** au sein d'une *société de service, de négoce ou de distribution* et possède une ***connaissance pratique de la comptabilité.***

Parlant couramment l'**anglais**, il est familiarisé à l'utilisation de l'outil informatique.

Gilbert RAYNAUD *vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous* la référence 5046/LM.



Departement Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

MEDIA PA

REPRODUCTION INTERDITE

Des ingénieurs électroniciens pour conseiller et vendre

Auprès d'une clientèle industrielle, vous développerez l'implantation de composants programmables sophistiqués : • *composants pour synthèse de la parole* • *réseaux logiques programmables* • *micro-calculateurs et micro-processeurs* • V.L.S.I., avec logiciels associés.
Véritable interface entre l'usine et les utilisateurs de nos produits, vous aurez un double rôle, conseiller et vendre. Il s'agit certes d'une vente très technique, mais où le sens du contact et de la communication font aussi la différence.
Ces postes basés à **PARIS** conviennent à des électroniciens débutants ou ayant une première expérience, mais à coup sûr motivés par les micro-processeurs et leurs applications.
Si dans l'avenir vous souhaitez élargir votre expérience, nous saurons vous *offrir d'autres fonctions (management, marketing ou commercial) à Paris, à notre siège européen près de Nice ou même à l'étranger.*

Monique NERVET vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence SC/0283/2M à :
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

Organisation et Publicité

ÉTABLISSEMENT FINANCIER de 1er plan
recherche

un gérant de portefeuilles

DÉBUTANT ou 1re expérience

LE POSTE : participer à la gestion d'importants portefeuilles (majorité d'obligations) des filiales ou délégations du Groupe à l'étranger :
- placements des fonds sur les places européennes et Nord-américaines;
- suivi administratif et comptable de ces portefeuilles;
- basé à Paris, ce poste nécessite quelques déplacements à l'étranger.

LE CANDIDAT :
- diplômé d'études supérieures (école de commerce, de gestion ou universitaire);
- débutant ou ayant une première expérience de 2 à 3 ans de ce type de fonction;
- *maîtrisant l'anglais* et si possible l'espagnol.

Le Groupe peut *offrir* de réelles perspectives d'évolution à tout candidat de valeur.

Adr. lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération souhaitée à nº 61.321, CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, *qui transmettra.*

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

recherche
pour sa Direction **TOTAL EXPLORATION PRODUCTION**

un PÉTROGRAPHE DE ROCHES DÉTRITIQUES

Ce géologue hautement qualifié sera en charge du suivi des activités en cours et du développement des voies de recherche dans le domaine de la silicification. Il possédera parfaitement *les techniques courantes de routine et de recherche propres à ce secteur.*

Il aura une *formation minimum de thèse de 3e cycle. Un niveau plus élevé est souhaité.* Une première et réelle expérience est évidemment nécessaire.

La pratique de l'anglais et une disponibilité à l'expatriation favoriseront son évolution de carrière.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser une lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION - Tour VENDÔME - 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, sous la référence 3M005.

L'informatique dans une importante banque française

Nous recrutons actuellement pour les services informatiques de notre Direction du Personnel située dans le centre de Paris un

Chef de projet confirmé

Vous avez une formation supérieure et possédez au moins 5 ans *d'expérience de l'informatique* appliquée à la gestion et à la paie du personnel au sein d'une grande entreprise ou *d'une SSCI* **(Applications BATCH et Temps Réel sur équipement IBM 3033 sous OS/MVS. Langages : COBOL, PL1, ASSEMBLEUR).**
Responsable d'un groupe d'études de 10 analystes programmeurs au sein d'un environnement informatique stimulant et en rapide *évolution, vous devrez :*
- assurer **la prise en charge des applications existantes** après une période d'une année en doubles commandes.
- *participer activement* à **la mise en oeuvre d'un système interactif** organisé en Base de Données.

A ce poste d'envergure, varié et vivant, votre bonne habitude du travail en équipe et des contacts avec les utilisateurs seront les atouts qui vous permettront une réussite qui s'accompagnera de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet + *prétentions, sous référence 2568* à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.



1er FABRICANT FRANCAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES – C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche pour développer son potentiel humain

JEUNES INGENIEURS

Diplômés Grandes Ecoles.

INGENIEUR ORGANISATION INDUSTRIELLE

Equipements Industriels – SOMA (SAINT–ETIENNE 42)
Ingénieur mécanicien, responsable d'ateliers pendant plusieurs années vous avez développé votre expérience des problèmes industriels et votre sens des relations humaines. Dans le cadre d'une usine de 1800 personnes, vous aurez à définir et systématiser, en accord avec le Département *des Méthodes de Gestion, les organisations à mettre en place au niveau des ateliers de fabrication* et à les mettre en oeuvre. Réf.48919/1/M

JEUNE INGENIEUR METHODES CENTRALES

Eclairage CIBIE (BOBIGNY 93)
Ingénieur débutant diplômé d'une grande école mécanique vous intégrerez un service d'une trentaine de personnes et en liaison avec le BE, les laboratoires et la production, vous assurerez le développement industriel de Technologies nouvelles : Transformation des métaux en feuille, *traitement de surface, injection de matières plastiques,* . . . et animerez une équipe de 3 techniciens. Cette fonction implique de fréquents déplacements de courte durée dans les établissements situés en France et à l'étranger et une bonne connaissance de l'anglais. Réf.48919/2/M

JEUNE INGENIEUR PROJETS INFORMATIQUES

Ingénieur débutant diplômé d'une grande école (ESO, . . .) vous avez complété votre formation par la connaissance du Fortran. Vous serez chargé de réaliser la mise en informatique de nouveaux moyens de calculs (optiques) nécessaires à l'élaboration et aux essais de nouveaux produits. *Vous utiliserez en collaboration avec une* petite équipe : *H.P. 1000, H.P. 85,* calculateurs tecktronics, écran graphique, table traçante, table à digitaliser . . .).
Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable pour ce poste. Réf.48919/3/M

A partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à **VALEO**
Service Recrutement I. & C. – 43, rue Bayen – 75017 PARIS – en n'oubliant pas la référence du poste

---

SMH
Alcatel

Filiale du Groupe
ALCATEL ELECTRONIQUE
recherche un

RESPONSABLE SUPPORT LOGICIELS

TRAITEMENT DE TEXTES

De formation ingénieur électronique ou informatique complétée par une expérience en télétraitement ou réseaux.

Rattaché à la Direction du service après vente, il aura pour missions :
– de suivre l'évolution des logiciels de communications et traitement de textes,
– d'assurer un support aux *différents* centres techniques,
– d'*étudier et faire réaliser les demandes de modifications* «SOFT»,
– de participer aux actions de formation des techniciens.
Anglais indispensable.

Adresser candidature, C.V., photo et prétentions à
SMH ALCATEL 59, rue Beaubourg 75005 Paris

Informaticiens, mais aussi hommes d'initiative !

Voilà deux des qualités essentielles que le Département Recrutement d'E.C.L. attend des hommes qu'il recherche actuellement :

Ingénieur mini temps réel

Appelé à participer à un **important projet** *mettant en jeu des* **technologies nouvelles,** il sera chargé du développement d'une application temps réel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur possédant **2 ans d'expérience minimum** sur des **applications temps réel** sur matériel **MITRA 225** ou **SOLAR** ou **MOTOROLA.**

Informaticien

(MIAGE ou équivalent)

A partir du cahier des charges, il participera à la **définition d'une base de données** et sera responsable de la bonne marche de la réalisation.

Ce poste conviendrait à une personne de **formation supérieure** (MIAGE ou équivalent) ayant une expérience d'au moins **2 ans en analyse** et **programmation : COBOL** ou **PL1** dans un contexte **IMS/DL1.**

Pour ces deux postes, la préférence sera donnée à des candidats **sérieux** et **autonomes,** possédant un bon esprit de synthèse et le sens du dialogue.



Merci d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. détaillé à **ECL RECRUTEMENT**
à l'attention de Michèle DAIN - 55, rue Hermel - 75018 PARIS

MEDIA PA

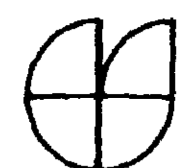
Cincom Systems

Leader des constructeurs de logiciels,
implanté dans 36 pays, comptant 800 personnes,
58 millions de dollars de chiffre d'affaires
en 1982 et 12 000 produits installés
dans le monde dont plus de 600 en France,

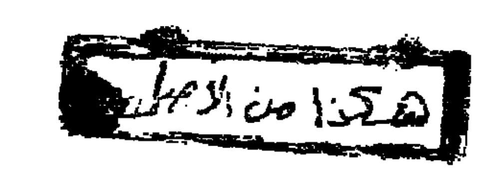
RECHERCHE
pour renforcer son équipe de support technique.

DES SPECIALISTES SYSTEME IBM
(180-240 000 F selon expérience).
Ayant une très bonne connaissance des matériels et logiciels IBM (DOS/VSE et/ou VS1/MVS) et de l'Assembleur IBM,
et une connaissance approfondie des procédures *d'exploitation sous IBM* et de *CICS/VS.*

DES SPECIALISTES SYSTEME CII HB
Ayant une bonne connaissance
de l'environnement Mini 6 et/ou DPS 7.
Un bon contact humain est indispensable.
Une bonne connaissance de l'anglais
serait appréciée.



Envoyez C.V. manuscrit, photo et prétentions
à Cincom Systems
Ilot des Mariniers – 208, rue Raymond Losserand
75680 Paris Cedex 14. Tél. : 545.67.79



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Banque privée
filiale d'un groupe bancaire international

recherche

EMPLOYÉ(E) SERVICE ÉTRANGER

B.P. en cours. Connaissant les opérations de transfert-paiements, crédits documentaires, mobilisations de créances nées, 3 ans d'expér. minimum. Anglais souh.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous n° T 038.353 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES MÉCANIQUES
recherche pour son bureau
BANLIEUE OUEST PARIS

INGÉNIEUR CHEF DE B.E.

15 ans expérience souhaitée dans la profession. Préférence sera donnée à candidats A. & M. Poste comportant la responsabilité de conduite technique et de gestion financière des affaires dans différents domaines d'activités : nucléaire, mécanique générale, banc d'essai, charpente.

Il sera aidé dans sa tâche par différents ingénieurs compé*tents dans les domaines : résistance des matériaux, automa*tisme, hydraulique, électronique.

Le candidat sera issu de préférence de P.M.I., avoir le sens *du commandement et de l'organisation et affiché un dyna*misme convaincant.

Adresser c.v. et prétentions n° *01793* AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

SOCIETE D'ASSURANCES VIE
PARIS 17e

NOUS RECRUTONS NOTRE

RESPONSABLE DES SERVICES GÉNÉRAUX

Chargé des problèmes de gestion des locaux et du matériel ainsi que des services généraux du siège (Pool, courrier, gestion des stocks d'imprimés), il devra justifier d'une expérience réelle à un poste d'intendant d'une collectivité ou d'une société moyenne.

LE POSTE, QUI EST A POURVOIR RAPIDEMENT, COMPORTE D'APPRÉCIABLES AVANTAGES SOCIAUX.

Adresser une lettre manuscrite de candidature, sous référence n° 87, accompagnée d'une photographie d'identité et d'un C.V. mentionnant les prétentions à :

R.B. CARRIÈRES
20, rue Fourcroy, 75017 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
RÉGION PARISIENNE

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

CENTRALE – A.M. ou ÉQUIVALENT
40 ans minimum
ayant expérience confirmée acquise dans l'industrie mécanique à la

DIRECTION DE PRODUCTION

Cet ingénieur aura un rôle essentiel au sein d'un département dynamique et effectuant des recherches dans le domaine

PRODUCTION

et apportant une aide technique aux entreprises

CE POSTE IMPLIQUE :
- d'être un homme de réflexion et de terrain ;
- de savoir animer une équipe d'ingénieurs ;
- la connaissance de l'anglais lu et parlé ;

Adresser C.V. photo et prétentions à n° 59 567,
Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

THOMSON-TITN

Une des premières sociétés d'Ingénierie en Informatique *affirme sa prépondérance en matière de* ***systèmes civils*** *au sein de la* ***Branche Communications du Groupe THOMSON.***

Des chiffres

630 personnes dont 450 ingénieurs et cadres ; un taux de croissance du chiffre d'affaires annuel égal à 40 % en 5 ans.

Nouvelle dénomination

La récente fusion du Département Systèmes de Communications (DSCO), du Département Thomson Systèmes de Bureautique (TSB) et la filialisation de CETT imposent la nouvelle société **THOMSON-TITN** dans les domaines de l'Informatique Répartie, du Temps Réel et de la Communication.

Pour participer à l'élaboration des grands systèmes et des équipements qui les constituent, **THOMSON-TITN** recherche des collaborateurs de premier ordre, dans ses différents départements.

Informatique répartie

dont l'activité concerne les produits logiciels et les systèmes de gestion de base de données à base de mini et micro :

• *Ingénieurs logiciel*

grandes écoles ou DEA, DESS option informatique, pour études et développement de logiciel de base en langage « C » (réf. R1).

• *Analystes programmeurs*

MIAGE ou DUT informatique, *pour applications de gestion transac*tionnelle sur Mini et Micro-ordinateurs (réf. R2).

• *Ingénieurs support-produit*

pour industrialisation de logiciel et documentation technique (réf. R3).

Systèmes temps réel

Dans le cadre de la conception et la réalisation de systèmes temps *réel graphiques et d'acquisition de données, de contrôle de proces*sus, de terminaux spécialisés, etc. :

• *Ingénieur*

grandes écoles ou équivalent, 3 ans d'expérience, maîtrise du calculateur MITRA 225, connaissance des entrées/sorties physiques (handler) pour le développement d'une chaîne d'acquisition temps réel (réf. T1).

• *Ingénieurs*

grandes écoles, débutant ou 1 an d'expérience, connaissance *Micro appréciée (68 000...) pour le développement d'un système* d'acquisition haute disponibilité (réf. T2).

• *Analyste programmeur*

2 ans d'expérience en contrôle de processus pour des systèmes de pilotage de convoyeur. Installation sur site PARIS et Province (réf. T3).

• *Ingénieur électronicien*

Plusieurs années expérience pour études et conseils en matière de technologie (réf. T4).

Logimétrie

*pour le développement de la gamme des logimètres DPMS, des*tinés à l'évaluation des performances des ordinateurs et des réseaux :

• *Ingénieurs matériel*

débutants ou quelques mois d'expérience. Connaissances logique et microprocesseurs appréciées (réf. LOG1).

• *ATP*

connaissances hautes fréquences, rayonnement, EMI, VDE très appréciées (réf. LOG2).

• *ATP*

pour diriger une équipe de techniciens de production (réf. LOG3).

• *AT3/AT2*

bonnes connaissances logique, mémoire et microprocesseurs. Débutants acceptés (réf. LOG4).

Systèmes de communication et de réseau

pour l'élaboration du premier réseau local de Bureautique Intégrée français destiné à un site opérationnel, et les développements en commutation d'entreprise :

• *Ingénieurs consultants*

6 à 8 ans d'expérience, capable d'assurer en clientèle des Etudes de définition du Réseau (fonctionnalités de communication, analyse de trafic, calcul d'architecture de réseaux...) (réf. C1).

• *Ingénieur commercial*

dynamique, assurant une bonne vision technique du domaine des Communications. Homme de terrain et bon négociateur, apte à des contacts de haut niveau et capable de réaliser des synthèses entre les besoins des utilisateurs et les contraintes d'Ingénierie Système *(réf. C2).*

• *Ingénieurs système*

3 à 5 ans d'expérience, ayant participé à des projets de Télécommunications, de préférence sur microprocesseurs (connaissance langage C appréciée), destiné à assurer des responsabilités de développement dans nos projets clé en main (réf. C3).

• *Ingénieurs*

débutants et 1-2 ans d'expérience, bonne formation de base Télécommunications et Microprocesseurs, pour des développements *de pointe dans le domaine des réseaux (réf. C4).*

• *Analystes programmeurs*

de formation IUT, débutants et 1-2 ans d'expérience, connaissance MITRA appréciée (réf. C5).

Systèmes de commutation

(DSCO Malakoff)

pour le développement de gammes de produits STANCOM, BANKCOM, AIRCOM :

• *Analystes programmeurs*

de formation IUT, débutants et 1-2 ans d'expérience pour participation à la réalisation, mise en place et installation de Logiciel de commutation de messages (réf. DSCO1).

• *Ingénieurs*

débutants et 1-2 ans d'expérience, bonne formation de base Télécommunications, pour des développements de pointe de Logiciel de Télécommunications (réf. DSCO2).

• *Ingénieurs système*

*3 à 5 ans d'expérience, ayant participé à des projets de Télécom*munications, de préférence sur importantes configurations, destiné à assurer le développement de nos produits (réf. DSCO3).

* * * * *

Postes à pourvoir proche banlieue Sud.

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à **THOMSON-TITN** - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

MEDIA PA.

NCR

Prenez la tête avec l'informatique NCR

Troisième constructeur mondial de systèmes informatiques avec un C.A. de $ 3,5 milliards, nous lançons cette année plusieurs gammes de nouveaux produits

ingénieurs commerciaux informatique

- Vous avez 2 à 5 ans d'expérience de la vente aux PME de systèmes informatiques (logiciel et matériel mini et au-dessus).
- Votre formation de base doit vous permettre d'acquérir rapidement la connaissance de nos produits.

Devenez un de nos ingénieurs commerciaux pour la région parisienne, à qui nous confierons la vente de ces nouveaux produits après formation technique complémentaire.

Le salaire est composé d'un fixe et d'un intéressement motivant.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo, et rémunération sous la référence M 96 à M. Bablon, NCR France, Service Recrutement, Tour Neptune, 92086 *Paris La Défense* Cedex 20, qui vous garantit discrétion de rigueur et réponse.

Groupe Financier Privé

recherche pour PARIS

GESTIONNAIRE

de portefeuilles spécialisé dans les obligations

Expérience souhaitée.

Le poste est à pourvoir au siège à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo sous N° 8391
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne
75008 Paris - qui transmettra

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE



L'un des premiers Groupes de Service et de Conseil Européens recherche, pour le développement de ses activités en Région Parisienne et dans ses filiales de Province.

Ingénieurs commerciaux

Agés de 25 à 33 ans, ils ont acquis une expérience d'environ 3 ans de la négociation commerciale dans une Société de Service et de Conseil ou chez un constructeur de matériels informatiques.

Nous considérerons également avec intérêt les candidatures de même niveau d'expérience venant des secteurs négoce, industrie ou tertiaire (Banques et Assurances en particulier).

Aux éléments de haut potentiel nous confierons, après intégration, la promotion et la vente sur leurs territoires de lignes de produits et de compétences de haut niveau.

Ils seront capables d'allier dynamisme dans la recherche de marchés, capacités à effectuer le montage de propositions techniques et commerciales et sens de la concrétisation.

Une formation supérieure Commerciale ou École Scientifique constituera un atout supplémentaire.

Les candidats de valeur trouveront, dans le Groupe, des possibilités d'évolution variées tant en France qu'à l'Étranger.

HAVAS CONTACT

Pour un premier contact d'échange d'informations, adresser une lettre avec CV résumé et photo sous référence IC/GC à Christian ESPINOSA SG2 - Direction Commerciale - 64, rue du Ranelagh - 75016 PARIS.

Participez au Développement de notre Informatisation.

Très importante société d'**INGÉNIERIE GÉNÉRALE** (3000 personnes), nous développons activement l'informatisation dans de nombreux domaines (gestion générale et de projets. Production des Bureaux d'Études. Banques de données. Bureautique...) en disposant de systèmes avancés (CII-HB. IBM. DEC. HP...).

Nous renforçons les structures de notre Division **INFORMATIQUE** et recherchons pour compléter nos équipes:

CHEF DE PROJET GESTION

De formation supérieure doublée d'un IAE Gestion, si possible, il dispose d'une expérience de 3 ans environ en tant qu'**INGÉNIEUR ANALYSTE** de Gestion.
Il participera étroitement au développement d'applications dans le domaine de la Gestion Générale. Gestion des Projets et Banques de données spécifiques.
La pratique d'un système de bases de données serait appréciée.
Réf. 50100/1

CHEF DE PROJET CAO

De formation supérieure, et ayant une expérience de 3 ans minimum en qualité d'Ingénieur-Analyste, il assurera la mise en place des systèmes CAO dans la société.
Une connaissance approfondie des activités des Bureaux d'Études **GÉNIE CIVIL** serait appréciée.
Réf. 50100/2

INGÉNIEUR ANALYSTE

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure. **DÉBUTANT** ou ayant une première expérience en Informatique.
Après une formation approfondie à la programmation, à l'analyse et aux systèmes mis en place, il pourra évoluer en quelques années vers la fonction de Chef de Projet.
Réf. 50100/3

Ces trois postes, très évolutifs, sont à pourvoir à notre siège social (proche banlieue Sud PARIS).

Les dossiers de candidatures (précisant la référence du poste choisi) sont à adresser à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

DUFOUR INDUSTRIE S.A.

FABRICANT DE FRAISEUSES ET CENTRE D'USINAGE
pour poursuivre son développement dans le cadre du plan machine outil recherche

1 DIRECTEUR INDUSTRIEL

Pour coordonner les études, les méthodes, l'ordonnancement, la production.

1 RESPONSABLE ETUDES

expérience mécanique, électrique, électronique.

1 CONTROLEUR DE GESTION

DECS et si possible ICG ou similaire.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à DUFOUR INDUSTRIE, 143, Bd Chanzy - 93107 Montreuil S/Bois

PUBLICITÉS RÉUNIES

ENTREPRISE INDUSTRIELLE (400 pers.)
recherche son

chef du service du personnel

- formation supérieure (licence en droit, spécialisation droit du travail appréciée),
- expérience de 5 à 10 ans dans un secteur industriel.

Rattaché au Directeur Général, sa mission concernera :

- le recrutement,
- la gestion administrative et juridique,
- le plan de formation,
- le suivi avec les instances de l'entreprise et l'information interne.

Sens du contact indispensable.
Lieu de travail : banlieue Est.
Adresser C.V., photo et prét. s/réf. 11884 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

Etablissement public à caractère industriel et commercial recherche dans le cadre de son service

NOREX – Aide technique aux exportateurs

1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN EXPÉRIMENTÉ

Pour examens techniques de conformité de produits et équipements industriels aux normes et règlements étrangers en vue homologations pour exportation.

Lecture anglais et allemand technique.
Expérience polyvalente appréciée : ingénierie, B.E., contrôle qualité, brevets, services techniques.

Ecrire avec C.V., photo (retournée) et prétentions au Service du Personnel, 1, rue Gaston-Boissier 75015 PARIS, ss/réf. 83/SRED/01.

IMPRIMERIE BANLIEUE OUEST
(C.A. 20 millions), recherche

DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour suivi de production et clientèle.

PROFIL : plus de 5 ans d'expérience dans la fonction reelle, facilite dans les contacts humains.

Bonne aptitude à la négociation avec les differents partenaires sociaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et pretentions à No 61372 Contesse Publicite 20, av. Opera 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Les informaticiens

Le dynamisme et la jeunesse de nos ingénieurs et techniciens (ils ont en moyenne 30 ans) nous ont considérablement fait progresser sur le marché pourtant concurrencé des SSCI. Nous sommes 1500 aujourd'hui, notre CA évolue régulièrement de 30 % par an.

Notre Division Applications et Systèmes Informatiques comptant 150 personnes, intervient dans des domaines riches et diversifiés :

- *réalisation d'applications du micro aux grands systèmes,*
- *conception et installation de systèmes pour la gestion traditionnelle et des applications plus complexes d'automatisation d'acquisition et de transmissions de données,*
- *développement de produits et conseils en progiciels.*

Elle recherche des :

Ingénieurs Systèmes

C II HB - DPS 8 - DM4. (Réf. DAS/IS)

Ingénieurs Concepteurs

CII HB - DPS 8 - DM4 ou IBM CICS IMS DL1. (Réf. DAS/IC).

2 types de postes sont en effet proposés à des ingénieurs ayant au moins 2 ans d'expérience.

Il s'agit pour les premiers de participer à la structuration de bases de données et d'assurer une assistance technique efficace sur DM4 auprès des équipes de réalisation.

Les autres postes recouvrent la conception de bases de données, les études, avant-projets, cahier des charges et les réalisations tant dans le domaine du vidéotex que de la gestion traditionnelle.

Architectes Réseaux

Ils doivent connaître au moins 2 systèmes d'exploitation dont IBM, et sont en outre confirmés sur les mini et micro-ordinateurs. Une expérience de 3/4 ans dans le domaine des réseaux est indispensable pour participer à la conception et réalisation de systèmes distribués (interconnexion de réseaux hétérogènes). (Réf. DAS/AR).

C'est donc véritablement le concours de

Spécialistes d'avant-garde

que nous sollicitons.

Monsieur PRENEUX, TELESYSTEMES - 36, rue de Picpus - 75012 PARIS, s'engage à répondre à tous les candidats qui voudront bien lui brosser un tableau aussi complet que possible de leur formation et expérience.

Merci d'indiquer la référence du poste ainsi que vos prétentions de salaire.

Dessein



Ingénieur chimiste

ESPCI, ENSCP, IGC, Doctorat 3e cycle...

Pour notre **service d'études avancées**, nous recherchons un **chimiste attiré par la recherche et le développement** en :
- chimie des fluides,
- corrosion des matériaux,
- électrochimie,
- chimie macro-nucléaire,
- mécanique des fluides et thermodynamique appliquée aux systèmes.

Il sera chargé du traitement des effluents par techniques membranaires, tamis moléculaire...

En étroite collaboration avec différents laboratoires universitaires, il sera l'**animateur de nos expérimentations.**

Des connaissances en physique nucléaire seront appréciées.

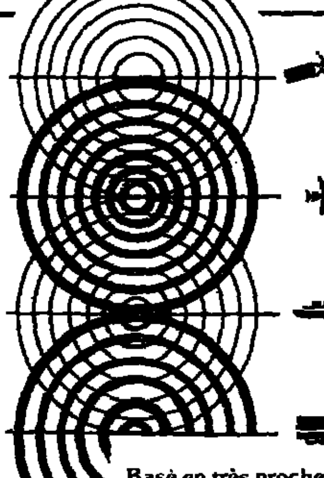
Ce poste, **basé à Paris**, implique de **nombreux** *déplacements de courte durée.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2367 à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA



THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS
Organisation et Coordination Comptable

Basé en très proche banlieue Parisienne Nord-Ouest, le poste proposé se situe au sein de la Division Télécommunications de THOMSON C.S.F. Fortement exportatrice cette division réalise un chiffre d'affaires voisin de deux milliards de francs. Elle est organisée en centres de profit et unités de production.

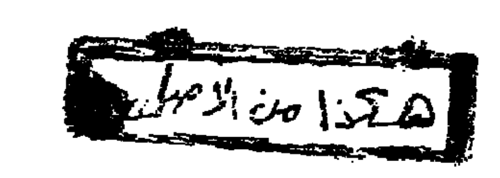
Rattaché au contrôleur de gestion, le candidat engagé sera responsable de l'animation et de la coordination comptable tant sur le plan organisation, procédures et informatisation que sous l'angle contrôle et certification; il assiste et conseille les chefs comptables des différents centres et il est l'interlocuteur privilégié des services centraux.

Ce poste à haute responsabilité s'adresse à un candidat titulaire d'une formation type Grande École de Commerce + D.E.C.S. possédant plus de cinq ans de pratique comptable lui ayant permis d'acquérir de solides connaissances de comptabilité analytique en milieu industriel, comme en matière juridique et fiscale. La mission proposée lui permettra d'exprimer des qualités d'organisateur et d'homme de contact.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet et rémuneration actuelle sous Réf. : 8668 A à : EGOR S.A. - 8, rue de Berri - 75008 PARIS, à qui nous avons confié cette recherche.

THOMSON
BRANCHE COMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT



هكذا من الأصل

d'avant-garde

Le dynamisme et la jeunesse de nos ingénieurs et techniciens (ils ont en moyenne 30 ans) nous ont considérablement fait progresser sur le marché pourtant concurrencé des SSCI. Nous sommes 1500 aujourd'hui, notre CA évolue régulièrement de 30 % par an.

Télésystèmes Ingénierie confirme ses succès dans les domaines de pointe de la Télématique. Pour faire face à son expansion, son département «Etudes et Systèmes de Télématique», qui développe en particulier des produits novateurs (réseaux et microserveurs vidéotex, réseaux locaux et hétérogènes) crée plusieurs postes.

Ingénieur Technico Commercial

(Réf. DET/TTC)

De formation supérieure, son expérience de 3 à 4 ans en développement de logiciels en télé-informatique s'allie à un goût du travail en équipe et des contacts en clientèle.
Il apportera un support technique aux ingénieurs commerciaux pour l'établissement de devis, la rédaction de propositions, la présentation des produits.

Chefs de Projets

(Réf. DET/CP).

Après leur formation d'ingénieur, ils ont acquis les qualités techniques et relationnelles nécessaires pour prendre la responsabilité d'études ou de réalisations, faisant appel à des techniques avancées (réseaux, systèmes de télématique et de bureautique).
Leur expérience doit couvrir certains des domaines précisés ci-après pour les postes d'ingénieurs (microprocesseurs et ingénieur IBM, systèmes et réseaux).
Le lieu de travail est à Boulogne Billancourt (Métro Pont de Sèvres).

Ingénieurs Logiciels Micros *(réf DET/ID)* IBM *(réf DET/II)*

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou d'une université, ils pourront valoriser une première expérience de 1 à 3 ans en développement de logiciels-systèmes et/ou logiciels-réseaux (Transpac, Protocoles ISO, DSA, SNA,...).
Certains postes (Réf. DET/ID) nécessitent une expérience concrète sur microprocesseurs ou mini ordinateurs.
D'autres (réf. DET/II) concernent des ingénieurs systèmes sur matériels IBM (IMS, CICS, BTAM, UTAM,..)

C'est donc véritablement le concours de

Spécialistes d'avant-garde

que nous sollicitons.

Monsieur KOHN, TELESYSTEMES - Tour Vendôme, 204, rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE, s'engage à répondre à tous les candidats qui voudront bien lui brosser un tableau aussi complet que possible de leur formation et expérience.

Merci d'indiquer la référence du poste ainsi que vos prétentions de salaire.

Desselit



telesystemes
LA TRADITION D'AVANT GARDE

---

amri

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ROBINETTERIE

recherche

INGÉNIEUR MARKETING-ACHATS

sous la responsabilité directe du Directeur des Achats, il devra prendre en charge la prospection et l'évolution des fournisseurs, participer à certaines négociations.

Le candidat recherché devra être diplômé d'une école supérieure de Commerce ou posséder un diplôme d'Ingénieur complété par une formation Achats.

Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
Société AMRI Service du Personnel
"Les Mercuriales"
40, rue Jean-Jaurès - 93176 BAGNOLET

bleu

SNCF OFFRE

198 emplois dans ses bureaux d'études

options "électrotechnique-électronique" (93 emplois) et "génie civil" (105 emplois)

Recrutement par concours des 29 et 30 Mars

OUVERTS AUX JEUNES GENS
— Nés entre le 1er Juillet 1954 et le 30 Juin 1965
— Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F2 à F4, F9, F10 et possédant des connaissances techniques équivalentes au BTS ou au DUT de l'option postulée ou titulaires de l'un de ces BTS ou DUT.

Rémunération brute annuelle de début : 79.000 F environ
Carrière intéressante, emploi stable
Avantages sociaux.

Ecrivez à la Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) dont l'adresse vous sera communiquée dans toutes les gares.



Importante Société de Construction
de Bâtiments en forte expansion
réalisant + de 80 % de son C.A. à l'exportation
recherche :

Chef de service gestion

Sous l'autorité du Sous-Directeur Financier, il supervisera une petite équipe de 6 à 8 collaborateurs.

En liaison étroite avec les Chargés d'Affaires et Responsables d'Agence, il aura la responsabilité du suivi de gestion des opérations à l'Etranger (prévisions de trésorerie, contrôle budgets etc..) ainsi que du suivi des frais généraux du secteur entreprise de la Société.
Ce poste peut convenir à un Cadre de 30 ans environ formation supérieure (H.E.C., ESSEC, Ecoles de Commerce) connaissant bien les techniques de gestion du Bâtiment, parfaitement disponible pour l'exportation.
Il sera tenu compte de l'expérience du candidat de ses qualités de contacts de ses compétences de formateur et de persuasion.
Esprit de rigueur. Anglais lu, écrit, parlé indispensable.
Rémunération de 140 à 150.000 F. annuels.
Lieu de travail proche Vincennes R.E.R. et S.N.C F.
Adresser C.V., photo et prétentions sous *référence* 631 à TELEX P.A. JONCTION 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

• VOUS ETES JEUNE ET VOUS AVEZ :
— une bonne formation de base commerciale et *financière (ESC, Sciences Eco ou équivalent)*
— une première expérience d'au moins 2 ans dans la vente sur le terrain de produits financiers (notamment de financements dans la bureautique et l'informatique).
— le goût du contact humain et de la négociation avec les P.M.E.

• *VOUS RECHERCHEZ :*
— une vie active qui suppose une certaine mobilité

LE GROUPE

bail équipement

UNE DES TROIS PREMIERES SOCIETES
DE CREDIT BAIL MOBILIER
crée pour sa filiale **INNOBAIL**
un poste d'

adjoint de chef de marché

INNOBAIL est une holding spécialisée dans la mise en oeuvre de formules financières d'aide à la vente (location, crédit-bail, crédit) au profit de constructeurs multinationaux et de leurs réseaux de distribution.

Résidence : PARIS

Ce poste nécessitera des déplacements fréquents en province.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions *s/réf. 60952* au Service du Personnel - BP 35
22, place Vendôme 75021 Paris Cedex 01

La SEP
recherche pour son
Établissement de VERNON

des INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (X, SUP AÉRO, MINES...)

débutants ou confirmés.

Dans le cadre du renforcement de nos équipes, nous recherchons des Ingénieurs d'Études et Développement dans le domaine spatial (ARIANE et propulsion satellites, mécanismes embarqués).

Ces postes requièrent une formation de haut niveau dans une ou plusieurs disciplines tel que : mécanique des fluides, dynamique, mécanique, automatisme...

Merci d'adresser CV détaillé, photo, prétentions sous réf. 1000 M à SEP, Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON.

SEP

HAVAS CONTACT

BANQUE PARIS (8e)
recherche pour son
SERVICE CHANGES

GRADÉ

Pour assurer le suivi de la trésorerie devises et des comptes de correspondants. (Réf. A.)

AIDE CAMBISTE

Expérience 1 an minimum.
Anglais courant. (Réf. B.)

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous no T 038.330 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

BANQUE ÉTRANGÈRE
Paris Champs-Élysées

recherche le (la)

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE

Ce cadre devra avoir :
– 3 ans d'expérience à un poste de ce niveau ;
– Une connaissance éprouvée de la comptabilité générale Bancaire, et des méthodes de comptabilité anglo-saxonnes ;
– Des qualités d'encadrement.
– Et être titulaire du D.E.C.S.
La maîtrise de l'anglais lu et parlé serait appréciée.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous no T 38.176 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Vous êtes déjà

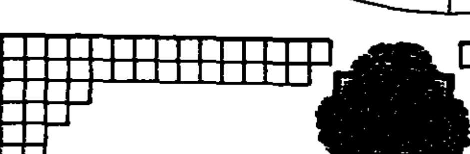
ingénieur «grandes affaires»

en mini, micro ou péri informatique

mais vous recherchez une situation au sein d'une structure plus ouverte, vous permettant de mettre à profit non seulement votre expérience de vente mais encore votre sens de l'autonomie pour déceler les besoins, imaginer et proposer des solutions, négocier avec des clients nationaux privés ou publics. La place importante que nous avons déjà prise sur le marché nous permet d'offrir à un chasseur doublé d'un éleveur, âgé de 30 ans au moins, d'excellentes conditions financières, un soutien technico-commercial, une gamme de produits également orientée « télécom ». Etant donné la concentration des grands groupes privés et publics, ce poste est basé à Paris.



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui *nous vous prions d'adresser* confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 69218 M



nodet-gougis
MONTEREAU (77)

Fabrication matériel agricole
(semoirs, distributeurs d'engrais et pulvérisateurs)
leader sur plusieurs créneaux de son secteur d'activité
recherche son futur

DIRECTEUR EXPORT

Sa mission consistera à animer les ventes à l'exportation, à développer le CA existant, à rechercher des marchés nouveaux, à veiller à la réalisation des objectifs prévus en accord avec la Direction Commerciale.

Animateur et créatif, il sera capable d'orienter, de dynamiser et contrôler l'équipe export en place.

Il devra faire la preuve de son dynamisme, de son goût pour *l'animation et le développement* des ventes à l'exportation. Nous attacherons une attention particulière au candidat de formation HEC, ESSEC, SUP de CO ou I.N.A. (Paris - Grignon).

Agé au minimum de 35 ans.

Un candidat de valeur pourra évoluer au sein de la société.

Le poste est à pourvoir dès maintenant.
Les déplacements à l'étranger représenteront environ 30% du temps.

La pratique de l'anglais sera indispensable, celle de l'allemand *et/ou de l'espagnol sera vivement souhaitée.*

Si vous pensez être l'homme de la situation adresser votre CV *et vos prétentions sous pli personnel* à Monsieur RENAUDEAU NODET GOUGIS - S.A. 5, boulevard du Maréchal Leclerc 77130 MONTEREAU.

CHEF COMPTABLE

pour PME multinationale

Notre PME est une des nombreuses filiales françaises d'un important groupe multinational. Nous vendons des produits de haute technologie sur un marché en expansion rapide. La comptabilité, tenue sur informatique, est très décentralisée par rapport à notre groupe.

Vous avez une expérience confirmée d'une comptabilité informatisée et aimez travailler de manière autonome par rapport au directeur financier.

Vous dirigerez une équipe de 4 personnes et ferez évoluer nos procédures comptables. Vos perspectives de carrière se situent soit dans notre société, soit dans une autre filiale du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 8309 à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Cii Honeywell Bull

pour s'intégrer aux équipes chargées du développement de ses futures gammes d'ordinateurs, recherche des

INGENIEURS LOGICIEL

C'est dans le domaine spécifique du **logiciel de base** *qu'ils exerceront leur activité* : Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs...
Ils participeront aux divers stades de la réalisation des produits : architecture, développement, maintenance, qualification.
Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et possèderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.
Lieu de travail : PARIS 20e/*Louveciennes* (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 110 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

MATRA

recherche

Ingénieur Electronicien

Chargé du suivi de la politique Contrôle Qualité auprès de nos partenaires industriels.

Pendant toute la phase développement d'équipements aéronautiques complexes, il a pour mission de :

- suivre l'avancement technique des projets,
- assurer les interfaces techniques entre le Groupe Projet MATRA et les industriels partenaires,
- superviser la mise en place des structures et des moyens de contrôle-essais pour la production en série.

Ce poste implique des connaissances en technique de mesures électriques et en informatique/microprocesseur valorisées lors d'une première expérience industrielle.

L'esprit d'organisation, l'adaptabilité et l'ascendant personnel sont des critères décisifs. Réf. A

Ingénieurs Généralistes

intéressés par une ouverture sur la politique Qualité - Contrôle

Ils sont responsables, pour un programme aéronautique donné, de la

. définition de la politique de contrôle et d'essais,
. mise en place et coordination de l'ensemble des actions de contrôle et d'essais dans les Centres de fabrication, dans les différentes phases d'élaboration des produits, du développement à la fabrication en série,
. gestion globale des résultats permettant d'établir les synthèses et bilans d'actions.

Une expérience de 2 à 5 ans acquise dans des services méthodes, contrôle ou fabrication de série serait particulièrement valorisée dans ce poste qui permet d'avoir une vue globale des problèmes de qualité.

L'esprit de synthèse, la volonté d'entreprendre et de persuader sont indispensables pour réussir dans cette responsabilité fonctionnelle mais très relationnelle. Réf. B



Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence sous N° SM 1036 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

La Division Qualité recherche :

Ingénieur Physicien-Electronicien

Il est chargé de définir et de suivre la réalisation des mesures et essais sur des composants électroniques. A ce titre, il organise le travail et participe à l'encadrement d'une équipe de techniciens.

Ingénieur physicien électronicien de formation ENSI - ISEP - ISEN ..., il a des compétences en électronique analogiques et numériques : il doit se faire rapidement reconnaître par son sens de l'organisation et ses qualités de relations.



Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1035 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

banque

BANQUE PARIS 8e recherche

INSPECTEUR CLASSE V ou VI

Chargé d'assister, au sein d'une petite équipe, l'Inspecteur Général dans ses missions de contrôle et d'AUDIT, dans tous les départements et services de la Banque.

Le candidat, diplômé d'enseignement supérieur (et/ou I.T.B. - C.E.S.B.) devra faire état d'une solide expérience bancaire.

Age 34 ans environ.

Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 167-M - I.C.A. 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS



Ingénieurs d'affaires

Industries légères - Bâtiments industrialisés

Ingénieurs d'affaires, vous l'êtes. Depuis huit à dix ans, dans ces pays où les règles de travail sont anglo-saxonnes, vous avez vécu sur *le tas la réalisation de* projets *industriels de moyenne importance : bâtiments industrialisés, industries légères, ... Vous en connaissez* les difficultés et avez appris, peu à peu, à les dominer. Les relations avec les clients comme celles avec les sous-traitants, vous les menez avec aisance. Au mieux de l'avancement du projet.

Dans les postes que vous propose cette entreprise française d'une solidité exceptionnelle, non seulement vous aurez à suivre des projets en réalisation mais vous contribuerez directement à l'élaboration de nouveaux projets répondant à la demande du client. Vous les défendrez techniquement, participant à la négociation des contrats correspondant, avant d'en assurer l'exécution.

La mission s'exercera à Paris mais nécessitera des déplacements aussi fréquents que nécessaire, généralement de courte durée, à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est indispensable pour les relations avec les clients.

Deux postes sont à pourvoir immédiatement s'adressant à des ingénieurs ayant pour spécialité de base l'un le génie civil, l'autre les équipements mécaniques et électro-mécaniques.

Les candidatures seront traitées très confidentiellement par les consultants du cabinet de recrutement *CLEAS* qui ne communiqueront pas votre dossier à leur client sans votre accord. Ecrivez-leur sous réf. 8311 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - *75017 PARIS*

Valeo

1[er] FABRICANT FRANCAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES – C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche

pour sa direction « **Economie et Plan** » chargée du développement des méthodes et études stratégiques internes et externes au Groupe, des diplômés de Grandes Ecoles de Commerce ou d'Ingénieur ayant développé leurs connaissances en Economie et Gestion au cours d'une première expérience de 3 à 4 années dans un cabinet conseil ou dans les services Marketing ou Prévisions d'une entreprise industrielle.

CHARGE DES ETUDES STRATEGIQUES D'ENVIRONNEMENT ET DES PREVISIONS

Il mènera les études d'environnement sur les industries de l'automobile et des équipements à l'aide de méthodes d'analyses stratégiques (BCG, PIMS. . .) pour les intégrer ensuite dans nos prévisions d'évolution des marchés automobiles. Il aura à développer de nombreux contacts auprès des différentes directions des Sociétés du Groupe, des Constructeurs Automobiles et des organismes extérieurs spécialisés. Réf.48918/1/M

CHARGE DU PLAN ET DES ETUDES STRATEGIQUES INTERNES

Dans le cadre du développement de la gestion stratégique il mènera les études techniques nécessaires à l'élaboration du plan du Groupe et assistera les services Gestion et Plan des sociétés du Groupe dans l'établissement et le suivi de leurs plans. Réf.48918/2/M

Ces postes s'adressent à des candidats de fort potentiel et nécessitent une bonne maîtrise de l'anglais.
Des connaissances en allemand seraient appréciées pour le premier poste.

A partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I. & C. – 43, rue Bayen – 75017 PARIS – en n'oubliant pas la référence du poste

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE POUR SA

DIVISION ÉLECTROMÉCANIQUE

UN INGÉNIEUR DE VENTES TECHNICO-COMMERCIAL

DE FONCTION BTS-DUT MINIMUM

Sous la responsabilité du directeur de ventes, il est chargé :

- de développer les marchés existants ;
- de rechercher de nouveaux clients ;
- de promouvoir les nouveaux produits.

Cette fonction nécessite :

- une expérience *confirmée* dans les *composants* électromécaniques ou électroniques ;
- le sens aigu de la vente ;
- celui de l'organisation ;
- *un excellent contact.*

La *connaissance de l'anglais serait appréciée.*

Le poste est basé en proche banlieue parisienne.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 60870 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Benson = L'infographie

CONSTRUCTEUR FRANÇAIS, NOTRE RÉUSSITE EST MONDIALEMENT CONNUE (CENTRES DE RECHERCHE ET DE PRODUCTION EN FRANCE, CALIFORNIE, FILIALES EUROPÉENNES).

notre force : nos études avancées

Notre DIRECTION TECHNIQUE comporte une équipe de *technologies avancées qui cherche, teste, choisit pour les équipes de* développement de projets les solutions de demain. Des chercheurs opérationnels, ouverts sur l'extérieur et conseils internes :

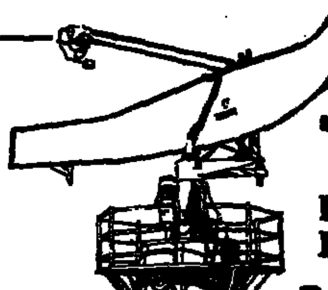
ingénieurs ECP, ESE, ENSAM, IEG

- **spécialiste normes-environnement-marketing composants.**
- **spécialiste motorisation, puissance fractionnaire.**
- **spécialiste cinématique, mécanique rapide.**
- **chef de projet développement nouveaux produits.**

Ces opportunités de carrière dans une unité à dimension humaine, en proche banlieue parisienne, comportent un contexte international pour lequel l'anglais est indispensable.

benson

Écrivez au Service du Personnel
Z.I. des Petites Haies
1, rue Jean-Lemoine
94015 CRÉTEIL



THOMSON-CSF

DIVISIONS RADARS DE SURFACE ET SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES BAGNEUX

NÉGOCIER A HAUT NIVEAU DES SYSTÈMES ELECTRONIQUES

MOYEN-ORIENT - AMÉRIQUE LATINE - ASIE

Une de nos plus importantes divisions cherche **trois Chefs de Secteurs** chargés de la vente, à l'étranger, de nos systèmes électroniques militaires très sophistiqués.

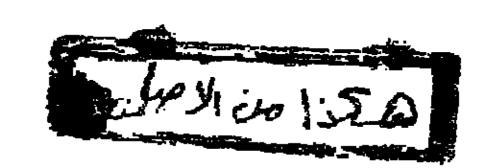
Les candidats souhaités ont une formation technique et/ou une expérience industrielle. Ils ont acquis une grande maîtrise de la négociation à haut niveau *et sont âgés de 30 ans minimum.* Pour former leurs équipes, ils auront à recruter des prospecteurs-vendeurs *également* de bon niveau.

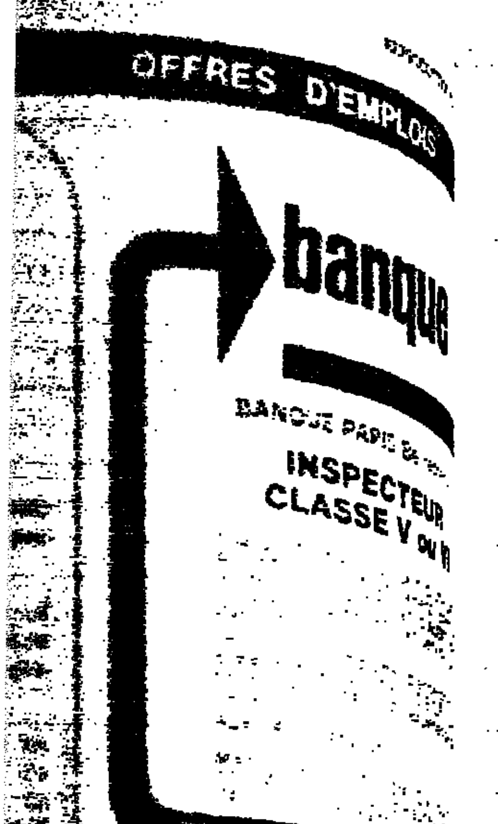
Les postes sont basés à Paris mais plus de 40 % du *temps est consacré aux déplacements* à l'étranger. Seuls, des candidats à très fort potentiel, capables d'évoluer et de suivre le très important développement prévisible de notre secteur, seront retenus.
L'Anglais est indispensable, l'Espagnol et/ou le Portugais sont souhaités.

Les lettres de candidature accompagnées des CV sont à adresser à M. FONFREDE - THOMSON-CSF, *Service des Relations du Travail*, 1, rue des Mathurins - 92223 BAGNEUX.



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS





OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

chef de projets informatiques

LA SOCIÉTÉ DES EAUX MINÉRALES D'ÉVIAN – 990MF de CA, 1400 personnes, 2 usines – est le 1er exportateur mondial d'eau minérale plate. Elle recherche un chef de projets pour son service informatique (un CII-HB DPS 7/65 et une douzaine de minis décentralisés).

Intervenant dans le cadre de développements nouveaux, il assurera l'amélioration du *système d'informations de gestion*. En responsabilité complète sur les projets qui lui seront confiés, il collaborera étroitement avec les services *utilisateurs depuis la définition des objectifs et la conception* jusqu'à la mise en place concrète des applications.

Cette fonction très autonome sera confiée à un diplômé d'études supérieures ayant acquis 3 ans d'expérience de la conduite de projets. Il y affirmera sa compétence professionnelle, ce qui lui permettra de saisir les possibilités de promotion qui lui seront rapidement offertes.

La localisation géographique du poste, situé à Évian, offre un intérêt supplémentaire sur le plan des conditions de vie.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F7 M en précisant rémunération actuelle à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

recrutement des cadres

LE GROUPE BSN – 21,5 Md de F de CA, 27000 personnes en France dont 2500 cadres – réunit des sociétés présentant une grande diversité de tailles et d'activités (emballages, boissons, produits laitiers frais, aliments pour bébés, pâtes, plats préparés, condiments et sauces, confiserie, pâtisserie).

Le Service Recrutement des Cadres assure la recherche et la sélection des cadres débutants et confirmés, de toutes fonctions, nécessaires au développement de ces sociétés. En 1982, cette équipe de 4 chargés du recrutement a mené à bien 200 recherches, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Groupe.

Chacun de ses membres assure de façon autonome les recrutements qui lui seront confiés, depuis l'étude du besoin, le choix des moyens appropriés, jusqu'à la recommandation finale d'embauche. Il exerce sa fonction d'assistance et de conseil en associant étroitement les services demandeurs à tout le processus de recherche et de sélection des candidats. Des échanges fréquents au sein de l'équipe permettent d'enrichir la compréhension des problèmes posés et d'améliorer l'efficacité des interventions.

Nous souhaitons accueillir dans cette équipe un(e) jeune diplômé(e) d'études supérieures bénéficiant de quelques années d'expérience du recrutement des cadres en entreprise ou en cabinet. Il ou elle trouvera dans cette fonction une opportunité d'enrichissement personnel et de développement professionnel. De nombreux contacts lui permettront de faire apprécier ses compétences et ses qualités humaines, facteurs déterminants de son évolution au sein du Groupe dans quelques années.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J3 M en précisant rémunération actuelle à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

études et recherches documentaires

Les BRASSERIES KRONENBOURG – 2,6 Md de F de CA, 2700 personnes, 2 usines – est le N° 1 français de la bière avec une production de 7,5 *millions d'hectolitres*.

Cette Société recherche pour sa Direction Développement Technologique un Ingénieur Études et Recherches Documentaires. Il a pour mission de conduire l'ensemble des actions nécessaires aux études et à la gestion de la documentation.

En particulier il assure les recherches *et la synthèse* bibliographiques pour les projets de développement de la société; il assiste les responsables de projets dans leurs sources d'information; il recherche et gère les informations concernant les innovations, les brevets et la profession.

Nous recherchons pour ce poste un candidat ayant une formation scientifique assez large (doctorat du 3e cycle ou diplôme d'ingénieur) de préférence en chimie-biologie. Son expérience peut avoir été acquise à l'université ou dans l'industrie avec une pratique concrète de la documentation.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est nécessaire.

Ce poste est à pourvoir à Strasbourg.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E30 M en précisant rémunération actuelle à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

SEP Société Européenne de Propulsion

INGENIEURS D'ETUDE

X, SUP'AERO, CENTRALE, ...

Le Centre de MELUN-VILLAROCHE est spécialisé dans l'étude et les essais de propulseurs fusées.

Au sein d'une équipe autonome, vous serez chargé d'études théoriques de base et de conception d'exploitation d'essais, et de mise au point de matériel dans le domaine de la propulsion à propergols liquides.

Débutant ou ayant quelques années d'expérience en Sciences Aéronautique et Spatiale, *vous pourrez satisfaire votre goût du travail en* équipe et votre sens des responsabilités.

Si vous souhaitez bénéficier d'une technologie hautement évoluée, dans un secteur *d'avenir, veuillez adresser votre candidature* (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Jean DEGEAIVE - SEP
Aérodrome de Melun-Villaroche
77550 MOISSY-CRAMAYEL

Organisation et Publicité

Paris – Nous sommes une importante société de services (plus de 2000 personnes, 350 M de C.A.), leader sur son marché et jouissant d'une excellente image de marque. Nous avons mis en place une organisation décentralisée (centres opérationnels sur l'ensemble du territoire et au sein des DOM-TOM) et établi un esprit de dialogue entre les responsables d'agences ou de filiales et notre direction générale. Dans ce contexte, nous proposons à un jeune cadre à fort potentiel de venir nous rejoindre pour assurer la fonction de

GESTION BUDGÉTAIRE

Vous êtes diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) et vous parlez l'anglais. Vous avez acquis en 5/6 ans, au cours d'une ou deux premières expériences *professionnelles*, les compétences techniques du contrôle budgétaire et du contrôle de gestion. Vous serez, sous l'autorité directe du directeur général, responsable de la fonction gestion budgétaire : montage, suivi, analyse des écarts, *tableaux de bord comparatifs. Vous devrez* surtout, à partir de la mise en place de plans, définir des objectifs et les traduire en budgets, assurer la cohérence entre les budgets des services et le budget global de la société. Vous ne réussirez dans cette mission que *si vous êtes un homme de dialogue* et de communication, qui sait vendre ses idées et faire participer ses interlocuteurs. Vous pourrez par le biais de cette fonction déterminante dans le style de management de la société vous créer les opportunités d'un *développement de carrière*.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à *Roland* Gardeux sous réf. 5671 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DU SYNTEC

Plan Champs

JEUNES INGENIEURS : des responsabilités !

Si vous êtes diplômé AM, IDN, ENSH ou équivalent, si vous aimez la recherche et les études, *mais désirez élargir votre réseau de communication* dans l'entreprise, si vous voulez vivre dans une ville de l'Ouest à taille humaine (50.000 hab.), nous vous offrons l'un ou l'autre de ces postes :

La responsabilité de projets au niveau de la définition technique et du développement de produits industriels (biens d'équipement hydrauliques) en collaboration avec les services marketing et fabrication : budgets d'études, dossiers de fabrication, essais, plannings de réalisation. (Réf. 302227)

La responsabilité des recherches, études et expérimentations relatives à la conception et au développement de nouveaux produits dans les secteurs de l'électromécanique, l'électronique et l'hydraulique, *ce qui implique* des relations suivies avec le Bureau d'études, le laboratoire et une ouverture constante sur l'extérieur. Expérience de calcul sur mini informatique souhaitée. (Réf. 302228)

Nous vous offrons une rémunération conforme à vos compétences et une évolution à la mesure de vos résultats.

Adresser lettre manuscrite, CV, *photo et* prétentions, en précisant la référence choisie à **ORION - 35, rue du Rocher 75008 Paris**, qui vous adressera si vous êtes retenu une description du poste.



Levi Tournay

INTERVIEW

Nos ingénieurs technico-commerciaux sont issus des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce

Un entretien avec Michel GALLOIS - Responsable de la fonction technico-commerciale - Division des Systèmes d'Information (D.S.I.) d'IBM France.

Vous menez une importante campagne de recrutement de jeunes diplômés qui deviendront Ingénieurs technico-commerciaux. Quel sera leur rôle exact chez IBM ?

L'Ingénieur technico-commercial, l'I.T.C. comme nous l'appelons, assiste nos clients dans la mise en œuvre d'importants projets informatiques. C'est un véritable conseil qui analyse le besoin du client, l'étudie puis soumet une solution adaptée. Plus qu'un produit, c'est son utilisation qu'il propose.

Son rôle se limite-t-il à cette phase initiale ?

Certainement pas. Le rôle de l'I.T.C. est bien sûr essentiel au moment de la vente, où il travaille en équipe avec l'Ingénieur commercial, chacun utilisant au mieux ses compétences pour la *satisfaction du client. Mais sa mission* est aussi au niveau de la gestion des installations et du suivi.

Quels sont vos clients ?

Nous commercialisons tous les systèmes IBM auprès des entreprises et des Administrations. En fait, notre clientèle recouvre tous les secteurs d'activité, ce qui est très intéressant et formateur pour nos I.T.C.

Faut-il être informaticien pour remplir cette mission ?

En aucune façon. Les jeunes diplômés que nous recherchons peuvent être issus aussi bien d'une Ecole d'Ingénieurs, que d'une Ecole de Commerce. Plus que leur formation initiale, ce sont *leurs qualités qui importent*.

Quelles qualités vous paraissent essentielles pour réussir ?

Un esprit clair, synthétique, bien organisé. Du sens pédagogique pour expliquer et convaincre et aussi de l'imagination pour concevoir un projet adapté. N'oublions pas que nous faisons du *"sur-mesure"*.

Même s'il possède toutes ces qualités, un débutant peut-il être immédiatement opérationnel ?

La formation IBM est là pour ça. Les jeunes I.T.C. ont un programme alterné où ils suivent les cours de notre Centre d'Education et travaillent sur le terrain, dans le cadre de leur agence. C'est ainsi que des formations de base différentes, scientifiques ou commerciales, peuvent convenir. Il est évident que pendant cette période de formation, nos I.T.C. sont rémunérés normalement.

Cette activité s'exerce-t-elle plutôt en région parisienne ?

Nous avons besoin d'I.T.C. à Paris, mais aussi dans nos directions régionales de province. C'est un recrutement à l'échelon national.

Les femmes ont-elles leur chance dans ce type d'emploi ?

Tout à fait, et elles réussissent très bien.

En quoi, d'après vous, ce travail peut-il intéresser un jeune diplômé ?

C'est d'abord un travail varié fait de contacts multiples, dans des secteurs divers. C'est aussi un emploi *qui laisse beaucoup d'autonomie* au sein d'une petite équipe. Et puis, sur le plan technique, il offre un environnement technologique qui évolue chaque jour. Enfin, il y a des relations et une ambiance de travail qui surprennent toujours les débutants. IBM n'est pas une grosse machine inhumaine. C'est tout le contraire : nos I.T.C. travaillent dans de petites unités d'environ 60 ingénieurs.

***Ces jeunes diplômés qui entrent* chez vous pensent certainement à leur carrière. Que leur proposez-vous pour l'avenir ?**

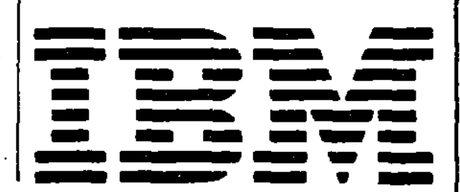
La carrière de ses collaborateurs est un souci constant d'IBM. La fonction d'I.T.C., très enrichissante comme je vous l'ai dit, peut conduire à des responsabilités commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province et même à l'Etranger. L'évolution d'une carrière chez IBM peut passer par plusieurs métiers complémentaires.

En contrepartie, vous avez la réputation d'être très exigeant, qu'en est-il ?

Outre les critères de formation et les qualités personnelles exprimés auparavant, nous demandons à nos I.T.C. des connaissances en anglais et une certaine mobilité géographique. Bien sûr, nous sommes exigeants car nos clients le sont aussi à notre égard. Mais n'est-ce pas normal ? ■

(Propos recueillis par Organisation et Publicité)

IBM FRANCE
Service Recrutement (Réf. M 02)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS



LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'ingénierie internationale
plus de 3000 INGENIEURS/TECHNICIENS - 80% du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants :
MINES - PETROLE - METALLURGIE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE - PIPEPINES - CENTRALES.

Dans le cadre du développement de son service ENERGIE-FLUIDES, SOFRESID recherche

ingénieur diplômé (A&M, ECL, IDN, ENSI)

DEBUTANT, intéressé par les problèmes de résistance des matériaux et les calculs informatiques pour études d'analyse de contraintes (STRESS - ANALYSIS) et autres calculs scientifiques. Réf. 1815/A

ingénieur diplômé

DEBUTANT, ayant une formation particulière en informatique pour développement de programmes et conception assistée à l'ordinateur. Réf. 1815/B

Pour ces postes qui pourront nécessiter des déplacements de courte ou longue durée en France ou à l'étranger, la connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature sous réf. correspondante à B. MAZIERES
Direction du Personnel SOFRESID - 59, rue de la République - 93108 MONTREUIL CEDEX.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF
DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

AVIONIQUE : ESSAIS ET RESPONSABILITÉS D'AFFAIRES

La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. *L'important développement de ses activités, prévu pour les* prochaines années la conduit à recruter des

ingénieurs essais

Diplômés d'une école électronique, ils ont acquis une première expérience en logiciel pour le développement et les essais de matériel avionique.
Ces fonctions impliquent à court terme des responsabilités d'affaires importantes, ainsi que de nombreux contacts avec nos clients en France et à l'étranger.
Les possibilités d'évolution sont très ouvertes.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier, accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF - 52, rue Guynemer - 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX, sous référence IEC.



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT

CGEE ALSTHOM
ÉQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

recherche pour le
Département Exploitation et Conduite de Réseaux
au Siège Banlieue OUEST DE PARIS

INGENIEUR D'AFFAIRES

Référence 59218 A

(Formation électronique ou informatique - 3 à 5 ans d'expérience - Anglais indispensable).

Il recevra de larges responsabilités (techniques, financières, humaines) pour :
– étudier les appels d'offres
– rédiger les propositions techniques
– réaliser les affaires d'ensembles.

dans la conduite des réseaux électriques en France et à l'étranger.

AGENT TECHNIQUE COMMERCIAL

Référence 59218 B

(BTS électronique ou équivalent, débutant accepté, anglais).

Sous l'autorité d'un Ingénieur d'Affaires, il assure la réalisation d'une affaire d'ensemble pour la conduite des réseaux électriques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



Département de TELIC-ALCATEL, SURTEC commercialise par *l'intermédiaire des réseaux nationaux* TELIC *et* CIT-ALCATEL des systèmes d'alarme industriels et bancaires et de télésurveillance utilisant le réseau commuté. Bénéficiant des développements technologiques et commerciaux de TELIC, SURTEC apporte un atout important à sa gamme bureautique.

Sa croissance rapide l'amène à créer le poste de :

chef des ventes

Rattaché au Directeur du Département, il aura pour responsabilité de développer et d'animer les ventes de produits SURTEC auprès des réseaux de distributeurs.
De *formation supérieure technique ou commerciale, le candidat retenu possèdera une expérience solide et réussie* dans la commercialisation de produits de technologie avancée. Une bonne connaissance des réseaux de télétransmission sera un atout supplémentaire.

*Ce poste qui bénéficie d'une grande autonomie offre à un candidat de valeur, sachant combiner la qualité des pro*duits SURTEC aux atouts technologiques et commerciaux de TELIC, des perspectives d'évolution de carrière importantes et rapides.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à B. CAMMAS - Directeur du Personnel - TELIC-ALCATEL 4, rue de Chevilly - B.P. 31 - 94267 FRESNES Cedex.

---

programmeur-système
en informatique distribuée

Groupe international, leader sur son marché (100 km Nord de Paris) recherche un Programmeur Système en Informatique Distribuée.

Vous êtes un technicien **C.I.C.S.** confirmé, vous avez approché les problèmes techniques **de maintenance du système d'exploitation D.O.S.-V.S.E.**

Vous souhaitez élargir vos compétences dans les domaines techniques en **Informatique distribuée** (I.B.M. 4330, D.E.C...).

Nous vous confierons, dans un premier temps, le support technique de nos **deux applications distribuées temps réel.**

Vous aurez, dans un deuxième temps, la responsabilité technique de nos futurs projets *dans le* **domaine d'applications distribuables et de réseaux d'ordinateurs.**

Vous avez 3 ans d'expérience professionnelle minimum comme **Programmeur Système** (ou niveau équivalent) sur des configurations de même nature ou supérieures à celles mentionnées ci-dessus.

Des qualités de contact et une bonne connaissance de la langue anglaise *sont nécessaires pour réussir à ce poste.*

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous la référence F 12 au Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement. COGEPLAN - Tour de Lyon - 185, rue de Bercy 75012 PARIS.

COGEPLAN

CSNCR



RESPONSABLE DES METHODES

Electro-ménager **L'Isle Adam (95)**

Notre usine de l'Isle Adam (200 personnes) fabrique des hottes et groupes filtrants encastrables à hautes performances.

Nous sommes leader sur ce marché.

Le Directeur de notre unité de production recherche un **bon spécialiste des méthodes** de formation BTS électro-mécanique, ayant de préférence l'expérience des fabrications d'appareils électro-ménagers.

Avec l'aide d'un chrono-analyseur, il réalise la préparation, le chronométrage, l'organisation des postes de travail ainsi que la formation du personnel.

A la rémunération motivante, s'ajoute la possibilité d'un **logement de fonction.**

Statut cadre.

Merci d'écrire, *en joignant* C.V. *détaillé et en* précisant la rémunération actuelle sous réf. 318 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10 rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



---

adret electronique.

Société d'Electronique Professionnelle de haut Niveau Technique Très novatrice. A taille humaine - Leader sur son marché en FRANCE et fortement Exportatrice - Etudie et Développe sous contrats d'Etudes de longue durée - *Des Matériels pour des Marchés en forte Expansion.*

recherche

DES INGENIEURS ETUDES ET RECHERCHES *HF*

dans les domaines suivants :
– *TRAITEMENT du SIGNAL*
– TECHNIQUES MICRO-PROCESSEURS (Hard, Soft, Visualisation)
– HYPERFREQUENCES
– ELECTRONIQUE ANALOGIQUE HF – VHF.
débutants ou quelques années d'expérience.

UNE ASSISTANTE D'INGENIEUR

Elle assurera la Gestion de la DOCUMENTATION TECHNIQUE Anglais Technique Indispensable.

UN INGENIEUR METHODES-INDUSTRIALISATION

Il prendra la RESPONSABILITE du Service (Fabrication Petites et Moyennes Séries).

UN INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Il aura une Formation ELECTRONIQUE et une bonne compétence Technique.
Il parlera couramment ANGLAIS et si possible une AUTRE LANGUE.
Il assurera l'ANIMATION du réseau de distribution, principalement en EUROPE + quelques voyages hors d'EUROPE.

UN INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE

Connaissant bien le MARCHE des COMPOSANTS.
Il animera et développera une FILIALE distribuant des composants.

Postes à pourvoir à TRAPPES (ligne Montparnasse/Versailles/Rambouillet - ligne C RER : *20 minutes*).

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions à :
la Direction du Personnel - B.P. 33 - 78192 TRAPPES CEDEX.

HAVAS CONTACT

ENERTEC

Département nucléaire
recherche pour son agence de VELIZY (78)

Ingénieur technico-commercial

Mission : promouvoir les produits (détecteurs et électroniques associés), rechercher de nouveaux clients, *suivre la clientèle existante.*

Les relations commerciales concernent principalement :
– les administrations (CEA, CNRS, universités),
– les industries (EDF, laboratoires de recherche),
– etc.

La personne recherchée est de formation ingénieur ou doctorat de 3[e] cycle dans le domaine de la physique ou chimie nucléaire. Une première expérience de la vente est souhaitée mais pas indispensable.

Merci d'envoyer votre curriculum-vitae, détaillant votre expérience et vos aspirations, et mentionnant votre rémunération actuelle à Jacques COUREAUD. *Direction du Personnel,* ENERTEC,
1, rue Nieuport, 78140 Vélizy-Villacoublay. (S 255).

ENERTEC
Schlumberger

Contrôleurs de gestion
Paris Ouest

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres spéciaux, regroupe un effectif de 3 000 personnes et poursuit sa croissance avec un C.A. de plus d'un milliard de francs.

Nous recherchons ***2 contrôleurs de gestion*** *pour nos filiales.*

Vous êtes **diplômé d'une grande école** (HEC, ESSEC, ESCP, ESC...) et possédez, *si possible,* le D.E.C.S.

Vous avez complété votre formation initiale par une **expérience de 4 ans minimum** en contrôle de gestion dans une entreprise industrielle ou en audit au sein d'un cabinet.

Vous maîtrisez la **langue anglaise.**

Nous vous proposons une fonction opérationnelle sous la responsabilité du directeur de filiale.

Les 2 *postes sont à pourvoir en* ***banlieue Ouest de Paris.***

Nous vous offrons de larges perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Veuillez adresser lettre *manuscrite,* C.V., photo et prétentions sous réf. M/CG à **CORNING FRANCE** - Direction Développement du Personnel - 44, avenue de Valvins - 77210 AVON.

CORNING FRANCE

MEDIA BA

GRACE vous a proposé dans le Monde du 9 Février des postes de :

- RESPONSABLE DE LABORATOIRE
- INGENIEUR COMMERCIAL
- INGENIEUR DE LABORATOIRE
- ACHETEUR MATIERES PREMIERES
- ACHETEUR EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Si ces propositions vous intéressent, adressez votre candidature détaillée au :

GRACE

Service Recrutement
Société GRACE - B.P. 10
28230 EPERNON

Organisation et Publicité

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

directeur technique

200 000 F

Nous sommes un groupe de 300 personnes, CA 90 MF, dans le domaine de la COMMUNICATION: ÉDITION, IMPRIMERIE, INFORMATIQUE. Nous recherchons le RESPONSABLE TECHNIQUE de notre Département Parisien.

Ses responsabilités sont les suivantes:

- *Gérer un budget de 25 M de francs.*
- *Diriger 80 personnes réparties en deux centres de production.*
- *Utiliser des matériels informatiques (photocomposition) et mécaniques (impression offset).*
- *Suivre l'évolution des techniques liées à l'impression (photocomposition, informatique...) et proposer de nouveaux moyens tant en matériel qu'en logiciel.*

Vous avez 30 ans, un diplôme d'INGÉNIEUR et une première expérience de la fabrication et de l'informatique. Écrivez-nous.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2596 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

CANSON

PAPETERIES CANSON & MONTGOLFIER

(CA 250 MF, 25% à l'exportation)

GROUPE ARJOMARI

recherche

chef des ventes grande exportation

AMÉRIQUE LATINE - ASIE du SUD-EST

Il aura pour mission la recommandation et la mise en oeuvre de la politique commerciale et animera le réseau d'Agents et de Distributeurs existant ou à créer.
Sa mission le conduira à travailler en étroite collaboration avec les services Marketing de la Société tant au niveau de la définition des produits que des actions promotionnelles et publicitaires.

Ce poste de conception et d'action requiert une formation type HEC, ESSEC, ESC... et une solide expérience d'au moins 5 ans des ventes à l'exportation de produits de marque, acquise sur le terrain. Il exige une excellente pratique de l'ANGLAIS et si possible de l'ESPAGNOL.
Ce poste est basé soit de préférence à ANNONAY, soit à PARIS.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2593 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

directeur

services comptables & administratifs

au GABON

Le GROUPE TEXUNION recherche pour le compte de la SOTEGA à LIBREVILLE (CA: 80 MF; effectif 150 personnes) un Responsable de ses Services Comptables et Administratifs.

Dépendant du Directeur de la Société, il sera chargé de la comptabilité générale et analytique et du suivi des problèmes financiers et administratifs. Il coordonnera le travail d'un personnel local.

Ce poste conviendrait à un candidat possédant le niveau du DECS, âgé de 35 ans minimum et possédant une expérience de Chef Comptable de 5 ans au moins.
Expérience AFRICAINE souhaitée mais non indispensable.
Salaire attractif. Avantages sociaux complets. Statut Expatrié. Logement de fonction.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2597 M à préciser sur l'enveloppe — seront traites confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

SEREG

Filiale industrielle du Groupe Schlumberger recherche pour son établissement de MASSY (91) CONTRÔLE DE PROCESSUS

Jeune ingénieur

A.M., INSA, ENSI... Electro-mécanicien

Agissant en relation étroite avec les Etudes, la Production et les sous-traitants, et assisté d'une équipe de techniciens, il aura pour mission première l'étude de postes comportant l'analyse des procédures en vue d'**automatiser la Production** à l'aide d'outils informatiques.

Progressivement, il en assurera la généralisation sur l'ensemble des postes de compensation et d'étalonnage sur nos lignes de production de capteurs et se consacrera à l'organisation de la fabrication, la définition des outillages et bancs.

Ce poste constitue pour un débutant ou presque, un excellent tremplin d'évolution au sein d'un groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence S 252, à Thierry RAJCA, SEREG, 100 rue de Paris, 91302 Massy.

SEREG
Schlumberger

THOMSON-CSF

La Société THOMSON-CSF, Division Semiconducteurs Discrets, recherche, pour le service Informatique de son Centre situé à COURBEVOIE, un

INGÉNIEUR INFORMATICIEN RESPONSABLE DE PROJETS

Le candidat retenu interviendra dans la gestion commerciale: analyse, réalisation, mise en exploitation.
Ce poste s'adresse à des Ingénieurs diplômés des Grandes Écoles à option Informatique ou de l'Université (Maitrise, DEA d'Informatique) ayant de 3 à 5 ans d'expérience.
Connaissance du matériel SEMS appréciée - Langage COBOL.
Des possibilités d'évolution existent au sein du Groupe pour un candidat à fort potentiel.

Adresser lettre de candidature, CV, niveau de salaire et photo récente à M. GARRETA, Responsable du Personnel, THOMSON-CSF, Division Semiconducteurs Discrets, BP 5, 92403 COURBEVOIE Cedex.

HAVAS CONTACT

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS



Société d'ingénierie nucléaire et de technique de pointe, filiale d'une importante société industrielle, recherche.

Techniciens supérieurs

débutants ou première expérience DUT - BTS

Nous leur proposons de s'associer à nos équipes d'ingénieurs dans les domaines suivants :
mécanique, électromécanique, chaudronnerie, tuyauterie, mesures physiques, informatique.

De réelles possibilités d'évolution professionnelle sont offertes au sein de nos bureaux d'études, services techniques et chantiers.
Les postes sont à pourvoir au Plessis-Robinson (92) et à Bruyères-le-Chatel (91).

A terme des postes en province peuvent être proposés.

Adresser CV et photo à Novatome, Service Emplois Formation, 20 avenue Edouard Herriot, 92350 Le Plessis Robinson.

média-system

120.000 F/AN +
Conseillers financiers

VOUS
- Vivez depuis 2 à 3 ans une exp. réussie dans la vente ;
- Etes un homme ou une femme de 25 ans minimum et de formation supérieure.

NOUS
- Sommes le premier groupe privé dans notre domaine.

Nous offrons :
Une clientèle existante et des moyens de prospection importants ;
- Une formation, un soutien techn. et ccial permanent ;
- Une rémunération garantie et commissions.

Adr. lettre C.V., photo sous référence 355 à Trendances, 30, avenue de Friedland, 75008 Paris qui transmettra.



INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

Pour sa Direction Qualité :

UN JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN ou ÉLECTROMÉCANICIEN

(Réf. DQA-8)

Ayant si possible deux ou trois ans d'expérience.
Dépendant directement du Directeur de la Qualité, il doit avoir une bonne connaissance de la langue anglaise. Une expérience des machines tournantes serait appréciée.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la DIRECTION DU PERSONNEL.

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR

Important Centre de Recherche Appliquée
Région Parisienne
recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME

Formation Supérieure
pour son **prochain VAX 780**

Fonction :
- Mise en place et suivi du système d'exploitation.
- Optimisation de l'utilisation du système.
- Assistance aux utilisateurs.

Expérience :
- Sur système VAX ou équivalent requise.
- Réseaux et bases de données appréciées.

Anglais indispensable.

ANALYSTE PROGRAMMEUR DE GESTION

Formation DUT + quelques années d'expérience.

Fonction :
- Développement et maintenance d'applications de gestion sur HB 64.

Pratique indispensable du Cobol du GAP et d'une méthode de programmation.

Connaissances appréciées en :
- Comptabilité.
- *Système d'exploitation d'ordinateur de moyenne puissance,* (G.C.O.S.).
- Télécommunication (TDS).

Anglais lu indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 61135 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

La filiale d'un des premiers groupes industriels français branche pièces détachées auto

recherche

POUR SA DIRECTION INGÉNIERIE

UN INGÉNIEUR ELECTRO-AUTOMATICIEN

diplomé grandes écoles ou université de technologie *(réf. A)*

Expérience en automatisme électronique et électricité de puissance en vue de créer une section d'assistance au développement de nouvelles technologies automatisées.

POUR SES SERVICES TECHNIQUES

UN JEUNE INGÉNIEUR

diplomé A.M. ou équivalent *(réf. B)*

Il assumera la responsabilité du B.E. produits, chargé de la conception et de la détermination des prix de revient.

Quelques années d'expérience souhaitées.

Envoyer CV photo et prétentions en mentionnant la référence sous numéro 54375 M à Bleu Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES-CEDEX qui transmettra

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

SIÈGE PARIS-8e
recherche

POUR L'EXTRÊME-ORIENT

CADRE COMMERCIAL EXPORT

- De formation, Ecole sup. de Co. ou Ingénieur ;
- Parfaitement bilingue anglais-français ;
- Ayant 30/35 ans environ ;
- IL DEVRA :
- Etre très disponible (30 à 50 % du temps à l'étranger) ;
- Avoir le sens et le goût de la négociation ;
- Etre dynamique et combatif.

Envoyer c.v., lettre manuscrite, photo (ret.) et prét. sous réf. n° 1436 à :



Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias, 75017 Paris

Groupe Financier Privé

s'adressant à une importante clientèle d'entreprises et de particuliers recherche

CADRE FINANCIER COMMERCIAL

ayant une première expérience ou débutant.

Il devra posséder une formation économique et financière supérieure.

Son rôle : prendre en charge une importante clientèle régionale, assurer le développement des produits financiers du groupe, animer une équipe de vente, participer à l'élaboration de plans marketing régionaux.

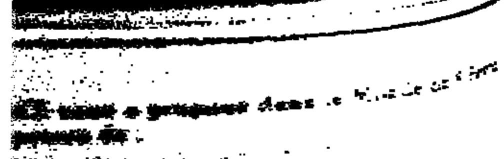
Lieu de travail : **REGION PARIS**.

Rémunération fixe et motivante. Voiture de service.

Avantages sociaux.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous N° 8390 à

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne
75008 Paris - qui transmettra



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

DÉPARTEMENT ÉTUDES DÉVELOPPEMENT ET IMAGERIE NOUVELLE

recherche pour ISSY-LES-MOULINEAUX (92) des

INGÉNIEURS LOGICIELS

Grandes Écoles (ENSIMAG - ESE etc.) avec 3 à 4 ans d'expérience en conduite de projets informatiques:
- 3 de ces ingénieurs devront connaître les matériels MOTORALA 68000 et DEC.
- un 4e ingénieur sera chargé de la conception et de la réalisation d'une banque d'images dans un réseau local d'ordinateurs.

Pour un premier entretien, envoyez votre dossier (CV. photo et prétent.) à Françoise LEMAIRE - THOMSON-CSF - EDIN - 48, rue Camille-Desmoulins 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX - Tél.: 554 92 22.



HAVAS CONTACT

SOSI

recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

1) CHEFS DE PROJET
5 ans d'expérience.

2) ANALYSTES PROGRAMMEURS
débutants ou première expérience.

Études supérieures. Désireux de s'intégrer dans une équipe dynamique et ambitieuse pour la réalisation d'applications de pointe sur mini et micro-ordinateurs.

Ecrire à SOSI, 8, rue La Fayette, 75009 PARIS.

Organisme de Formation continue

d'envergure nationale implanté à **PARIS**

cherche son (sa)

responsable du marketing

Il (elle) participera à l'élaboration de la politique de développement de l'Association et sera responsable :
- des études marketing qualitatives et quantitatives,
- de la communication interne et externe sous toutes ses formes (*réalisation* d'un catalogue annuel, de brochures diverses, d'actions de promotion, de relations publiques etc...),
- de l'exploitation marketing du système informatique interne.

Il (elle) doit être **DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,** avoir au moins 5 ans d'expérience du Marketing, avoir utilisé l'outil informatique et être capable de s'intégrer à une petite équipe très vivante et croyant à la *Formation Continue.*

Disponibilité rapide appréciée.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2195-M) précisant le niveau de rémunération, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

Repenser notre Politique Logistique ...

GROUPE sicli — Leader européen dans le domaine de la Sécurité. SICLI (CA 580 MF. 2000 personnes) s'est donné pour objectif prioritaire l'optimisation de sa logistique. *Dans ce cadre, cette Société recherche un collaborateur de haut* niveau ayant acquis en Cabinet d'Organisation ou en Entreprise une solide *expérience* dans ce domaine.

Rattaché au Directeur Technique Général, il aura pour mission de repenser de façon globale la politique logistique et d'en assurer la mise en *œuvre systèmes prévisions de vente, définition du niveau de service,* localisation et gestion des stocks, distribution, transports...

Age d'au moins 30 ans et Ingénieur de formation (ENSAM, INSA, CESTI ou équivalent). l'homme recherché, a par ailleurs des compétences au *niveau méthodes.*

Pour un candidat de valeur, ce poste offre de réelles perspectives d'évolution et peut déboucher sur des responsabilités opérationnelles.

Yves KERNEVEZ recevra votre candidature sous réf. **LM 0263.**

KM *Mutte, Kernevez & ASS.* s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

LEVI TOURNAY PUB.

Groupement d'achat coopératif situé à Paris

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat est âgé d'au moins 28 ans, possède une formation **ECOLE DE COMMERCE** et est titulaire du D.E.C.S.

Il aura acquis une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, complétée par un stage dans un Cabinet d'Expertise Comptable de réputation nationale.

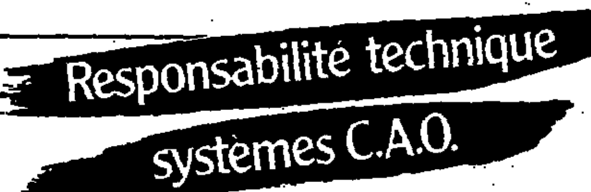
Directement rattaché à la Direction Générale,

il aura pour mission :
- de poursuivre et d'améliorer le contrôle budgétaire ;
- d'assurer le suivi de la trésorerie ;
- et de collaborer à l'établissement des prix de revient.

Il assurera une mission d'auditeur externe et de conseil auprès des adhérents situés en province.

Ce poste évolutif requiert :
- des qualités de méthode ;
- un esprit d'analyse des chiffres ;
- une grande aptitude à la communication.

Adresser lettre manuscrite + C.V. *détaillé* + date de disponibilité + rémunération actuelle + photo à :
SPIRALE N° 880. 36, rue Ballu. 75009 Paris,
qui transmettra. Discrétion assurée.



Pour un jeune ECP ou équivalent

darmau société leader dans la fabrication et la distribution de matériels d'équipement de bureau d'étude, notamment auprès de la Grande Entreprise Française, nous possédons un savoir-faire et une technologie particulièrement avancés.

Nous voulons renforcer et développer dans les prochaines années nos applications en matière d'informatique graphique et recherchons dans ce cadre un jeune

DIRECTEUR TECHNIQUE

Il collaborera à l'adaptation du système au marché Français, apportera son concours aux ingénieurs commerciaux auprès des clients, mettra en place et organisera un service d'assistance technique et d'après-vente.

Par ailleurs, dans le cadre des matériels traditionnels existants, il sera chargé du suivi et de l'amélioration des équipements (en liaison avec les fournisseurs, allemands pour la plupart, l'équipe commerciale et le B.E.) et supervisera le S.A.V.

Nous souhaitons intégrer dans notre équipe un jeune ingénieur de haut niveau, type ECP ou équivalent, ayant acquis une première expérience de 3 ans minimum, si possible en informatique, et motivé pour développer en liaison directe avec notre Directeur Général, une gamme de matériels performants.

La connaissance de la langue allemande est indispensable.

Merci de prendre contact avec Elisabeth GREFF qui vous parlera plus longuement de cette opportunité.
Réf. M 673 Cabinet Key Men - 10, rue de Rome
75008 Paris - Tél. (1) 522.21.70.

KEY MEN

média-system

Homme de Publicité. Promotion, Communication.

... Et pourquoi pas une femme ! A 35 ans, vous êtes un «vieux routier» de la publicité sans, toutefois, que cette expérience ait annihilé en vous toutes facultés créatrices, bien au contraire ! Vous avez acquis la rigueur, le sens de la négociation, des compétences de gestionnaire... en un mot, la maturité du manager que nous recherchons.

Responsable de la publicité dans un grand groupe industriel réalisant plus d'1 milliard de francs, c'est d'abord, c'est surtout, mener de main ferme un plan annuel de publicité/promotion à l'intérieur d'un budget défini en accord avec la Direction Générale.
Pour cela, vous négocierez avec les agences que vous saurez mettre en concurrence parce que vous pouvez, mieux que quiconque, en apprécier les prestations. Vous participerez à l'organisation des expositions et de toutes les actions promotionnelles de la société.

Rattaché au Directeur Commercial vous serez efficacement secondé par un assistant déjà bien rôdé et travaillerez en liaison permanente avec les services marketing, au centre de PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4341 M à l'agence DESSEIN — 69, rue de Provence - 75009 PARIS. Il sera examiné avec la plus stricte discrétion.

Dessein

Un Groupe Agricole important
crée un poste de

Responsable de centre de profits

Après une période de formation aux produits, le candidat retenu prendra la responsabilité d'une unité de commercialisation située en Banlieue Ouest.

Il définira une politique de produits et de prix *et animera une équipe de quatre commerciaux.* Il participera à la Gestion Administrative et Comptable de l'Unité.

La rémunération proposée tiendra compte de l'expérience si possible acquise dans un poste de *responsabilité équivalent au sein d'une PME par* exemple. Une formation de base type ENSA / ENSH avec complément de gestion IAE, ICG ... *est souhaitée.*

Merci de bien vouloir adresser C.V., photo, et prétentions *sous réf. 644* à Télex P.A. Jonction 34 bd. Haussmann 75009 Paris qui transmettra



recherche

cadre

Titulaire d'un D.E.A. ou D.E.S.S. juridique

pour son secrétariat des opérations financières sur les marchés domestiques et étrangers.

Vous parlez anglais couramment, et vous avez déjà acquis une expé*rience professionnelle de 2 à 4 ans dans un domaine analogue.*

Vous serez chargé de la réalisation des opérations financières et de l'établissement des documents juridiques préalables à ces opérations.

Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 2141 GB à BANQUE INDOSUEZ
Service Recrutement - Carrières - Formation
44, rue de Courcelles - 75008 PARIS

Organisation et Publicité

INTERGRAPH

LEADER MONDIAL DE LA C.A.O. 32 BITS LA PLUS FORTE CROISSANCE

recherche
pour faire face à son expansion

- **Pour le département SUPPORT LOGICIEL :**

1 INGENIEUR INFORMATICIEN

connaissant les systèmes Digital Equipment

- **Pour le département MARKETING TECHNIQUE :**

2 INGENIEURS D'APPLICATIONS en MECANIQUE et en INGENIERIE

Ces ingénieurs assurent :
- la démonstration des produits INTERGRAPH
- l'implantation de ces produits chez les clients

Pour ces 3 postes, une expérience professionnelle d'au moins 3 ans est exigée. Anglais indispensable.

Le lieu de travail est situé en région parisienne, avec des déplacements en province de courte durée.

Veuillez adresser CV, photo et prétentions, à l'attention du CHEF DU PERSONNEL à INTERGRAPH-FRANCE
Tours Les Mercuriales, 40, rue Jean-Jaurès
93170 BAGNOLET

SWEERTS

Pour assurer la gestion et le développement de produits **ROUSSEL UCLAF** déjà commercialisés sur le plan international dans le domaine du **système nerveux central,** ainsi qu'une seconde gamme de produits, NOTRE DEPARTEMENT MEDICAL D'APPUI OPERATIONNEL *recrute* un

MEDECIN

Le candidat retenu âgé de 35 ans minimum, aura une expérience prouvée de quelques années en milieu hospitalier : la connaissance de l'industrie pharmaceutique sera un atout supplémentaire.

Outre une spécialisation dans le domaine du
SYSTEME NERVEUX CENTRAL,
il devra posséder des connaissances dans d'autres spécialités telles
l'**endocrinologie** ou l'**immunologie.**

Une parfaite maîtrise de la langue Anglaise est indispensable et une bonne connaissance de l'Allemand ou de l'Espagnol sera appréciée. Ce poste basé à PARIS implique de fréquents déplacements de courte durée dans le Monde.

Le salaire que nous proposons est motivant, et nous sommes prêts à tenir compte de vos aspirations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. *détaillé,* photo et prétentions sous réf. M 0014 à
ROUSSEL UCLAF Service de Gestion des Cadres
35, boulevard des Invalides - BP 12007 75007 Paris.



JEUNES INGENIEURS DE FABRICATION

Bassin Parisien Ouest **175 000 F +**

Des responsabilités très concrètes vous attendent dès aujourd'hui, et demain de grandes possibilités de carrière au sein de notre grand groupe industriel (3 500 personnes, 2 milliards de C.A.) qui fabrique et commercialise des produits élaborés semi-finis destinés à la grande consommation.

Au coeur de l'une de nos principales usines (800 personnes), nous souhaitons en effet accueillir en fabrication de jeunes ingénieurs type AM, *chimie ou thermodynamique* avec déjà 3 à 5 ans d'expérience industrielle réussie. Notre contexte jeune et direct est très attractif pour de fortes personnalités.

En conséquence, si vous avez fourni la preuve de vos qualités d'homme de terrain (contact; disponibilité, goût de l'écoute et du dialogue, animation des hommes), merci d'envoyer sous référence 223 SM une lettre manuscrite et motivée (+ CV + photo + rémunération actuelle) à *notre Conseil en Recrutement qui vous rendra personnellement compte de votre candidature.*
Entretiens prévus à Paris et à Lyon.



François Nicolet
14, rue Robert
69006 Lyon.

média-system



recherche pour ses filiales à Paris

RESPONSABLE DE COMPTABILITÉ

Adjoint du Chef Comptable, le candidat est titulaire du DECS et possède une parfaite connaissance de tous les circuits comptables, ainsi qu'une **expérience** en matière de comptabilité informatisée.

Il doit être en mesure d'**encadrer** une équipe de 6 personnes.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 54341 à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX
(qui transmettra)

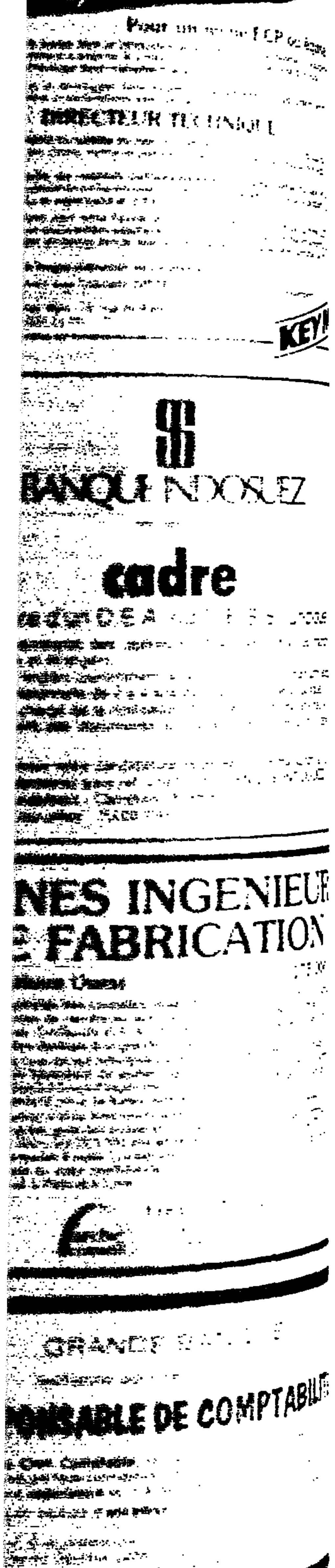
CABINET EXPERTISE COMPTABLE recherche

2 COLLABORATEURS CONFIRMES

Minimum 3 années d'expérience. Anglais souhaité. Déplacements éventuels possibles. - Adresser C.V. et prétentions à Cabinet IFOGEC : 33, rue Raffet. 75016 PARIS. (Il sera répondu à chaque candidature).

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



Important Laboratoire Pharmaceutique, filiale d'un groupe multinational diversifié, recherche un :

COMPTABLE GESTIONNAIRE DES IMMOBILISATIONS

Rattaché au Chef du Service Comptabilité Générale, il aura les responsabilités suivantes :
- le traitement courant des entrées et sorties d'immobilisations et de la comptabilisation des amortissements ;
- les aspects fiscaux s'y rapportant ;
- les états de synthèse comptables et fiscaux.

Le titulaire du poste devra gérer le système actuel tout en participant à la mise en place d'un système informatique de gestion des immobilisations.

Titulaire du B.T.S. «Comptabilité et gestion d'entreprise» et/ou du Certificat Comptable du D.E.C.S., le candidat aura une expérience de 3 à 4 ans dans *une fonction comptable lui ayant permis de sa familiariser avec l'utilisation* de l'INFORMATIQUE, de préférence en participant à la mise en place de nouveaux systèmes.

LIEU DE TRAVAIL : Proche banlieue Ouest.

Adresser C.V., photo récente et prétentions sous no 61232 à CONTESSE *Publicité - 20, avenue de l'Opéra -* 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

responsable export

Le groupe DEVANLAY RECOING

(1 milliard de CA) cherche pour sa Division JIL, un cadre commercial de bon niveau, minimum 30 ans, de formation Universitaire, connaissant pour les avoir pratiquées dans les 5 dernières années, les techniques et contraintes propres à l'exportation de produits de consommation courante.

Appuyé par les Service Marketing et Négociation de Licences de la Division et du Groupe, il saura trouver de nouveaux créneaux pour ses produits, animer et étendre son réseau, prévoir et gérer son budget.

Son potentiel doit lui permettre de participer de façon constructive à la politique de développement mise en œuvre par la Direction de la Division et qui correspond à la volonté du groupe de devenir un leader de l'export.
La connaissance de l'anglais est indispensable, des notions d'autres langues seront appréciées.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2193-M) précisant le niveau de rémunération, seront examinées avec la discrétion d'usage par



CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

PARIS-FRANCE

Nous sommes un important groupe de distribution exploitant 55 grands magasins et magasins populaires. Nous recherchons pour notre direction du personnel et des relations sociales le

responsable du service analyses sociales et gestion administrative

Sous l'autorité du directeur du personnel, il aura la responsabilité pour le groupe du traitement de la paie et des développements informatiques dans le domaine social (bilan social, tableau de bord, participation, etc.). Il contribuera à faire de ces outils des éléments dynamiques de gestion du personnel.
Le poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant au moins 3 ans d'expérience notamment du traitement informatique de la paie.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 4652 à PARIS-FRANCE - Service Gestion des Ressources Humaines - 137, bd Voltaire - 75551 PARIS Cedex 11



dames de france

General Electric Information Services Company

GENERAL ELECTRIC

Leader mondial de services informatiques en télétraitement, nous recherchons sur Paris des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Votre mission consistera à promouvoir et vendre nos services et nos produits informatiques (gestion de production, applications informatique industrielle...) dans le secteur de la grande industrie et plus particulièrement de l'automobile, la métallurgie...

Pour réussir à ce poste, nous recrutons des ingénieurs pouvant justifier d'une réussite commerciale au sein d'une S.S.C.I. ou chez un constructeur et ce depuis 3 ans minimum.

Vous avez donc compris que nous nous adressons à des candidats à fort potentiel, autonomes, responsables et capables de s'adapter rapidement à la nouveauté et la diversité.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Véritables supports techniques de nos Ingénieurs Commerciaux vous interviendrez en avant-vente et en après-vente, auprès de leurs clients pour assurer la résolution de problèmes-clients, des démonstrations, la mise en place des applications et le suivi qui en découlent.

Pour cela, vous avez pratiqué l'analyse programmation depuis plusieurs années, ce qui vous a permis d'utiliser des langages évolués.

Une expérience du réseau MARK III et/ou de l'environnement IBM (gros systèmes) serait appréciée.

Pour tous ces postes, évoluant dans un groupe international, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi à M. Philippe HUGON

GENERAL ELECTRIC INFORMATION SERVICES
19, avenue Gambetta - B.P. 338 - 92547 MONTROUGE CEDEX.

CABINET DE RECRUTEMENT
Paris 17e
recherche

psychologue (MI-TEMPS)

Il (elle) assurera dans un premier temps la passation des tests.
Formation industrielle de préférence. *Disponibilité pour déplacements en Province.*

Envoyer vos candidatures sous réf. 992-M à Françoise BARSI

LTM CONSULTANTS
63 avenue de Villiers
75017 Paris

Société de location longue durée de véhicules, filiale d'un groupe financier international, recherche un

ATTACHE COMMERCIAL

Il agira en tant que conseil auprès des entreprises pour la gestion de leur parc automobile.
Il aura donc une formation économique complétée par une expérience terrain dans le domaine de l'automobile ou du financement.
Rémunération : fixe + frais + commissions.
Envoyer C.V. et prétentions sous référence 12344 à JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

L'U.G.A.P.

Service de l'Etat recherche

1 INGENIEUR BIO-MEDICAL
spécialisé en électronique et informatique.

1 INGENIEUR BIO-MEDICAL
ayant une bonne expérience de la programmation hospitalière.

Adressez C.V., photo et prétentions à : U.G.A.P. 209, rue de Bercy - 75585 PARIS Cédex 12

BANQUE PARIBAS

Dans le cadre du développement de ses activités internationales, recherche pour sa
Direction Bourse et Gestion Institutionnelle, un

Gestionnaire de portefeuille

spécialisé Extrême-Orient, notamment le Japon.

Formation supérieure - 2 à 5 ans d'expérience.

Anglais courant indispensable.

Au sein de l'équipe, le candidat sera amené à assumer rapidement la responsabilité des investissements dans cette zone.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V., doivent être adressées (sous référence BGI) à la Direction des Relations Humaines de la BANQUE PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

MEDIA PA

ÉDITEUR PARISIEN
recherche
pour ses publications de pédagogie

UN/E RESPONSABLE

Connaissant bien :
- Les milieux et problemes de l'ecole elementaire.
- Les techniques de l'edition.

Adresser C.V et prétentions sous ref. 54860 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Qui transmettra

Juriste Droit des Sociétés PARIS

Nous sommes un Groupe important dans le domaine des services, comprenant de nombreuses filiales et participations.

Nous recherchons actuellement un JURISTE plus spécialisé dans le Droit des sociétés, chargé d'un certain nombre de missions de Secrétariat Général (assemblées, conseils d'administration, etc.).

Ce poste s'adresse à des candidat(e)s de formation juridique (minimum maîtrise) ou I.E.P. *ayant acquis une expérience de 4 ou 5 ans en* entreprise dans des fonctions similaires.

Ce poste nécessite d'excellentes qualités de contact, d'organisation et de rigueur. Une évolution de carrière est possible au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en indiquant vos prétentions à HAVAS CONTACT, 1, Place du Palais Royal, 75001 PARIS - *Réf. 32149.*

HAVAS CONTACT

Chef de produit

Filiale d'un important groupe pharmaceutique international en pleine expansion (C.A. : 740 MF), nous recherchons, dans le cadre de notre développement, un **Chef de produit de haut niveau.**

Vous êtes **médecin, pharmacien** ou **diplômé d'une grande école de commerce** (HEC, ESSEC...).

Vous avez renforcé votre formation initiale par une **expérience réussie de 2 ans minimum** dans le marketing pharmaceutique en tant que chef de produit ou assistant chef de produit d'un grand laboratoire.

Vous maîtrisez parfaitement l'**anglais.**

Nous vous proposons un poste de responsabilité au sein d'une équipe dynamique et créative.

Nous offrons à un candidat de valeur de **larges perspectives d'évolution** dans le Groupe en France ou à l'étranger.

Lieu de travail : **ORSAY.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **Laboratoires PFIZER** - Service du Personnel - 86, rue de Paris - 91401 ORSAY CEDEX.

Pfizer

MEDIA PA

Un des tous premiers groupes européens en électronique recherche pour son département juridique et fiscal un(e)

JURISTE D'AFFAIRES

Il(elle) assurera le support juridique au réseau commercial, règlera les litiges et suivra les dossiers contentieux
Le/la candidat(e) recherché(e) aura un niveau Maîtrise de Droit Privé, 3 à 5 ans d'expérience et des compétences en *marchés publics.*
Pratique de l'anglais indispensable.
Lieu de travail : LOUVECIENNES (78)

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en *précisant la réf.* **410 M à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** - qui transmettra

INGENIEURS THERMICIENS

L'APPAVE dont la renommée n'est plus à faire, a su s'imposer dans un secteur appelé à un fort développement : LA SECURITE.
En effet, les problèmes de la Prévention et de la Sécurité des hommes et des biens sont au premier rang des préoccupations des entreprises et se trouvent liés au développement technologique.

Les postes proposés concernent des ingénieurs de formation A&M, CNAM,... ayant acquis de très bonnes connaissances confirmées par une expérience :
- soit en THERMIQUE ET FROID INDUSTRIEL
- soit en CHAUFFAGE RESIDENTIEL ET TERTIAIRE ET CONDITIONNEMENT D'AIR.

Leur mission sera d'effectuer des diagnostics énergétiques en entreprises. Pour ce faire le goût des contacts humains et un sérieux esprit d'analyse technique sont des atouts.

Base Paris. Déplacements fréquents de courte durée en Province.

Merci d adresser c.v., photo et prétentions

APPAVE - Service Recrutement (réf. 83.12)
17, rue Salneuve
75854 Paris Cedex 17.



ASYSTEL est une jeune société de Services et de Conseil en Informatique en pleine expansion, ayant pour vocation d'apporter rapidement des solutions concrètes aux besoins d'une clientèle constituée principalement de grandes sociétés et de grandes administrations en :
- ASSISTANCE SYSTEME VM/SP - OS/MVS - DOS/VSE - CICS - IMS.
- ENERGIE INFORMATIQUE sur matériels IBM, 30 XX, 43 XX sous forme de télétraitement et machines dédiées.

Dans le cadre de sa forte croissance notre équipe souhaite rencontrer un

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

de formation supérieure, possédant une expérience de la vente de 2 à 3 ans chez un constructeur informatique ou dans une SSCI de préférence *dans le secteur grandes entreprises et administrations. Il sera capable de* s'intégrer rapidement dans une structure dynamique particulièrement motivée et offrant des possibilités de rémunération très intéressante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Jean Marc GONDOUIN ASYSTEL, 103, avenue Felix Faure 75015 Paris.

A S Y S T E L

média system

Filiale Française d'un grand Groupe International, cette Société, leader de sa profession, réalise un C.A. de 1,7 Milliard et emploie 5000 personnes. Elle est équipée d'ordinateurs IBM 4341 et 370/148 (VM, DOS/VSE, CICS, DL1) et de nombreux terminaux.

Dans le cadre de la refonte des systèmes informatiques, elle recherche pour son siège à Paris, un

chef de projet

Le poste s'adresse à un ingénieur diplômé ayant si possible 3 ans d'expérience sur des projets de gestion générale.

La dimension de la Société et du Groupe offre de réelles possibilités d'évolution. Anglais nécessaire.

Salaire attractif.

Une fiche d'information sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

Écrire sous réf. 254
22, rue Saint-Augustin -
75002 PARIS
Membre de Syntec

Soderhu

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME

recherche

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE DE GESTION

Il aura pour mission de concevoir un système de gestion informatisée, en liaison avec les utilisateurs.
De formation supérieure, le candidat aura une expérience de concepteur-analyse de gestion et la pratique du matériel VAX.

RESPONSABLE EXPLOITATION ET SYSTEMES

Il sera responsable de l'exploitation du centre informatique et fournira une assistance système aux utilisateurs.
De formation supérieure, le candidat aura l'expérience du matériel VAX.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures au.
Service du Personnel SODERN, 1 avenue Descartes
94450 Limeil Brevannes

ENERTEC

recherche pour son département ENREGISTREMENTS MAGNETIQUES basé à VELIZY (78)

Un ingénieur chef de produits

Rattaché au service marketing, vous aurez en charge la promotion d'un produit hautement technique dont la phase étude vient de se terminer. Vous devrez en assurer le transfert en fabrication, suivre son évolution, développer *les argumentaires de vente, définir le plan publicité, organiser* les expositions et conférences.

Nous recherchons un ingénieur diplômé SUP'AERO, SUPELEC, ayant acquis une première expérience d'environ 2 ans dans un service d'études. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer votre curriculum-vitae, détaillant votre expérience et vos aspirations, et mentionnant votre rémunération actuelle à *Jacques COUREAUD, Direction du Personnel*, ENERTEC, 1, *rue Nieuport*, 78140 Vélizy-Villacoublay (S 256).

ENERTEC
Schlumberger

CONSTRUCTEUR DE PROTECTIONS ET D'AUTOMATISMES POUR RÉSEAUX ÉLECTRIQUES (300 personnes)

recherche pour PARIS (12e) - Proximité gare de Lyon (7°)

• UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
(Notions microprocesseur)

• UN DESSINATEUR ÉLECTRONIQUE
(niveau IV-3)

• UN AGENT TECHNIQUE
(BTS ou DUT électronique)

Expérience industrielle de quelques années souhaitée.
Horaire variable - Avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel
ICE 41, RUE CROZATIER - 75012 PARIS

bleu

---

jeune comptroller

BANLIEUE SUD

Notre client est la filiale de distribution d'un important Groupe Américain. Il recherche un jeune cadre pour lui confier son premier poste de Direction Financière (supervision de la comptabilité générale et analytique du contrôle de gestion, de la trésorerie etc...).

De formation supérieure, *Grande Ecole de Commerce et/ou DECS*, le candidat idéal a une expérience de 3 à 4 ans acquise de préférence *dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon ou dans une société internationale*. Une familiarité avec le système de "reporting" et une bonne maîtrise *de la langue anglaise sont indispensables.*

Veuillez envoyer votre C.V. à **MARIE-JO MARTIAL**, 4 av. Marceau, 75008 Paris sous réf. M 321 *en indiquant votre* salaire actuel et un numéro de téléphone pour faciliter le contact.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(630 personnes)
filiale d'un groupe industriel de taille internationale

recherche

INGENIEURS-ANALYSTES
et
ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ayant au minimum 2 à 3 ans d'expérience de l'utilisation des outils *standard* CII-HB série 64 et plus particulièrement la pratique d'IDS II et TDS dans le domaine de la gestion.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 2592 - PUBLICITÉS RÉUNIES *112, Bd Voltaire* - 75011 Paris qui transmettra

---

THOMSON-CSF

Pour compléter l'équipe qui développe des petits et moyens systèmes de péricommutation, THOMSON-CSF TÉLÉPHONE recherche plusieurs

INGÉNIEURS POSITION II ET III A

– INGÉNIEURS SYSTÈME

maîtrisant soit les techniques d'informatique transactionnelle et de transmission de données, soit la commutation téléphonique (signalisation, exploitation), soit les techniques de test et de reconfiguration des calculateurs.

– INGÉNIEURS LOGICIEL

assembleur et langage évolué, pour travailler sur des systèmes à microprocesseurs. La compréhension du fonctionnement du matériel est nécessaire.

Envoyer lettre de candidature et CV à:
THOMSON-CSF TÉLÉPHONE - P.M. DUGAS -
46, quai A. LE GALLO -
92103 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

THOMSON
BRANCHE TÉLÉCOMMUNICATION



Nous sommes spécialisés dans le conseil, la conception et la réalisation de systèmes informatiques pour les banques et les institutions financières.

Nous créons un poste de

JEUNE CHEF DE PROJET

Dans un premier temps il prendra en charge l'analyse fonctionnelle *puis dirigera la réalisation d'un projet sur mini ordinateur.* Ensuite il évoluera vers des projets de plus grande importance et à terme, pourra assurer la responsabilité d'un secteur d'activité. Nous désirons accueillir un candidat ambitieux avec un fort potentiel d'évolution. De formation supérieure, de préférence Ingénieur Grande *Ecole, il a déjà acquis une première expérience en informatique* et souhaite progresser vers des tâches de conception.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire souhaité sous la référence 132 F à CHB - 5 rue Lincoln - 75008 PARIS



SSCI en pleine croissance, nous devons notre expansion à la qualité des services que nous rendons auprès d'entreprises de notoriété publique. **Assister, Réaliser, Conseiller**, telle est la mission de nos collaborateurs dont chacun possède sa propre spécificité.

Nous recherchons aujourd'hui des

ingénieurs d'études 140 à 200.000 F

de formation Grande Ecole ou DEA, vos 2 a 3 ans d'expérience UNIX ou mini ou micro vous seront nécessaires pour intervenir dans le domaine de l'informatique industrielle. Autonome et organisé, vous connaissez l'anglais et aimer travailler en équipe. Basé à Paris, de nombreux déplacements sont à prévoir en région parisienne.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence IE à ARC *informatique - 7, rue du Faubourg Montmartre* - 75009 PARIS

Organisation et Publicité

FACEM MARKETING
SOCIETE DE CONSEIL ET DE FORMATION

Notre Directeur Général recherche pour l'assister

attaché de direction HF

dont les *missions seront de* :
— coordonner l'ensemble des services internes (secrétariat, planning, facturation).
— prendre en charge des actions ponctuelles dans le cadre des activités de la Société (recherche de documentation, préparation de conférences, conception de diaporama).
— être l'interlocuteur privilégié des clients pour tout ce qui concerne l'organisation des interventions de la Société.

Les qualités requises pour ce poste sont : grande disponibilité, caractère, énergie, *sens du dialogue et de la communication, très bonne rédaction.*

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
FACEM MARKETING
72, rue Notre-*Dame-des-Champs* - 75006 PARIS

---

ingénieur analyste
HF

Important Groupe Industriel Francais, nous recherchons, *pour notre service* **"AUTOMATISATION DES MESURES"** un Ingénieur *Analyste Confirmé.*

Son rôle : *assurer l'analyse, l'écriture* et la mise au point de programmes concernant *les problèmes d'acquisition de données de* traitement de mesures et de diffusion *d'informations.*

Le *profil recherché est* celui d'un (e) candidat (e) de formation Ingénieur ou Universitaire *en électronique et informatique* et possédant 3 à 4 ans d'expérience du *logiciel Temps Réel de matériels tels que :* **DEC (RSX 11M)** ou **MITRA.**

Travail d'équipe motivant, localisation géographique : près de **MELUN.**

Adressez C.V., photo et salaire actuel *sous réf.* 37.29/IA/519 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jeune Société de Services et de Conseil en Informatique, nous nous développons constamment grâce à nos actions auprès de grandes entreprises et administrations et à une équipe pleinement *engagée dans cette rapide progression.*
Nous recherchons une collaboratrice (formation BTS de secrétariat) qui prendra en charge de *manière autonome l'ensemble du secrétariat de la* Direction Générale, les relations avec les interlocuteurs *extérieurs*, la facturation des services *externes*, la gestion des dossiers fournisseurs et des services généraux.
Egalement en liaison avec le Directeur Administratif et Financier elle assurera la gestion administrative du personnel (paie...).
Ses qualités personnelles relèveront autant de l'organisation que de la diponibilité et du sens des contacts.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo au Service du Personnel ASYSTEL, 103, avenue Felix Faure 75015 Paris.

média-system

ASYSTEL

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE

(5.000 personnes – 1 milliard 1/2 de C.A.)
filiale d'un groupe international
recherche pour son Siège social banlieue NORD-OUEST

1 CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Rattaché au Directeur Général et en liaison avec la *direction financière du groupe*, les directions opérationnelles et le service de contrôle de gestion,

il supervise et anime les services COMPTABILITÉ *GÉNÉRALE ET COMPTABILITÉ DES TIERS* (clients et gestion du crédit, fournisseurs, trésorerie).

De formation économique et financière supérieure, possédant DECS ou équivalent, le candidat aura acquis une expérience de 5 à 8 ans en cabinet Audit industrie international, il aura une bonne *maîtrise de la langue anglaise.*

Le poste est à pourvoir immédiatement.
Possibilité d'évolution au sein du groupe.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 3425 à *SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09* qui transmettra.
Discrétion assurée.
Il sera *répondu à toutes les candidatures.*

Information/Communication en forte expansion, filiale d'une importante mutuelle,

recrute pour **Paris**
pour **renforcer son service Communications**

Cadre

- Formation supérieure.
- 4/5 ans d'expérience de la communication commerciale, y compris de la VPC.
- *connaissance de l'assurance et/ou des produits* financiers appréciée.

Au sein d'une équipe de 8 personnes ses activités *seront :*
- élaboration et suivi des publipostages.
- conception, rédaction de support de communication.
- information écrite et téléphonée de la clientèle.
- *animation des stages de formation.*

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. **6056** à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris *Cedex 02 - qui transmettra*

Havas Contact

BANQUE DE CREDIT à long et moyen terme
Quartier des Champs Elysées
recherche un

Spécialiste contentieux

niveau classe V

pour l'analyse et le traitement des dossiers en recouvrement.
Intégré à une équipe de 4 personnes, il sera plus particulièrement responsable du suivi des dossiers impliquant relations avec les clients (essentiellement des commerçants) et les différents interlocuteurs *juridiques.*
Expérience similaire indispensable.
Veuillez écrire, sous réf. 2574, à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris



Société française à vocation et implantation nationales et internationales occupant grâce à la haute technicité de ses produits *l'un des tous premiers rangs* dans son domaine d'activité (optique, lunetterie...)

INGENIEUR DEBUTANT

INSA ENSI AM ou équivalent

de formation *mécanique avec de bonnes* connaissances (ou une sérieuse motivation) en métallurgie et étude de matériaux. *Nous renforçons* le potentiel de *nos services* de recherches et développement et nous lui confierons dans ce cadre la responsabilité de l'animation d'une petite équipe chargée de la mise au point et du *développement* de procédés ainsi que de leur application au stade industriel. *Lieu de travail : Banlieue Sud-Est.*

Adresser C.V., *photo et prétentions*
à ESSILOR Service Affectations
57, av. de Condé 94100 St Maur

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques *mois* un revenu mensuel de 8.000 à 10.000 F

Nous leur offrons :

- Une formation complète.
- Une activité prenante.
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « *PEAU NEUVE* »

Ecrire avec C.V. et photo nº 2.771 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS. La préférence sera donnée *à candidat ayant fait :*
- SOIT de bonnes études.
- SOIT *la preuve de leur personnalité.*

Proche banl. ouest Paris

SOCIÉTÉ INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE

en pleine expansion recherche

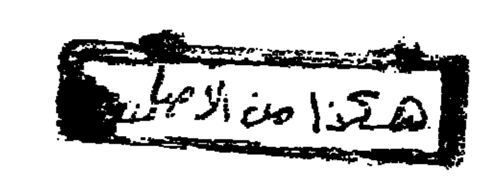
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour poste de

RESPONSABLE SERVICE APRÈS-VENTE

- Quelques années d'expér.
- *Connaissances* microprocesseurs indispensable.
- Anglais souhaité.

Ecrire avec C.V. et prét. à nº 2.729 Publicités Réunies, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT recherche

UN INGÉNIEUR GDE ÉCOLE CCIALE

(HEC, ISA, ESSEC, Sup de Co...) débutant ou quelques années d'expérience.

Intéressé par la veille et la prospective technologique dans le domaine du bâtiment et des industries connexes au sein d'une cellule de recherche – développement pour collecte et analyse de données.

- Anglais indispensable.
- 2e langue souhaitée.

Envoyer c.v. et prétentions à M. URIEN, C.S.T.B., 4, avenue du Recteur-Poincaré, 75016 PARIS.

MAIRIE DE GARCHES (Hauts-de-Seine) recrute d'urgence

UN ARCHIVISTE DOCUMENTALISTE

(emploi ouvert aux archivistes 2e Catégorie et Bibliothécaires 2e catégorie).

Adr. cand. av. c.v. et photo à : MAIRIE DE GARCHES, 2, av. du Maréchal-Leclerc, 92380 GARCHES.

REVUE TECHNIQUE GRAND PUBLIC cherche

STYLISTE

pour collab. à temps partiel

ET PHOTOGRAPHES

(nature morte, reportages, personnages).

Tél. : 285-04-46 Chantal TIMAR-SCHUBERT.

ES/SA 54, rue du 19-Janvier, 92380 GARCHES

recherche

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

pour études circuits analogiques et numériques.

Responsabilités, initiative, créativité sont des qualités nécessaires aux candidats. Envoyer C.V. détaillé.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSIT.

Ayant des connaissances temps réel en mini ou micro-ordinateurs.

Ecrire ou téléphoner à : 78-80, avenue Gallieni, tour Gallieni 1, 93174 BAGNOLET CEDEX Tél. 360-13-54/54-55-56.

STÉ CLAUSE

BRÉTIGNY, recherche

COMPTABLE

pour travaux de comptabilité générale informatisée. Notions de fiscalité souhaitée.

Les candidats doivent pouvoir justifier d'une formation type BAC G2 et d'une expérience de quelques années.

Ecrire avec photo, c.v. et prétentions à L. CLAUSE S.A., 91220 BRÉTIGNY-SUR-ORGE.

Un poste vacant

D'ÉDUCATEUR/TRICE

est à pourvoir d'urgence au service d'action éducative en milieu ouvert de la D.A.S.S. des Hauts-de-Seine sur le secteur du PLESSIS-ROBINSON.

Les candidats doivent être titulaires du diplôme d'éducateur spécialisé. Pour tous renseignements s'adresser au : 632-31-06, Mme Michèle GILLET.

Important organisme de garantie financière recherche pour son siège Parisien

UN ANALYSTE FINANCIER

MISSION :

Rattaché au service étude et analyses, il a la responsabilité d'apprécier en permanence le risque présenté par un ensemble d'entreprises garanties dont la surveillance lui est confiée.

LE CANDIDAT :

Débutant ou ayant une première expérience, il a acquis au cours de ses études supérieures de solides connaissances en comptabilité et en analyse de bilans, et une certaine ouverture aux problèmes juridiques.

Prétentions sous no M. 55.540 BLEU, 17, rue Lebel 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Second cycle enst. privé contr. ass. cherche prof. lic. math. tps complet. T. (26) 68-16-12.

Sc. Po ou ing., 5 ans d'exp. dans administration, sachant rédiger, pour Paris (ministère). Envoyer C.V. Ecr. s/no 7.747 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ IMPORTATION ET DISTRIBUTION PRODUITS CHIMIQUES CHAMPS-ÉLYSÉES recherche :

INGÉNIEUR CHIMISTE TECHNICO-CIAL

Pour prospection et suivi clientèle toutes industries et plus particulièrement électronique, électrique et pharmaceutique.

- 28 ans minimum.
- Niveau Ecole Sup. de Chimie ou équivalent.
- Expérience 3 ans minimum, éventuellement une expérience de la fabrication de micro-électronique sera appréciée.

Ecrire avec C.V. à CIPEC, 7, rue Lincoln, 75008 PARIS.

GROUPE IMPORTANT C.A. 300.000.000 F. recherche pour PARIS ou VERSAILLES

COLLABORATEURS

CCIAUX HOMMES - FEMMES

- Très bonne présentation.
- Goût des contacts ht niv.
- Sens des responsabilités.
- Rémunération motivante.
- Formation permanente.
- Marché porteur.

Tél. pr RV 500-24-03, P. 31.

Sté Expertise comptable et Commissariat aux comptes recherche

STAGIAIRES OU COLLABORATEURS

N. III. N. IV

Expérience cabinet souhaitée Disponibles rapidement. Envoyez C.V. et prét. à AUDIT DE FRANCE SODIP 60, rue du Rendez-vous 75012 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE BATIMENT

se développant rapidement et réalisant + de 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation recherche :

UN (E) EMPLOYÉ (E) ADMINISTRATIF (VE)

Pour son bureau de financement des exportations, capable de suivre les différentes procédures de financement à moyen et long terme.

Au sein d'une équipe, ce collaborateur participera à la tenue des fichiers de documentations, à la recherche des renseignements sur les couvertures COFACE et au contrôle des facturations COFACE et Banque.

Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) possédant BTS Export, même débutant, connaissant la dactylo, ou à une SECRÉTAIRE ayant acquis une expérience des dossiers export :

Anglais lu, écrit et parlé indispensable.

Perspectives d'évolution par mutation auprès d'une agence à l'Étranger.

Rémunération : de 78.000 à 85.000 F par an.

Lieu de travail : Proche Vincennes. R.E.R. et S.N.C.F.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 626 à TELEX PA JONCTION, 34, bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra.

Importante Entreprise de Bâtiment BOULOGNES/SEINE recherche

ADJOINT

AU DIRECTEUR DES SERVICES JURIDIQUES

110.000 F +,

pour les problèmes d'assurances, de procédures, de droit des marchés, etc...

Adresser C.V. détaillé à : I.C. ENTREPRISE 68, avenue J.-B.-Clément 92100 BOULOGNE.

NOUS RECHERCHONS :

JEUNE INGÉNIEUR

Responsable de l'ensemble d'un Logiciel.

- 2 ans d'expérience.
- Connaissant PDP 11/70.
- Moniteur RSX 11 M.
- Réseau.
- Assembleur Fortran.

Lieu de travail PARIS. Env. C.V. et prétentions A.B.P.I. 66, av. des Champs-Elysées 75008 PARIS.

Impte Société Sud de Paris rech. pour service PROJETS MANUTENTION

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Références en installations automatiques de manutention, charges isolées en continu et liaisons intermachines. Connaissances en calculs de prix indispensables.

CHEFS DE GROUPE DE BUREAU D'ÉTUDES

BTS de bureau d'études fabrication mécanique. 10 ans d'expér. en B.E.

PROJETEURS II ET PROJETEURS I

5 ans min. d'expér. en bureau d'études fabricat. mécanique.

TECHNICIENS

Bureau d'études débutants BTS, fabrication mécanique exigé.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à SIETAM sous réf. 1.220, 42/48, avenue du Pt-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.

Important Groupe Français recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Lieu : PARIS. Formation Ecole de Commerce ou Ingénieur ou équivalent. Age min. 28 ans. Expérience min. 3 à 5 ans poste similaire dans une entreprise industrielle. Rémunération selon expérience. Env. C.V. + photo s/réf. 3.437 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui trans.

Suite expansion PME informatique et péri-informatique recherche ANALYSTES-PROGRAMMEURS (H. ou F.) DUT - DES pour développer nouveaux produits de technologie avancée. Expérience indispensable sur matériel et logiciel temps réel. Connaissances exigées microprocesseur Z 80. Tél. : M. Montigny. 883-38-47.

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS située métro Galliéni recherche

JEUNE DIPLOMÉ COMMERCIAL

Pour conception de plans d'aménagement intérieur grandes surfaces, appels d'offres et négociations fournisseurs, contrôle d'opérations de préouverture.

Déplacements fréquents.

Adresser C.V. et prét. no 61.204 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE (91)

recrute pour son centre de RECHERCHE

CHIMISTE

(3e CYCLE) confirmé en synthèse organique

Horaires variables Nombreux avantages sociaux

Envoyer C.V. et prétentions à no M. 55.355 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ dans le domaine du transport international recherche pour son DÉPARTEMENT JURIDIQUE à PARIS

UN JURISTE D'AFFAIRES

Formation MAITRISE ou DOCTORAT EN DROIT (droit privé ou droit des affaires) DESS JURISTE D'AFFAIRES apprécié

ayant une expérience 2 ou 3 ans dans Service juridique, grande Société ou Cabinet d'Affaires international. Bonne connaiss. de l'anglais exigée.

Adresser C.V. + photo no 61.409 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

STÉ COMMERCIALE PARIS-16e recherche :

JEUNES DIPLOMÉS

BTS/DUT de COMMERCE INTERNATIONAL ou équivalent

pour prospection marchés approvisionnement et consommation, anglais indispensable, petite expérience souhaitée.

Adresser C.V. et prét. à no 60.770 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

DOO

118, Champs-Elysées recrute

INGÉNIEURS LOGICIEL

orientés MICROS ou MINIS pour application CONTROLE DE PROCESSUS INDUSTRIELS, connaissances appréciées :

- SOLAR.
- MITRA.
- INTEL/MOTOROLA.
- TÉLÉPHONIE.

563-17-27, poste 256.

STÉ ARTS GRAPHIQUES recherche

UN VENDEUR

pour son agence parisienne. La connaissance de l'imprimerie sera un atout déterminant dans le choix du candidat. Il est indispensable de posséder un véhicule pers. et de résider à Paris ou dans la banlieue sud. Adr. c.v., photo et prétentions à SOCIÉTÉ TOMPLA, 52 bis, route d'Antony, 91320 WISSOUS.

Pour promouvoir et gérer abonnements de revues industrielles leaders dans leur secteur recherche SPECIALISTE ayant excellentes références professionnelles. Ecrire avec C.V. et prétentions I.F.P., 142, RUE D'AGUESSEAU 92100 BOULOGNE.

représentation offres

LABO-INDUSTRIE

DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SOLIDARITÉ recrute

POUR SES DIVISIONS : HUILES MOTEUR et K.L.G.

6 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

SECTEURS : 16, 17, 22, 42, 71, 88.

VOUS ÊTES :
- Un homme dynamique.
- Un excellent vendeur.

VOUS POSSÉDEZ :
- Une stature qui vous permette de reprendre une clientèle importante.
- Une véritable volonté de faire évoluer votre chiffre d'affaires.
- Et un réel tempérament de vendeur.

NOUS OFFRONS :
- Un statut V.R.P.
- Une rémunération motivante.
- La réputation de nos produits.
- Des moyens commerciaux conséquents.

ECRIVEZ-NOUS, en joignant C.V. + photo, en indiquant la région demandée à : LABO-INDUSTRIE « Service Commercial », 1, rue Lavoisier, 92002 NANTERRE CEDEX.

formation professionnelle

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INNOVATION - CRÉATION

Formation aux fonctions de gestion dans des secteurs de pointe. STAGE rémunéré à temps plein pour DEMANDEURS D'EMPLOI inscrits à l'ANPE CADRES ou assimilés ou jeunes diplômés de l'enseignement supérieur habitant à PARIS.

8 MARS-8 JUILLET 1983.

Programme et renseignem., tél. 355-39-08, poste 1276.

Inscription : dernier délai fin février.

Institut VAUCANSON (E.S.C.P., ENSAM, E.N.S.C.P., ESIEE). 79, avenue de la République, 75011 Paris.

ORGANISME TOURISME SOCIAL recherche

POUR PARIS 1 CHEF SERVICE DES VENTES

placé sous l'autorité du Directeur des programmes et des services, aura la responsabilité du personnel des ventes (environ 30 personnes).

Sa mission consistera à :

- Organiser et planifier le travail du service ;
- Animer et former le personnel sous sa responsabilité ;
- Exploiter les tableaux de bord et statistiques de vente ;
- Suivre la clientèle groupe.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minimum, méthodique et rigoureux. Formation Bac + 3 écoles commerciales, expérience professionnelle 3 ans minimum.

Une personnalité affirmée, un jugement sûr et une bonne pratique de la conduite de personnel sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Une motivation pour la pratique d'activités sportives est souhaitable.

POSTE STABLE

Adresser lettre, candidature C.V. + photo + prétentions sous no 01.794 AMEP P.A. 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

Ville de Genevilliers recrute un (e) bibliothécaire 2e catégorie C.A.F.B., option jeunesse. Exp. souh. Env. candidature + C.V. à Monsieur le Maire.

secrétaires

SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO expérimentée. Emploi stable. Demeure, 119, avenue Victor-Hugo, 92100 BOULOGNE. 825-24-11.

Sté près gare d'Asnières recherche

1o) Pour direction ciale

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

dynamique et efficace sens de l'organisation goût des chiffres Bonne connaissance des procédures informatiques

2o) Pour service export

STÉNODACTYLO BILINGUE

Anglais indispensable Espagnol apprécié. Bonne connaissance des procédures habituelles de facturation export, (incoterms, règlements en devises, coface). Sens de l'organisation. Goût des chiffres

Envoyer C.V., photo et prétentions no M. 55.281 BLEU, 17, rue Lebel 94300 VINCENNES Cedex qui transmettra.

Société Presse Edition recherche

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

Excellente orthographe exigée. Dynamisme et esprit de responsabilités indispensable.

Env. c.v. à EDIREGIE, B.P. 378, 75889 Paris Cedex 10.

animaux

DIANE, jolie chienne, 8 mois, croisée malinois et lévrier, très douce, aimant voiture, cherche maîtresse gentille. Tél. à partir 18 h., 784-27-15.

capitaux propositions commerciales

Recherchons collaborateurs dynamiques. Possibilité recyclage. TESSON, T. (40) 22-43-09 ou 072-02-22.

enseignement

SUD ANGLETERRE à RYE Pâques, été, cours d'anglais bac, grandes écoles, etc. Ts âges, niveaux. 542-79-86.

propositions diverses

L'ETAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) Boîte Postale 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon 75429 PARIS CEDEX 09.

automobiles

ventes

(plus de 16 C.V.)

MERCEDES 600 SEL 83

0 km nombreuses options crédit ou location longue durée possible. R. LE TALLEC. Téléphone : 16 (3) 953-92-08.

divers

LANCIA AUTOBIANCHI opération neige du 18/1 au 18/2 PARIS 14e 539-57-33+

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE FME 43 ans

DROIT I.C.H. D.E.S. FISCALITÉ

Expér. variée rech. poste Paris. Ecr. no 61.224 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er.

ASSISTANTE DE DIRECTION Cadre 29 ans. Angl. courant, exp. 7 ans de organisme internat. Contacts haut niveau, congrès analyse doc., connais., inform., gestion, publication. Cherche poste similaire tout domaine à Paris. Ecrire sous le no T 038.294 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris.

INFORMATIQUE

DYNAMIQUE AMBITIEUX J.H. 26 ans, débutant maîtrise sciences, étudierait ttes propositions, même avec formation. Disponible de suite. ROUVRAIS Philippe, 2, rue Châteaudun, Paris-9e. Tél. 282-15-80.

J. F. 29 a., ESC, Angl., All., Esp., exp. documentation ch. poste chargée d'études. T. 946.96.44. Poste 182.

J. F. 25 ans, 8 ans d'expér. spécialisée sur mémosphère recherche poste stable secrétaire sténo-dactylo. Ecrire Mlle GRUNBERG 5 à 7, rue des Montibœufs, 75020 PARIS.

Hme 34 ans, licence + CREDIS + stage de responsable de formation, plusieurs années d'expérience. Administrative et pédagogique, recherche fonctions avec responsabilités, dans la formation. Etudierait toutes propositions. Ecrire sous le no T 038.321 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JF prof. sport danse, ch. poste comité entr. ou école - CAPEL, 37, av. J.-Moulin, Paris-14e.

ARCHITECTE 40 ANS Cherche projets ou concours en sous-traitance. Délais rapides. Tél. : 905-16-75 ou 996-47-32.

F. 31, droit E.N.I., D.E.C.S., cert. comptabilité, 7 ans expér. fisc. ét. ttes propositions. Ecr. s/no 0.812 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SERRURIER, MONTEUR, MENUISIER ALUMINIUM rech. emploi sur chantiers à l'étranger. (32) 44-67-16.

CADRE SUP. M.E.I. Retraite Paris, expérience, contrats haut niveau, anglais, disp. pour effectuer missions et interventions ponctuelles tous problèmes de P.M.E.I. Ecr. s/no 0.814 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre F., 40 a., spécial. législ. social, cherche poste organis. profess. ou P.M.E., libre rapid. Ecr. s/no 0.803 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiant, 24 ans, en BTS commerce international 2e année, cherche place dans une entreprise à structure import-export. Disponible dès le 1er août 1983. Bac mention AB-BTSCI ou niveau (notes supérieures à 10). Sérieux, dynamique, volontaire. Susceptible d'être intéressé par tout contrat (quels que soient la durée et le lieu). Rémunération et affectation à débattre. Ecr. s/no 7497 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile

CHERCHE TOUS TRAVAUX copies, thèses, rapports, etc. Téléphone : 306-08-88.

L'immobilier

appartements ventes

(2e arrdt)

Appt de caract. 150 m², 3 chambres, 2 bains, poutres, soleil, possib. prof. libérales. Tél. : 508-16-06.

(4e arrdt)

ILE SAINT-LOUIS 2 p., grand stdg. Vue sur Seine, ascenseur. Tél. : 325-48-82.

(5e arrdt)

JARDIN DES PLANTES 2 P., confort 4e, asc. 320 000 F. 526-54-61.

(6e arrdt)

Luxembourg, 8 P., 354-42-70.

220 m², VUE JARDIN.

(7e arrdt)

U.N.E.S.C.O.

Imm. neuf 7 appartements. Livraison JUIN prochain.

VUE EXTRAORDINAIRE

séj. + 2 ch. 980 000 F

Réservation immédiate

PROMOTIC 553-14-14 25, av. Paul-Doumer, Paris-16e.

Avenue RAPP (près)

Immeuble pierre de taille : triple réception + 3-4 CHAMBRES, deux services. « Rénovation luxe » Prix : 2.450.000 F S/place mercr. 14 à 17 heures. 9, avenue Franco-Russe

---

AVENUE DE SAXE 4 p., imm. récent, parking. Brancion SARL 575-73-94.

(8e arrdt)

FG SAINT-HONORÉ

Propriétaire vend 1 APPART. COMMERCIAL OCCUPÉ 222 m² sur Faubourg, tout cft, haut. plafond 3 m 30. 562-49-69.

CLÉMENT MAROT

Superbe réception 2 chambres 5e étage, asc., balcon, soleil, 2 services, Bel imm. pierre. LARTIGUE, Tél. : 705-61-91.

(12e arrdt)

DAUMESNIL 3 P., cft à rénover Bas prix. 526-99-04.

(13e arrdt)

TOLBIAC, réc. stand. 5 P., 112 m², balc., park., Soleil. 1 050 000 F. 535-56-92.

ARAGO

liv., 4 ch., 2 b., parkg. s. d'eau. 1.380.000 F. T. 336-22-30.

(14e arrdt)

Près PARC MONTSOURIS, récent séj/chbre, cuis., bains, box. 430.000 F. 327-52-44.

(15e arrdt)

EXCEPTIONNEL réc., près Parc de Vaugirard, liv. 28 m², 3 chbres, 3 bs, calme. 870 000 F. 577-74-38.

SEGUR 327-82-40 Granier, asc., séj. av. cheminée 3 chbres, 2 bns, cuis. équipée finition en cours. 1.750.000 F.

(16e arrdt)

AVENUE MOZART tout confort, grand séjour + chambre, R. de C., bel immeuble. GARBI - 567-22-88.

Près av. Foch, gd stand. étage élevé. terr. 10 m², gd 4 pces, box service - 2.000.000 F. Tél. : 783-89-86 - 548-54-99.

(17e arrdt)

Métro MALESHERBES Imm. stdg 2 p., 42 m². tt cft, asc. 398.000 F 387-95-97.

(78-Yvelines)

Particulier vend à Vélizy séparément 2 appart. très confortables, bordure et vue forêt :
- Un 2 pièces 60 m², loggia 6 m², 9e étage.
- Un 4 pièces 88 m², loggia 9 m², 7e étage.

2 asc., park. s.-s. fermé, cave. Tél. : 946-06-83.

(92 Hauts-de-Seine)

MEUDON

8, route des Gardes

VUE PANORAMIQUE

IMM. PIERRE DE TAILLE 2 et 3 P. avec GD BALC. Livraison mars 83.

PRÊT CONVENTIONNÉ

Appartement témoin, samedi, mardi, vendredi 14-18 h. 507-15-98 ou 200-23-20.

BOULOGNE

Mo MARCEL-SEMBAT

Liv. dble + chbre, balc., soleil. 645.000 F Claude ACHARD 824-76-97.

NEUILLY VUE DÉGAG.

7 p. gd stand. 567-47-47 mat.

NEUILLY-LONGCHAMP 4 P., 80 m², parfait état, box. 900 000 F. 500-47-03.

Dans immeuble style

HOTEL PARTICULIER

beau 4 P., calme, soleil, terrasse, limite Neuilly-Levallois. Prix inter., dir. pptaire 329-58-65 (après 19 h, 326-13-00).

(94 Val-de-Marne)

KREMLIN-BICETRE

(près de la porte d'Italie)

Beau studio 29 m², 4e étage, ascenseur, tout confort, calme, 7 minutes du nouveau métro. Prix : 220.000 F. Tél. : 658-72-44 après 17 h.

(Province)

Limitrophe NICE 8 p. 5e ét., Living 37, s. à m. 23, 2 log. Sud, vue, 2 bains, 1 c.t., 2 WC. URGENT : 720.000 H.B. (93) 95-98-60.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. Paie CPT chez notaire 873-20-67, même le soir.

EMBASSY SERVICE

8 av. de Messine, 75008 Paris. rech. URGENT APPT.

180 à 220 m²

ACHAT ou LOCATION 16e-8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet (15e). 566-00-75. Recher. pour client sérieux. 15e et 7e arts, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

DORESSAY

3, rue Vieux-Colombier, 6e. POUR CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE ET DIPLOMATES DU STUDIO au 8 PIÈCES. et HOTEL PARTICULIER. 624-93-33 - 548-43-94.

immeubles

ÉTOILE

TRÈS BEL IMMEUBLE pierre de taille, 4 étages RESTAURÉ et MODERNISÉ ENTIÈREMENT LIBRE usage d'habitation à vendre en totalité Ecr. No 2695 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, XIe.

locations non meublées offres

(Paris)

Mo DANUBE « Village » Maison particulière 1958. 7 pces cuisine, 2 bains, garage, sous-sol aménagé, jardinet. 10.000 F/mois. 344-23-25.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS GRANDS STUDIOS à 3 P. 3.200 à 7.800 F + charges. S.A. LE CLAIR 359-69-38.

(Etranger)

Belgique : Bxl - Anderlecht ds ptte rés. : ap. 88 m², chges : ch. comp. F.B. 2.500 p. mois. Prix F.B. 800.000. Écr. ou tél. Lamme-Louwies, 12 c, av. Victor-Olivier 123.1070 Bruxelles.

locations meublées demandes

(Paris)

SERVICE AMBASSADE Pour Cadres mutés Paris recherche du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades - 281-10-20.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine 75008 PARIS, rech. pr client. étr. et Diplomates, APPTS, HOTELS PARTIC. et BUREAUX. LOCATION ou ACHAT 562-78-99

locations non meublées demandes

(Paris)

PROPRIÉTAIRES

Louez vite et sans frais ENTRE PARTICULIERS OFFICE DES LOCATAIRES Téléphoner au : 296-58-10.

(Région parisienne)

Etude cherche pour CADRES villes, pav. toutes banl. Loyer garanti 8.000 F. 283-57-02.

villas

VENDS VILLA confortable, 4 chbres, construction 75, 2 garages, entrepôt 120 m² + terrain 1.200 m². Possib. de parcelle. Quartier La Cristole. RN7 - Tél. (90) 87-42-75 H.R.

---

95 HERBLAY

maison Ile-de-France 1977, 350 m² habitables + pavillon gardien, sur 4.000 m² parc. Prix justifié. Téléphone : 280-56-13 H.B.

maisons de campagne

VDS PORT GRIMAUD (VAR) maison + anneau Beaudisson 4, Lamothe-Guérin 83000 TOULON.

propriétés

LOT-VALLÉE DU CÉLÉ

Manoir XIIIe, 10 pièces, 550 m² sur 3 niveaux. Maison Gard., terr. 5 ha. Tél. 281-07-94.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

CREEZ VOTRE ENTREPRISE

AVEC L' ASPAC LE 1ER RESEAU FRANCAIS

- Siège Social et domiciliation (de 150 à 350 Frs par mois).
- Secrétariat, telex, permanence téléphonique.
- Loc. bureaux meublés, recrutements, assist commerciale.
- Constitutions de sociétés, toutes démarches et formalités.

Contactez un de nos bureaux-boutiques de gestion CAEN, GENEVE, LUXEMBOURG, LYON, MONTPELLIER, NANCY, NANTES, NICE, ORLEANS, RENNES. VAL DE MARNE, VAL D'OISE, PARIS (8eme - 9eme - 15eme)

Renseignements et réservation centrale : (1) 293.60.50 +

Locations

8e Mo MIROMESNIL

BUREAUX ÉQUIPÉS

9 à 50 m² - indépendants, loc. courte ou longue durée av. secrétariat, tél., télex, télécopie, traitement/textes, standard/hôtesse trilingue. Salle de réunions équipée.

DES CENTRES D'AFFAIRES égal. en province et R.F.A.

ACTE 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique.

355-17-50.

BUILDING ÉLYSÉES BUREAUX

vous accueille

BUREAUX MEUBLÉS

Services - Secrétariat DOMICILIATION 600 F

66, CHAMPS-ÉLYSÉES

B.E.P. - Tél. 562-66-00.

MOTTE-PICQUET GRENELLE Partic. cède bur. équipé, 45 m² en boutique, loyer 8.000 F trimestre, reprise très justifiée 60.000 F. Tél. : 273-24-87.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS : 1 DOMICILIAT. + SERVICES S.A.R.L. Artisans 296-36-74.

DOMICILIATION 8e

R.M. - R.C. 220/330 MOIS

PERMAN. TÉLÉPHON.

TÉLEX SECRÉTARIAT

CRÉAT. DE SOCIÉTÉ

TOUTES DÉMARCHES

AGECO 294-95-28

(STATIONNEMENT AISÉ) DEPT Assurance 550-43-87.

Architecte cherche colocataire pour bureau de dessin installé 70 m² à Grigny-Essonne. 1.000 F/mois. T : 905-16-75 ou 996-47-32.

fonds de commerce

Ventes

AVENUE SUFFREN FACE VILLAGE SUISSE, boutique vêtements enfants luxe ou tte autre activité, cond. exceptionnelles. Tél. : 273-24-87.

boutiques

Ventes

ILE SAINT-LOUIS

sur 2 niveaux, boutique d'angle, loyer 8.000 F mensuel. Px 800.000 F.T. 325-49-82.

régions

L'URBANISME A L'ÉPREUVE DE LA DÉCENTRALISATION

Garantir la sauvegarde du patrimoine

La *décentralisation de l'urbanisme signe-t-elle* la fin de la difficile maîtrise de l'aménagement, désormais livrée aux caprices des maires ? Quel sera *le rôle de l'Etat pour maintenir* la nécessaire protection des espaces naturels et du patrimoine monumental ? Quelle sera la liberté de manœuvre réelle des collectivités locales, face aux grands équipements imposés par la puissance publique ? Comment seront préservés les droits légitimes des citoyens et leur égalité devant les décisions des municipalités ?

Autant il a refusé de transférer aux collectivités locales le secteur du logement, à cause de ses enjeux *politiques et financiers, autant* le pouvoir central a été généreux en matière d'urbanisme. Pourtant, si les « enjeux » ne se mesurent pas au volume d'une enveloppe budgétaire, ils n'en sont pas moins importants et laissent des marques durables sur le territoire.

Il ne suffit pas de dire que le centralisme et les politiques uniformes n'ont pas empêché les erreurs jusqu'à présent, pour affirmer que la prise de conscience d'une « responsabilité » locale préviendra de nouveaux excès.

En *démissionnant* de son poste de vice-président du conseil général des ponts-et-chaussées, fin décembre, M. Raoul Rudeau exprimait une inquiétude, partagée par d'autres, que l'État « *brade* » une politique de gestion du territoire, et dans le même temps, une armada de techniciens aguerris, résistant bien dans l'ensemble aux intérêts locaux.

Les déclarations, un peu partout en province (et notamment à Orléans, le 10 décembre dernier), de M. Yves Dauge, directeur de l'urbanisme et des paysages et artisan convaincu de la réforme, veulent rassurer : « *La décentralisation ne se fera pas dans le désordre et l'irresponsabilité, mais dans la rigueur* », dit-il volontiers. « *Elle s'accompagnera d'un progrès de la planification (...). L'urbanisme ne peut pas être un monopole. Le territoire appartient à tous et ne peut devenir la chose exclusive du maire* (...). *L'Etat garde des responsabilités pour la sauvegarde du patrimoine naturel et bâti et peut mettre les communes en demeure d'élaborer un schéma.* »

En l'absence de pouvoirs nouveaux accordés aux associations, les deux interlocuteurs — élus d'un côté, administration de l'autre — demeurent, avec les mêmes outils (POS et schéma directeur)... à la recherche d'un nouvel équilibre.

L'analyse, non exhaustive, de quelques « colles » contenues dans certains des quarante articles relatifs à l'urbanisme de la loi du 7 janvier (publiée au *Journal officiel* du 9 janvier) montre que la balance penche, selon les cas, d'un côté ou de l'autre. La quinzaine de décrets en cours de rédaction, puis la pratique, à partir du 1er octobre prochain, devraient permettre d'y voir plus clair.

• LA « RELANCE » DE LA PLANIFICATION LOCALE : *modérée*

Le transfert des compétences d'urbanisme aux communes (instruction et délivrance des permis de *construire notamment*) doit être « *l'occasion d'une relance de la planification* », dit l'administration en commentant la nouvelle loi. La preuve ? Le maire ne pourra délivrer les permis de construire que si la commune est soumise à un plan d'occupation des sols approuvé, *c'est-à-dire parvenu en fin de procédure*, avec enquête publique et signature du représentant de l'Etat.

Lancée au début des années 1970, la « fabrication » des POS s'est nettement accélérée ces dernières années *: il y aurait actuellement* 6 800 plans approuvés, ou publiés (qu'il reste donc à approuver), couvrant 7 500 communes, où vivent les quatre cinquièmes de la population et où sont délivrés chaque année 67 % des permis.

Mais ces documents concernent surtout les villes : la prescription du POS n'était obligatoire, selon la loi de 1967, que dans les communes de plus 10 000 habitants et dans les localités *touristiques*. Les *communes* rurales, soumises aujourd'hui à des pressions importantes, sont plus rarement dotées de POS.

Or *plus la commune* est petite, plus il est politiquement difficile de se lancer dans la bataille du POS, qui fait apparaître au grand jour des disparités de fortune, suivant qu'un terrain est classé ou non en zone constructible, et qui transforme « *les personnes les plus désintéressées en spéculateurs potentiels* ».

Pourtant deux articles de la loi peuvent favoriser le laxisme. Le plus voyant est l'article 38 (ex-article 16 au moment du vote) qui devait initialement interdire toute construction en dehors de l'agglomération tant qu'un POS n'est pas établi. C'était une incitation forte, comme en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas. Cette rigueur brutale avait heurté de front les sénateurs, dont beaucoup sont maires, et ils avaient refusé de voter cet article.

La rédaction adoptée en commission mixte paritaire apporte des nuances importantes (1) : outre qu'on peut continuer de construire dans les bourgs et les hameaux, réparer et agrandir les constructions existantes, bâtir les équipements collectifs et ceux qui sont nécessaires à l'agriculture, il est prévu que le représentant de l'Etat peut autoriser, « *sur demande motivée du conseil municipal* », une construction « *justifiée par l'intérêt de la commune* ». Dans les nombreuses communes rurales qui ne délivrent qu'un ou deux permis par an, cette brèche ne suffira-t-elle pas amplement pour autoriser, *un peu n'importe où*, des constructions isolées ? Retenir des habitants, loger le pharmacien, ou le fils du fermier qui travaille à la ville, voilà bien l'« intérêt » de la commune, au sens large. Que devient alors, pour ces communes, l'incitation à planifier ?

La seconde « faille » est plus générale : *elle concerne la mise en révision* des POS. Autant le contrôle est strict, avant l'approbation du premier POS, *autant les dispositions* prévues en cas de révision semblent « légères » : l'article 54 prévoit une « *application anticipée des dispositions nouvelles* » encore à l'étude quand le POS est mis en révision, parce que la situation de la commune a changé ou qu'on veut l'aménager autrement. Rigueur d'un côté, laxisme de l'autre, même s'il est tempéré par une intervention possible du représentant de l'Etat.

En revanche, la définition d'un « *POS à plusieurs vitesses* » devrait *rassurer les petites communes* et les conduire à ne pas se priver d'un tel document. Au lieu d'officialiser les « *cartes communales* », documents simplifiés sans valeur légale, que beaucoup de communes rurales ont établies avec l'aide de l'administration, la discussion parlementaire a finalement abouti à une définition officielle du POS, en deux parties : l'article 48 distingue ce qu'il *doit* forcément contenir (délimitation des zones urbaines, règlement sommaire *fixant* la nature et l'implantation des constructions) et ce qu'il *peut* préciser (densités exprimées en COS, zones de protection, d'urbanisation future, nouvelles voiries, etc.).

• LA COOPÉRATION INTERCOMMUNALE : à la carte.

Trop nombreuses, souvent très petites et *donc mal équipées en personnel* d'étude et de gestion, les communes françaises souffrent d'un éparpillement qui n'existe dans aucun autre pays d'Europe occidentale. Donner soudain des responsabilités importantes à des collectivités qui n'ont pas les moyens de les exercer, *cela a-t-il un sens* ? Le gouvernement et l'administration répondent : « *Coopération intercommunale* ».

Puisqu'il est politiquement exclu, depuis l'échec de la loi Marcellin (d'ailleurs abrogée par le nouveau texte), d'imposer des fusions de communes, il n'est prévu, là encore, que des « *incitations* ».

Ou *bien* les communes accepteront de se grouper et de se doter, ensemble, des moyens de leur autonomie. Ou bien elles continueront de dépendre des techniciens du département, qu'ils appartiennent aux actuelles D.D.E. ou aux futures agences départementales.

L'incitation à se grouper n'est que *morale* : *si un groupement de communes* fait un schéma directeur, chaque commune pourra ensuite établir son POS plus librement, l'Etat n'exerçant alors qu'un contrôle *a posteriori*.

On ose si peu imposer la coopération intercommunale qu'une disposition voulue par le Sénat a été conservée en fin de course : la possibilité pour une commune qui *se* sentirait lésée de quitter le groupement. Et l'on cite l'exemple d'une commune de droite dans une agglomération de gauche (ou l'inverse) qui, victime de la majorité, se verrait attribuer à tout coup l'usine d'incinération d'ordures ménagères ou d'autres instal*lations nuisantes*.

En refusant de donner des pouvoires accrus au conseil général pour l'harmonisation des *politiques* locales, la loi a enfin laissé d'importants pouvoirs d'arbitrage, et de recours en conciliation, dans les mains du commissaire du gouvernement.

• LE ROLE DE L'ÉTAT ET LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE : des garanties.

L'inquiétude que l'on pourrait avoir face à un excès de décentralisation concerne la sauvegarde du patrimoine naturel ou monumental, *des sites d'intérêt national*, la *juste* répartition entre ce qui peut être bâti, aménagé, et ce qui doit être protégé. Deux lois sont en préparation, l'une pour le littoral, l'autre pour la montagne, *afin* de transformer en « *prescriptions* » obligatoires ce qui n'était que « *directives* ». L'interdiction de construire à moins de 100 mètres du rivage dans les secteurs encore naturels aurait ainsi, par exemple, force de loi.

Mais pour le reste, pour l'espace rural, faut-il une autre loi ? On y songe. La déclaration solennelle que « *le territoire français est le patrimoine commun de la nation* » insérée par les parlementaires à l'article 35, en tête de la section consacrée à l'urbanisme, sera-t-elle un rempart *contre les abus locaux* ?

Certaines dispositions de la loi pourront être utilisées par le représentant de l'Etat pour refuser des plans qui prévoiraient — cas extrême — l'urbanisation de tout le territoire *communal : l'article 37 précise* que les documents d'urbanisme doivent *d'une part* préserver les activités agricoles, *protéger* les espaces forestiers, les sites et les paysages, et *d'autre part* (mot important) prévoir des zones réservées aux activités économiques et aux logements.

Autre point sensible, autre test : la sauvegarde du *patrimoine* monumental. Bien que très vivement irrités par le pouvoir « exorbitant » des architectes des Bâtiments de France, qui ont jusqu'à présent un droit de veto sur tout projet qui ne leur semble pas convenable dans un rayon de 500 mètres aux abords d'un monument historique, les élus ont laissé à ces gardiens du patrimoine un droit de regard encore important, *surtout dans la période* transitoire. L'idée est d'élaborer pour chaque secteur sensible (il y a 17 000 monuments inscrits et 13 000 classés) une sorte de cahier des charges, au lieu de s'en remettre à l'arbitraire de décisions prises au coup par coup.

Dans ces zones de protection du patrimoine architectural et urbain (Z.P.P.A.U., un nouveau sigle !), la règle serait donc édictée « à froid » et l'A.B.F. obligé de dire à l'avance ce qu'il permettra *ou non*. *Mais* tant que le plan n'est pas établi (et cela peut demander beaucoup de temps), la situation — et le rapport de forces administratif — reste in*changée...*

L'une des incertitudes concernant le rôle de l'Etat ne sera levée qu'après la rédaction de certains décrets : suivant que la liste des projets d'*intérêt général* (PIG) *et* des opérations d'intérêt national (O.I.N.) sera plus ou moins longue, les servitudes que l'Etat pourra imposer aux communes seront plus ou moins *nombreuses*. *Prévue essentiellement* pour les grands projets difficiles à caser (centrales nucléaires, lignes de transport électriques, réseaux hertziens, autoroutes, etc.), cette *procédure* pourrait aussi être utilisée dans le sens de la protection de la nature et des paysages (délimitation des zones inondables, parcs naturels, etc.).

Dans l'ensemble, la *loi* de décentralisation cherche à instaurer un nouvel équilibre entre les élus (le maire présidera les réunions pour la mise au point du POS) et l'Etat, qui *dépendra très largement* des décrets en cours de rédaction et de l'application des textes dans la pratique : ceux qui voudront être maîtres chez eux le pourront ; ceux qui craindront *cette responsabilité pourront encore* traîner les pieds et se réfugier derrière le paravent de l'État.

La future organisation des services extérieurs, qui ne doivent, en principe, être transformés que deux ans après le vote de la loi garantissant le nouveau statut des fonctionnaires, sera un élément important du jeu : la division en trois *lots* (Etat, *conseil général*, agence *intercommunale*), décrite en décembre dernier à Orléans par M. Yves Dauge, directeur de l'urbanisme et des paysages, est un schéma possible. Sur le terrain, des *arrangements* immédiats devront être trouvés, là où l'impatience est grande. Sans attendre les délais prudents fixés par la loi.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

(1) *Et prévoit une longue* (quatre ans si la commune décide de faire un POS) et dangereuse période transitoire.

Le permis de construire : un brûlot entre les mains des maires

De notre correspondant

Orléans. — A 10 kilomètres au nord-est d'Orléans, la petite commune rurale de Chanteau (Loiret) subit *les assauts des citadins. Située* dans une clairière de la forêt d'Orléans, elle se croyait bien à l'abri derrière un épais rideau d'arbres. Cet environnement forestier faisant, au contraire, des envieux, a attiré les citadins, et la commune a éclaté, passant de 196 habitants en 1968 à près de 900 aujourd'hui.

« Durant ces sept dernières années, la progression démographique a été de 187 % ; c'est le record du Loiret, affirme le maire, M. Pierre Legrand (modéré), *originaire de la commune... Pourtant, au départ, Chanteau avait perdu son unique classe : nous étions passés à moins de quinze élèves. Nous refusions les lotissements. Un beau jour, l'équipement nous a fait comprendre : vous êtes aux portes de la ville, il faut accepter du monde ».*

Les pavillons se sont multipliés et l'école a rouvert ses portes. Devant l'« avalanche », la commune s'est dotée d'un POS ; le maire de Chanteau sera donc *habilité à délivrer* des permis de construire. *« Avec un POS, ce sera plus facile,* explique M. Legrand. *Mais les maires des communes rurales souhaitent que l'équipement continue à instruire les dossiers, car nous n'avons pas les services techniques suffisants. Sinon nous sommes en mesure de décider nous-mêmes. C'est une responsabilité nouvelle, importante, que nous apprécions. Il y a évidemment un risque : le maire va pouvoir faire ce qu'il veut, et s'il a des idées de grandeur... Dans une grosse commune, paradoxalement, ce risque sera bien moindre, puisque les services qui sont étoffés pourront « tempérer » les élus...*

» Avec la décentralisation, des rapports plus directs, plus rapides, s'instaurent avec le président du conseil général. Mais il n'est pas question que nous rejetions les services de l'État, comme la D.D.E. ou la D.D.A. ; ils doivent continuer à nous servir, à être en relation avec nous. C'est vrai que nous avions des contraintes dans le passé. Mais un maire, à présent, risque le tribunal administratif ; auparavant, le préfet se contentait parfois de « mettre sous le coude » des dossiers litigieux ; bref il passait l'éponge, en nous disant de faire attention... »

A quelques kilomètres de là, la commune de Chécy a connu aussi un véritable rush des citadins, attirés par les rives verdoyantes de la Loire *et une publicité* habile vantant les charmes de « la vie à la campagne ». Chécy a grandi si vite (de 2 500 habitants à 6 500 en quinze ans) et si mal, avec des lotissements éparpillés *aux quatre coins de son territoire,* que la commune qui avait été une des premières du Loiret à élaborer un POS, se voit contrainte aujourd'hui de le réviser.

Cette crise de croissance a entraîné une crise municipale : une partie de l'équipe élue en 1977 a dû démissionner avec son maire l'an passé. Le nouveau maire de Chécy, le docteur Gérard Lambert (R.P.R.), est d'accord sur le principe que les élus signent les permis de construire, mais il se montre néanmoins très réservé : *« Beaucoup de maires s'inquiètent de cette responsabilité directe. Nous risquons d'entrer en conflit avec nos administrés ; il va falloir s'entourer de précautions pour les cas litigieux ; à mon avis il faut que le maire se fasse aider par une commission d'urbanisme, au besoin extra municipale, avec des personnalités compétentes ; il faudra aussi consulter les associations. Méfions-nous de l'arbitraire, même si avec un POS il ne doit pas y avoir trop de problèmes. A Chécy, en tout cas, nous freinons à présent les attributions de permis. Il faut que les équipements suivent. »*

Chécy compte pourtant dans son conseil municipal un ancien directeur départemental de l'équipement, aujourd'hui à la retraite, et premier adjoint de la commune, M. Delmond.

Celui-ci a un avis plus tranché : *« J'ai connu, à l'époque où j'étais en poste, des maires à qui il aurait été dangereux de confier une telle responsabilité... Je crois que, au sein du corps des ponts et chaussées, certains tenaient à se débarrasser de cette responsabilité, parce que celle-ci les faisait « mal voir » des élus ou des administrés. Mais une autre tendance au sein du corps des ponts, les « constructeurs », dont je faisais partie, avait un autre avis : nous pensions que l'application d'un POS ne devait pas se faire « à la tête du client », et qu'il était bon qu'il y ait un « contrepoids », un « paravent ». J'ai peur que cela n'entraîne des bêtises ou des conflits. »*

Le débat sur la nouvelle réglementation en matière de permis — un brûlot dans les mains des maires — est engagé.

RÉGIS GUYOTAT.

SCHILZ
SELLIER
Sacs exclusifs
Bijoux sport - Foulards
Gants - Porte-Documents
BAGAGES DE QUALITÉ
CADEAUX D'ENTREPRISES RAFFINÉS
ET
Son parfum
BALZANES TROIS
30, RUE CAUMARTIN
Tél. 266.46.48
parking gratuit
7, RUE CAUMARTIN

La voie royale : Paris-Riyad tous les jours en TriStar

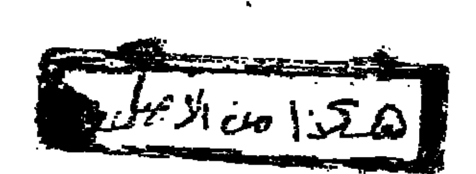
Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Saudia, 55 avenue George V, 75008 Paris. Tél. 720.68.20. libre appel 146.

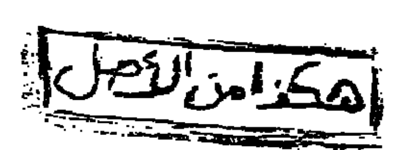


Bienvenue dans notre royaume









Billet

L'essentiel et le détail

Depuis dix-huit mois, le chapitre de la décentralisation s'est enrichi de dizaines de lois, décrets, arrêtés, circulaires, instructions, nominations, décisions. Il le fallait pour asseoir sur des bases juridiques solides *« la grande affaire du septennat »*. *Mais dans les faits, sur* le terrain, dans la pratique administrative quotidienne, les choses avancent lentement.

Sans doute faudra-t-il plusieurs années pour changer les mœurs, les codes, les habitudes de l'administration, des élus et des citoyens dans leur ensemble. Mais on demeure parfois confondu devant l'ampleur du divorce entre les intentions – affichées par le gouvernement – de décentralisation et la persévérante lourdeur de la bureaucratie et du centralisme.

Un exemple parmi d'autres : deux décrets publiés au *Journal officiel* du 12 février et signées par M. Pierre Mauroy et Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture, *« portent création de la forêt de protection de Chabrières, commune d'Entrages, dans les Alpes-de-Haute-Provence, et de la forêt de protection des Saumonards, commune de Saint-Georges d'Oléron, en Charente-Maritime ».*

« Dans le premier cas, il s'agit d'une bourgade de 68 habitants, dans le second, d'une commune de 2 718 habitants (1). Les maires et les conseillers généraux concernés seraient-ils à ce point incapables d'apprécier eux-mêmes ce qu'il convient de décider – *en toute responsabilité* – pour protéger « leur » paysage, « leur » territoire, « leur » forêt ? »

Et si l'on croit qu'il vaut mieux, pour des opérations délicates, en appeler à l'arbitrage de l'Etat et de ses commis, conscients plus que d'autres de l'intérêt général, alors pourquoi ne pas laisser aux commissaires de la République de Digne et de La Rochelle le soin de trancher ?

Continuer à faire *« remonter les dossiers à Paris »*, sous tel ou tel prétexte ou conformément à tel ou tel texte, et contraindre le premier ministre en personne et *l'un de ses principaux ministres* à signer chaque jour des dizaines de décrets d'importance régionale et même locale (ce qui ne veut pas dire négligeable), c'est tuer la décentralisation avant même qu'elle ne produise ses premiers effets.

F. GROSRICHARD.

(1) Recensement de 1975.

Ile-de-France

LA PRÉPARATION DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1989

• M. JACQUES CHIRAC exclut toute charge supplémentaire pour les Parisiens

Au cours d'une conférence de presse, le 14 février, M. Jacques Chirac a précisé quelle serait son attitude à l'égard des travaux de l'Exposition universelle. Une réunion avait eu lieu la veille, à l'Hôtel-de-Ville, au cours de laquelle M. Robert Bordaz et ses collaborateurs ont présenté les maquettes d'aménagement des deux sites retenus, l'un dans les douzième et treizième arrondissements, à l'est, l'autre dans le quinzième arrondissement, à l'ouest (1).

M. Chirac a approuvé, dans leur principe, les projets qui lui ont été montrés, mais il a posé trois conditions à leur réalisation. « *D'abord je serai très vigilant*, a-t-il dit, *sur celles des constructions faites à l'occasion de l'Exposition qui auront un caractère définitif. Ensuite, s'il y a à choisir entre les intérêts de l'Exposition et ceux des Parisiens, j'arbitrerai en faveur de ces derniers.* »

A l'emplacement des anciens terrains Citroën, le maire a refusé de réserver aux pavillons le terrain qu'il veut consacrer aux logements sociaux. Il a également dit non au projet actuel d'aménagement du pont de Tolbiac, dont le prolongement sur la terre ferme couperait en deux le futur parc de Bercy.

Enfin, M. Chirac ne veut pas que le coût des travaux pour l'Exposition universelle affecte les finances de la Ville. « *J'ai promis que, si j'étais réélu, il n'y aurait ni augmentation de la fiscalité locale au-delà du taux d'inflation ni endettement supplémentaire de la Ville. Il appartient à l'Etat d'en tirer les conclusions en ce qui concerne les investissements nécessités par l'Exposition, en 1989.* » Le maire en a donné comme exemple la construction d'un nouveau pont à la hauteur de la gare d'Austerlitz.

« *Cet ouvrage était prévu*, a-t-il indiqué, *mais si sa réalisation doit être hâtée en raison de l'Exposition, l'Etat devra augmenter sa participation financière.* » – *M. A.-R.*

(1) *Le Monde* a publié le plan des sites dans son édition datée 3-4 octobre 1982 et a analysé les maquettes le 4 janvier dernier.

• M. MICHEL GIRAUD propose un contrat de plan Etat-Région

L'Exposition universelle de 1989 à *Paris coûtera très cher.* 15 milliards de francs pour le financement des sites parisiens et 15 autres milliards pour la réalisation d'hébergements et l'amélioration des transports et de la voirie régionale. C'est la raison pour laquelle les élus d'Ile-de-France, par la voix de leur président, M. Michel Giraud, président *(R.P.R.) du conseil régional, ont* demandé à être reçus par le président de la République.

Dans une entrevue, qui a eu lieu le 14 février à l'Elysée, M. Giraud a pu faire part au chef de l'Etat de ses préoccupations et a avancé trois propositions. C'est d'abord l'élaboration d'un schéma directeur régional de l'Exposition, cohérent avec les principes d'aménagement de la région Ile-de-France et qui répond au souci de prévoir, dès aujourd'hui, la réutilisation des équipements après « l'Expo » elle-même. M. Mitterrand a retenu cette proposition et a annoncé que le secrétaire général adjoint de la présidence, M. Christian Sautter, serait chargé d'établir un échéancier commun avec le président d'Ile-de-France.

La seconde proposition de M. Giraud est de réaliser un calendrier de l'ensemble des investissements en région parisienne afin « *d'équilibrer le plan de charge des entreprises et de garantir dans le temps le niveau de l'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics* ». M. Giraud a ainsi proposé au président de la République de retarder « certains » des grands projets à l'étude pour Paris, par exemple, la création d'un ministère de l'urbanisme à La Défense. M. Mitterrand *n'a pas paru indifférent* à cette préoccupation et a indiqué à M. Giraud son attachement aux projets du Parc de La Villette, du musée d'Orsay et du Centre de la communication.

Les décisions qui pourraient être prises au terme de cette concertation devraient – c'est la troisième proposition du président du conseil régional – être formalisées par la signature d'un contrat de plan « Expo 89 » définissant les obligations réciproques de l'Etat et de la région. « *Ce contrat impliquerait un effort financier du conseil régional que celui-ci est prêt à fournir* », a souligné M. Giraud. Ainsi a-t-il déjà proposé de rendre la Seine propre pour 1989 et de contribuer à la mise en place de réseaux télématiques dans les communes périphériques qui pourraient constituer des vitrines de la technologie française.

Selon les dernières estimations de la mission Bordaz, quelque soixante-cinq millions de visiteurs, dont 50 % d'étrangers sont attendus. « *Il faudrait donc doubler la capacité d'accueil de l'Ile-de-France afin d'éviter que le problème de l'hébergement, s'il était mal résolu, n'entraîne le semi-échec de l'Exposition* », a indiqué M. Giraud à l'appui de sa démonstration. – D. S.

TRANSPORTS

LE MÉTRO DE HOUSTON SERA ÉQUIPÉ DE VOITURES JAPONAISES

Le groupe japonais Hitachi vient d'obtenir, aux Etats-Unis, un marché pour la fourniture de cent trente voitures de métro à la Metropolitan Transit Authority (M.T.A.) de Houston (Texas). Le contrat s'élève à 140 millions de dollars (950 millions de francs).

Deux sociétés françaises avaient répondu, en ordre dispersé, à l'appel d'offre. Francorail avait fait alliance avec l'américain Westinghouse et le britannique Metro-Camell. De son côté, Alsthom-Atlantique avit fait deux propositions : l'une avec General Electric, l'autre avec Garrett, les deux constructeurs américains devant, dans l'un ou l'autre cas, fournir *les parties électriques et les ensembles* de traction.

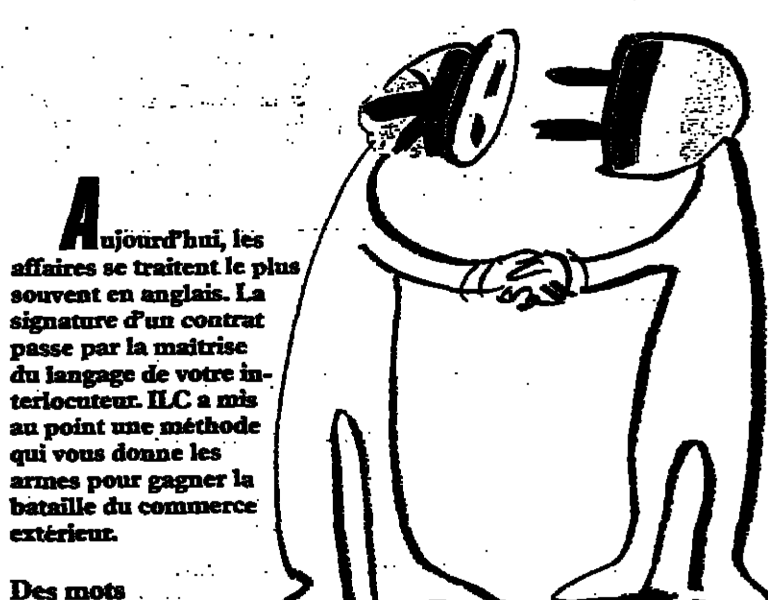
C'est la seconde fois que Hitachi parvient à placer du matériel sur le marché américain des métros, après l'obtention – dans des conditions particulièrement avantageuses pour son client, aux dires des concurrents – d'un marché de quatre-vint dix voitures pour le *métro* d'Atlanta, jadis acquéreur de matériel français.

• *Aide de la Franche-Comté à la Cellulose de Strasbourg.* – Le conseil régional de Franche-Comté, que préside M. Edgar Faure (U.D.F.), a voté un crédit de 1 500 000 francs en faveur du maintien des activités de la Cellulose de Strasbourg. Il s'agit d'un premier engagement symbolique, encore éloigné des 6 à 8 millions de francs que la Franche-Comté devrait investir dans le plan de sauvetage de cette entreprise qui traite 27 % des déchets forestiers de la région. – *(Corresp.)*

• *Opération « ville morte » dans le Morbihan.* – A l'appel de la C.F.D.T., de la F.D.S.E.A., des commerçants et artisans, des chrétiens du monde rural, a eu lieu le 12 février une opération « ville morte » à Péaule, une commune de 2 000 habitants du Morbihan. Il *s'agissait d'attirer l'attention des* élus et des pouvoirs publics sur la situation difficile de cette commune après la fermeture des sociétés Scilli et Decobois (fabrication de salons et de literie). Ces deux sociétés du groupe Kristell disposaient d'importants locaux dans la zone industrielle et fournissaient près de deux cents emplois, essentiellement féminins. Après le dépôt de bilan du groupe l'été dernier et le regroupement de ses activités à Questembert, le chef-lieu du canton, les bâtiments *de Péaule ont été abandonnés.* – *(Corresp.)*

Apprenez l'anglais pour exporter vos idées

ILC vous enseigne un anglais efficace et intelligent.



Aujourd'hui, les affaires se traitent le plus souvent en anglais. La signature d'un contrat passe par la maitrise du langage de votre interlocuteur. ILC a mis au point une méthode qui vous donne les armes pour gagner la bataille du commerce extérieur.

Des mots pour convaincre

Contrôler la situation avec assurance exige de manier le langage avec aisance et mobilité. ILC a étudié, en stratège, la meilleure façon d'enseigner un anglais souple, pratique, réaliste. Et c'est vraiment nécessaire lorsqu'il s'agit de suivre toutes les "variations" sur le thème de la vente ou de l'information technico-scientifique.

Un langage concret

La méthode ILC s'organise en un puzzle d'activités. Fondés sur des mises en situation réelles, les cours requièrent une participation active et une implication personnelle du stagiaire. Les professeurs d'ILC sont rodés à cette forme de pédagogie. De langue maternelle anglaise, ils sont recrutés à Londres où ils effectuent un stage de formation sanctionné par le diplôme de la Royal Society of Arts. Ce sont de vrais professionnels de l'enseignement, attachés à temps complet à leur entreprise : ILC.

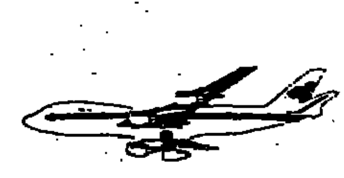
Programme à la carte

Pour une entreprise, la nécessité de l'anglais peut se présenter sous différentes formes. C'est pourquoi ILC a prévu divers types d'interventions susceptibles de s'adapter à tous les cas de figure. D'un plan de formation général à l'urgence d'une situation imminente, les programmes sont étudiés entre ILC et les responsables Société. Il est tout aussi facile d'organiser des cours à l'intérieur même d'une entreprise ou des programmes sur mesure partout dans le monde, avec le détachement du personnel enseignant et administratif, le cas échéant... ou bien sûr, dans les locaux d'ILC, passage Dauphine. Tout dépend de la nature du problème.

Come and see us

Prochains cours intensifs :
14 février – 28 février
14 mars – 28 mars – 18 avril

Prochains cours trimestriels :
11 avril
Possibilité de s'inscrire immédiatement pour la session en cours.



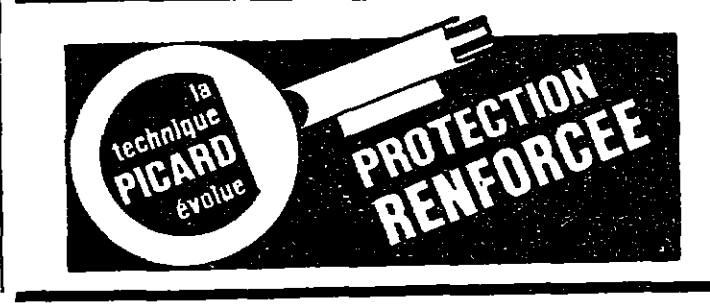
INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris – Tél. 325.41.37

Eincelle



création, recherche et
DEPOTS DE MARQUES
en 48 heures
FASTRAL 727.24.64

"Depuis 10 ans, Fastral est l'un des plus rapides et des meilleurs spécialistes sur la place, intégrant création de marque et graphisme et protection juridique."
FASTRAL, 15 bis, rue Cimarosa, 75116 Paris.



FENÊTRES ou VOLETS à changer

SOCIÉTÉ PARIS RÉNOV
FABRICANT
INSTALLATEUR
Prix direct d'usine

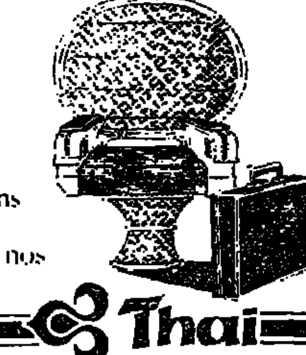
Menuiserie en P.V.C.
GARANTIE 10 ANS

1 fenêtre de 185 x 100
3.350 F TTC posée

EXPOSITION :
22, rue Fontaine
75009 PARIS ☎ 526.60.00
Usine : Z.I. 95380 LOUVRES

CRÉDIT GRATUIT 6 mois

Message Thaïlandais aux hommes d'affaires.



La Thaï donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de nos B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal : assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'éternelle et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720.86.15 – Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53.39.82.

Thai

Le Monde

économie

ÉTRANGER

Etats-Unis

LA MAISON BLANCHE PRÉVOIT UN PLAN DE 7,5 MILLIARDS DE DOLLARS POUR LUTTER CONTRE LE CHOMAGE.

Washington (*Reuter*). – M. Reagan propose un programme de 7,5 milliards de dollars pour la relance de l'emploi et l'aide aux chômeurs, ont annoncé, lundi 14 février, des parlementaires démocrates.

Ce programme a été mis au point lors d'une rencontre secrète entre MM. David Stockman, directeur du budget, James Baker, secrétaire général de la Maison Blanche, Thomas O'Neill, président de la Chambre des représentants, et d'autres personnalités démocrates.

Il prévoit l'attribution de 4,1 milliards de dollars à la relance de l'emploi, 250 millions de dollars à l'aide d'urgence en matière alimentaire et de logement, 2,9 milliards de dollars à l'extension des allocations de chômage et 276 millions de dollars aux services de l'emploi.

M. O'Neill a indiqué que le projet pourrait être soumis à l'approbation de la Chambre dès la semaine prochaine.

COMMERCE INTERNATIONAL

APRÈS L'ACCORD C.E.E.-JAPON SUR LES MAGNÉTOSCOPES

Philips et Grundig pourraient retirer leur plainte contre le dumping japonais

De retour à Bruxelles, M. Etienne Davignon s'est félicité de l'accord d'autolimitation de certaines exportations japonaises, obtenu à Tokyo le samedi 12 février. Particulièrement importante à ses yeux, est la promesse nippone d'harmoniser les prix des magnétoscopes importés du Japon avec ceux fabriqués par les Européens. Le groupe néerlandais Philips négocie avec l'allemand Grundig un retrait de leur plainte « *anti-dumping* » déposée en novembre auprès de la C.E.E. contre les firmes japonaises.

Satisfaction à Bruxelles

Bruxelles (Communautés européennes). – *« Les conversations de Tokyo ont marqué un tournant dans les relations commerciales entre la C.E.E. et le Japon ; elles ont permis d'établir le point de départ d'une nouvelle coopération. »* Ces propos tenus le 14 février par M. Davignon, commissaire européen chargé des affaires industrielles, *reflètent la satisfaction de Bruxelles après l'aménagement de samedi sur la « modération » pour dix produits des ventes japonaises dans la C.E.E.*

M. Davignon a insisté sur la clause de prix concernant les magnétoscopes. *Pour lui, cette disposition est la plus importante car elle permettra à Grundig et à Philips d'être compétitifs face à la concur-*

De notre correspondant

rence japonaise. D'autant, a-t-il fait valoir, que l'industrie nippone accepte « de laisser la place » à 1,2 million d'appareils européens dont la production est inférieure à 1 million d'unités.

Reste à savoir si les résultats – exportations japonaises et ventes de magnétoscopes communautaires – vont être à la hauteur des engagements pris par Tokyo. C'est là la première réserve que l'on peut faire, tant les promesses nippones de ces dernières années ont été suivies de peu d'effet. Mais il peut y en avoir d'autres. Le Japon obtient – du moins si les Dix suivent la Commission – la levée des mesures françaises sur le dédouanement à Poitiers et la fin de la procédure anti-dumping engagée à la suite des plaintes de Grundig et de Philips.

Pour les autres produits concernés, le gouvernement japonais ne chiffre pas – sauf pour les tubes de télévision couleur – le niveau de limitation qu'il entend appliquer. Est-ce vraiment une volonté délibérée de freiner ses importations ou l'état actuel du marché européen qui le lui commande ? En 1982, les ventes japonaises dans la C.E.E. de machines-outils à commandes numériques ont baissé de 21 % par rapport à 1981 ; celles d'automobiles de 12 % et celles de tubes de télévision de 14 %. Pour ces deux derniers produits, la France se présente comme un cas particulier puisque, l'année dernière, ses importations ont augmenté de 27 % pour les premiers et de 26 % pour les seconds. C'est pour cette raison que M. Davignon a souligné l'engagement des Japonais de prêter une attention particulière à leurs ventes de voitures sur le marché français.

Reste l'autre volet de la négociation : l'ouverture du marché nippon aux productions européennes. M. Haferkamp, le commissaire responsable des relations extérieures, également présent aux discussions de Tokyo, a affirmé que les Japonais seront en mesure de donner une réponse claire à la fin mars. Il a indiqué que le comité interministériel créé à cet effet devra se prononcer à cette date sur un assouplissement des opérations de dédouanement. Selon M. Haferkamp, les aménagements à apporter à la réglementation japonaise – même si la voie législative est nécessaire – seront décidés *« rapidement et de façon efficace »*. Il n'empêche qu'ici aussi il faudra attendre quelque temps pour pouvoir apprécier à sa juste valeur l'accord de Tokyo.

MARCEL SCOTTO.

SOLDES INCROYABLES

MOINS 30, 40, 50 %

Fauteuils, chaises dactylo.
Bureaux, bibliothèques.
Armoires métalliques et bois.
FIN DE SÉRIES.
Stock limité

ROGER H. FRANCE

SPÉCIALISTE DU MOBILIER BUREAU DIRECTION

59-61, rue La Fayette, 75009 Paris
Tél. 285-42-41. Métro Cadet.
Parking gratuit.

INSEAD

Institut Européen d'Administration des Affaires

A travers ses programmes de perfectionnement, l'INSEAD, l'école internationale de gestion, donne aux dirigeants et aux cadres supérieurs l'occasion de remettre en cause et de développer leurs connaissances ainsi que d'appréhender plus efficacement les nouvelles réalités.
S'adressant aux besoins des hommes et des femmes qui travaillent au sein d'organisations ayant une activité internationale importante, l'INSEAD propose en 1983 trois programmes qui prennent en compte les intérêts de personnes à des niveaux hiérarchiques différents :

PROGRAMME DE GESTION GÉNÉRALE POUR DIRIGEANTS - 3-29 juillet 1983
Un programme de 4 semaines destiné à renforcer la capacité des dirigeants à assumer les responsabilités de gestion générale et de stratégie de l'entreprise dans un contexte international.
Code AMPF

PROGRAMME INTERNATIONAL DE GESTION GÉNÉRALE
23 octobre - 9 décembre 1983
Un programme de 7 semaines intensives qui prépare les cadres supérieurs, qui ont surtout exercé des responsabilités fonctionnelles, à des postes de plus haute responsabilité au niveau de département, de division et de direction de filiale, etc.
Code PIGG

PROGRAMME POUR JEUNES MANAGERS
12 juin - 1er juillet 1983
Un nouveau programme de 3 semaines destiné à élargir la perspective de managers à haut potentiel mais relativement jeunes (de 28 à 35 ans), qui ont déjà réalisé des performances excellentes.
Code YMPF

INSEAD

Pour une information détaillée, veuillez contacter :
Philip Marchand ou Sylvie Allard
INSEAD - Education Continue
F-77305 Fontainebleau Cedex
Tél. : (6) 422.48.27 - Télex : 690 389 F

Pour recevoir une documentation détaillée, veuillez cocher les cases pour les codes indiqués
AMPF ☐ PIGG ☐ YMPF ☐
Nom ....
Titre ....
Société ....
Adresse ....
....
Téléphone .... Réf. : LM283

« Une guerre commerciale avec les États-Unis ne profiterait qu'à l'Union soviétique »

déclare le ministre britannique de l'agriculture

De passage à Paris, le ministre britannique de l'agriculture, M. Peter Walker, a souhaité que les Etats-Unis et la Communauté aboutissent à un accord dans le domaine du commerce international des denrées alimentaires. *« Une guerre commerciale entre les Etats-Unis et la C.E.E. serait la pire des choses et ne profiterait qu'à l'Union soviétique »*, a notamment déclaré lundi 14 février M. Walker. *« La vente américaine de céréales à l'Egypte à des prix subventionnés est regrettable*, a-t-il ajouté, *mais néanmoins la négociation avec les Etats-Unis doit aboutir. Si nous n'aboutissons pas à un accord et que les Etats-Unis s'engagent dans une politique de dumping, ils provoqueront en retour le dumping de la C.E.E., ce qui signifiera un accroissement très onéreux du coût de la politique agricole commune, comme des subventions du budget américain. »*

D'autre part, le ministre britannique a estimé que la prochaine hausse des prix agricoles européens devait être inférieure aux propositions de la Commission, *« car l'année 1982 a été particulièrement bonne »*.

La position britannique en matière de budget agricole dans la Communauté est constante : Londres estime que la C.E.E. dépense trop pour soutenir des productions excédentaires à exporter le plus souvent vers les pays de l'Est, Union soviétique surtout. Or l'opinion britannique est particulièrement hostile au fait que les contribuables européens puissent nourrir le peuple soviétique. M. Walker est d'autant plus partisan d'un accord commercial avec les Etats-Unis que l'exportation des denrées agricoles européennes n'est pas pour Londres un axe de développement de la Communauté.

● **La C.G.T. a vivement critiqué la politique menée par les deux compagnies pétrolières françaises (Elf et la C.F.P.).** Au cours d'une conférence de presse tenue le 14 février, M. Gilbert Chaulier, secrétaire de la Fédération des industries chimiques C.G.T. a reproché aux directions des deux groupes d'avoir une *« politique identique à celle des sept majors »* en étant avant tout *« intéressés par les mouvements spéculatifs »*. Ces compagnies entendent *« se désengager des activités de raffinage en France »*, a-t-il ajouté, précisant qu'*« une stratégie de repli »* dans la pétrochimie, qui concerne huit cent vingt mille emplois, aurait *« des conséquences catastrophiques tant du point de vue social que de celui de l'indépendance nationale »*.

RECTIFICATIF. – C'est par erreur que nous avons écrit, dans le « chapeau » de présentation de l'article d'Isabelle Vichniac (*le Monde* du 15 février) que les grandes sociétés resserrent leur contrôle du marché « national » de l'alcool. Il s'agit du marché *mondial*, ainsi que le titre et l'article le soulignaient.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	6,7925	6,7950	+ 185	+ 215	+ 430	+ 460	+ 1210	+ 1285
$ can.	5,5590	5,5690	+ 135	+ 150	+ 295	+ 345	+ 910	+ 1000
Yen (100)	2,9160	2,9200	+ 130	+ 140	+ 280	+ 300	+ 900	+ 940
DM	2,8340	2,8350	+ 140	+ 165	+ 325	+ 355	+ 1010	+ 1070
Florin	2,5660	2,5680	+ 145	+ 150	+ 330	+ 340	+ 1010	+ 1045
F.B. (100)	14,4030	14,4150	– 165	– 40	– 360	– 175	– 980	– 610
F.S.	3,4170	3,4190	+ 260	+ 285	+ 560	+ 600	+ 1615	+ 1690
L (1 000)	4,9226	4,9300	– 360	– 250	– 760	– 630	– 2100	– 1930
£	10,5050	10,5150	+ 89	+ 140	+ 285	+ 380	+ 1135	+ 1305

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 5/8	9	8 3/4	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
DM	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8
Florin	4 5/8	5 1/8	4 11/16	5 1/16	4 11/16	5 1/16	4 3/4	5 1/8
F.B. (100)	10 3/4	12 1/4	13	14 1/2	13 1/4	14 3/4	13 1/2	14 3/4
F.S.	3/8	1 1/8	2 5/16	2 11/16	2 7/16	2 13/16	3 1/4	3 5/8
L (1 000)	16 3/4	18 1/2	19 3/4	21 3/4	21	22 1/2	21 1/2	22 3/4
£	11 1/4	16 1/4	11 1/4	11 5/8	11	11 3/8	10 11/16	11 1/16
F. franç.	14 3/4	16 1/4	21 1/4	22 3/4	23 1/4	24 1/4	21 1/4	22 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

LES PRÉVISIONS DE L'INSEE

Le déficit du commerce extérieur pourrait revenir à moins de 5 milliards de francs par mois

L'investissement privé continuera de fléchir

Réduction du déficit du commerce extérieur, légère baisse de la production industrielle, évolution modérée des prix : l'INSEE vient de publier son analyse *« de la situation et des perspectives de l'économie française »*. Celle-ci confirme le diagnostic fait en décembre, et qui prévoyait une stagnation de l'activité industrielle pendant le premier semestre 1983 (*le Monde* du 22 décembre 1982).

« Le maintien de la demande des ménages sur une tendance de croissance lente, un environnement extérieur plus favorable et une évolution modérée des prix rendent peu probables à la fois le risque d'un mouvement récessif très marqué et celui d'un dérapage inflationniste », écrit l'INSEE.

En ce qui concerne les prix de détail, l'INSEE note : *« Compte tenu de l'encadrement strict des prix à la sortie du blocage, les prévisions font état d'évolutions modérées sur le premier semestre. (...) La baisse du prix du pétrole, la baisse du dollar au mois de janvier et des évolutions plus faibles des prix alimentaires iraient dans ce sens. La prévision actuelle est inférieure à 5 % sur le semestre, y compris l'impact de la vignette sur les tabacs et les alcools. »*

L'INSEE ajoute : *« La demande des entreprises devrait rester très médiocre, la contribution des stocks demeurant légèrement négative et l'investissement du secteur privé poursuivant sa baisse.*

» Bien que la demande mondiale reste toujours plate au début 1983, le solde extérieur devrait bénéficier d'un environnement plus favorable en raison des perspectives de baisse du prix du pétrole, sinon du dollar. Le taux de couverture en volume (...) devrait poursuivre sa remontée à la faveur de la baisse de la demande de produits manufacturés. Au total, le déficit mensuel descendrait progressivement au-dessous de 5 milliards de francs. »

Rappelons que, dans sa dernière note de conjoncture (décembre 1982), l'INSEE prévoyait une remontée du chômage. *« Au cours du premier semestre 1983*, écrivait-il, *le nombre des demandeurs d'emploi devrait à nouveau connaître une progression. Il pourrait atteindre fin juin un niveau de l'ordre de 2 150 000 en données corrigées des variations saisonnières. »* Cette prévision reste valable, semble-t-il, puisque l'analyse faite en février par l'INSEE reste fondamentalement la même.

STABILISATION DU CHOMAGE

Analysant l'évolution du chômage en France au cours de l'année 1982, l'INSEE conclut à une stabilisation plutôt qu'à une diminution. Cette conclusion, que l'Institut qualifie de *« provisoire »*, s'appuie sur le fait que la baisse du nombre des demandes d'emploi observée en fin d'année est due, pour l'essentiel, *« à l'augmentation des embauches réalisées dans le cadre des contrats de solidarité, à l'ouverture des stages de formation pour les jeunes de seize à dix-sept ans, à l'opération dite « chômeurs de longue durée » par laquelle l'ANPE a examiné la situation des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an »*.

Dans ce dernier cas, on a assisté à un nombre de radiations plus importantes que dans le passé, de l'ordre de vingt mille à trente mille personnes. *« On est donc tenté de penser*, note l'INSEE, *que, sans elles, le nombre des demandeurs d'emploi n'aurait guère diminué au second semestre, en tout cas, que la chute des deux derniers mois de l'année n'aurait pas été observée. »*

ÉNERGIE

Deux compagnies pétrolières américaines baissent à nouveau leurs prix

Deux compagnies américaines, Texaco et Phillips Petroleum, ont abaissé à nouveau, *lundi 14 février*, de 1 dollar par baril leur prix d'achat du brut domestique produit aux *Etats-Unis*. Elles devraient être suivies par d'autres sociétés. Cette décision, qui intervient moins de deux semaines après un mouvement de même ampleur appliqué par l'ensemble des compagnies américaines, ramène le prix de la qualité de référence moyenne « Texas intermediary » à 30 dollars par baril (1), contre 32 dollars avant l'échec, le 25 janvier, de la dernière conférence de l'OPEP. Depuis cette date, l'anticipation d'une baisse générale des prix officiels, annoncée par les États du Golfe comme inévitable, a provoqué une baisse des cours sur le marché libre et un déstockage très important des compagnies qui a réduit d'autant la demande de pétrole.

La diminution des prix sur le marché libre s'est toutefois stabilisée la semaine passée, la décote atteignant *environ 2 dollars par baril pour les « bruts »* les plus *« sensibles »*, les pétroles de la mer du Nord, dont le prix *atteint* environ *29 dollars par* baril contre 31 dollars par baril à la mi-janvier.

La nouvelle baisse des prix sur le marché américain risque d'accentuer les pressions qui s'exercent sur les pétroles de la mer du Nord, avec lesquels ils sont en concurrence directe, et de placer les autorités britanniques dans une situation très difficile. La BNOC, compagnie nationale britannique, *n'a toujours* pas en effet réduit le prix officiel de ses bruts, 33,50 dollars par baril, ne voulant pas apparaître comme responsable des baisses en cascade qui pourraient s'ensuivre. Cette situation contraint toutefois la compagnie à écouler la majeure partie de ses pétroles sur le « marché libre » – faute d'acheteurs au prix officiel – à des prix inférieurs de 4,5 dollars par baril à celui sur la base duquel elle l'achète aux compagnies productrices de la mer du Nord. Selon le *Financial Times*, la détermination britannique à résister à la baisse des prix serait toutefois moins forte depuis que l'Arabie Saoudite a publiquement déclaré qu'une diminution des prix – officiels – était la *« seule issue »* et que les rabais se multiplient partout, les prix officiels étant de moins en moins respectés. Le quotidien britannique estime que la BNOC pourrait annoncer à la fin de la semaine une diminution de ses tarifs rétroactive au 1er février.

(1) 1 baril = 159 litres.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

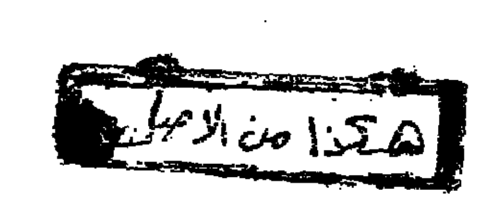
Par voie aérienne
Tarif sur demande.

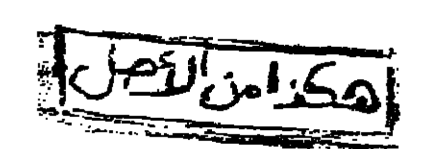
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





AFFAIRES

Les inquiétudes de l'industrie américaine

(Suite de la première page.)

Les équipements devraient venir pour égale partie des Etats-Unis et du Japon, mais Toyota fournira les *parties essentielles que sont le moteur* et la transmission. Cet accord donnera du travail à 3 000 personnes aux *Etats-Unis dans* un premier temps et jusqu'à 12 000 emplois, ce qui explique que le Syndicat des travailleurs de l'automobile ne s'y soit pas opposé. Commercialisée sous la marque « *T-Car* », cette automobile, dérivée de la Corolla de Toyota, sera distribuée exclusivement par Chevrolet.

A la veille de la venue du président Carter à Tokyo en 1980, Toyota avait annoncé être sur le point de s'associer à Ford pour monter un véhicule aux État-Unis. Peu après, la négociation échouait.

Avec la crise, depuis deux ans, bien des choses ont changé, ce qui explique que la firme japonaise recherche un accord avec General Motors. Le protectionnisme américain notamment n'a cessé de se renforcer. En mai 1981, les Japonais ont été contraints d'accepter un accord d'autolimitation pour trois ans. Ils sont censés ne pas exporter vers les État-Unis plus de 1,68 million de véhicules chaque année.

Encore cela ne suffit-il pas à certains membres du Congrès car, avec la contraction du marché américain, la part des automobiles nippones est passée de 17 % à 22 %. Il ne manque donc pas d'hommes politiques pour réclamer un retour des Japonais à cette norme de 17 %.

Sous l'impulsion de la puissante Union des travailleurs de l'automobile (U.A.W.), le Congrès a en outre *lancé une autre machine* de guerre contre les constructeurs japonais avec un texte qui, s'il était défi*nitivement adopté, obligerait les voitures* vendues aux État-Unis à contenir au moins 50 % d'équipe*ments américains.*

Tokyo a beau refuser de prolonger l'accord d'autolimitation au-delà des trois années initialement prévues – les Américains cherchant déjà à obtenir une année de plus, d'avril 1984 à mars 1985 – dans un monde en crise, il n'y a pas grand-chose à faire contre le protectionnisme renaissant. Bloqués sur la plupart des marchés traditionnels qui croissent faiblement, les Japonais ne peuvent se priver d'un marché américain qui absorbe plus du tiers de leurs exportations.

Tourner les barrières en construisant en Californie 200 000 véhicules par an justifie déjà pour Toyota cet accord avec General Motors. Mais ce n'est pas la seule raison.

Si l'affaiblissement du dollar se poursuit, les constructeurs japonais – au premier rang desquels Toyota – savent que leur marge va en être affectée. Une étude de l'hebdomadaire britannique *The Economist* du 5 février démontre l'importance des taux de change pour les exportations d'automobiles (un phénomène que Peugeot et Renault connaissent bien). Quand le yen se raffermit au regard de la devise américaine et passe de 249 yens pour un dollar – cours moyens de 1982 – à 225 yens, la marge moyenne des constructeurs japonais est réduite de l'ordre de 750 dollars par véhicule. D'où l'intérêt de se prémunir contre un déclin du dollar par une production aux Etats-Unis.

La crainte de Chrysler

Pour Toyota, il s'agit enfin de changer de stratégie. Le numéro un *mondial qu'est General Motors* n'est pas resté inactif face à la concurrence japonaise. Entre 1980 et 1984, *G. M. aura investi 40 milliards* de dollars pour relever le défi nippon et l'usine de Saragosse en Espagne n'a *rien à envier aux usines japonaises* en matière d'automatisation. Toyota au contraire, sûr de son avenir – avec des *bénéfices de 1,3 milliard de* dollars en 1982, année de crise, – ne s'est pratiquement pas implanté à l'étranger (*contrairement à son* principal concurrent intérieur Nissan) ; il n'a pas non plus signé d'accord de coopération avec des *sociétés étrangères* comme l'ont fait par exemple Isuzu et Suzuki dont General Motors détient respectivement 34,2 % et 5,3 % des parts, comme encore Mitsubishi avec Chrysler et Toyo Xogyo avec Ford. Dans un monde moins ouvert, le premier constructeur nippon apparaît alors fragile. La coproduction d'un véhicule aux Etats-Unis marque donc pour Toyota un changement stratégique aussi important qu'indispensable.

Cela dit, General Motors y trouve son intérêt : il va pouvoir ajouter à *sa gamme, pour un investissement* faible, un véhicule de moyenne puissance (une « *petite* » américaine). *Quand on sait qu'il a fallu 5 mil*liards de dollars pour lancer les petites J cars, qui n'ont été qu'un *demi-succès, on comprend mieux la* stratégie de G.M.

D'autant qu'au contact des ingénieurs de Toyota, le constructeur américain espère bien brûler les étapes dans l'acquisition du « *savoir faire* » japonais pour les petites voitures, un domaine où les ingénieurs de Detroit reconnaissent avoir du retard. Si les Américains ont fait d'importants gains de productivité ces dernières années, à puissance égale leurs modèles ont encore un prix de revient supérieur de l'ordre de 1 000 dollars aux modèles japonais.

Une telle alliance des premier et troisième constructeurs mondiaux, qui détiennent sur leur propre marché respectivement 45 % et 40 % des parts, n'est évidemment pas sans inquiéter leurs concurrents. A en croire la revue américaine spécialisée *Automotive News* du 7 février, Ford aurait déjà fait connaître sa « *préoccupation* » à la Federal Trade Commission (F.T.C.) et l'on murmure que Chrysler envisagerait une action contre cette *filiale* commune.

Dès que l'accord a été connu, le président de Chrysler, M. Lee Iacolla, a d'ailleurs déclaré que ce projet mettait *le « marché mondial entre les mains de deux compagnies qui, réunies, couvrent déjà 25 % des ventes »*. « *Ce projet est dangereux pour les ouvriers américains*, a-t-il ajouté, *car il vise à remplacer des voitures entièrement construites aux Etats-Unis par des modèles qui seront au moins pour moitié étrangers.* »

Au-delà de l'inquiétude légitime que peuvent nourrir Ford, Chrysler – qui est en train de se redresser après une longue période difficile, – mais aussi Nissan, dont l'implantation dans le Tennessee est beaucoup plus coûteuse, voire Renault et Volkswagen, on peut être sûr que les deux firmes se sont garanties contre toute enquête de la F.T.C. Chez Toyota, on affirme qu'« *il n'est pas question d'établir quelque autre forme de coopération que ce soit* », et G. M. rappelle que *l'« accord tombera automatiquement au terme des douze années* ».

Pour symbolique que soit ce rapprochement de grandes manœuvres qui, dans l'automobile, sont loin d'être achevées, sans doute ne faut-il *pas le surévaluer en y voyant un* quelconque partage du monde par ces deux géants. Au moins dans *l'état* actuel de leur coopération. *Un* porte-parole de la firme japonaise a affirmé, le 14 février, que cet accord « *permettra à G.M. d'épargner un milliard de dollars de recherches sur une petite voiture, tandis que Toyota économisera près de 1,25 milliard de dollars en utilisant l'usine de Fremont* ». Voilà déjà en soi une bonne justification.

BRUNO DETHOMAS.

L'impératif du redéploiement

De notre correspondant

Tokyo. – Très nettement avantagé, par rapport aux contructeurs occidentaux, par la qualité, la discipline et le coût de la main-d'œuvre japonaise, Toyota avait toujours préféré pousser sa politique d'exportation au maximum. Le risque en était de provoquer des réactions protectionnistes. L'avantage est que l'on négocie les concessions à partir d'un plafond élevé : c'est ce qui s'est passé avec les Etats-Unis pour les automobiles. Et ce qui se passe actuellement pour les magnétoscopes avec l'Europe.

En 1982, l'impératif d'un redéploiement devint de plus en plus pressant, tout particulièrement sur le marché américain. D'une part, sous la pression des Etats-Unis en proie à la récession et au chômage, et malgré l'opposition farouche des constructeurs nippons, le gouvernement japonais avait accepté, au printemps 1981, de limiter pour trois ans les exportations de voitures particulières vers le marché américain à un million six cent quatre-vingt mille par an. Malgré cela, les projets de loi protectionnistes se sont multipliés au Congrès et demeurent une menace constante. D'autre part, en tardant, Toyota risquait de voir ses principaux rivaux japonais et européens multiplier à ses dépens les alliances multinationales avec des constructeurs américains. Enfin, du fait des barrières et de la récession prolongée sur les marchés occidentaux, les exportations de véhicules japonais ont baissé, en 1982, pour la première fois depuis vingt-cinq ans. Elles ont été, l'an dernier, de cinq millions six cent mille (5,6), soit une chute globale de 7,6 % et de 8,6 % sur le marché américain, qui absorbe près de 40 % du total des exportations automobiles japonaises.

Pour toutes ces raisons, Toyota a dû, bon gré mal gré, se résoudre à l'américanisation de sa production. Cela lui coûte, sans doute, car : 1) le numéro un japonais n'est pas ici demandeur de technologie ; 2) le coût horaire de la main-d'œuvre est près du double aux Etats-Unis de ce qu'il est au Japon et les problèmes syndicaux sont d'une tout autre dimension ; 3) certains constructeurs américains estiment que l'accord entre les deux grands mondiaux contrevient à la loi anti-monopole.

Les négociations avaient buté, ces derniers mois, sur deux problèmes. Il s'agissait, en premier lieu, d'estimer la valeur de l'usine General Motors de Fremont (Californie) pour définir la part respective des investissements dans une opération estimée à quelque 300 millions de dollars. Il fallait ensuite s'entendre sur le montant des royalties que versera General Motors à Toyota, la voiture produite, la Corolla, étant de conception japonaise.

D'autre part, pour promouvoir ses ventes à crédit aux Etats-Unis, Toyota envisage de s'associer avec la Bank of America. Enfin, l'accord intervient alors que la cour de justice de Los Angeles, agissant pour le compte du fisc américain, réclame des éclaircissements à Toyota, Nissan et Honda sur leurs opérations aux Etats-Unis. Les trois firmes sont soupçonnées d'avoir déclaré aux Etats-Unis des coûts de production, des prix et des revenus inférieurs à la réalité entre 1975 et 1978. Toyota refuse d'obtempérer, affirmant que les documents demandés relèvent du secret des techniques de production couvert par la convention fiscale américano-japonaise.

R.-P. PARINGAUX.

EN 1982

L'activité aurait progressé de 1,5 % à 2 %

Le commerce aura finalement bien résisté aux effets de la crise économique. Selon les résultats provisoires pour 1982 que vient de déposer la Commission des comptes commerciaux de la nation, l'activité commerciale s'est accrue en France, l'an dernier, entre 1,5 % et 2 % en volume, par rapport à 1981. Le chiffre d'affaires serait de l'ordre de 980 milliards de francs (+ 13 %).

La progression de la demande s'explique en grande partie par la relance de la consommation décidée durant l'été et l'automne de 1981 par le gouvernement. C'est en effet au cours du premier semestre de 1982 que les ventes ont le plus progressé. Durant le second semestre, elles ont stagné ; c'était, il est vrai, la période au cours de laquelle les prix – et les revenus – ont été bloqués durant quatre mois.

Ce sont les commerces de produits non alimentaires qui ont bénéficié, principalement de la croissance des dépenses des ménages (+ 3 % en volume) ; plus particulièrement l'habillement et les articles électroménagers.

Le bilan de l'année pour les ventes dans les commerces (*gros et* détail) de produits alimentaires est comparable à ce qu'il fut en 1981. *Cependant*, les résultats *ont été fort* différents selon le type d'entreprises. Ainsi, dans l'alimentation générale, la part des « *grandes surfaces* » (hyper et supermarchés) s'est accrue l'an dernier au même rythme qu'en 1981. *Elles ont gagné* 2 points de parts de marché atteignant 31,8 % des ventes totales du secteur (*29,9 % en 1981*). *Cette augmentation* s'est faite au détriment, pour l'essentiel, des petites surfaces d'alimentation générale, succursalistes ou indépendantes, et plus spécifiquement des commerces de boucherie.

La Commission des comptes commerciaux ne peut pour le moment, faute d'éléments statistiques officiels, analyser la situation financière des entreprises. Elle note cependant que les difficultés financières se sont stabilisées au niveau élevé de 1981, notamment pour le commerce de gros.

La bonne activité du commerce a permis l'embauche de dix-neuf mille salariés (+ 1 %), la presque totalité d'entre eux (dix-huit mille) ayant été engagés par des entreprises de commerce de détail.

SAINT-GOBAIN SIGNE SON CONTRAT DE PLAN AVEC L'ÉTAT

Sorti de l'informatique, Saint-Gobain « *recherchera une diversification de nature à compléter la gamme de ses activités* », a annoncé le ministre de la recherche et de l'industrie en signant, *lundi 14 février*, le contrat de plan de l'entreprise. En 1983, l'augmentation prévue des *quasi-fonds propres de 750 millions* de francs, se fera pour l'essentiel sous forme d'émission de titres participatifs, *dont la formule* de rémunération est toujours à l'étude conjointement avec les pouvoirs publics. Ils permettront de porter l'investissement à hauteur de 3 milliards de francs et d'accroître les dépenses de recherche en direction notamment des nouveaux matériaux et des économies d'énergie.

Aux Etats-Unis

FAILLITE D'UNE BANQUE DU TENNESSEE

(De notre correspondante.)

New-York. – La United American Bank de Knoxville, dans le Tennessee, déclarée en *faillite*, a été fermée lundi 14 février, et ses dépôts ont été garantis par la Federal Deposit Insurance Corp. (F.D.I.C.), organisme d'assurance contrôlé par l'État fédéral. Le F.D.I.C. a annoncé qu'il avait reçu des propositions de reprise par une autre banque, et que la United American pourrait réouvrir ses guichets mardi 15 février.

Avec 760 *millions* de dollars de capital, 590 millions de dollars de dépôts, et son orgueilleux gratte-ciel de verre, United était le fleuron d'une trentaine d'établissements du Tennessee et du Kentucky contrôlés par M. Jack Butcher et son frère.

Le passif serait de l'ordre de 50 à 100 millions de dollars, bien supérieur aux 2 *millions 300 000* dollars avoués par son président, le très entreprenant Jack Butcher, deux fois candidat gouverneur de l'Etat, ami de M. Bert Lance, le directeur du budget du président Carter qu'un *scandale financier devait forcer* à démissionner, et auquel M. Butcher avait prêté des sommes importantes.

On estime, pourtant, à Knoxville, que la faillite de la United est surtout liée aux imprudences de M. Butcher et aux inimitiés que son comportement arrogant et son style de vie lui ont attirées dans la communauté financière de la région.

Cette faillite est la quatrième plus importante faillite depuis la guerre, et la quarante-deuxième depuis un an. – N. B.

ENTENDRE ET ECOUTER, CE N'EST PAS LA MÊME CHOSE.

Nous avons presque tous une bonne oreille.

Comment se fait-il alors que nous écoutions si mal? Au point que notre taux d'écoute moyen ne dépasse pas 25%…

Il faut croire qu'entendre et écouter sont deux choses bien différentes.

Ce que nous entendons, nous devons l'interpréter, puis l'évaluer, et enfin réagir. C'est ce qui s'appelle l'écoute.

Au cours de ce processus complexe, nous rencontrons un grand nombre d'écueils.

Par exemple: nous jugeons – et souvent mal – un orateur d'après sa diction ou son apparence.

Les paroles de nos interlocuteurs sont déformées par nos idées, notre émotivité et nos préjugés.



1. PERCEPTION



2. INTERPRETATION



3. EVALUATION



4. REACTION

Nous laissons de côté délibérément les sujets que nous trouvons trop difficiles ou inintéressants.

Et comme notre cerveau travaille quatre fois plus vite que nous ne parlons, nous avons tendance à être distraits.

Pourtant, bien que l'écoute soit une technique de communication difficile, elle ne nous a jamais été enseignée.

Chez Sperry, l'une des plus grandes sociétés du monde avec 80.000 employés, nous ne pouvons nous permettre une mauvaise écoute.

Aussi, avons-nous mis au point des programmes complets à l'usage de tout le personnel de nos Divisions dans le monde.

Commerciaux, ingénieurs et jusqu'au Président.

Nous sommes convaincus qu'une bonne écoute apporte une dimension nouvelle aux services que nous offrons à nos clients. Et vous le serez aussi, quand vous parlerez à quelqu'un de chez Sperry.

Il n'y a rien de tel qu'une oreille vraiment attentive.



POUR NOUS, L'IMPORTANT EST DE SAVOIR ECOUTER.

© Sperry 1983. Pour recevoir un livret sur la bonne façon d'écouter, écrire à Sperry S.A., Dept MD17, 19 Rue François 1er 75008 Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Energie.
Le Prix de vos idées.

Vos idées ont un Prix. Le "Prix pour l'Energie" que la Société Générale a créé pour récompenser, chaque année, la meilleure initiative ayant pour effet d'améliorer la situation énergétique française.

Que vous soyez inventeur, ingénieur, chercheur, travaillant seul ou en équipe, au sein d'une PMI ou d'une grande entreprise, vous pouvez concourir.

Le "Prix pour l'Energie" de la Société Générale est doté de 250.000 francs par an, auxquels peuvent s'ajouter des prix d'encouragement.

Vous pensez que vos idées valent un Prix? Alors n'hésitez pas à envoyer, avant le 15 avril 1983, un dossier complet présentant vos idées, vos initiatives, vos réalisations.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Prix de la Société Générale pour l'Energie
29, bd Haussmann 75009 PARIS
Tél. : (1) 298.36.23

SOCIAL

LA RETRAITE A SOIXANTE ANS

Syndicats et patronat ont entamé de nouvelles négociations sur les carrières courtes et les « partis »

Syndicats et patronat ont entamé, lundi 14 février, une nouvelle négociation sur la retraite à soixante ans.

Après l'accord du 4 février sur le droit à la retraite complémentaire au taux plein lorsque le candidat au repos a 37,5 années de cotisation, les partenaires sociaux doivent tenter de dégager un accord sur les « partis » – les travailleurs qui ont 37,5 années de cotisation mais ne sont plus salariés, à cinquante-neuf ans – ainsi que sur les carrières courtes, les personnes qui n'ont pas cotisé 37,5 années.

La C.F.D.T. a demandé que les mères de famille bénéficient, par enfant, de trois années de cotisations validées gratuitement. La C.G.T. a réclamé deux années par enfant et trois pour un enfant handicapé. Tous les syndicats ont proposé que pour les « partis » – environ trois cent mille personnes – la retraite au taux plein – et non pas avec un abattement de 22 % – soit accordée, c'est-à-dire qu'ils soient alignés sur l'accord du 4 février. Le coût de cette dernière mesure continue à provoquer un débat : il serait de 500 millions de francs sur quatre à cinq ans, selon F.O., mais de 5 milliards de francs, selon le C.N.P.F. Au cours des discussions, F.O. a d'autre part souhaité l'harmonisation des régimes complémentaires et demandé des prévisions sur le statut juridique de la structure financière qui assurera le financement à la fois de la garantie de ressources et de la retraite complémentaire de soixante à soixante-cinq ans.

Le C.N.P.F. doit répondre à toutes ces questions, lors d'une prochaine réunion, le 24 février, une troisième séance étant prévue le 11 mars.

Les cadres C.G.T. : une autre négociation

Au cours d'une conférence de presse, lundi 14 février, l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T. (U.G.I.C.T.) a annoncé qu'« *elle avait décidé de s'adresser au C.N.P.F. pour que des négociations soient ouvertes dans les meilleurs délais* » afin de valider, pour les cadres, les cinq années de cotisation perdues entre soixante et soixante-cinq ans. L'U.G.I.C.T. qui, d'autre part, se félicité de l'accord du 4 février, estime qu' « *on peut assurer à soixante ans le même taux garanti aujourd'hui à soixante-cinq ans* ». Pour financer cette mesure, l'U.G.I.C.T. propose « *une participation des cadres de 0,2 % sur la totalité de leur salaire* » (soit environ 30 F par mois).

Les craintes de l'effet Renault

(Suite de la première page.)

Pour la firme automobile, il est normal – et conforme aux orientations gouvernementales – que l'évolution en niveau favorise les bas salaires. Mais en masse, souligne-t-on, il n'y a pas de dérapages, celle-ci devant progresser en deux ans chez Renault de 21,7 % du 1er janvier 1982 au 31 décembre 1983, alors que la norme gouvernementale était de 21,6 %. Un dixième de trop...

Pour le C.N.P.F., qui a réuni ses *fédérations professionnelles* le 4 février, on risque d'assister à des dérapages en chaîne en 1983, « l'exemple » venant du secteur nationalisé.

L'organisation patronale, qui note une recrudescence des actions de la C.G.T. depuis deux mois, qui sont autant de coups de canif à la politique gouvernementale, affirme que seuls vingt-deux accords salariaux de branches (quatre-vingt-huit selon M. Auroux) ont été signés en 1982, douze seulement portant sur 1982 et 1983.

Si globalement les branches et les entreprises ont « *tenu bon* » en 1982, se conformant généralement, à quelque exception près, aux orientations du gouvernement, l'incertitude apparaît quasi totale pour 1983, de nouveaux « *dérapages* » dans le secteur nationalisé rendant la résistance du secteur privé plus aléatoire. Or, en février et mars, des négociations doivent s'ouvrir dans plusieurs branches, comme la chimie, le pétrole, la viande, les armateurs.

Face à une telle situation, le C.N.P.F. a recommandé à ses fédérations de s'en tenir aux objectifs initiaux du gouvernement (8 % de hausse des salaires en 1983) et donc de bien « *encadrer* » les entreprises pour éviter une mise en cause de la politique anti-inflation.

Mais une deuxième inquiétude alimente les préoccupations du C.N.P.F. La loi Auroux du 13 novembre 1982 impose aux entreprises ayant des sections syndicales une obligation annuelle de négocier les salaires. Le patronat espérait que cette obligation ne s'imposerait qu'en 1984, c'est-à-dire après le dispositif d'encadrement salarial. Or, elle joue dès cette année. Il craint donc qu'apparaisse sur les salaires une « *double négociation* » dans les branches et dans les entreprises, ces dernières étant alors tentées de se donner une marge de manœuvre maximale.

Pour M. Chotard, « *c'est la négociation par branche qui doit avoir la priorité* ». Si les accords de branches « *devaient perdre de leur importance, des disparités très grandes seraient constatées d'entreprise à entreprise et, dans certaines d'entre elles, la protection sociale irait s'amenuisant, ce qui n'est évidemment pas souhaitable.* »

Autant dire que, sur les salaires, de sérieuses parties de bras de fer patronat-syndicats (C.G.T. surtout) se profilent.

MICHEL NOBLECOURT.

CADRES ! Retraite à 60 ans au rabais après le 1er avril 1983 !
Ressources potentielles réduites de 70 % du salaire d'activité à 55,50 %... et moins.
Bien loin de nous représenter tous, les « cinq grands » syndicaux ont ainsi sacrifié nos intérêts pour des années, ce 4 février 1983.
CADRES, syndiqués ou non, de toutes obédiences, réfléchissons ensemble pour agir contre cette iniquité.
COORDINATION INITIATIVES : **MARTIAL**
ADHÉRENT AGIRC – 90, rue de Paris (B 96)
93100 MONTREUIL – 287-01-10, après 19 h 30

● **Le nombre des chômeurs en Espagne** s'est élevé en janvier à 2 195 631, en augmentation de 44 684 par rapport au mois de décembre. Le chômage représente 16,9 % de la population active contre 16,5 % (14,5 % en septembre).

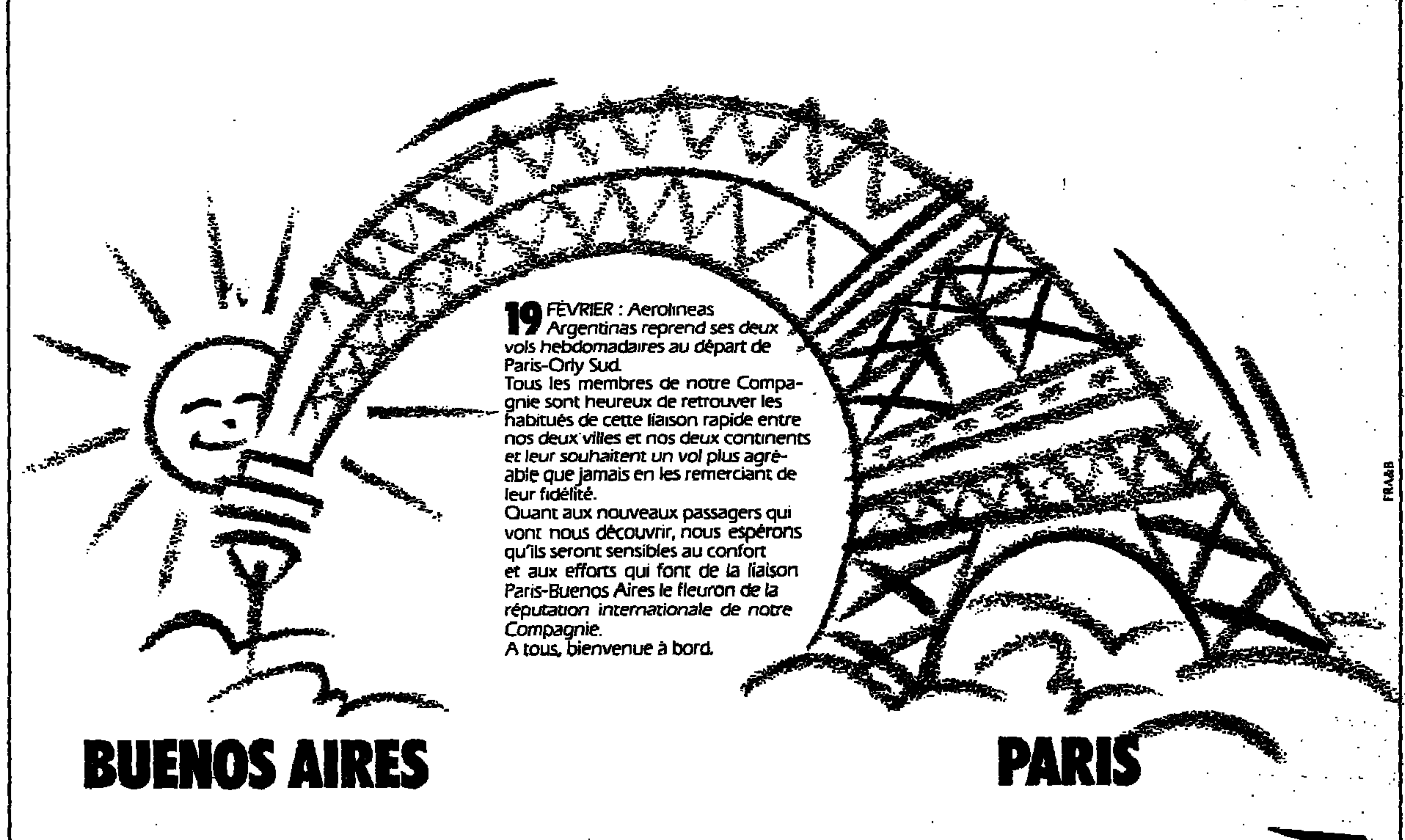
● **Au Venezuela, la raffinerie d'Amuay, dans la péninsule de Paraguana, est l'une des usines les plus importantes du monde,** avec une capacité totale de traitement de 630 0000 barils par jour de pétrole lourd. Inaugurée le 10 février par le président du Venezuela, elle a coûté 1,2 milliard de dollars et sa construction a duré six ans. Elle traitera dans un premier temps 450 000 barils par jour et devrait permettre d'accroître les revenus pétroliers du pays de 465 à 580 millions de dollars par an. – *(A.F.P.)*

(Publicité)

ENERGOPROJEKT CO

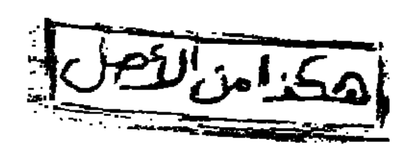
Izgradnja, oour oprema, novi Beograd, Yugoslavia, advise in official gazette S.F.R.J. № 5 of Feb. 4, 1983 an international tender for supply and erection of technological, mechanical and electrical equipment, being forseen for water treatment plant – Makis-Beograd, capacity 2 m³ /sec. of clean water, all in accordance with tender documents available at Energoprojekt Co., novi Beograd, bulevar Lenjina 12, Yugoslavia. For further information please contact through telex 11181 energo Yu. Tender documents in English language, consisting of 16 volumes, may be obtained against payment of us dlrs. 1,500.00".

19 FEVRIER 1983.
RETROUVAILLES D'UNE GRANDE LIAISON.



DÉPART PARIS : JEUDI 19 H 10 - SAMEDI 19 H 10.

AEROLINEAS ARGENTINAS
77, CHAMPS-ELYSÉES 75008 PARIS. Tél. 359.02.96/225.31.66.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 février

Bien disposée
Repli des mines d'or

Poursuivant sa lente montée, la Bourse de Paris s'est, encore, montrée bien disposée lundi 14 février, ajoutant 0,6 % aux gains précédents.

Certes, le volume global des transactions est resté assez réduit, mais une certaine animation a continué de régner sur les titres déjà recherchés la semaine dernière : L'Oréal, à nouveau au plus haut, Thomson-C.S.F., Havas, Hachette, Moteurs Leroy-Somer.

D'autres centres d'intérêt sont apparus, notamment Source Perrier, Promodès, Damart-Serviposte, le Printemps, Moulinex, en nette reprise. Le Club Méditerranée a amorcé un redressement après l'annonce du règlement du conflit qui l'opposait à son personnel marocain. Quelques baisses également : Signaux Guyenne et Gascogne, Europe Nº 1.

Aucun élément nouveau n'est à relever en ce début de semaine, à ceci près que les gérants de portefeuille sont toujours à la recherche des « oiseaux rares » capables d'effectuer des performances en 1983, et que les opérations de liquidation mensuelle commenceront jeudi prochain avec la réponse des primes : pour l'instant, cette liquidation est gagnante d'environ 4 %, après l'avance de 8 % enregistrée en janvier.

Aux valeurs étrangères, avance des américaines et des allemandes, et repli des mines d'or en liaison avec celui du métal.

Le cours de l'once est revenu de 506 dollars à 500 dollars, ce qui a fait perdre 500 F au lingot à 110 950 F, le napoléon gagnant, toutefois, 7 F à 740 F, sa prime s'élevant à 14,9 %. L'emprunt 4 1/2 % 1973 est revenu de 2 170 F à 2 140 F, et le 7 % 1973 de 9 275 F à 9 199 F. Le dollar-titre est resté ferme à 8,80 F environ.

NEW-YORK

Au plus haut

A 1 097,10 points en clôture (en hausse de 10,60 sur vendredi), l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a manqué de peu le niveau des 1 100, mais le baromètre numéro un de Wall Street a largement battu son précédent record (1 092,35), qui remontait au *10* janvier dernier.

A l'ouverture, l'orientation du marché new-yorkais était pourtant moins favorable, et un certain flottement était perceptible dans l'enceinte du *Big Board*, conséquence directe de l'augmentation de 5,9 milliards de dollars de la masse monétaire américaine (M-1) annoncée le vendredi précédent pour la semaine bancaire au 2 février dernier. Il ne s'agissait pourtant que d'un palier, et la reprise constatée sur le marché obligataire allait finalement entraîner les actions dans son sillage, les opérateurs trouvant un réconfort certain dans les derniers propos tenus par M. Henry Kaufman. Selon l'économiste en chef de la charge de courtage Salomon Brothers, « *la Réserve fédérale a décidé de donner le feu vert à un léger assouplissement des taux sur le marché monétaire, ce qui impliquerait une réduction du taux d'escompte* », devait-il déclarer.

Aussitôt, l'indice Dow Jones, qui avait perdu un peu de terrain lors des transactions initiales, repartait de l'avant jusqu'à grimper à un moment à 1 098,96 points (*plus 12,42 points*) avant de lâcher un peu de lest sous la forme de quelques prises de bénéfices.

VALEURS	Cours du 11 fév.	Cours du 12 fév.
Alcoa	32 7/8	33 1/2
A.T.T.	68 3/8	67 3/4
Boeing	37 1/4	37
Chase Manhattan Bank	47	48 1/4
Du Pont de Nemours	41 1/4	41 1/4
Eastman Kodak	85	88 1/4
Exxon	29 7/8	29 3/4
Ford	40 3/4	42 3/4
General Electric	102 3/4	103 1/2
General Foods	38	39 1/4
General Motors	62 1/2	63 7/8
Goodyear	29 1/8	28 3/4
I.B.M.	96 1/2	99
I.T.T.	32 3/4	32 1/2
Mobil Oil	28	28 3/8
Pfizer	71 5/8	71 3/4
Schlumberger	44 3/4	45 1/8
Texaco	32 1/4	32
U.A.L. Inc.	32 3/4	31 5/8
Union Carbide	59 3/4	59 7/8
U.S. Steel	22 1/2	22 5/8
Westinghouse	47	47 1/8
Xerox Corp.	36 3/4	37 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MOET-HENNESSY. – Au titre de l'exercice 1982, le groupe fait état d'un chiffre d'affaires consolidé (provisoire) de 4,6 milliards de francs, en augmentation de 10 % environ sur l'année précédente, les ordres et les expéditions enregistrées au mois de janvier 1983, dans tous les secteurs d'activité, « *marquant une tendance soutenue pour le premier trimestre de l'année en cours* », précise la société.

En ce qui concerne le bénéfice net consolidé, sa progression devrait être « *au moins égale à celle du chiffre d'affaires* », ce qui devrait le porter aux alentours de 375 millions de francs (342 millions en 1981 et 194,8 millions l'année précédente).

Passant en revue les principaux secteurs d'activité, Moët-Hennessy annonce pour les « champagnes et vins » un chiffre d'affaires de 2,17 milliards de francs, en progrès de *10 % environ sur 1981*, les cognacs et spiritueux n'augmentant, en revanche, que de 5 % environ, à 1,23 milliard de francs, la firme expliquant cette faible progression « *par un fort mouvement de déstockage chez les distributeurs* ». Enfin, le secteur parfums et produits de beauté a enregistré la plus forte augmentation avec une hausse de 16 % d'une année à l'autre pour atteindre le chiffre de 1,19 milliard de francs, pour l'ensemble des produits Dior et Roc.

Moët-Hennessy précise qu'à la différence de 1981 les résultats de l'exercice 1982 ne tiennent pas compte des activités nouvelles et, notamment, des participations prises dans les sociétés Delbard et Armstrong Nurseries.

COMPTOIRS MODERNES. – Le chiffre d'affaires de la société a atteint 2,24 milliards de francs en 1982 (plus 15,9 % sur le précédent exercice) et 7,64 milliards de francs (*plus 15,1 %*) en intégrant Super-Est et Sograno à 50 %, ainsi que Sadisor à 45 % dans le périmètre de consolidation.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	11 fév.	14 fév.
Valeurs françaises	105,2	105,2
Valeurs étrangères	111,5	111,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	11 fév.	14 fév.
Indice général	104,7	105,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 15 février .... 12 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	14 fév.	15 fév.
1 dollar (en yens)	235,75	233,65

BOURSE DE PARIS Comptant 14 FEVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	26 50	1 126	De Dietrich	295	295	Naval Worms	107	108	B. N. Mexique	7 25	....
5 %	37 20	0 182	Degremont	129 80	135	Navig. (Nat. de)	60 20	65 70 d	B. Régl. Internat.	41500	42700
3 % amort. 45-54	71	1 627	Delalande S.A.	145	140	Nicolas	331	343	Barlow Rand	95 50	97
4 1/4 % 1963	101 90	1 783	Delmas-Vieljeux	500	509	Nodet-Gougis	82 70	81 80	Bell Canada	151 20	162
Emp. N. Éq. 6 % 67	....	4 258	Dév. Rég. P.d.C (Li)	117 90	119	OPB Paribas	99 10	98 10	Blyvoor	150	144 50
Emp. 7 % 1973	9199	..	Didot-Bottin	275	275	Optorg	85	87	Bowater	23 50	24 70
Emp. 8,80 % 77	105 90	6 481	Dist. Indochine	345	352	Origny-Desvroise	122 50	120	British Petroleum	42	....
9,80 % 78/93	84 80	5 853	Drag. Trav. Pub.	196	198	Palais Nouveauté	290	285	Br. Lambert	260	283
8,80 % 78/86	85 85	1 667	Duc-Lamothe	190	....	Paris-Orléans	96 30	96 30	Caland Holdings	86	....
10,80 % 79/94	87 10	4 853	Dunlop	5	5 20	Part. Fin. Gest. Im.	171	....	Canadian-Pacific	301	306
13,25 % 80/90	96 80	9 329	Eaux Bass. Vichy	905	915	Pathé-Cinéma	139 50	137	Cockerill-Ougre	15 30	15
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Cominco	370	367

SICAV 14/2	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	171 18	163 42
Actions-Investiss.	218 76	208 84
Actions sélectives	249 20	237 90
Audificand	294 21	280 87
A.G.F. 5000	209 30	199 81
Agfimo	304 87	291 05
Altafi	217 27	207 42
A.L.T.O.	190 38	181 75
Amérique Gestion	441 07	421 07
Bourse-Investiss.	231 61	221 11
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2198	4,5 % 1973	2170	2150	2140	2122
3030	C.N.E. 3 %	2999	3012	3015	3025
470	Agence Havas	515	520	519	520
420	Air Liquide	408 50	410	411	410
305	Als. Superm.	305	300	300	300
57	A.L.S.P.I.	64	67	67	67
143	Alsthom-Atl.	139	139	139	139
880	Amrep	812	820	820	804
156	Applic. gaz	174	173 50	177	170 30
148	Arjom. Prioux	155 10	155 50	155 50	155 50
920	Aux. Entrepr.	885	905	905	885
415	Av. Dass.-Br.	440	445	445	435 50
187	Bail-Equipem.	205	210	210	191 60 •
390	Bail-Investiss.	381	388	388	386
270	Cie Bancaire	293 20	297	298 50	297
106	Bazar H.-V.	105	105	105	106
147	B.C.T. Midi B.	159 10	168	167	155
245	Béghin-Say	248	247	247 10	245 20
405	Bic	405	400 50	400 50	400
210	B.I.S.	202	194	197	190 10
485	Biscuit (Génl.)	532	530	530	530
1120	Bongrain S.A.	1165	1166	1167	1160
785	Bouygues	755	748	747	759
1350	B.S.N.-G.D.	1380	1390	1390	1389
1460	– (obl.)	1475	1485	1486	1485
1360	Carrefour	1260	1270	1273	1244
275	– (obl.)	278	277	277	275
1000	Casino	970	961	960	960
605	Cedis	580	590	590	590
27	CEM	27	27	27	27
250	Cetelem	224	225	224	226
470	C.F.A.O.	454 50	456	456	450
64	C.F.D.E.	62 10	63	63	62
161	Charg. Réunis	188	188 50	188 50	188 50
13 50	Chiers-Châtil.	14	13 60	13 60	13 55
160	Ciments franç.	156 50	155	155 10	154 90
840	C.I.T. Alcatel	870	855	853	840
515	Club Méditerr.	474	480	485	485
101	Codetel	102 40	104	104	104 80
131	Cofimeg	133 80	134	134	131 40
194	Coles	194	....	....	....
108	Compt. Entrepr.	109	110	110	110
305	Compt. Mod.	280	283	282	288 50
410	Créd. Foncier	410	414 90	415	407
205	Crédit F. Imm.	211 50	214 90	218	212 10
310	Crédit Nat.	342	344	345	345
57	Creusot-Loire	58 50	58 40	58 50	57 20
162	Crouzet	153 50	153	153 50	150
260	C.S. Saupiquet	242	243	243	243
785	Damart-Servip.	722	752	752	740
770	Darty	705	711	713	725
585	Docks France	526	535	534	535
29	D.M.C.	31 10	30 30	30 50	30 60
1130	Dumez	1063	1075	1080	734
245	Eaux (Gén.)	248	249 80	248	249 80
130	Elf-Aquitaine	120	120 10	120 50	120 10
127	– (certific.)	118 50	119	119	117 50
665	Essilor	700	703	703	681
210	Esso S.A.F.	194	195 80	197	194
395	Eurafrance	380	375 10	378	375 10
940	Euromarché	855	860	850	850
670	Europe nº 1	580	640	648	628

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
570	Facom	563	562	566	555
720	Fichet-Bauche	740	746	746	732
152	Finextel	153 70	152 70	152 30	152
143	Fives-Lille	146	147	147	146
17 50	Fonderie (Gén.)	23	23	23 10	23
88	Fraissinet	82	84	84	84
335	Francarep	278	295	295	290
144	Gal. Lafayette	146 10	140	140 10	140 10
285	Gén. d'Entrep.	256 60	256 60	256 60	256 60
1020	Gén. Géophys.	945	945	940	940
385	G.T. Mars.	368	369	368	362 70
320	Guyenne-Gasc.	325	312	312	319 90
800	Hachette	820	825	825	825
346	Hénin (La)	336	335	336	335
47	Imétal	56	58	58 50	57 30
200	Imm. Plaine-M.	199	199	200	198
250	Ind. et Particip.	257 50	257	259	257
670	Inst. Mérieux	670	666	666	656
900	Intertechnique	895	880	880	847
134	J. Borel Int.	131	130	130	128
162	J. Lefebvre	157	154	154	151
124	Jeumont Ind.	134	133	132 50	130 40
270	Lab. Bellon	273	271	271	270
255	Lafarge-Coppée	262 50	266 50	266 50	265
305	– (obl.)	300	300	300	296
1640	Legrand	1722	1740	1737	1719
820	Lesieur	765	768	768	768
210	Locafrance	231	232	234	232
495	Locindus	488	495	495	490
425	Lyonn. Eaux	449	463	463	463
43	Machines Bull	42 10	42 25	42 25	41 40
370	Mais. Phénix	364	365	366	357 70
675	Majorette (Ly)	685	699	696	690
260	Manurhin	279 80	277	274 30	272
57	Mar. Wendel	58 60	58 90	58 80	57 80
700	Martell	685	685	685	685
715	– (obl.)	706	706	706	692
580	Merlin-Gerin	602	607	607	600
1340	Matra	1155	1152	1150	1150
10 70	Més. Nav. D.-N.	10 55	10 55	10 55	10 35
730	Michelin	707	706	708	697
595	– (obl.)	596	598	598	598
630	Midi (Cie)	659	667	667	659
94	Mines Kali (Sté)	105 90	106	105 80	106
47	M.M. Penarroya	52 10	54	54 10	53
795	Moët-Hennessy	855	848	847 •	848
980	– (obl.)	1030	1035	1035	1035
400	Mot. Leroy-S.	540	548	563	548
67	Moulinex	69	71	70 80	70
305	Mumm	314	314	314	308
132	Navig. Mixtes	133 40	133 90	133 90	133 90
13	Nobel-Bozel	12 20	12 15	12 20	12 05
47	Nord-Est	53 60	53 70	52 95	52 90
230	Nordon (Ny)	228	226	226	226
72	Nouvelles Gal.	72 60	72 60	72 60	71 20
400	Occident. (Gén.)	421	420 50	419 80	428 90
170	Olida-Caby	172 80	171 50	172 50	169 80
780	Omn. F. Paris	795	785	785	666
112	Opfi-Paribas	112 80	111	111	110 70
1000	Oréal (L')	1141	1160	1155	1160
62	Papet. Gascogne	51 80	51 20	51 20	51 20
121	Paris-France	117	117	117	117

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
380	Paris-Réescomp.	352	353	353 50	352
87	Pechelbronn	90	90	90	90
320	Penhoet	325	320 10	320 10	320
365	Pernod-Ricard	414	420	418	414
144	Pétroles (Fse)	137 30	136 50	137	136 10
175	– (obl.)	174 50	174 50	174 50	173 20
34	– (certific.)	32 20	33	32 80	32 40
45	Pétroles B.P.	44 70	44 20	44 20	43 40
133	Peugeot S.A.	141	139	140	139
315	– (obl.)	316	316	316	313 10
82	P.L.M.	90 90	90 90	90 90	90 90
96	Poclain	93	94	94	92 50
290	Pollet	291 80	292	290	286 20
95	Pompey	92 50	94	94	92 20
215	P.M. Labinal	205	205 20	205 20	201 10
735	Presses Cité	885	887	880	873
620	Précabail Sic.	635	635	635	630
230	Primagaz	223	223 80	223 80	220 10
113	Printemps	106 10	110 50	110 80	108 50
1070	Promodès	935	980	980	981
395	Radiotechn.	345	357	355	350
98	Raffin. (Fse)	102 50	101 40	101 40	100
900	Redoute (La)	851	835	849	830
535	Révillon	530	534	534	525
230	Roussel-Uclaf	258	258	258	255
860	Rue Impériale	854	859	859	850
14 50	Sacilor	13 30	13 25	13 35	13 10
125	Sade	128	127	127	127
990	Sagem	1035	1033	1035	1015
159	St-Louis B.	151	152	152	150 10
245	Sanofi	282 50	282	282 50	280 30
320	– (obl.)	380	387	387	387
310	S.A.T.	329	330	330	330
17	Saulnes	16	16	16	15 70
33	Saunier-Duval	31 60	33 20	32	32 60
92	Schneider	95	93	94	91 20
25	S.C.O.A.	25 25	25 20	25 20	24 75
114	S.C.R.E.G.	111	110 20	110 20	110
126	– (obl.)	126 10	126 10	126 10	126 10
215	Seb	231 50	234 90	234 90	236
173	Sefimeg	176	176	176	174 50
690	S.F.I.M.	676	676	678	667
550	Sign. Ent. El.	549	526	525	515
305	Silic	308	306	306	305 10
195	Simco	195	196	196	194
100	Simnor	100 90	100 90	100 90	101
700	Skis Rossignol	720	730	730	716
295	Sogerap	291	290	292	286
160	Sommer-Allib.	160	163	163	160
230	Source Perrier	238 90	248	249	248
285	Talcs Luzenac	275 10	275 20	276	275
860	Tél. Electr.	935	920	932	920
127	– (obl.)	127 50	128 80	128 80	128 80
149	Thomson-C.S.F.	173 40	177	177	177
225	– (obl.)	224	226 50	226 50	230
1180	T.R.T.	1368	1380	1380	1390
152	U.F.B.	165 10	166	166	163
390	U.I.S.	382	385	385 50	381
133	U.C.B.	141 50	143 50	143 50	140 60
1 88	Usinor	1 90	1 82	1 85	1 85
180	U.T.A.	177	180	179	176 40
215	Valéo	232	230 10	230	228

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
90	Vallourec	93	94 50	94 50	93
1230	V. Clicquot-P.	1188	1198	1198	1195
680	Viniprix	611	611	611	600
970	Elf-Gabon	1000	945	945	927
210	Amax Inc.	221 10	220 20	220 30	219
565	Amer. Express	596	596	592	596
575	Amer. Teleph.	614	605	604	609
158	Anglo Amer. C.	174 50	170 50	171	169 50
970	Amgold	1100	1095	1090	1095
910	B. Ottomane	990	979	979	988
405	BASF (Akt)	448 80	449	450	458
385	Bayer	442	449	444	440
475	Buffelsfont.	570	558	558	566
34	Charter	34 85	34 50	34 50	34
420	Chase Manh.	426	420 50	420 50	420 10
205	Cie Pétr. Imp.	204 30	205	205 50	201
58	De Beers	70 10	68 40	68 30	68
900	Deutsche Bank	980	985	983	985
172	Dome Mines	178 50	176 90	176 10	174
320	Driefontein Cid	328 40	327 80	328 50	324
350	Du Pont-Nem.	369 40	356 50	369	353
710	Eastman Kodak	748	753	753	759
205	East Rand	234 50	228 20	231 50	228
405	Ericsson	426 90	428	428	422
260	Exxon Corp.	267	268 90	268 90	270
320	Ford Motors	350	363	363	350
425	Free State	487	483 50	482 50	480
200	Gencor	265	265	265	265
225	Gén. Belgique	230	228	230	228
810	Gén. Electr.	920	913	913	913
510	Gen. Motors	564	559	569	563
75	Goldfields	78 45	78 40	78 10	78 10
205	Harmony	230	228 50	227 50	230
28	Hitachi	30 10	30 15	30 15	30
375	Hoechst Akt.	447	444	443	436

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
49	Imp. Chemical	54 80	54 50	54 30	54 90
106	Inco. Limited	110 60	113 30	112 80	112 60
830	IBM	860	864	864	861
41	Ito-Yokado	42 30	43 50	43 20	43
270	ITT	296	294 50	294 50	297
44	Matsushita	46 40	45 70	45 70	46 60
735	Merck	741	734	734	737
670	Minnesota M.	681	680	675	689
230	Mobil Corp.	254	245	245	250
16850	Nestlé	17630	17600	17600	17520
355	Norsk Hydro	358	349	346	346
795	Petrofina	840	830	825	825
490	Philip Morris	516	518	519	515
98	Philips	113 20	113 20	112 90	113 90
425	Pres. Brand	472	471 10	471 10	465
465	Président Steyn	523	523	524	523
1000	Quilmès	1138	1100	1120	1125
1140	Randfontein	1356	1356	1335	1374
315	Royal Dutch	326	324 10	324 10	321
70	Rio Tinto Zinc	75 90	75	75	75
425	St Helena Co	454 80	444	445	440 10
425	Schlumberger	394	386 50	386 50	385
58	Shell transp.	58 10	57 60	57 60	57 10
840	Siemens A.G.	975	980	979	951
120	Sony	121	123 80	123 50	121 40
163	T.D.K.	159 50	162 50	163 10	164
630	Unilever	683	662	662	....
505	Unit. Techn.	550	562	559	552
950	Vaal Reefs	1135	1088	1088	1088
495	West Deep	570	565	564	560
490	West Hold.	532	532	527	529
345	Xerox Corp.	337 80	328	333	330
3	Zambia Corp.	3 55	3 50	3 48	3 48

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 813	6 858	6 640	7
Allemagne (100 DM)	283 480	283 400	275	289
Belgique (100 F)	14 394	14 406	13 400	14 500
Pays-Bas (100 fl.)	258 480	256 560	250	262
Danemark (100 krd)	80 040	80 265	76	82
Norvège (100 k)	96 720	96 950	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 545	10 538	10 200	10 900
Grèce (100 drachmes)	8 195	8 202	6 750	8 750
Italie (1 000 lires)	4 922	4 925	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	340 900	340 120	331	349
Suède (100 krs)	92 330	92 360	89	95
Autriche (100 sch)	40 370	40 340	39 500	41 200
Espagne (100 pes.)	5 310	5 305	5 050	5 500
Portugal (100 esc.)	7 460	7 470	6 600	7 800
Canada ($ can 1)	5 562	5 602	5 390	5 660
Japon (100 yens)	2 905	2 908	2 790	2 930

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/2
Or fin (kilo en barre)	111250	111000
Or fin (en lingot)	111450	110950
Pièce française (20 fr)	733	740
Pièce française (10 fr)	416	.....
Pièce suisse (20 fr)	713	713
Pièce latine (20 fr)	695	687
Souverain	840	844
Pièce de 20 dollars	3906	3905
Pièce de 10 dollars	1940	1940
Pièce de 5 dollars	1001 25	.....
Pièce de 50 pesos	4300	4400
Pièce de 10 florins	725	720

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 15 février 1983 a été tiré à 545 277 exemplaires

VOYAGE EXCLUSIF au
BELOUCHISTAN
DÉPART : 13 MARS
PEUPLES DU MONDE,
10, r. de Turenne - 75004 PARIS
Téléph. : 271-50-56
TCG Lic. A 961

En Union Soviétique

Nouvel ajournement du procès de six jeunes dissidents de gauche

Le procès des six jeunes dissidents de gauche qui devait s'ouvrir ce mardi 15 février a été reporté pour la troisième fois à une date indéterminée, apprend-on dans l'entourage des jeunes gens. La raison invoquée est une indisposition du juge, qui serait « malade ».

Cette affaire est particulièrement intéressante pour plusieurs raisons. Les accusés sont poursuivis, en vertu des paragraphes 70 et 72 du code pénal, pour « agitation antisoviétique » et « création d'une organisation antisoviétique ». Ils devaient être jugés normalement par le tribunal municipal de Moscou ; or la procédure a été confiée à la Cour suprême, dont les verdicts sont sans appel.

C'est la première fois depuis le milieu des années 60 que l'on s'apprête à juger une « organisation », comme ce fut le cas des marxistes de gauche du groupe « Kolokol » ou de l'affaire Yskhon (mouvement chrétien panrusse). Jusqu'à présent, les autorités préféraient juger des individus plutôt que de reconnaître l'existence de groupes.

Sur les dix inculpés, trois appartiennent à la Nomenklatura. Le père de l'historien André Fadine fut de son vivant, au comité central du P.C., l'un des experts des pays scandinaves ; celui de Boris Kagarlitski, spécialiste de la sociologie de l'art à l'Institut du théâtre, est une critique littéraire de renom. Enfin le fait que l'historien Pavel Koudioukine appartienne à l'Institut des relations internationales montre qu'il est issu de la classe des privilégiés.

Les trois autres inculpés sont MM. Vladimir Tchernietski, spécialiste de physico-chimie ; Youri Khavkine, spécialiste de l'automation, et Mikhail Rivkine, ingénieur de l'industrie pétrolière. Cinq d'entre eux avaient été arrêtés le 6 avril 1982 ; M. Rivkine fut appréhendé le 8 juin. — A.M.B.

Les Etats-Unis demandent aux autorités israéliennes et libanaises de protéger les civils palestiniens au Sud-Liban

Le gouvernement américain a demandé lundi 14 février aux autorités israéliennes et libanaises de prendre rapidement des mesures pour protéger les civils palestiniens au Sud-Liban qui ont fait l'objet d'attaques. « Nous sommes extrêmement préoccupés par les récents meurtres de civils palestiniens au Sud-Liban et nous avons demandé aux autorités israéliennes et libanaises de s'efforcer d'empêcher de nouveaux incidents », a déclaré un porte-parole du département d'Etat.

On apprenait à ce propos, à Beyrouth, de source diplomatique occidentale, que les dix pays de la Communauté européenne pourraient prendre une initiative commune en faveur de la protection des civils palestiniens au Liban. Cette initiative pourrait prendre la forme d'une déclaration solennelle demandant que soit assurée la sécurité de tous les réfugiés résidant au Liban.

De son côté, le premier ministre libanais, M. Chafic Wazzan, a déclaré qu'il a demandé à l'envoyé spécial américain, M. Philip Habib, de « soulever la question des agressions dont les civils libanais et palestiniens sont victimes au Sud-Liban et d'insister sur la responsabilité des forces israéliennes conformément aux conventions et accords internationaux ».

L'initiative européenne ferait suite à la récente déclaration du directeur général de l'UNWRA (Office d'aide aux réfugiés palestiniens), M. Olof Rydbeck, faisant état de sa profonde inquiétude concernant la détérioration de la sécurité des réfugiés palestiniens.

L'UNWRA a relevé, la semaine dernière, que quinze corps, pour la plupart des Palestiniens, dont trois complètement brûlés, ont été découverts en deux semaines à Saïda (Liban-Sud), près du camp de réfugiés de Aïn El Heloue. Un représentant des Nations unies a précisé que les milices chrétiennes avaient envoyé des menaces à vingt-trois familles de Palestiniens résidant dans la région de Saïda, en leur enjoignant de quitter leurs habitations dans les vingt-quatre heures, et d'aller vivre dans les camps. Il a signalé, à ce propos, que les menaces étaient adressées aux Palestiniens disposant de longue date d'un domicile fixe et non à des squatters. « On leur demande, a-t-il dit, de comparaître devant des comités, généralement composés d'hommes revêtus de cagoules noires, qui leur intiment l'ordre de quitter leurs maisons et, parfois, leur offrent de les acheter à 60 et 70 % de leur valeur. » — (A.F.P., A.P.)





l'ordinateur personnel IBM
Un ordinateur personnel aussi professionnel que vous
Des logiciels aussi professionnels que vous.
Une équipe aussi professionnelle que vous.
3 points de vente distributeurs agréés
PARIS NEUILLY — IMATIC — 163 av. Ch. de Gaulle — 92200 NEUILLY — Tél. : (1) 747-11-36
RENNES — IMATIC — 51 rue du Puits Mauger — 35000 RENNES — Tél. : (99) 30-52-82
STRASBOURG — IMATIC — 7 rue du Marais Vert — 67000 STRASBOURG — Tél. : (88) 22-50-22
Pubu 12 944

AVIS DE CONCOURS
Le MINISTERE de la JUSTICE
pour ses Etablissements Pénitentiaires
recrute
17 SOUS-DIRECTEURS (TRICES)
Concours les 12, 13 Avril 1983.
Clôture des inscriptions le 14 Mars 1983.
ouvert :
- aux titulaires de l'un des titres ou diplômes exigés pour se présenter au premier concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration, ou en justifier avant le 31 décembre de l'année du concours.
- aux personnes âgées de 21 à 35 ans.

Ces fonctionnaires participent en début de carrière à la direction d'un établissement pénitentiaire dont ils prennent ultérieurement la charge en qualité de directeur. Ils peuvent également animer un Comité de Probation et d'Assistance aux Libérés près d'un Tribunal.
Pour tous renseignements écrire sous ref. P 21
MINISTERE DE LA JUSTICE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
Bureau du Recrutement
13, place Vendôme 75042 PARIS CEDEX 01
et dans tous les établissements pénitentiaires.

En Inde

Les troubles en Assam ont fait plusieurs centaines de morts

New-Delhi (A.F.P., Reuter, A.P.). — Le bilan des violences qui ont marqué dans l'Etat d'Assam la campagne électorale pour le renouvellement de l'assemblée législative s'est considérablement alourdi avec l'annonce d'un massacre au cours duquel de nombreux habitants d'une quinzaine de villages du district de Darrang ont trouvé la mort, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 février. Les victimes, pour la plupart autochtones, ont été tuées dans leur sommeil par des immigrants népalais et des membres de certaines tribus locales qui les ont attaquées à coups de hache, de lances et de flèches. Les sources officielles parlent d'une centaine de morts mais des témoins oculaires portent ce chiffre à plus de quatre cent cinquante, auquel s'ajouteraient plusieurs dizaines de disparus.

Des affrontements se sont encore produits lundi dans d'autres régions pendant la première journée de scrutin, soit au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre, soit au cours d'échauffourées entre manifestants hostiles, causant la mort d'une douzaine de personnes. Les mouvements « anti-immigrants » qui s'opposent à la consultation (le Monde du 10 février) ont réussi à rendre celle-ci pratiquement impossible dans de nombreux districts. Selon les rapports officiels parvenus à Gauhati, capitale de l'Etat, 95 % des électeurs originaires de l'Assam se sont abstenus.

L'accès des femmes à certains emplois militaires est contingenté

Un décret paru au Journal officiel du dimanche 13 février crée, en quelque sorte, un numerus clausus à propos de l'accès des femmes à certains emplois militaires. On compte, à l'heure actuelle, 17 770 jeunes femmes militaires, engagées dans les trois armées et leurs services.

Si la loi du 13 juillet 1972, portant statut général des militaires, s'applique sans distinction aux hommes et aux femmes et affirme l'égalité des droits et des devoirs entre sexes différents, le commandement a longtemps estimé qu'il fallait, en réalité, tenir compte du particularisme de certaines missions militaires, comme la préparation au combat qui requiert la disponibilité permanente et la mobilité des personnels d'active.

Un décret du 22 décembre 1975 précisait : « En raison des conditions de mise en œuvre et d'intervention des unités de combat, les emplois d'officiers des armes dans l'armée de terre ne sont ouverts qu'aux hommes. »

C'est précisément ce texte qui vient d'être modifié par le nouveau décret, signé du président de la République, du premier ministre et de plusieurs ministres concernés.

L'accès des femmes aux emplois d'officiers des armes est autorisé, désormais, à raison de 7 % des recrutements annuels dans le train, les transmissions et le matériel, de 5 % dans la gendarmerie et de 3,5 % dans l'artillerie et le génie. L'accès des femmes aux emplois de sous-officiers est autorisé, désormais, à raison de 25 % des recrutements annuels dans les transmissions, de 7 % dans le train et le matériel, de 5 % dans la gendarmerie et de 3,5 % dans l'artillerie et le génie. Il s'agit, pour l'instant, de quotas maximum.

« En raison des conditions d'emploi et de mise en œuvre de l'infanterie, des troupes de marine et de l'arme blindée-cavalerie, est-il précisé dans le décret, les emplois d'officiers dans ces armes ne sont ouverts qu'aux hommes. » De même, pour les emplois de sous-officiers de ces armes de l'armée de terre et pour certains emplois d'officiers et de sous-officiers de la gendarmerie ayant des sujétions de services et qui seront déterminés par arrêté du ministre de la défense.

LE NOMBRE DES DÉTENUS A AUGMENTÉ DE 1 668 EN UN MOIS

Le nombre de détenus a augmenté de 1 668 en un mois. Ils étaient 36 251 le 1er février contre 34 583 le 1er janvier, soit une augmentation de près de 5 % (4,82 %). Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de personnes détenues avant jugement, était de 18 854 le 1er février contre 17 642 un mois auparavant, soit une progression de 6,87 %. La proportion de prévenus est ainsi de 52 %.

Ces statistiques confirment une tendance observée ces derniers mois et qu'avait masquée la légère diminution du nombre des détenus enregistrée en janvier, à savoir l'augmentation continue de la population carcérale, en dépit des consignes en sens contraire données par M. Badinter (le Monde du 25 novembre 1982).

LE PÈRE JOSEPH MADEC ÉVÊQUE DE FRÉJUS ET DE TOULON

Le Père Joseph Madec, du diocèse de Vannes et recteur de Saint-Louis-des-Français à Rome, vient d'être nommé par Jean-Paul II évêque de Fréjus et Toulon, en remplacement de Mgr Gilles Barthe, âgé de soixante-dix-sept ans.

[Né le 15 mars 1923 à Ploemel (Morbihan), Joseph Madec a fait ses études au petit séminaire de Sainte-Anne d'Auray. Ordonné prêtre à Rome en 1947, il enseignera la théologie dogmatique et l'Ecriture sainte de 1953 à 1965, avant de devenir, en 1971, supérieur du grand séminaire interdiocésain de Rennes. Il est depuis 1980 recteur de Saint-Louis-des-Français à Rome.]

NOUVELLES BRÈVES

● Le ministre de la culture a remis la cravate de commandeur des arts et lettres au cinéaste Francis F. Coppola, qui a participé au colloque sur la création, organisé à la Sorbonne (le Monde du 15 février). M. Jack Lang a également promu le cinéaste Luigi Comencini commandeur de la Légion d'honneur, ainsi que le metteur en scène Georgio Strehler, à qui la distinction sera remise le 16 février par le président François Mitterrand.

Georgio Strehler doit tenir ce mardi 15 une conférence de presse annonçant les grandes lignes du Théâtre de l'Europe, qu'il dirigera à partir de septembre 1983, tandis que le SYNPTAC-C.G.T., syndicat national des professions du théâtre et de l'action culturelle, qui a lancé un préavis de grève permanent illimité dans les théâtres nationaux, organise une manifestation dans les jardins du Palais-Royal, sous les fenêtres du ministre de la culture.

● Le Soviétique Alexandre Obichaev a amélioré la meilleure performance européenne de saut à la perche en salle, avec un bond de 5,74 mètres réalisé le 12 février à Moscou. L'ancien record était partagé par le Soviétique Constantin Volkov et le Français Thierry Vigneron, qui avaient réalisé 5,70 mètres.

● L'écrivain Elie Wiesel a indiqué à l'Agence télégraphique juive, qui le rapporte mardi 15 février, que M. Mitterrand avait accepté sa suggestion d'organiser à Paris une conférence internationale contre l'antisémitisme, le racisme et la haine, et lui avait demandé de préparer un projet.

● Chez Chausson, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), où le conflit des O.S. est entré dans sa cinquième semaine, une consultation des grévistes a été organisée mardi matin 15 février par les syndicats. Une partie du personnel — celui de l'atelier d'usinage des camionnettes J-9 — s'est prononcée, à mains levées, pour la reprise du travail.

livres en vente A PARIS
EDITEURS FAITES CONNAITRE VOS LIVRES
Documentation : Imprimerie Causse 27, rue St-Georges 75009 Paris



Si vous avez cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez Leroy, une solution ultra-rapide.
Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 50 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.
LEROY OPTICIEN
du lundi au samedi inclus.
104, Champs-Élysées ▲ ○ ■
11, bd du Palais ■
158, rue de Lyon ▲
147, rue de Rennes ▲ ○
5, place des Ternes ▲
27, bd Saint-Michel ○ ■
127, Fg Saint-Antoine ■
30, bd Barbès

HONDA ET BRITISH LEYLAND SIGNENT UN ACCORD POUR LAPRODUCTION D'UNE VOITUREDE GROSSE CYLINDRÉE

Honda et British Leyland (BL Ltd.) ont passé un accord de principe pour la production en commun, en Grande-Bretagne et au Japon, d'une automobile de haut de gamme (2 000 cc), a annoncé le 15 février à Nagoya le président de Honda, M. Kawashima. Les deux groupes produisent déjà ensemble la Triumph Acclaim. C'est la première fois que Honda se lance dans la production de gros modèles.

Selon le quotidien des milieux d'affaires japonais Nihon Keizai, les deux constructeurs ont décidé que le nouveau modèle, provisoirement baptisé XX, sera à traction avant. Il sera commercialisé à partir de 1985.

Chacun des partenaires construira un moteur susceptible d'équiper cette voiture, Honda un six-cylindres en « V » classique et BL un moteur turbo. Le Nihon Keizai pécise que les modèles produits au Japon seront vendus au Japon et en Asie par les deux firmes et ceux produits en Grande-Bretagne le seront en Grande-Bretagne et en Europe, également par les deux sociétés. les voitures seront exportées aux États-Unis par les deux compagnies, individuellement.

VIF REPLI DU DOLLAR 6,79 F

Interrompue lundi 14 février par les craintes que suscitent un vif gonflement de la masse monétaire des États-Unis, la baisse du dollar a repris mardi 15 février 1983 sur les marchés des échanges, revenant, à Francfort, de 2,42 DM à moins de 2,40 DM, et, à Paris, de 6,86 F à 6,79 F.

A l'origine de ce repli, on trouve la quasi-certitude que les autorités monétaires américaines (le F.E.) veut assouplir leur politique et permettre un nouvel abaissement des taux d'intérêt. C'est d'ailleurs l'avis de M. Henry Kaufman, oracle très écouté des milieux financiers de New-York. Du coup, le cours de l'once d'or a monté, passant de 500 à 512 dollars.

OFFRE SPECIALE
TOURNOI DES 5 NATIONS
IRLANDE-FRANCE A DUBLIN
du 18 au 20 février 1983
2 890 F
Comprenant : Vol aller-retour ; hôtel luxe ; entrée stade ; assurance et votre place pour le match Galles/France le 19 mars à Paris (offre limitée).
AIRCOM - SETI
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268.15.70 Lic. A 962

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VETEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS ET COSTUMES MESURE
A partir de 1.500 F
3.000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS et ROBES SUR MESURE
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures